

DANIEL VILLEY

REDEVENIR
DES
HOMMES LIBRES

COLLECTION « CIVILISATION »

LIBRAIRIE DE MEDICIS

Pour Madame Lambert
et pour Jacques Lambert
en souvenir de Rabat
et de leur cher ami
admis à Alger

Tous amicalement

Dan & Villy

Paris 13-7-46

REDEVENIR
DES
HOMMES LIBRES



DANIEL VILLEY

Professeur à la Faculté de Droit de Poitiers.

REDEVENIR DES HOMMES LIBRES

« Il pourra être utile de se rappeler que la nouveauté des lois n'est pas toujours salubre ou bienfaisante pour le peuple, mais que bien souvent la recherche précipitée de changements radicaux est l'indice de l'oubli de sa propre dignité et de sa propre histoire, ainsi que d'un assujettissement facile aux influences étrangères et non à des idées mûrement réfléchies. »

(Lettre de S. S. le Pape Pie XII à S. Ex. le Cardinal Luigi Lavitrano, à l'occasion de la XIX^e Semaine Sociale des Catholiques italiens, Florence 22-28 octobre 1945.)

A la mémoire de

GEORGES BONNEFOY

agrégé des lettres, pensionnaire de la Fondation Thiers,
tué sur le front de Lorraine
le 21 juin 1940

et de

PIERRE BOUCHARD

animateur de la Résistance à Caen,
mort déporté en Allemagne, août 1944.

Je ne sais s'ils eussent approuvé toutes les
opinions que propose cet opuscule.

Je suis sûr qu'ils acceptent l'hommage que
leur en fait ma fidélité.

D. V.

DU MÊME AUTEUR :

- *L'Or, fausse monnaie ?* (*Esprit*, nov. 1934).
- *Charles-Brook Dupont-White, économiste et publiciste français ; sa vie, son œuvre, sa doctrine*. Tome I : *La jeunesse de Dupont-White et ses travaux économiques (1807-1851)*, 1 vol. LI-677 pages, Paris, Alcan, Bibliothèque d'Histoire Contemporaine, 1936. Préface de H. Noyelle, professeur à la Faculté de Droit de Paris (Thèse de Doctorat soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Caen).
- *Sur la traduction par Dupont-White de « La Liberté » de Stuart Mill* (*Revue d'Histoire Economique et Sociale*, 1^{er} septembre 1938).
- *Dupont-White et la Religion* (*La Vie Intellectuelle*, 10 novembre 1938).
- *Quelques aspects de la Vie de Karl Marx après 1845* (deux articles dans *La Vie Intellectuelle*, 10 juillet 1937 et 25 mars 1938).
- *Sumner Schlichter, théoricien de l'Economie dirigée* (publié dans G. Pirou : *Les Nouveaux Courants de la Théorie Economique aux Etats-Unis*, fascicule IV ; *De l'Economie spontanée à l'Economie dirigée*, p. 67 à 86. Paris, Domat-Montchrestien, 1^{re} édition 1937 ; 2^e 1943).
- *L'Echelle mobile des Salaires, problème de relations industrielles et de théorie économique* (*Politique*, mars 1938).
- En collaboration avec Marie-Thérèse Génin, Florence Villey et Robert Goetz, professeur à la Faculté de Droit de Nancy) Traduction de *Collectivist Economic Planning* (ouvrage collectif publié sous la direction de Von Hayek. Edition française à la Librairie de Médecis sous le titre « *L'Economie dirigée en Régime collectiviste* », 1939).
- *Petite Histoire des grandes Doctrines Economiques* (XV-230 pages) Paris, Presses Universitaires de France, 1944.
- *Doctrines et Science économiques* (extrait des *Mélanges Gonnard*, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1945).

EN PRÉPARATION :

- *Charles-Brook Dupont-White ; sa vie, son œuvre, sa doctrine*. Tome II : *Dupont-White publiciste et philosophe* (1852-1878) ; tome III : *La Doctrine de Dupont-White, Essai de reconstruction synthétique*.
- (En collaboration avec Alain Barrère, chargé de cours des Facultés de Droit) *Ephémérides de l'Historien des Doctrines économiques* (Tableaux chronologiques à l'usage des candidats au Diplôme d'Etudes Supérieures d'Economie Politique.)

PREFACE

Ah ! cette étincelle de fierté, d'indépendance que l'on voit briller au regard de chaque paysan, de chaque ouvrier de chez nous ! Ah ! ne la laissons pas éteindre !

Une passion hante les pages qu'on va lire : celle de la dignité humaine, liée à l'indivisible liberté. Et l'horreur corrélative du totalitarisme que la domination hitlérienne nous apprend à connaître et à combattre, et qu'il nous faut maintenant affronter sous la seule forme où présentement il existe et menace : celle du communisme.

Toutefois, en notre pays hautement civilisé jusque dans ses couches les plus populaires, l'orthodoxie stalinienne serait sans nul doute impuissante à réaliser ses fins d'avilissement de l'homme, si elle ne recevait l'appoint de tout un faisceau de totalitarismes qui s'ignorent. Parmi ces idéologies révolutionnaires vagues et multiformes qui dominent le climat moral de notre première année d'après-guerre, — et qui certes ne relèvent point de l'obédience moscoutaire — il n'en est aucune qui ne tende à saper parmi nous les valeurs et les idéals de la civilisation humaniste traditionnelle, comme à isoler moralement et matériellement la France de sa glorieuse histoire et de l'Occident du monde. Elles-mêmes sont conçues en marge de toute probabilité historique : l'énergie qu'elles ont captée ne peut que se perdre ou dévier. Mais rien ne se perd en

histoire. Aussi bien, dans ce jeu complexe de forces où se décide l'avenir de l'ouest européen, tous les révolutionnaires nationalistes, chrétiens, idéalistes, ou existentialistes ne savent-ils qu'apporter aux ambitions russes un oblique et involontaire renfort.

Pour sauver de l'envahissement totalitaire l'homme de chez nous, que six ans de guerre et de contagion fasciste ont atrocement dégradé, il n'est que de ranimer les valeurs humanistes, démocratiques, libérales. Cela ne saurait certes résulter d'une pure et simple reconstitution de tous les anciens cadres. Il faut que notre civilisation redevenue vivante : et vivre, c'est changer sans cesse. Mais il ne convient point de cultiver chez un malade la haine de ce passé récent encore qui fut pour lui la santé. Quiconque vient de subir un choc brutal ne revient à soi qu'en rassemblant d'abord ses souvenirs.

Nous avons lutté pour l'homme, pour son bonheur, pour sa liberté. Et voici que nous en avons oublié le goût même du bonheur, celui de la liberté. C'est là ce qu'il nous faut retrouver tout d'abord.

Que toutefois l'on ne cherche point en ces pages l'exposé d'une doctrine. Le livre que voici n'a rien d'un ouvrage d'économie politique; il n'entend point non plus définir une philosophie sociale achevée. On y trouvera rassemblés selon l'ordre des dates de leur composition un certain nombre de libelles et

d'essais, qui tous — à l'exception des deux premiers — ont été conçus pendant les quinze mois qui suivirent la libération du territoire. Ce sont des écrits d'occasion. Certains ont déjà fait l'objet d'une publication. Plusieurs sont inédits, soit qu'ils n'aient point été primitivement rédigés à l'intention du public, soit qu'en ces temps d'étroit conformisme pseudo-révolutionnaire, ils n'aient pu trouver asile dans les colonnes d'aucun périodique. Les uns et les autres traduisent au jour le jour les tâtonnements d'un jeune Français parmi beaucoup, qui fut en 1936 un adepte enthousiaste du Front Populaire, et dès 1940 gaulliste sans hésitation, — et qui maintenant, dans le chaos idéologique de notre immédiat après-guerre, cherche à retrouver son chemin.

D. V.

3-3-1946.

N. B. — Certains des essais que l'on va lire ont déjà vieilli. Plusieurs, qui n'étaient point destinés à la publication, revêtent une allure familière, décousue, paradoxale. Il arrive qu'ils se répètent quelque peu les uns les autres. J'en dois au lecteur des excuses. A part quelques polissages de forme, je n'ai point cru devoir rien modifier ni retrancher des textes primitifs, afin de conserver du moins à ce livre la valeur d'un authentique témoignage pour servir à l'histoire d'une année grande et trouble, riche de joies, d'espoirs, de déceptions et de menaces.

AVANT-PROPOS

PLURALISME ET TRANSCENDANCE

OU

SIMPLE ESQUISSE D'UNE SYNTHÈSE D'ATTITUDES ANTISYNTHÉTIQUES

(Février 1946) ⁽¹⁾

*Videmus nunc per speculum in ænigmate...
Ex parte enim cognoscimus et ex parte pro-*
[phetamus...

.....

*Tunc evacuabitur quod ex parte est...
Tunc autem videbo facie ad faciem...
Tunc cognoscam sicut et cognitus sum.*

(SAINT PAUL, *Première Epître aux Corinthiens*, Chapitre XIII.)

(1) Adaptation d'une causerie faite à Paris, le 6 janvier 1946.

Pour Jeanne et Georges Delhomme,
En souvenir de quatre ou cinq exaltantes soirées
Où fut oubliée l'heure du couvre-feu.

A l'Angleterre
Qui lit la Bible et qui inventa l'individualisme
En témoignage de vénération.

Aux libéraux de tous les partis ⁽¹⁾.

D. V.

15 février 1946.

Plus tard sans doute — beaucoup plus tard — l'automne eût détaché de l'arbre les fruits mûrs... Un à un, sans briser les branches. Et leur chair eût nourri la terre, et leur semence l'eût fécondée. Mais pourquoi dès le printemps cet affreux cyclone est-il en deux tornades venu faucher toutes les fleurs? Et maintenant le voyageur qui passe voit bien que cet arbre est stérile. « Il le faut — dit-il — abattre et déraciner ». Déjà le bûcheron s'avance. O combien je voudrais savoir arrêter son bras, selon que l'ange fit le bras déjà levé de notre père Abraham!

C'est pour le bûcheron que mon livre fut écrit. « Ami, » — lui dira-t-il —, « considère
« avant de frapper cet arbre que tu tiens
« pour mort. Contemple la nature qui l'environne. Emplis tes yeux de cette fraîche
« lumière où baigne la lande dévastée.
« Parmi ces carcasses misérables qu'a laissées

(1) Cf. la dédicace du livre de HAYEK : *La Route de la Servitude*, traduit de l'anglais à la Librairie de Médecis, 1945.

« le cruel fléau, écoute, bûcheron: n'entends-
« tu pas le rire clair de la saison jeune
« encore? O homme, arrête-toi, et que ta
« poitrine un moment hume cette brise qui
« lèche la terre dépouillée : ne reconnais-tu
« pas le suave parfum qui chaque année
« annonce le renouveau? Prends garde,
« bûcheron, et laisse là ta cognée. Qu'elle
« n'écorche point ce tronc debout encore :
« car tu verrais alors jaillir et se répandre
« la sève qui déjà monte en lui vers de nou-
« velles floraisons. »



Les nations vaincues ont droit à la pitié du monde, et que les cœurs généreux embrassent leur défense. De même les dieux des peuples victorieux.

Il était une fois une civilisation que nous tenions pour nôtre, et dont on nous avait enseigné la fierté. Elle avait surgi à l'Occident du Monde, voici quatre siècles ou cinq, quand déclinait le Moyen Age. Elle était née au souffle des grandes découvertes et des grandes inventions, de la Renaissance humaniste et de la Réforme religieuse; peut-être aussi, plus qu'on ne croit, de la Contre-Réforme. Elle avait respiré les mâles parfums de l'aventure, et toutes les audaces de l'esprit. Elle avait grandi au grand vent des conquêtes lointaines, au rythme du progrès déchaîné parmi toutes les sciences à la fois,

dans le remous des peuples secouant leurs jougs et proclamant leurs droits, au milieu de cette grande poussée des usines qui soulevait le sol d'Europe. Nous l'appelions la civilisation moderne. Elle était bouillonnante et si riche, que sans doute eussions-nous été fort gênés à la définir. Nous savions bien pourtant la reconnaître de cela qui était avant elle, de cela qui n'était pas elle.

Elle était dynamique, et pluraliste, et centrifuge. Elle avait proclamé l'autonomie des mondes, et celle des sciences, et celle des nations, et celle de chaque homme.

L'univers entier gravitait jadis autour de la Terre. Survient Copernic, et voici que le monde n'a plus de centre. Chaque étoile en constitue un désormais. Colomb arme son frêle navire, et s'ouvrent des continents neufs dont on ignore les limites, et de nouvelles races d'hommes apparaissent que l'on ne sait point dénombrer. La Terre des hommes a perdu son centre de gravité. Voici Luther, et Rome ne sera plus l'unique tête de la Chrétienté. Voici François I^{er}, les légistes français, Louis XIV : l'Empire se disloque à son tour. Tout bouge, tout explose. Même la vérité. On parle désormais de sciences au pluriel. L'édifice est brisé qui toutes les ordonnait les unes aux autres sous l'œil auguste et maternel de la reine théologie. Effondrée, la belle hiérarchie des disciplines intellectuelles, la splendide unité de la

connaissance ! C'est la grande *diaspora* des idées. Loin du nid, les sciences de la nature prennent leur envol, elles progressent de surprise en surprise, elles deviennent familières avec le hasard, avec l'inhumain. Les navires sillonnent les glaces polaires; et volc en éclats ce grossier finalisme anthropocentrique qui faisait le climat de la pensée d'autrefois. La géologie distend l'histoire du monde par les deux bouts; et l'anthropologie celle de l'humanité. Des six jours de la création, des quatre mille ans qui séparaient la chute de l'homme de l'étable de Bethléem, on ne saurait plus parler qu'en figure. A force de reculer dans le lointain de l'avenir, la menace de la fin du monde devient de plus en plus floue et mythique. L'épopée judéo-chrétienne, — cette portion de l'histoire qui va d'Abraham au pape régnant, et qui jadis couvrait presque tout l'intervalle entre le *fiat lux* et la parousie, — n'est plus qu'un point sur l'axe des siècles géologiques, dont l'origine et l'aboutissement se perdent en la nuit des temps. Plus encore que les limites de la connaissance, reculent celles de l'inconnu que l'on soupçonne. L'esprit humain a perdu tout point d'appui. Bientôt les lois scientifiques elles-mêmes ne seront plus regardées que comme des formules commodes pour utiliser une réalité si riche qu'elles ne la sauraient embrasser, et qui les excède immensément.

Emiettement, richesse, variété : ces caractères de la pensée moderne, la Révolution française en va pénétrer la vie sociale et les institutions politiques. L'individu s'affirme, et proclame son indépendance. Un droit nouveau est promulgué, qui repose sur l'autonomie de la volonté, sur le libre contrat. L'autorité politique s'articule en pouvoirs séparés, qui s'opposent et s'équilibrent. L'opinion publique se fragmente en plusieurs partis politiques. L'individualisme économique diffuse l'initiative en matière de production et d'échange. La religion, la presse, l'entreprise, les prix, la science, l'art, de nombreux domaines d'activité échappent à l'autorité publique : la Révolution les proclame libres, c'est-à-dire autonomes.

Et sans doute, parmi les remous confus d'une époque où tout bouge, on a vu se former d'importants contre-courants, qui s'opposent à la grande poussée centrifuge. Pour soutenir notre perspective, il faut tenir pour tels l'absolutisme de la monarchie au xvii^e siècle, celui de la nature au xviii^e, et celui de la science au xix^e siècles. Et de même cette nouvelle mystique de l'unité qu'ont soulevée un Saint-Simon, un Auguste Comte. Tout cela exprime des nostalgies ; les soubresauts de survivances qui se raidissent ; des retours sur le grand courant de l'histoire. Pluralisme et autonomie n'en colorent pas moins pour nos yeux le grand message de la civilisation moderne.

Nous la tenions pour nôtre. Elle était notre façon de vivre. Nous en étions fiers. Et peut-être l'aimions-nous avec plus de fraîche ferveur que quiconque, nous autres jeunes catholiques de l'entre-deux-guerres. Elle avait surgi jadis en réaction contre la civilisation chrétienne médiévale, en marge de l'Eglise, souvent contre elle. Et beaucoup d'hommes d'Eglise continuaient de jeter sur elle un regard méfiant. N'était-ce point malentendu ? Eh ! quoi ? *géométriquement* l'homme n'est plus le nombril du monde ? Mais il en est l'œil. Il perce ses secrets et surprend ses mystères. *Physiquement* et *biologiquement* tout ce qui est et vit sur la terre n'a plus l'homme pour fin ? Mais l'homme conquiert et domestique ce qui ne paraissait point fait pour lui. *Chronologiquement*, la Bible n'est plus au centre de l'histoire ? Mais elle la transcende ! Le temps aussi désormais a ses deux infinis. Et comme les célestes espaces illimités révélaient son mystérieux privilège au roseau pensant de Pascal, de même l'immensité du vide spirituel des siècles sans foi fait éclater l'unique lumière de ce petit livre que Dieu nous donna. Non, vraiment, ni l'homme ni le divin ne sortaient nécessairement diminués du remous de ces quatre siècles. Sont-ils vraiment l'œuvre du diable ? Peut-être bien, disions-nous. Mais que nous importe ? Le Christ n'est point Zoroastre, et nous ne sommes point manichéens. Maritain nous l'a répété : le diable aussi est créature, et quoi

qu'il en ait, serviteur de Dieu. Dieu ne lui a permis d'ébranler la civilisation médiévale qu'afin de dégager les voies pour quelque nouvelle culture chrétienne. *Omnia cooperantur in bonum, etiam peccata*. Le rôle des chrétiens en ce monde ne va point à détruire le mal, mais à le tourner au bien. Le temps n'est-il donc point venu de rétablir les ponts coupés entre l'Eglise et la civilisation? De desserrer ce que la nécessaire réaction tridentine, celle de Pie IX, celle de Pie X avaient provisoirement durci? De composer ce dictionnaire sans quoi les hommes d'Eglise ne peuvent engager la conversation avec l'esprit de notre temps, depuis que cette nouvelle Tour de Babel a de nouveau brouillé les langues? Et nous avons formé ce rêve : intégrer à la tradition chrétienne les apports de la civilisation moderne; éclairer la pensée moderne en projetant sur elle la lumière de l'éternelle et totale Vérité.

Oh! nous n'étions pas les premiers. Il y avait eu l'*Univers* de Lamennais, le modernisme, le *Sillon*. Trois fois au moins les choses avaient tourné court. Parce que l'affaire sans doute n'était point mûre encore. Parce que ceux qui la tentèrent n'avaient point eu toujours la piété, la fidélité, l'expérience, au niveau de leur bonne volonté. Sous prétexte d'accorder la religion chrétienne et leur siècle, voilà qu'ils allaient compromettre l'Eglise avec le Siècle! Nous voulions pour la pensée chrétienne un enrichissement, un rayonnement

accrus, mais qui ne fussent point abaissement. Nous espérions refaire en quelque sorte un modernisme, mais qui ne fût point à l'instar de l'autre diminution de transcendance, ni de surnaturel, ni de spiritualité. Et nous ne l'ignorions point : l'entreprise était audacieuse, la voie glissante. Nous aussi risquions de dévier, d'échouer à notre tour. Mais nous avions voulu engager à cette œuvre notre vie. Nous nous y étions donnés passionnément. Avec cette audace tranquille que seule permet la soumission à l'autorité infaillible, maternelle et vigilante, toujours prête à ressaisir sur les bords du précipice ceux qu'elle envoie explorer à l'aventure. Nous ne voulions pas que par notre faute la civilisation moderne continuât de se dessécher loin du tronc qui est la Vérité et la Vie. Parce que c'est à tous les siècles comme à toutes les nations que s'étend la portée du grand précepte missionnaire. *Loquebantur variis linguis apostoli* : nous voulions que les hommes d'Eglise apprissent à parler leur langage aux hommes de notre temps, afin qu'ils revinssent en masse aux sources de la grâce. Nous le voulions et nous le croyions possible, parce que dans notre foi totale en la vocation universelle du message chrétien, nous savions bien que sont inépuisables les virtualités de l'Incarnation.

Et nous avons fait nôtre cette civilisation centrifuge, où nous rêvions de planter la Croix. Nous nous étions engagés à elle loya-

lement, sans esprit de retour, de tout notre cœur. Nous avons embrassé le libéralisme, l'empirisme, l'esprit critique; l'usine, le syndicat, l'Université, la République, le régime parlementaire. Lors même que nous inclinions au socialisme ⁽¹⁾, c'était en raison surtout de cette tradition humaniste et moderne que porte le socialisme français, de Proudhon à Jaurès et à Léon Blum, et qui n'est point non plus étrangère au marxisme — celui de Marx, bien entendu. Nous avons fait nôtres les grandes valeurs de la démocratie : la liberté, l'intelligence, le bonheur ⁽²⁾. Et lorsque sur nos frontières surgit une nouvelle conception révolutionnaire qui les menaçait, lorsqu'en Allemagne triompha telle Contre-Renaissance (Paul Reynaud disait : « un Moyen-Age que n'illumine plus la douce figure du Christ »), nous avons défendu la civilisation moderne. Nous fûmes sanctionnistes en 1935, interventionnistes en Espagne en 1937, anti-münichois en 1938, et ce qu'en 1939 « bellicistes » on nommait, et résistants en 1940. Non point tant par patriotisme que parce que nous aimions la République, Racine, l'individu, le beurre, l'intelligence, le droit, Montaigne, le

(1) Je dois à la vérité de ne point céler que j'y inclinai fort — avant Munich — et même au planisme, et à l'idéologie révolutionnaire. Que l'on me pardonne si les développements ci-dessus « interprètent » quelque peu ce que nous pensions alors.

(2) M. MERLEAU-PONTY propose cette trilogie dans son article intitulé *La Guerre a eu lieu* (*Les Temps Modernes*, n° 1, 1^{er} octobre 1945).

bonheur, l'esprit critique, Montesquieu, le hasard, la magnificence, Claudel, l'impersonnalité de la loi, l'amour, les droits de l'homme, le syndicalisme, le régime parlementaire, les chansons, le capitalisme, l'art pour l'art, la liberté de la presse et de la pensée, la vie privée: et que c'était tout cela que méprisaient et voulaient remplacer par de nouvelles valeurs les nouveaux évangiles politiques.

*
**

Et maintenant, par delà les montagnes de décombres et les fleuves de larmes et de sang, nous avons gagné cette guerre. Les peuples libres ont vaincu. Est-ce la liberté qui triomphe?

La civilisation pluraliste et centrifuge ne va-t-elle point reprendre sa marche en avant? Ceux qui l'ont si bien sauvée du péril ne la vont-ils point maintenant restaurer, épanouir de par le monde? Et les jeunes catholiques des années trente ne s'attelleront-ils pas de nouveau à cette tâche de réconciliation et d'incarnation qui fut l'ambition de leurs vingt ans? Je l'avais cru. Mais non. Tel est le pouvoir corrupteur de la guerre. Hélène est délivrée, mais Ménélas triomphant, couvert de sueur et de sang, ne pose plus sur elle qu'un regard de dégoût. Les grandes batailles qu'il a livrées pour elle ont allumé en lui d'autres amours. Notre avant-guerre heureux et libre n'a point aujourd'hui de censeurs plus

sévères que ces jeunes couches d'hommes qui ne sont point jeunes toujours, mais qui dominent la résistance. Ce sont les résistants qui exaltent l'économie dirigée, malgré ses corollaires inéluctables : l'étouffement de l'initiative personnelle, l'effondrement du prestige de la loi, la dégradation de la valeur infamante des peines, la délation généralisée, l'inquisition policière. Ce sont les résistants qui revendiquent l'épuration massive et la persécution politique, qui prônent ou tolèrent l'arbitraire et la torture, le mépris des droits des accusés, l'internement administratif, la suppression du régime politique dans les prisons, le maintien en esclavage de millions de prisonniers allemands, l'autorisation préalable des journaux, l'outrecuidance nationale, le repli jaloux de la patrie sur ses intérêts et ses droits. Ils disent encore : « Liberté, Démocratie, République, Droit des Gens » ; mais comme ces mots rendent sur leurs lèvres un son creux et faux ! C'est la révolution qui fait briller leurs yeux et brûler leurs cœurs ! Ils ont revêtu les dépouilles idéologiques de leurs ennemis vaincus. Ils leur ont pris leurs perspectives « cosmiques » et leur terrestre eschatologisme. Ce sont eux qui aspirent à quelque nouvelle ère, qui rompent avec l'héritage de la renaissance humaniste, du XVIII^e siècle philosophique, et du XIX^e siècle bourgeois. « Cadavres, disent-ils, que tout cela : ne comptez point sur nous pour les ressusciter ! » Eux aussi parlent de « socialisme national ». « Nous, les pre-

miers Français! », s'écrient-ils audacieusement, anticipant à tout le moins sur un avenir qu'ils croient déjà forger de leurs mains. Ils ont adopté tout le réseau d'attitudes qui compose le totalitarisme. Les plus hardis et les plus lucides assument ce mot ⁽¹⁾. D'autres le renient encore. Qu'importent les mots? C'est la Résistance, à présent, qui porte la « révolution du ... siècle ».

Ainsi de l'épreuve récente sortent ébranlées les valeurs que l'Occident voulait défendre, cependant que par tous les pores de notre monde enfiévré suinte la *Weltanschauung* des vaincus.

Et peut-être cela n'est-il vrai qu'en Europe. Mais non point à l'Ouest seulement. Certes le communisme russe, depuis la mort de Lénine surtout, s'éloigne du marxisme à pas de géant ⁽²⁾. Il évolue, nous dit-on. Mais je doute fort — en dépit de quelques formules de la constitution soviétique que l'on se complaît à épingle — que ce soit dans la direction démocratique. Il semble au contraire qu'il dépouille de plus en plus cet idéal humaniste et libertaire que Marx professait et qui le rattachait à la pensée occidentale. On n'en est plus à l'union libre, aux rêves de l'élimination de l'Etat, de la prise au tas, du communisme au sens propre du mot! La dicta-

(1) Cf. J.-P. SARTRE. *Présentation* (Les Temps Modernes, n° 1, 1^{er} octobre 1945).

(2) Cf. ARTHUR KOESTNER : *Darkness at noon*, traduction française sous le titre *Le Zéro et l'Infini*. Paris, Calmann-Lévy, 1945.

ture du prolétariat, qui ne devait être qu'une transition, s'installe et se consolide. Et le prolétariat n'y est plus pour grand'chose. La Russie paraît bien en train de devenir ni plus ni moins que totalitaire. Cette soif de conquêtes et d'hégémonie, ce populationnisme, cette inflation de la force et de la santé physiques, ce mépris du bonheur personnel et de la vie privée, cette magnification de grandioses réalisations collectives, ce culte emphatique du Grand Chef, ces superlatifs, cette mystique du sacrifice, cette apologie de la discipline, ce déploiement de propagande, ces plébiscites orchestrés, ces camps de concentration, cette exaltation de la race slave, ce gigantesque appareil de police tentaculaire, ce mépris des petites nations, cette désinvolture vis-à-vis du droit international que nous lui voyons aujourd'hui, n'est-ce point la marque d'une osmose hitlérienne ? Et n'est-ce point au fascisme que tout cela va ? Les trotskistes qui l'affirment n'ont en cela point tort sans doute.

Un courant analogue emporte aussi bien un grand nombre de jeunes catholiques français, — parmi ceux-là même que presse le constant souci d'être présents à leur époque, et qui voici quelques années cultivaient les valeurs de la civilisation libérale et centrifuge. L'individualisme, le régime parlementaire, le socialisme démocratique, tout cela leur paraît à présent dépassé. Il ne s'agirait pas de se trouver une fois encore « en retard

d'une révolution » ! Ils secouent avec désinvolture la poussière de leurs sandales, qui ne foulaient pas après tout depuis si longtemps les sentiers de la troisième République. Faut-il donc croire qu'ils ne s'étaient ralliés à la liberté que du bout des doigts, en attendant le contre-ordre de l'histoire ? que cette ivresse de nouveauté qui les possède déguise à leurs propres yeux certaines nostalgies mal refoulées ? que le matérialisme historique rencontre en eux les échos de quelque ancien prophétisme eschatologique ? que les fureurs du dogmatisme stalinien soulagent certaines rancunes mal éteintes contre le libre examen ? Que l'anticapitalisme de nos modernes novateurs flatte en eux des relents d'idéologie précapitaliste ? que la censure, la taxation des prix, la réglementation omniprésente et moralisante leur rendent une atmosphère familière, dont ils n'avaient point tout à fait oublié la saveur ? et que de cette révolution dont ils prophétisent la fatalité, ils attendent un peu — sans toujours se l'avouer eux-mêmes — quelque « Nouveau Moyen Age » ? Quoi qu'il en soit, voici qu'ils parlent maintenant presque à l'unisson de tous les totalitaires. « L'ère du monde fini commence » ⁽¹⁾ s'écrient-ils — (*Elle recommence ?*). — « L'avenir, c'est l'esprit de communauté, c'est un ordre téléologique, c'est la civilisation des masses ».

Il se peut après tout qu'ils aient rai-

(1) L'expression est de Paul Valéry (*Regards sur le Monde actuel*).

son. Souvent la guerre ne fait qu'épandre sur le monde les idéals de qui la perd. Rome a détruit le Temple de Jérusalem : bientôt toute l'espèce humaine descendra d'Abraham. A Waterloo, Metternich est vainqueur de Napoléon, mais Montesquieu de l'absolutisme et Jean-Jacques du droit divin; et c'est l'Europe entière ouverte aux vents de France. Peut-être, pour régner sur les esprits et les mœurs, une révolution d'abord doit-elle être vaincue sur les champs de bataille. C'est là que toutes les idées se brassent, et se tassent, et se rodent; et que leur est sculptée la forme qui convient pour pénétrer le monde de l'histoire...

Peut-être que, spirituellement, Adolf Hitler a gagné cette guerre... Mais moi, je ne marche pas!...

*
**

Je ne sais rien qui soit moins jeune que
la hantise de ne l'être plus.

.

« Ces gens pour qui les traditions ne sont rien; qui croient qu'on change d'Eglise comme de caleçon; qui remanient les mœurs et les croyances des peuples comme ils font, dans leur cabinet, la carte de l'Europe. »

(PROUDHON, cité par H. DE LUBAC
Proudhon et le Christianisme, p. 306.)

Nous ne marchons pas! Avant d'exécuter ce prétendu contre-ordre de l'histoire, nous attendons la confirmation par écrit. Nous ne serons pas les Don Juan de la culture! Nous restons fidèles à la cause démocratique, à la

civilisation pluraliste et centrifuge dont tant de témoins se sont fait tuer! Ne comptez pas sur nous pour l'achever de quelque facile coup de pied de l'âne! Nous ne la laisserons pas mourir sans baptême! Nous la guérirons. Ou bien nous lui donnerons une sépulture digne d'elle; et nous recueillerons ses reliques, pour le cas où elles feraient des miracles...

Et qui vous dit qu'elle ne soit point déjà convalescente? Au nom de quoi ce diagnostic fatal à si brève échéance? Les grands médecins sans doute seraient plus circonspects! N'allez donc point invoquer Marx. Où donc avez-vous vu qu'il fût le prophète du planisme et du totalitarisme? Marx est un occidentaliste, un nourrisson de la civilisation humaniste, tout l'opposé d'un romantique. Ne nous le prenez pas! Ah! si nous pouvions l'évoquer ici, et le prier de décider entre nous, de quel côté pencherait-il? La question souffre au moins d'être posée! Que nous importe au reste? Il ne s'agit point de démêler ce qu'a cru Marx autrefois, ni ce qu'il penserait de nos jours. Marx, c'était une doctrine du charbon, de la machine à vapeur, de la courroie de transmission et de la poulie. Sa vision du monde reflétait une étape de la technique qui poussait au maximum à la concentration des exploitations. Depuis lors, nous avons eu le pétrole, et l'électricité. Est-ce maintenant l'ère atomique qui doit condamner l'atomisme économique et social? Je n'en sais absolument rien. Vous non plus. Parlons d'autre chose!

Vous invoquez l'histoire? Enseigne-t-elle la fatalité d'une révolution totalitaire mondiale et prochaine? L'histoire est l'intelligence du passé, et non pas une diseuse de bonne aventure. La courbe des événements n'a pas de formule connue : elle ne se laisse pas extrapoler. Vous invoquez une évolution à sens unique, que l'on observe depuis quinze ans dans tous les pays du monde, — quelle que soit leur idéologie officielle — et toujours dans le même sens centralisateur et autoritaire? Mais vous allez trop vite en besogne : tout renforcement de l'Etat, toute extension de ses attributions ne signifie pas un déclin de l'individualisme. Et tout recul de l'individualisme ne va point forcément à présager sa chute. Vous invoquez surtout la transformation des structures économiques? Le capitalisme n'existe pas en Russie; mais il n'y a jamais existé. Il a toujours existé aux Etats-Unis. Il n'y semble pas ébranlé. En tout cas l'idéal individualiste est aussi vivant là-bas que jamais. Pourtant les contrôles autoritaires se sont singulièrement développés pendant la guerre, dans tous les pays belligérants? C'est peut-être bien que la guerre totale exigeait une mobilisation totale. La guerre est totalitaire : elle implique que tout soit provisoirement subordonné à *une seule fin* : la victoire. Mais gardez-vous de prendre pour un processus d'évolution universelle et irréversible ce qui ne fut peut-être, chez les nations démocratiques, que provisoire adap-

tation aux nécessités de la belligérance. Souvent un danger récent, totalement écarté, hante encore nos songes à l'aube du jour suivant. Vous prétendez que le capitalisme est le passé, et le planisme l'avenir? Peut-être s'opposent-ils bien plutôt comme l'Ouest à l'Est, ou comme la paix à la guerre. Et la paix, nous l'espérons bien, ce n'est pas seulement le passé, c'est l'avenir.

Et quand vous auriez raison, quand une révolution de grande envergure serait imminente et fatale? Quand la civilisation occidentale serait inévitablement vouée à la mort prochaine, l'abandonnerais-je aujourd'hui? A Dieu ne plaise! Que l'ensemble du front dût demain céder, cela ne dispenserait point chacun de nous de tenir aujourd'hui la tranchée qu'il occupe. Quelque jour fatalement toutes les civilisations déclinent et meurent. Il est bon qu'elles ne déclinent point trop vite, et qu'elles ne meurent pas tout entières. Il est bon qu'elles ne meurent pas seules, et que des hommes tombent pour leur défense! Il est bon que des capitaines restent à bord, et sombrent avec le navire qui s'abîme dans les flots. Il est bon que des fidèles se jettent sur le brasier qui consume les civilisations condamnées, afin que brille d'un plus vif éclat la flamme dont elles éclairent le monde avant de mourir. Il est bon que de faibles lueurs vacillantes, — comme ces chandelles qui brûlaient au Moyen Age dans les cellules des couvents — prolongent encore leur lumière

sur les cendres du brasier consumé, et gardent jalousement le feu dont peut-être quelque jour les caprices du vent feront jaillir une flamme nouvelle. Il est bon que toute civilisation neuve conserve un certain temps dans son sein quelques témoins attardés de celle qui l'a précédée. Ah! qu'elle ne se hâte pas trop de devenir orpheline, ni de brûler les reliques paternelles, ni de détruire le testament des siècles!

La civilisation de la renaissance, la civilisation pluraliste et centrifuge, c'est le chaînon par où l'avenir du monde se pourra seulement rattacher à la tradition millénaire de l'humanité. Ne laissons pas écraser ce chaînon! Si la chaîne est un jour rompue, il faudra tout recommencer au commencement, à partir de la primitive barbarie.

Toute vie est équilibre. La vie des sociétés, c'est un équilibre entre le traditionnel et le nouveau. Les conditions normales de l'équilibre veulent qu'il y ait à chaque moment beaucoup plus de traditionnel que de nouveau. Les révolutions sont une rupture d'équilibre, funeste et destructrice. Ce qu'elles apportent de sève vivifiante ne donne ses fruits que plus tard, après que l'équilibre est rétabli : on ne le retrouve qu'en esquissant un pas de repli, en faisant un retour sur les excès du début, en restaurant des choses anciennes dont le souvenir heureusement n'a pas été tout à fait perdu (le concordat, les

épaulettes dans l'armée rouge). Pendant les révolutions, le poste historique le plus abandonné de tous, le plus exposé, le plus socialement utile, c'est celui de défenseur des traditions. Il est nécessaire sans doute qu'il y ait des incendies, pour rajeunir l'architecture des villes. Mais malheur à qui allume les incendies ! Malheur à qui souffle sur le feu ! Lorsque la ville brûle, tous les hommes de bien courent aider les pompiers.

La marche de l'histoire peut être comparée à celle d'un pendule qui décrirait une ellipse en spirale. Le progrès, c'est que la spirale aille en s'élargissant, le plus et le plus vite possible. Nos révolutionnaires voudraient déjà retourner le mouvement du pendule. Nous poussons pour qu'il continue quelque temps encore dans la même direction. En période de révolution, les vrais progressistes sont les conservateurs. Ceux-là qui ne sont pas trop vite essoufflés d'une demi-oscillation du pendule ; trop tôt pressés de renverser le sens de son mouvement. C'est grâce à ceux-là que la spirale va s'élargissant, que les sociétés progressent...

Non, la civilisation de la renaissance n'a pas encore épuisé son message. Elle a donné le jour à des valeurs qui ne peuvent plus, qui ne doivent jamais sombrer. Une fois que l'on a inventé les droits de l'homme, on ne les saurait plus mépriser sans déchoir. La mois-

son n'est pas mûre. Il n'est pas temps encore de séparer le bon grain de l'ivraie.

*
**

Je me trouvais un jour récent parmi l'un de ces cercles d'intellectuels catholiques avancés, où l'on cultive et savoure entre amis les frissons du romantisme révolutionnaire, lorsque quelqu'un s'écria tout à coup : « Le grand mal presque irréparable, c'est que nous n'ayons pas eu un Karl Marx catholique au XIX^e siècle ! » Un hochement de tête unanimement navré accueillit aussitôt cette profonde parole. Alors j'ai pensé : « Pourquoi ne serait-il pas dommage que nous n'eussions pas eu un Stuart Mill catholique ? » De ces deux disciples de Ricardo que furent Mill et Marx, qui vous permet de dire que Karl Marx soit l'avenir, et Stuart Mill le passé ? Vous déplorez que les catholiques soient en retard de cent ans parce que le marxisme est né à l'écart de leur tradition ? Pourquoi pas de cent cinquante ans ou même de quatre cents, parce que la philosophie anglaise individualiste, parce que la renaissance humaniste se sont faites largement en dehors d'eux et partiellement contre eux ?

Et si le nom de Stuart Mill m'est venu spontanément sur les lèvres, c'est sans doute parce que ce grand penseur éclectique, — pas très personnel, pas très vigoureux, mais très riche — résume en lui peut-être mieux que

quiconque la plupart des courants de notre civilisation. Nominaliste en métaphysique, associationniste en psychologie, utilitariste en morale, individualiste sur le plan social, théoricien et apologiste du gouvernement représentatif et du régime parlementaire en politique, libéral en économie, il incarne à lui seul, en un vaste et grandiose ensemble, la conception atomistique et centrifuge de l'homme et du monde.

A quelque temps de là, comme avançait déjà vers sa fin l'une de ces longues nuits sans sommeil que plus souvent en ces temps confus m'inflige l'inquiétude, tandis que mon impatience guettait avant l'heure l'aube du jour nouveau, et que je détournais mes yeux vers la fenêtre, je vis venir un étrange personnage qui se posa sur le bord de ma couche. Comme en rêve il advient souvent, c'est en vain que d'abord je tentai de le reconnaître, et de lui donner un nom. On dispute longtemps pour identifier les apparitions. Ce sont souvent figures composites, où s'entremêlent cocassement les images et les rêveries de la veille. Tandis qu'avidement j'écoutais les paroles qui tombaient de la bouche de mon hôte admirable, parfois il me semblait en lui reconnaître ce Stuart Mill que j'avais invoqué. Un Stuart Mill qui n'aurait point correspondu avec Auguste Comte, ni rendu visite aux saint-simoniens, ni épousé Madame Taylor, ni subi toutes les confuses influences qui sur le tard

inclinèrent au socialisme ce qui sommeillait en lui de religiosité mal refoulée; mais qui, sans rien renier de sa première vision du monde, aurait rencontré le Christ et épousé la foi catholique. Parfois aussi, le compagnon délicieux de la plus exquise nuit qu'il me fut jamais donné de vivre rappelait à ma mémoire quelques traits de Proudhon : le Proudhon du Second Empire, rallié à la propriété, dialecticien, apôtre du contrat, anarchisant, amateur de balances et de bilans, exaltant l'équilibre des contraires, et négateur de la synthèse germanique. A d'autres moments encore — parfois aux mêmes — les propos de l'inconnu projetaient à mes yeux des reflets de visions leibnitziennes. Un instant, ils faisaient briller quelque réminiscence de Bergson. Puis ils évoquaient les propos de certains personnages d'Aldous Huxley. Sans doute mon hôte avait-il rencontré Dupont-White et Renan. Je ne saurais douter qu'il n'eût lu Kierkegaard. D'Abélard à Jean-Paul Sartre, du nominalisme médiéval à l'existentialisme contemporain, il portait l'héritage idéologique de toutes les doctrines du singulier, de la surprise, de la réalité opposée à la vérité.

Et cependant, sa pensée ne m'est apparue rien moins qu'hétéroclite. Mais il est temps que vous en jugiez vous-même, lecteur : et que je vous rapporte les merveilleuses paroles que j'entendis cette nuit-là.

**
**

Non enim cogitationes meae cogitationes vestrae neque viae vestrae viae meae, dicit Dominus. Quia sicut exaltantur caeli a terra, sic exaltatae sunt viae meae a viis vestris et cogitationes meae a cogitationibus vestris.

(ISAÏE, LV, 8-9.)

« Toute la confusion des temps modernes ⁽¹⁾ a son fondement dans ce fait qu'on a voulu supprimer l'abîme de qualité qui sépare Dieu et l'homme. »

KIERKEGAARD, cité par Jean WAHL :
(*Etudes kierkegaardienes*, p. 130.)

A peine étais-je remis de ma surprise, quand l'étrange visiteur prit la parole et dit :

« Au commencement, ami, Dieu jeta dans le monde un grand miroir. Mais le monde était trop petit pour contenir le grand miroir de Dieu. Alors le grand miroir a volé en éclats. Et maintenant nous voici, et gisent à nos pieds les fragments innombrables du grand miroir, qui scintillent au soleil de Dieu. Et successivement nos yeux rencontrent un éclat, puis un autre. Et jamais nous n'aurons fini : car on aurait plus tôt dénombré les grains de sable du désert que les éclats du grand miroir de Dieu.

Et depuis lors sans cesse habite le cœur des hommes la nostalgie du grand miroir brisé. Et les possède la tentation toujours renais-

(1) Par ces mots : « les temps modernes », ce n'est pas la civilisation de la Renaissance que vise Kierkegaard, tant que la jeune école hégélienne (Feuerbach, Stirner, Grün) dont émane le totalitarisme actuel (sous sa double forme allemande et russe).

sante d'en ajuster bout à bout les fragments, pour en refaire une seule surface unie. Mais ce jeu de patience est impossible, ami : la table n'est point assez grande. Ah! nous voudrions bien embrasser d'un seul regard tout ce qui est dans le ciel et sur la terre! Comme il nous tarde de retrouver au-delà des éclats qui scintillent l'unité par quoi tout commence et finit! Volontiers les esprits religieux surtout sont raccommodeurs de faïence et de porcelaine. Ils s'entêtent à poursuivre une vérité, un bien qui habiteraient le monde des hommes et qui pourtant seraient comme la robe sans couture. Ils échouent chaque fois; toujours ils recommencent. Ils recollent les éclats du miroir. Mais il n'y a pas assez de place. Alors ils en oublient, ils en cachent, ils en perdent. Cela les conduit et les rive au dogmatisme, au monarchisme, au corporatisme, à l'union nationale; aux systèmes clos, aux mensongères synthèses, aux trompeuses conciliations. Et Dieu regarde ce comique mimétisme de l'éternel, cette simiesque contrefaçon du divin. Dans sa barbe, comme Il doit rire!

Pour toi, me dit l'étrange visiteur, si du moins tu m'en veux croire, accepte sans arrière-pensée ta condition d'homme et le monde où tu fus placé. Il est de la créature d'être imparfait, de l'imparfait d'être multiple. A toi qui vis dans l'espace et le temps, le Bien, le Beau, le Vrai n'ont été donnés qu'en morceaux. De ces reflets innombrables qui enchantent tes yeux éblouis, tu ne referas

point un seul faisceau de lumière. Renonce aux faux mirages qui te voilent parfois que le miroir est à jamais brisé.

Accepte ta loi d'homme, et qu'elle te soit chère. Car Dieu ne m'a point dit, ami, pourquoi Il avait créé le monde. Mais peut-être qu'il s'ennuyait tout seul : Il en avait assez de ne contempler toujours que Lui-même. Il a fait le monde pour pouvoir connaître et aimer en détail, pour éprouver des résistances, pour percevoir des différences. Ah! ne t'en va point refuser, ne déplore point ce déchirement, cette contradiction, qui sont la loi de tout ce qui est fini, et qui en font le prix aux regards même de Dieu! Ne te lasse point de ramasser un à un les éclats du grand miroir. Chaque instant qui passe t'apporte un nouveau reflet du réel. Jamais la belle histoire de tes yeux et de tes mains ne sera révolue. O inépuisable richesse de notre vie, et que nous devons précisément à notre limitation! O bienheureuse imperfection de l'homme, qui fait pour lui de chaque jour qui se lève une surprise toujours nouvelle!

Et le nombre des éclats qui jonchent le sol est si grand, que nos efforts n'y suffiraient point pour des siècles de siècles. Jamais la belle aventure de l'esprit humain, jamais l'expérience des hommes, jamais leur histoire n'auraient de fin, si le Seigneur n'avait résolu de venir Lui-même sur les nuées, afin d'abréger les jours de la race des créatures. Alors

tout d'un coup, dans le fracas du soleil et des étoiles qui s'effondreront dans l'abîme, le grand miroir nous sera rendu. Tunc evacua-bitur quod ex parte est. Tunc cognoscam sicut et cognitus sum. »

*
**

Ainsi parla le mystérieux personnage du rêve le plus surprenant qui jamais fut accordé à un mortel. Et cependant que parvenaient à mon oreille ces étranges paroles, il me semblaît que s'éclairaient pour moi, d'une lumière confuse encore, les grands problèmes qui depuis le crépuscule n'avaient cessé d'agiter mon fragile sommeil. Quelles sont les valeurs de la civilisation moderne qui ne doivent point périr? Quelles éternelles vérités porte-t-elle? Comment concilier le libéralisme avec la vérité, l'individualisme avec la charité, le progrès avec l'absolu, le marché avec la morale?

« — Ami, — lui dis-je, — *qui que tu sois, je ne puis douter que tu me veuilles du bien. Et sans doute, plus riche et suggestive est une parabole, plus aussi bien tout commentaire en limite les résonances et rétrécit la signification. Toutefois, je n'oserais me dire assuré d'avoir pleinement entendu les propos que je viens d'ouïr. Daignerás-tu m'en exposer le sens?*

— *Tu vas donc savoir,* — me dit-il, — *comment s'interprète l'apologue que je l'ai conté,*

et comme on le doit appliquer à la vie des hommes, à leurs pensées, à leurs affections, à leur conduite, aux relations qu'ils entretiennent entre eux, à la cité tout entière. »

Alors longuement, sans hâte, de sa voix nette et posée, prévenant toutes mes curiosités, répondant à toutes mes questions, l'étrange visiteur commença de m'expliquer la parabole du miroir brisé.

*
**

« Nous désirons sans cesse que n soit égal à un. Mais en réalité, nous trouvons toujours que un est égal à zéro. »

ALDOUS HUXLEY. *La Paix des Pro-fondeurs* — t. II, pp. 276 et 277.

« — *Pour Dieu* — commença-t-il — *créer, connaître, aimer ne sont qu'un seul acte, et qui se confond avec l'Etre même de Dieu. En Dieu, pour Dieu, le beau du vrai, du bien ne se distingue pas. Dieu voit toutes choses à la fois : à la fois Paris et Tokio, hier et demain, l'envers et l'endroit, le dehors et le dedans...*

Il n'en va point de même pour nous autres. Quel mortel jamais vit son propre derrière ? Et cela même qu'il nous est donné de voir, nous ne le saurions voir sans perspective. Sur chaque chose, il est une infinité de perspectives. Et selon la perspective adoptée nous ne voyons pas la même chose. Toute connaissance humaine est fragmentaire. Connaître, pour nous, c'est choisir.

— *Entends-tu donc, — lui dis-je, — que nous ne puissions rien connaître qui dépasse les données instantanées de nos sens? Ne savons-nous donc point relier les unes aux autres nos sensations éparses et successives? Ne pouvons-nous penser ce que nous ne voyons pas? A défaut de tout voir, ne pouvons-nous tout concevoir?*

— *L'abstraction, — dit-il, — est un pis-aller, une sorte de succédané inférieur auquel nous condamnons l'infirmité de nos moyens de connaissance immédiate. C'est parce que nous ne voyons pas tout à la fois que nous en sommes réduits à forger des concepts, et des synthèses, et des systèmes. Mais cela ne va point sans une progressive exténuation du réel. Plus nous voulons embrasser de choses en un seul acte de pensée, et moins nous étreignons d'existence. Et c'est alors que nous disons « tout » qu'en réalité nous ne pensons plus rien.*

Dieu, ami, n'a point besoin de penser: Il voit. Il n'entend rien aux mathématiques. Il n'a que faire de tableaux synoptiques. Ah! qui donc a défini Dieu comme un nombre? Qui donc l'a perché sur le sommet de la pyramide des abstractions? Quel monstre, le Dieu des philosophes et des savants! La perfection de l'imperfection! Beaucoup plus anthropomorphique que le Jehovah barbu de nos histoires saintes! Sache-le bien, ami: le Dieu qui règne dans les Cieux est une personne. Il voit toutes choses. Il n'a pas besoin d'abstraire.

Le concept exténue le réel. Concevoir, c'est réduire des choses qui existent à des types qui n'existent pas. Le concept appauvrit. Car aussi bien le concept, lui aussi, résulte d'un choix. Le réel est divers, et plus on entend embrasser de choses en un seul concept, plus il faut pour cela rétrécir l'angle du regard que l'on porte sur chacune d'elles. Forger un concept, c'est choisir un point de vue sur les choses, un point de vue d'autant plus étroit que le concept est plus général. Le melon est fruit du point de vue du botaniste, hors-d'œuvre du point de vue du gastronome. Le salaire est un coût pour le patron, un revenu pour l'ouvrier. Tout concept implique d'abord une dissection du réel. Non moins que les données de nos sens, la pensée abstraite est fragmentaire.

Et maintenant, suis-moi bien: toute connaissance pour nous est partielle. Et donc partielle aussi. Puisqu'aussi bien pour connaître il nous faut choisir entre les divers aspects des choses, il est fatal qu'ils nous apparaissent comme exclusifs les uns des autres. A nos yeux toutes les faces de la vérité sont rivales. Nous ne saurions penser quoi que ce soit qu'en l'opposant à tout le reste. Plus bas que Dieu, toute synthèse, toute conciliation ne sont que mensonge. La polémique est le climat, le ferment, la substance de l'intelligence des hommes. L'esprit de contradiction, c'est l'esprit tout court. Il n'est de pensée pour nous que paradoxale.

Mais n'as-tu donc jamais été frappé de ce qui se voit aux classes de philosophie? Les maîtres s'y efforcent à former des esprits impartiaux. « Kant a bien vu ceci, écrit le bon élève, mais il a oublié cela. » Et le bon élève, à n'en pas douter, a raison. Il a pris Kant en faute! Je n'en persiste pas moins à tenir le bon élève pour un peu niais. Et le génie de Kant n'en sort point à mes yeux diminué. Si la pensée de Kant est géniale et féconde, c'est précisément parce que Kant a accepté la loi de l'esprit humain. Consciemment ou non, délibérément ou non, il a édifié un système partiel, partial, paradoxal. Il a approfondi un point de vue sur le monde, il l'a opposé à d'autres points de vue. Et c'est parce qu'il n'a pas entendu penser toute la vérité qu'après tout il a pensé quelque chose. Tous les pionniers de la pensée sont partiaux. Le sot propos que celui d'être impartial! L'impartialité, c'est hypocrisie ou néant. C'est mensonge ou illusion; ou bien c'est le génie de M. Libellule, professeur de troisième classe au collège de Romorantin, annotateur de Racine dans A la manière de...

— Fort bien, — lui dis-je, — et me sachant moi-même affligé d'une tournure d'esprit si paradoxale que peu de gens consentent à prendre mes propos au sérieux, je goûte plus que tu ne saurais croire ton ingénieux éloge du paradoxe. Mais jusqu'où donc pousseras-tu le tien? S'il est vrai que nous ne nous devons point défendre de penser de partielle façon,

qu'est-ce donc alors que la vérité, qu'est-ce que l'erreur? Quelles frontières les séparent, et comment les distingueras-tu?

— *Il ne faut point que tu ailles imaginer.*
— *reprit-il, — que tu aies devant toi quelque agnostique. Non! Pyrrhon n'est point mon maître, et le « Que says-je » de Montaigne n'orne point mes armoiries. Souvent il est vrai, la tolérance est liée au scepticisme. Quid est veritas? s'écrie Pilate qui voudrait bien relâcher Jésus. Quant à moi, si je te prêche la tolérance, cela n'est point que je doute si la vérité existe, ni que nous en sachions connaître. Mais parce qu'à mes yeux elle éclate de tous côtés. Diffuse, partout présente. Tout ce qui est, tout ce que nous pensons est vérité. Ne cherche pas un seul système qui serait vrai cependant que les autres seraient faux. Chaque système est un point de vue sur le monde, et l'on peut prendre, sur le monde, une infinité de perspectives. Il en est qui sont plus ou moins vastes, harmonieuses, agréables. Cela donne des systèmes plus ou moins heureux. Mais tous éclairent la réalité par quelque côté. Ne me fais point dire à la mode des éclectiques que chaque système contient une part de vérité. Chaque système est tout entier, dans son ensemble, une face de la vérité. Pourquoi donc Valéry écrit-il que tout point de vue est faux? Tout point de vue sur le réel ne peut être que vrai! A condition bien sûr qu'il ne cherche pas à se donner pour ce qu'il n'est point; qu'il avoue ses propres*

limites; qu'il n'entende pas exclure d'autres points de vue auxquels il s'oppose fatalement, mais qui ne sont pas pour cela moins vrais que lui! L'erreur n'est pas autre chose que cette prétention. Ce que nous appelons erreurs, ce sont des vérités partielles, mais qui se hissent superbement hors de leur contexte. Qui ne se veulent point à leur place. La vérité n'est point le contraire des erreurs. C'est la somme de toutes les erreurs. Une somme qu'il est donné à Dieu de voir, mais que nous ne savons absolument pas effectuer: car les différents aspects de la vérité se présentent à nos yeux comme hétérogènes, irréductibles au même dénominateur, en lutte les uns contre les autres. Additionne-t-on des choux et des carottes? Nous ne recollerons pas les morceaux du miroir brisé!

— J'ai cru comprendre, — lui dis-je alors, — que tu professais la foi catholique. Je suppose donc qu'à tes yeux la vérité religieuse échappe à cet aimable relativisme que tu m'exposais à l'instant? N'est-elle pas objective, absolue, totale? »

Il ne me parut point que mon spirituel compagnon fût aucunement surpris de cette nouvelle question. C'est alors qu'il me fit part de plusieurs réflexions qui me semblèrent très pertinentes et d'une inspiration fort élevée, mais dont je crains de ne savoir apporter ici qu'une infidèle relation. Et si quelque lecteur docte en la matière trouvait ce que j'en dis

bien gauche et peut-être erroné, je compte qu'il voudrait bien m'en imputer toute la faute, considérant comme il est peu probable que j'aie su sans quelque méprise rapporter les propos que j'entendis à ce sujet, étant moi-même fort peu versé dans la science théologique.

« — Dieu, — dit en substance mon étrange compagnon, — est Vérité. Mais le Saint-Esprit ne nous a parlé qu'à travers la pensée des hommes qui rédigèrent les Livres Saints. La Révélation s'exprime en notre langage. Non moins que toute œuvre du génie humain, il m'apparaît qu'elle a pleinement assumé la forme que je t'ai dite : partielle, partielle, paradoxale. Jérémie prêche contre l'alliance égyptienne, Jésus contre les pharisiens, Paul contre les judaïsants. Lorsque dans le Sermon sur la Montagne il nous est dit de tendre l'autre joue, ou de haïr nos père et mère ; lorsque l'Épître aux Romains identifie presque la Loi avec le péché, diras-tu donc que ce n'était point là paradoxer ? Sublimes et immortels paradoxes, dont le choc nous projette jusqu'au seuil du mystère ! La Vérité — même celle qui demande une majuscule — ne se pose qu'en s'opposant. Et non point tant en s'opposant à l'erreur. En opposant plutôt certains aspects de la vérité à certains autres (il faut haïr, il faut aimer son père et sa mère) : parce qu'ils s'opposent aussi bien, au niveau de notre entendement. Lorsque les ennemis de la Foi dénon-

cent des contradictions en la Sainte-Ecriture, il se présente toujours de bons apologistes pour démontrer victorieusement qu'elles ne s'y trouvent point. Eh! Parbleu! Elles y sont! Elles y sont parce que l'Ecriture est faite pour les hommes, et que l'antinomie est la loi de l'esprit humain. Pour nous Dieu ne peut être que tissu de contradictions, puisqu'Il est Tout et que tout se contredit à notre échelle. Les Livres sacrés nous révèlent successivement des vérités qui en réalité ne font qu'un (l'oraison nous le fait pressentir) mais que nous ne savons point du tout accorder. Les auteurs inspirés n'ont rien moins qu'éludé la loi de partialité. Et l'Ecriture en cela paraît irremplaçable. Compare donc l'Epître aux Romains, — qui fut autrefois quelque chose comme un mandement épiscopal — à telle ou telle lettre pastorale d'un évêque français de nos jours. Là un pamphlet, une thèse partielle, nettement définie, résolument choisie, fortement colorée, vigoureusement défendue. Et qu'importe si toute la vérité n'est pas exprimée? Saint Jacques sera là pour montrer l'autre aspect de la question! Ici au contraire, une consciencieuse dissertation, qui voudrait dire toute la vérité catholique, fixer minutieusement les limites et définir la marge de l'orthodoxie. Cela dit blanc, puis noir. L'ensemble est gris non moins que péremptoire. On n'y comprend pas grand'chose. On n'en retient rien du tout.

— *Déjà je m'en étais avisé, — lui dis-je, — et ne parvenais point à me justifier de cet ennui pesant où me jette certaine pastorale littérature. — Mais si la loi de partialité, si la loi du paradoxe président à l'expression de la vérité même religieuse, quelles sont alors les frontières de la foi? Comment reconnaitrai-je l'orthodoxe de l'hérétique?*

— « *Oportet hæreses esse* », — me dit-il. — *Non point seulement parce que les hérétiques fournissent à l'Eglise une occasion de préciser la vraie doctrine en réaction contre eux, mais aussi bien pour le contenu positif de ce qu'ils affirment, et qui est part de vérité. L'hérésie est vérité partielle, et ce n'est certes point de n'être que partielle que je lui saurais faire reproche. Le grand tort de l'hérétique, son crime inexpiable et non moins ridicule, c'est qu'il met sa vérité non pas seulement en opposition, mais en insurrection contre les autres, et qu'il prétend exclure toutes les autres vérités. Luther fidèle n'eût pas moins affirmé le salut par la foi; et même il ne l'eût pas moins opposé au salut par les œuvres (car au niveau de notre pensée cela s'oppose); il n'eût pas été moins vivement aux prises avec les tenants orthodoxes du libre arbitre. Mais il ne leur eût pas dénié leur place dans l'Eglise. Il eût admis que son point de vue n'était que partiel. L'hérésie, c'est de préférer une vérité à toutes les erreurs dont la somme est la Vérité.*

L'hérétique n'est point tant condamné pour ce qu'il affirme, que pour ce qu'il nie. Il n'est excommunié que parce que lui-même excommunie. L'Eglise est celle qui dit tout. L'hérétique n'a qu'une chose à dire, et ensuite il refuse la parole à tout le monde. Il commet la faute intellectuelle par excellence : taxer d'erreur tout cela qu'il ne pense point. Son crime est le dogmatisme. Il prête à sa propre formule — partielle, partiale, et paradoxale comme toutes les formules humaines — une portée qu'elle ne saurait avoir. Il a la criminelle sottise de préférer son petit éclat de vérité à la Communion de l'Eglise, c'est-à-dire à cela seulement qui nous met en contact avec la réalité divine totale.

— *Je crois bien t'entendre, — lui dis-je. — Et si peu versé que l'on me connaisse en l'art subtil de disputer des choses de Dieu, je ne puis douter que tes propos n'en éclairent quelque réel et important aspect. Toi-même ne saurais, je suppose — sans renier ton propre système — nourrir d'autre prétention?*

— *Dieu m'en garde! — dit-il — Aussi bien si je suis venu te surprendre cette nuit, n'est-ce point avec le dessein de commenter pour toi la Loi et les Prophètes, non plus que les canons de l'Eglise. O mon ami, si tu m'as entendu, pour ton esprit j'apporte un art de vivre. Apprends de moi l'inépuisable nouveauté de la pensée. Il n'est pas une chose au monde, pas une idée, pas un instant, pas un*

regard, pas une intelligence qui ne soient uniques. Repousse cette illusion du déjà vu, cette hantise du déjà dit, cette mensongère impression qu'il n'y a que des sentiers battus! O mon ami, je t'enseignerai à voir les différences, et pour toi tout sera nouveau sous le soleil. Ne laisse jamais ton esprit se clore sur quoi que ce soit. Ouvre tes yeux, ouvre tes mains, ouvre ton cœur. Et chaque rencontre pour toi sera surprise, et chaque regard découverte. Apprends à t'émerveiller de toutes choses, et tu connaîtras le perpétuel enchantement de l'esprit.

Ah! je te découvrirai cette fête incomparable que toutes les richesses du monde offrent aux regards qui n'ont point désappris l'étonnement. Je t'entraînerai vers cette kermesse chatoyante, qui se déroule sans relâche en de féeriques domaines sans grilles et sans bornes! Mais tu n'y devras point essayer de tout voir. Il faudra t'arrêter à quelque comptoir. Il ne s'agira point de butiner à la dérive en une vaine promenade sans but parmi les beaux jardins du monde. O mon ami, que l'infinie variété des terres inconnues ne te détourne point de cultiver ton champ! Plus de choses existent dans le ciel et sur la terre que tu n'en pourras jamais enfermer en ta philosophie; mais si tu veux que ta pensée existe elle aussi, accepte ta loi de créature; construis ta philosophie, taille ton domaine, choisis ton point

de vue. Aie des opinions, élabore un système. Limite ton horizon, sois partial, et ne reste pas à l'écart de la mêlée, mais prends part aux ébats de la controverse. Tu ne saurais autrement penser. Et sans doute y a-t-il trop de pierres dans la carrière pour que tu les saches dénombrer; plus de formes dans la nature que ta main n'en peut dessiner. Qu'importe: choisis ce qu'il te faut et bâtis ta propre maison. Fais-la si grande et belle que tu pourras. Aime la, prends en soin, défends la: mais ne t'avise point de jamais prendre ta maison pour le monde! O mon ami, engage-toi généreusement à tes idées, mais selon que le sage se marie: il ne croit pas que sa fiancée soit la plus belle ni la seule femme au soleil; il lui suffit de savoir qu'elle est belle, trop inépuisablement belle pour qu'il ait jamais fini d'admirer en elle des charmes toujours nouveaux; et il a choisi de se donner à elle sans retour. Dispute vaillamment contre ceux-là qui ne pensent point à ta façon: mais ne va point croire qu'ils aient moins que toi raison. Qu'il te suffise de savoir que tu penses vrai: ne prétends pas détenir le vrai pour toi seul. Aime ton adversaire: en s'opposant à toi, il venge ces vérités que tu as dû méconnaître pour construire ton propre système. Il répare le mal que tu as dû faire pour penser, pour choisir. O mon ami, il faut que tu saches gré à ton adversaire. Sans lui, que serais-tu donc? La pensée n'est pas de ces pauvres jeux dont les malades s'efforcent en vain à trom-

per leur ennui, de ces jeux à quoi l'on puisse jouer tout seul. Il y faut plusieurs partenaires. La pensée des créatures est contradiction. Dispute contre ton adversaire, et ne te hâte point de le convaincre: sa querelle n'est pas moins bonne que la tienne. Repousse la fausse sagesse des conciliateurs. A quoi bon vous mettre d'accord? Et certes il ne vous serait point malaisé de trousser quelque formule assez balancée, assez creuse, assez vidée de substance, pour que vous la pussiez sans scrupules l'un et l'autre contresigner. Mais elle serait moins que la pensée, moins que la sienne. Quant à toi, ami, aime assez le jeu pour ne point souhaiter que la partie s'achève. Le beau joueur joue de tout son cœur, et sans compter il se dépense. Mais il ne joue pas pour gagner. Que ta pensée de même soit chevaleresque, et généreuse: c'est ainsi qu'elle sera féconde et riche.

— Laisseras-tu donc ton interlocuteur dans l'incrédulité? Condamneras-tu ce zèle qui brûle les croyants de répandre leur foi? N'entends-tu point que la Révélation triomphe des ennemis de Dieu, et que l'Evangile étende son règne aux extrémités de la terre?

— Ami, — me répondit-il, — c'est de l'intelligence que nous parlions à l'instant, non de la Foi. La Religion catholique n'est point un système, un point de vue parmi d'autres. Elle transcende ce plan qui est le nôtre, où tous les points de vue se distinguent et contre-

disent. O oui, de toutes tes forces, tu chercheras à gagner ton frère à l'Evangile, à l'Eglise. Mais non point en l'attirant à ton point de vue. C'est au bout de son propre système que tu devras l'aider à découvrir les divines perspectives. Alors, continuant de vous opposer au niveau de l'intelligence, vous serez en communion dans la Foi. Car ce n'est point dans ta maison, ni dans la sienne, ni dans la rue, ni dans la nef, ni même dans le sanctuaire, mais seulement à l'autel où le Prêtre immole le Fils de Dieu, que se rejoint et s'harmonise tout cela qui pour nous demeure irréductiblement opposé.

— Ainsi, — lui dis-je, — la tolérance ne repose plus sur la négation de l'absolu, mais sur l'affirmation de sa transcendance. Si longtemps la liberté fut mariée avec le doute! Si longtemps elle est restée l'apanage des sceptiques, des dilettantes, des désabusés! Mais toi, si tu prêches la liberté, cela n'est point que tu renonces à connaître la vérité. C'est parce que la vérité est trop riche, trop multiple pour qu'un seul système de pensée la puisse jamais enfermer entière, et pour que tout système n'en révèle point quelque face. Alors la tolérance est un hommage que chaque vérité partielle rend au vrai qui la dépasse. Tu respectes l'opinion de l'adversaire, non point que tu ne sois assuré de dire vrai toi-même, mais parce que tu ne l'es pas moins qu'il dit vrai lui aussi. La politesse, la condescendance, l'indulgence ne te savent suffire,

C'est un respect sincère et profond, une bienveillance active, une reconnaissance sans arrière-pensée que tu voues aux idées mêmes que tu combats! « O mes fraternels adversaires! » s'écriait Brasillach, à Fresne, tandis qu'il déchiffrait les graffiti que ses prédécesseurs résistants avaient laissés sur les murs de la cellule qu'il occupait ⁽¹⁾. Ne lui avais-tu donc pas rendu visite, à lui aussi, sur sa pailleasse cette nuit-là? Serait-ce toi qui lui aurais enseigné que l'on doit aimer les idées des autres comme les siennes?

*
**

Duo... Duel.

COLETTE.

— Sans quoi, — répondit-il, — aimerait-on son prochain comme soi-même? Ne sont-ce point parties de nous que nos idées? Et voici donc que tu m'amènes, ô mon ami, au chapitre des affections humaines. Tel n'est pas le moindre sujet dont j'aie désiré t'entretenir. O garde-toi de toutes les conceptions closes de l'amour! Il faut que je te conte une fort banale histoire. Elle est brève non moins que triste. Il y avait une fois un garçon qui se nommait Pierre. Il y avait aussi Jacqueline. Pierre aimait le ski et le cinéma, Jacqueline le cinéma et le tennis. Ils s'éprirent l'un de l'autre. Et souvent de conserve ils se ren-

(1) Cf. J. GALTIER-BOISSIÈRE. *Mon Journal depuis la Libération*, Paris, La Jeune Parque, 1946, p. 206.

dirent au cinéma. Mais jamais l'on ne vit plus Pierre sur les pentes escarpées des Alpes, et la raquette de Jacqueline fut mangée des vers en quelque poussiéreux tiroir. « Il n'y a plus de toi, il n'y a plus de moi », disaient-ils en l'ivresse de leurs effusions, « il y a NOUS ». Ils rêvaient de se fondre l'un et l'autre en un troisième être commun. Seulement ce troisième être était moins que Pierre, moins aussi que Jacqueline. Pierre et Jacqueline se sont réduits à leur plus grand commun diviseur. O mon ami, ce n'est point ainsi que l'amour est grand et beau ! Ah ! combien je voudrais que Pierre entraînaît Jacqueline sur les hauts sommets blanchis de neige ! Ou peut-être qu'il y allât seul, mais qu'elle n'eût point de joie plus chère que de l'imaginer dévalant les pentes et s'enivrant de vitesse et d'air pur. Et lui, qu'à suivre des yeux les balles que l'on frappe de toute la force des bras et du ventre, et qui rebondissent dans la poussière et le soleil. Pour toi, mon ami, n'aie rien de plus précieux en qui tu aimes que ce qui te fait à toi-même défaut. En cette autre que tu aimes, aime cela surtout qui est autre : ce que tu n'aurais point inventé, ce qui t'étonne encore, ce qui te résiste. Aime cet être unique qui n'a point de semblable parmi les milliards d'hommes et de femmes qui se seront succédé sur la terre. Apprends à voir ses différences. Et que son existence étrangère te soit surprise délicieuse et toujours nouvelle. En tes enfants, préfère ce qui n'est

point ta semence. Que de pères tremblent d'avoir couvé des canards! Celui-ci ne regarde le visage de son fils qu'afin d'y retrouver ses propres traits. Ce qu'il appelle éduquer son enfant, c'est le sculpter sur son propre modèle. Le manchot souhaiterait au fond de soi que sa progéniture le fût aussi, afin qu'elle lui ressemblât mieux. Tant de pères attendent d'enfants faits à leur image une répétition générale de leur jeunesse, plus tard une sorte de succédané de survie sur la terre. O combien je voudrais que tout cela qui est égoïste et clos fût chassé du regard que tu portes sur ceux que tu as engendrés! En eux je veux t'apprendre à aimer cela surtout que tu ne leur as pas transmis, mais que Dieu a créé.

— Voici donc que tu nommes Dieu, — lui dis-je, — et cependant tout ce que tu me viens de dire paraissait seulement humain. Et certes, j'y consens: l'amour profane n'est point cet abîme où l'on se précipiterait une fois pour toutes afin de s'y fondre à jamais. C'est un jeu subtil et riche en surprises, un dialogue jamais achevé, un échange réciproque et perpétuel, un duo — et peut-être aussi, comme le dit Colette, un duel: une passe d'armes aux reprises toujours renouvelées, une lutte chère et exaltante qui mêle et ne confond point. Mais la charité, n'est-ce pas autre chose? N'est-elle pas fusion en Dieu? N'est-ce pas Dieu seul que nous devons finalement aimer, en aimant nos frères?

*
**

« Car l'amour qui consume [*le mystique*] n'est plus seulement l'amour d'un homme pour Dieu, c'est l'amour de Dieu pour tous les hommes. »

BERGSON, *Les deux Sources de la Morale et de la Religion*, p. 249.

« Dieu n'est pas l'objet final de l'amour du prochain, il en est le point de départ et la raison d'être. Dieu n'est pas *causa finalis*, mais *causa efficiens* de cet amour. »

ANDERS NYGREN, *Erôs et Agapè*, p. 242.

— « *J'ai eu soif et vous m'avez donné à boire* », — récita-t-il songeur. — Oui, sans doute, en vérité, quand nous aimons le plus petit d'entre tous les enfants de Dieu, c'est à Dieu que va notre amour. Et pourtant de cette mystérieuse et sublime parole que d'abus ont été perpétrés! Que de fois elle fut invoquée pour couvrir les plus tristes replis sur soi-même, les plus déplaisantes hypocrisies, les plus criants pharisaïsmes, et la stérilité du cœur! Après tout si c'est Dieu seul que j'aime à travers toutes choses, toutes choses ne deviennent-elles pas inutiles? A quoi bon cet écran du prochain, entre Dieu et mon cœur qui l'aime? Et vous, que dites-vous de n'être qu'un écran, — intermédiaire fortuit et peut-être gênant — de l'amour que je voue à Dieu? Après tout, que j'aime Dieu à travers vous, ou encore à travers mon chien, que vous chaut? Et si vraiment la charité n'était qu'aimer Dieu dans nos frères, ce second comman-

dement dont Jésus dit qu'il est semblable au premier, ne disparaît-il point en lui?

Ami, il ne nous a pas été commandé d'aimer Dieu en notre prochain, mais bien d'aimer notre prochain en Dieu. Mais dis-moi : si Dieu seul était aimable, pourquoi donc aurait-Il créé tant de choses et tant de gens? Et pourquoi nous aurait-Il donné des yeux pour tout voir, si Lui seul était digne d'être contemplé? N'en doute point, ami : toutes créatures de Dieu sont belles et bonnes, et nous les devons toutes aimer ⁽¹⁾. La charité, cela n'est point tant d'aimer Dieu à travers toutes gens et toutes choses que d'aimer toutes gens et toutes choses comme Dieu les aime, en portant sur elles un regard chargé de Dieu. La charité va moins à Dieu qu'elle ne vient de Lui. Elle ne retourne pas à Lui sans de féconds détours.

La charité, ami, ce sera cette purification, cette intensification, cette sublimation de ton regard — puisées aux sources divines — qui te découvriront ce que chaque homme a de spécifiquement aimable. Alors tu porteras sur chaque personne, sur chaque bête, sur chaque chose ce regard pleinement attentif et lucide, respectueux, aimant, qui participe du regard de Dieu.

(1) C'est ici — comme du reste en mainte autre matière, — que le mystérieux hôte de mon rêve se sépare de la doctrine qu'expose le pasteur Nygren, en son beau livre *Erôs et Agapè* que nous citons en épigraphe de ce paragraphe. Pour Nygren, l'amour de Dieu est un caprice gratuit ; la charité est « amour sans motif ».

N'en doute point, mon frère. Si je t'aime de charité, c'est bien toi que j'aime. Ce n'est en toi rien ni personne d'autre que toi-même. Cet être unique que tu es, et que Dieu parmi des milliards a voulu créer. Ce qui te distingue de tous autres hommes. Ce qui te distingue de Dieu même: car Dieu t'a fait distinct de Lui: et Dieu vit que cela était bon.

Ami, la création est grande et multiple. Jamais nous n'aurons fini d'aimer de nouvelles choses et de nouvelles gens. Et jamais notre cœur n'épuisera les richesses de celles qu'il aime. La charité n'est pas d'aimer Dieu seul, ni d'aimer en chaque homme l'humanité. C'est d'aimer le prochain. Ce blessé que nous trouvons là par hasard sur la route qui monte de Jérusalem à Jéricho. Nous l'aimerons en Dieu, mais pour lui-même, en faisant nôtre cet intime regard dont Dieu l'aime.

*
**

*Omnis Spiritus qui confitetur Jesum
Christum in carne venisse, ex Deo est.*

(Première Epître de Saint Jean, IV, 2.)

Et le premier commandement est semblable au second. Nul ne va au Père que par le Fils. Nul n'a jamais vu Dieu, mais bien Jésus qui a habité parmi nous.

Ami, Dieu s'est fait homme, il ne s'est point fait femme. Dieu s'est fait juif, et non point samaritain, ni français, ni patagon. Dieu s'est

fait contemporain de Tibère; il n'était pas né lors de la retraite des Dix Mille; il était mort sous Napoléon. Dieu fait homme n'a point vu New-York, ni Paris, ni Moscou. Il n'a pas eu la moindre notion d'économie politique, ni de physique nucléaire, ni d'anglais, ni de chinois. Il n'a jamais composé un numéro de téléphone, il n'a jamais pris l'autobus. D'une rive à l'autre du Jourdain, ses pieds ne foulèrent qu'une infime portion des terres émergées. Il n'a pas rencontré Platon, ni Spinoza, ni même les plus savants et les plus illustres de ses contemporains. Et peut-être pour nous l'Incarnation n'a-t-elle point d'aspect plus saisissant, plus mystérieux, plus lumineux, plus fécond, ni plus digne d'adoration. Peut-être bien en effet que de la nature divine à la nature humaine la distance est plus grande que de l'humanité tout entière à cet homme entre des milliards, à l'expérience humaine très limitée, que fut Jésus. Mais le second intervalle est plus proche de notre perspective. Nous en mesurons mieux l'abîme. Ecce homo : ne mets donc point d'H majuscule. Ami, Dieu ne s'est pas fait homme, il s'est fait un homme, il s'est fait Jésus.

Ah! que je te voudrais donner le goût d'une exégèse historique qui ne dessèche point ta Foi, mais qui nourrisse ta ferveur. Qui ne craigne point de rabaisser le Fils de Dieu en imaginant ce que fut Sa vie sur la terre, non plus que Lui-même ne craignit de s'abaisser en

la choisissant pour demeure. Une piété qui ne redoute point l'incarnation, mais qui en adore le paradoxe entre tous autres mystères. Pour atteindre le Dieu qui est en nous, et au-dessus de nous, il faut passer par Celui qui ne fut que l'un de nous!

Que de fois l'on t'a redit que nos bonnes œuvres et nos souffrances prolongent et parfont la Rédemption du monde par le sang de Jésus. Et moi je t'invite à songer aussi bien que ta vie tout entière complète l'incarnation que Jésus n'a point achevée. Si Jésus avait accompli tout ce dont l'homme est capable, Dieu n'aurait pas eu besoin de créer d'autres hommes. Il t'a créé pour que ta vie complète et achève tout ce qui a manqué à l'expérience humaine de Jésus. Il est venu pour nous, mais nous aussi pour Lui, afin que par leur communion à Sa vie, toutes nos vies multiplient des milliards de fois, sous des formes chaque fois nouvelles, cette mystérieuse expérience que fut pour Dieu l'incarnation.

Entends bien, mon frère, ce qu'est imiter Jésus-Christ. Il n'est point l'homme parfait selon qu'on le dit fréquemment, sans prendre garde si ce n'est point une contradiction dans les termes. Mais il fut parfaitement un homme. Accomplis parfaitement ta vie, de même que Lui fit la sienne. Imiter Jésus c'est pour toi connaître ce qu'Il n'a pas connu, aller où Il n'a pas été, rencontrer ceux-là qu'Il n'a pas rencontrés, faire ce qu'Il n'a pas fait, mais

à son exemple, avec Lui. C'est réaliser ce que toi seul peux faire, accomplir en toi et autour de toi cela même pour quoi toi, mon frère, tu fus créé entre des milliards d'autres. Comme Lui, sous le regard du Père, a consommé ce pour quoi le Père L'avait envoyé parmi les hommes.

« Il n'y a que des vocations particulières. »

(FRANÇOIS MAURIAC, Sainte Marguerite de Cortone.)

— Ainsi, — lui dis-je, — si je ne me méprends quant au sens de tes paroles, tu entends opposer une morale de la vocation à toutes les morales de la loi? La règle de ma conduite ne serait point tant l'obéissance à des préceptes généraux et universels que le choix personnel d'une vie, et la fidélité à ce choix une fois fait?

— Non plus que la vérité, — dit-il, — le bien n'est accessible aux hommes sous une autre forme que fragmentaire. A vrai dire, le bien n'existe pas pour les hommes, mais une multitude de fins bonnes, qui sont hétérogènes, irréductibles les unes aux autres, et qui fatalement entrent en conflit les unes contre les autres, en notre monde limité de créatures, trop étroit pour que toutes ensemble s'y puissent pleinement épanouir. Ami, si jamais l'on te vient dire d'une femme qu'elle est à la fois

belle, intelligente et vertueuse, ne le crois point. Ces trois qualités ne sont point ensemble compatibles: aucune femme n'en saurait réunir plus de deux. Sans cesse ne nous faut-il pas choisir entre l'ordre et la justice, entre la paix et notre bon droit, entre la liberté et l'égalité, entre l'éthique et l'esthétique? Il est des splendeurs immorales, et des laideurs qui font du bien. Aucune acrobatie grammairienne ne saurait réduire de telles tensions. Et c'est après tout la noblesse de l'homme, qu'il nourrisse beaucoup plus d'aspirations que ses limites de temps et d'espace ne lui permettent d'en réaliser à la fois. Le monde des valeurs est un panier de crabes. Plus bas que Dieu, dans l'univers des hommes, il n'est pas de conciliations possibles: seulement des compromis empiriques, qui ne sauraient satisfaire personne, puisqu'ils sacrifient partiellement chacune des fins à toutes les autres; mais qui n'en sont pas moins heureux, puisque seuls ils permettent de ne point immoler totalement toutes les autres fins à une seule d'entre elles.

Car on pourrait songer sans doute à décréter parmi les fins humaines quelque hiérarchie, et définir entre elles un ordre de préférence qui s'imposerait en tous cas à tous. Mais cela impliquerait le sacrifice systématique, constant de toutes les fins à celle que l'on aurait classée la première. Pour plus d'une fin parfaitement légitime et bonne, il ne resterait plus de place du tout. Si vous décidez

de préférer à tous coups l'esthétique au bien-être, tout le monde alors se fera peintre, et le bon vin disparaîtra bientôt de la surface de la terre. Je ne doute pas que tu le regretterais autant que moi. Maint artiste à coup sûr non moins que nous...

Il n'y a nulle part un modèle de conduite parfaite, que tu n'aies qu'à connaître, et à copier. Il n'existe qu'un grand nombre de bonnes intentions qui, dès lors qu'on les veut mettre en œuvre, s'avèrent rivales. Alors, avant d'agir, ne te demande pas : « Quel est le bien, que je le fasse ? » : cette question ne comporte point de réponse. Demande-toi « Quel est mon rôle, que je le joue ? » Et tâche de bien choisir ton rôle, et de le jouer de ton mieux. Si tu t'en sens la force, assume de préférence le rôle dont personne ne veut : car la pièce ne saurait être jouée, qu'il ne soit tenu. Et puis entre pleinement dans ton rôle, et joue ton rôle de tout ton cœur. Car cela seul dépend de toi, comme cela dépend de toi seul, afin que toute la pièce soit réussie. Mais tu n'oublieras point que ton rôle n'est pas la pièce. Tu seras heureux que d'autres te donnent la réplique, et volontiers tu leur laisseras la parole, lorsque leur tour viendra de la prendre. Si leurs répliques ne te stimulaient, aurais-tu cette chaleur dans la voix ? Sans eux, quel sens pourrait garder ton propre rôle ? Et si parfois tu souffres de n'avoir qu'un tout petit rôle en une très grande pièce, bénis

tes partenaires: grâce à eux l'expérience de l'humanité, grâce à eux ton expérience même s'enrichit au-delà des limites inéluctables de ton action. La partialité des autres équilibre et venge ta propre partialité. L'opposition que tu rencontres te fortifie; elle te donne prise sur l'histoire; elle te définit une place dans le grand scenario du monde.

O mon ami, ne prétends jamais que la maxime de ta volonté puisse être érigée en règle de conduite universelle! Aucune maxime d'aucune volonté ne saurait ce faire, sans un funeste appauvrissement pour l'humanité. Et jamais ne te targue d'avoir mieux orienté ta vie que quiconque. Efforce-toi de bien faire ce que tu fais, mais ne prétends pas que tu fasses le bien. Le bien, c'est un composé disparate de fins multiples et contradictoires. Nous n'en saurions défendre et poursuivre tous les aspects à la fois. De même qu'il n'est de pensée que partielle, et paradoxale, il n'est d'action que partielle et combattive.

*
**

« On ne fait pas sa part à l'esprit de synthèse. »

Jean-Paul SARTRE, *Présentation* (Les Temps Modernes, octobre 1945.)

— *Je crois te suivre, — lui dis-je, — encore que ton verbe me semble depuis peu devenu plus abstrait, et que peut-être je commence à me sentir essoufflé quelque peu par cette*

allure précipitée dont tes propos m'entraînent sur la voie du paradoxe. Et tu n'entends point nier — je suppose — que certaines défenses et certains préceptes généraux, — garants de la dignité personnelle et du respect que se doivent mutuellement les hommes, — s'imposent à tous. Ne pas tuer, ne point voler, honorer son père et sa mère, telle est la règle du jeu, que tous d'abord doivent obéir pour que la partie se puisse bien jouer. Mais dans la partie, chaque partenaire joue son jeu, qui l'oppose à tous les autres. Les préceptes moraux universels fournissent un cadre. Ce qui se joue à l'intérieur de ce cadre, voilà le champ propre de la vocation.

Supposons par exemple que je me propose d'entreprendre une action politique. Il faudra bien que je choisisse un parti: il n'est d'action, disais-tu, que partielle et combattive. Mais je ne devrai point, avant de choisir, m'enquérir quel est le bon parti. Tous les partis sont bons. Chacun d'eux représente, défend, venge, poursuit quelque particulier aspect du bien public. Il n'est aucun parti qui soit absolument meilleur que les autres. Mais il en est un sans doute qui me convient mieux que les autres, à moi. J'interrogerai mes goûts, mes amitiés, mes inclinations naturelles. Toutes choses égales d'ailleurs, je choisirai de préférence le parti que la conjoncture du présent défavorise le plus, celui dont les effectifs sont en train de fondre, afin de relever des valeurs qui risquent de se trouver momentanément

négligées, et de rétablir l'équilibre. Et bravement je jouerai mon rôle dans mon parti. Je cultiverai passionnément les idéals dont il est le champion. Je lutterai pour mon parti, contre les autres partis, sans calculer les risques ni ménager ma peine. Il n'est pour moi d'autre façon d'agir. C'est ainsi seulement que je puis contribuer à rendre plus complexe et plus riche le compromis mobile dont sera faite la politique de mon pays. Mais je ne mènerai point contre les autres partis la guerre totale. Je respecterai la règle du jeu : les coups bas ne sont point permis. Et je ne souhaiterai point que mon parti jamais l'emporte totalement et définitivement sur les autres, qu'il les écrase, qu'il les absorbe : car lui-même y perdrait sa raison d'être, qui est de représenter une fin dans un jeu complexe de fins, une force dans un jeu complexe de forces, de promouvoir certaines valeurs en un complexe jeu de valeurs, d'être une composante d'un équilibre. T'ai-je bien entendu, ô mon ami? Et sont-ce bien là les dispositions que tu souhaites de répandre parmi tes disciples?

— *Je n'en saurais avoir, — dit alors exquisément le mystérieux hôte de mon rêve, — qui mieux que toi-même eussent l'intelligence de mes propos:*

— *On peut toutefois te comprendre sans te suivre, — répondis-je non sans quelque impertinence. — Et j'admire fort l'ingéniosité de ta pensée, sans pour autant me savoir défendre*

d'y flairer quelque sophisme. Serait-il vrai que le choix d'un parti fût totalement arbitraire? N'y a-t-il donc point quelque chose comme un intérêt public, un bien commun, que l'action politique ait pour fin certaine de réaliser?

— Garde-toi bien, — me dit-il, — de l'invasion des fins collectives! De toute part l'on entend à présent que cantiques à leur louange! On parle du progrès et du bonheur de l'humanité, là où l'on est de tradition universaliste; d'intérêt social un peu plus à gauche; d'intérêt national plus à gauche encore (du côté où le socialisme a revêtu la cocarde), de bien commun parmi les cœurs cpris des souvenirs du Moyen Age. Chacun à sa façon, chacun en son langage affirme la prééminence des fins collectives, et s'apprête à immoler l'individu sur leur autel. Sur ce point comme sur tant d'autres, non seulement la machine de propagande soviétique, mais presque tous les partis démocratiques emboîtent le pas à Adolf Hitler. Gemeinnutz geht vor Eigennutz. Ah combien je voudrais que tu fusses ce candidat qu'il me tarde de voir surgir pour lui accorder d'enthousiasme mon suffrage, et qui le premier oserait s'écrier du haut d'une tribune électorale : « L'intérêt général, citoyens, le bien commun, qu'est-ce que cela? De simples mythes, qui ne résistent point à l'analyse. D'obscurs sous-produits de la métaphysique allemande! Les fruits monstrueux d'une impossible synthèse! Pour moi, je n'hésite point à placer le bien de chacun, le bien

d'un seul avant cette confuse abstraction contradictoire. Je suis du parti des intérêts particuliers, de tous les intérêts particuliers : seuls ils existent ! »

— *Je crains fort qu'en ce cas, — dis-je alors à mon paradoxal compagnon, — je ne te puisse compter parmi mes électeurs. Car enfin, je consens que notre temps sans doute a fait trop de place aux valeurs sociales, et démesurément étendu le domaine de la vie publique aux dépens de la vie privée. Mais ne sommes-nous pas au chapitre de la vie publique ? Et quelle autre fin pourrait se proposer l'action civique, quel autre objectif l'autorité pourrait-elle poursuivre, sinon le bien commun ? — N'as-tu donc point lu le récent livre du R. P. Fessard sur ce sujet ? ⁽¹⁾.*

— *Si fait, — répondit-il, — et j'en ai comme un chacun savouré la belle ordonnance. Quelle majestueuse variation sur le rythme ternaire imaginé par Hegel ! Le Bien commun s'y articule d'abord en deux grandes ramifications antinomiques que l'auteur nomme respectivement « Bien de la Communauté » et « Communauté du Bien ». Et jusque là je le suis volontiers, encore qu'il y ait à mes yeux beaucoup plus de deux articulations (quand ce ne serait que parce qu'il existe un grand nombre de communautés, dont chacune a ses fins propres et rivales de celles des autres, et beau-*

(1) Gaston FESSARD, *Autorité et Bien Commun*. Paris, Aubier, 1944.

coup d'aspects inconciliables du Bien, tous susceptibles d'un aspect commun). Mais enfin ce dualisme est déjà un pluralisme, et constitue pour moi un précieux aveu. Malheureusement l'auteur ne s'arrête pas sur un si louable résultat! Après la thèse et l'antithèse, voici la synthèse qui prétend tout concilier. Le P. Fessard la nomme « le Bien de la Communion ». J'avoue n'avoir su clairement saisir ce qu'il entend par là. A moins toutefois que ce ne soit Dieu? Plus bas que lui, je n'en démords point: le Bien Commun ne saurait être qu'arbitraire compromis entre des fins multiples et contradictoires.

— J'admire la virtuosité de ta dialectique, — lui dis-je, — et je conçois que tu goûtes quelque malin plaisir à l'exercer contre les idoles du jour. Mais enfin n'est-il pas vrai que nous tous Français soyons intéressés à l'existence de la France, à la stabilité de l'Etat? Ne souhaitons-nous point tous ensemble le maintien de la paix, une bonne récolte de blé, l'arrivée des Liberty-ships, le recul de la tuberculose? Lorsque nous parlons de bien commun, n'est-ce point tout cela que nous entendons promouvoir?

— Les fins communes sont complexes, — me dit-il alors, — elles sont plurielles, elles ne sont pas les seules. Je ne t'ai jamais dit qu'elles n'étaient point. Je n'entends point renier toute valeur collective! Et par exemple la nation française ne m'est pas moins chère qu'à toi-même. Son prix à mes yeux — tout sentiment

mis à part — tient à ce qu'elle constitue l'un des cadres, — parmi beaucoup d'autres d'ailleurs, — qui conditionnent l'épanouissement personnel de quarante et peut-être cent millions d'hommes. La France est une valeur, parce que les Français ne sauraient prendre toute leur valeur que dans un climat dont elle est l'une des composantes. L'intérêt national, c'est en somme un aspect particulier — à vrai dire particulièrement important — de l'intérêt de chaque citoyen. Mais seule une contagion totalitaire peut expliquer cette déformation souvent inconsciente, qui fait que l'on tend de nos jours à voir dans la nation non plus une valeur parmi d'autres qui la limitent, mais la valeur suprême; mais le résumé, mais la somme de toutes les valeurs. Elle n'est plus alors seulement l'une des forces en présence. Elle prétend être tout. Le Bien Commun de la Nation devient le bien suprême. Alors il n'y a plus qu'une seule fin, — arbitrairement définie, — qui absorbe ou qui exclut toutes les autres. Elle n'a plus de rivale. Rien ne lui fait plus contrepoids. La lutte cesse. C'est la mort : le cimetière totalitaire.

— Le mal du totalitarisme, — lui dis-je, — n'est-ce point surtout d'immoler la justice à l'intérêt national? La justice trouve-t-elle du moins grâce à tes yeux?

— La Justice dans la Bible, — dit-il, — cela signifiait la droiture du cœur, la vertu, la sainteté : une disposition intérieure et une

façon de vivre. Il y a de nos jours une notion romantique de la justice, qui l'assimile plus ou moins au respect de la personne humaine, ou bien à cette aspiration qu'ont les masses vers l'amélioration de leur condition matérielle et morale. Cette justice-là est un sentiment. Une force, non point une norme. Mais plus souvent on oppose la justice au sentiment. On en fait un impératif précis des relations sociales, et des rapports économiques entre les hommes. C'est ici que je ressens quelque inquiétude. Les hommes poursuivent des fins diverses et rivales, entre lesquelles il faut que se réalise un équilibre. Le droit positif est la règle de ce jeu de forces qui oppose les fins les unes aux autres, et d'où résulte l'équilibre. Mais entre les différentes fins humaines d'une part, et d'autre part le droit positif, y a-t-il place pour quelque chose comme la justice? C'est-à-dire pour une norme absolue, qui s'imposerait au législateur comme aux individus, et qui les astreindrait à certain choix déterminé parmi tous les équilibres possibles? En est-il un parmi eux qui soit privilégié, qu'entre tous dicte la morale? Qu'en penses-tu, ami?

— *Je préférerais, — lui dis-je alors, — t'entendre au préalable sur ce sujet. Car je ne doute point que la justice ne soit chose grande et réelle, mais je me suis toujours senti fort embarrassé pour en définir pratiquement les exigences.*

— « *Suum cuique reddere!* », — s'écria-

l-il. — Mais, à moins que l'on ne se réfère au seul droit positif, toute la difficulté c'est de dire au juste quelles sont les frontières du « suum », ce qui revient à chacun. Ulpien recule d'un mot la difficulté. Cela n'avance point la question d'une semelle.

Le Moyen Age parlait de juste prix. Mais le Moyen Age, en dépit du psychologisme d'Aristote, croyait que chaque chose avait une valeur objective. Il le supposait du moins pour les besoins de la cause, avant que Ricardo et Marx ne s'avisassent d'en faire une fausse loi scientifique. Les choses avaient une valeur. Il fallait vendre chaque chose à sa valeur. Si voulait la justice. Seulement nous avons changé cela. Pour tous les économistes modernes, la valeur est subjective. Elle vient de l'utilité des choses, et l'utilité de chaque chose varie selon les individus. Alors la valeur perd toute existence a priori. Elle ne peut plus être que la résultante de toute une série d'éléments incommensurables entre eux. Non plus une donnée primitive, mais un équilibre qui se dégage sur le marché entre les prétentions rivales d'une multitude de vendeurs et d'acheteurs. D'autre part l'utilité — et aussi le coût, que l'on proposait autrefois comme norme du juste prix — varient avec les quantités consommées ou produites. Ils ne se mesurent plus par un chiffre fixe et déterminé; on les représente par des courbes. La rente, cette anomalie que Ricardo avait analysée le premier, et qui gênait si fort les théo-

riciens du juste prix, devient alors le phénomène essentiel, fondamental de la répartition. Est-ce que la justice peut survivre à Menger, à Marshall, à Wieser ? Il est curieux de le noter : jamais peut-être on n'a tant invoqué le juste prix que depuis que la découverte du caractère subjectif de la valeur, et celle du caractère différentiel des coûts et des utilités semblent avoir privé ce mot de toute signification précise. J'y vois un exemple de ce décalage qui se manifeste dans l'évolution respective des diverses disciplines, en un temps d'excessive spécialisation intellectuelle.

Le Moyen-Age parlait de juste salaire. La plupart de nos contemporains croient encore qu'il existe quelque chose comme cela. Que t'en semble, ami ? Le salaire est pour le patron un coût, pour l'ouvrier un revenu. Quelle commune mesure entre ces deux points de vue ? Le patron, c'est celui qui dit comme le Christophe Colomb de Claudel : « Périssent l'équipage, pourvu que soit découverte l'Amérique ! » Il s'efforce à réduire les coûts, afin d'accroître cet excédent de la valeur créée sur la valeur dépensée qui est la fin fondamentale de toute œuvre productive, et qu'en régime capitaliste mesure le profit. Il faut bien qu'il y ait quelqu'un qui tienne ce langage, qui joue ce rôle ! Mais l'ouvrier répond : le salaire doit me permettre de nourrir ma famille, d'augmenter mon bien-être, d'accéder à l'aisance et à la sécurité. Ce second point de vue n'est

pas moins légitime que le premier. Seulement les deux points de vue sont hétérogènes, opposés, irréconciliables. Quel interprète pourrait les mettre en communication l'un avec l'autre? Quel Salomon pourrait trancher entre eux sans arbitraire? Qu'un compromis s'établisse donc au gré de leurs pressions opposées. Il sera juste pour autant qu'il fera partiellement droit aux prétentions des patrons et des ouvriers (les unes et les autres légitimes). Il sera injuste pour autant que nécessairement il ne leur fera droit que partiellement. Ce compromis empirique ne devra satisfaire personne, mais être tant bien que mal et provisoirement accepté de tous. Qu'un tel compromis s'établisse, qu'il demeure toujours sujet à révision, n'est-ce point cela seul qui peut être appelé juste?

De la justice commutative, passons à la distributive. Soit un capitaine qui entend répartir selon la justice les corvées entre ses soldats. Ah! je ne voudrais pas être à la place du capitaine! N'en doute point: la justice trouble ses nuits plus que je ne saurais faire la tienne! Il y a le service en ville, et la garde au poste, et la corvée de quartier. Il y a le soldat Dupont, et le soldat Durand, et le soldat Dubois. Chacun d'eux a son opinion sur le désagrément respectif de chacune des corvées, mais ces opinions ne sont pas les mêmes, et le capitaine les ignore. Il ne saurait mesurer le sacrifice qu'il impose à chacun, ni comparer la peine de Dubois à celle de Durand. Etablira-

t-il un roulement, afin que chacune des corvées soit assurée à tour de rôle par chacun des soldats? Mais le service en ville est plus pénible quand il pleut que quand il fait beau. Il n'impose pas le même sacrifice selon les jours. Le capitaine n'évitera pas l'arbitraire. Et peut-être le plus grand arbitraire, est-ce encore ce principe d'égalité qu'il s'est proposé comme idéal au point de départ...

La justice, ami, telle que la conçoivent beaucoup de nos contemporains, est un faux concept. Elle suppose qu'il y a des valeurs objectives : et nous savons maintenant que toute valeur économique est subjective. Elle implique que les mérites, les fautes, les satisfactions, et les souffrances des hommes sont mesurables, et commensurables. Il n'en est rien. La justice est sans norme fixe. On ne saurait échapper à l'arbitraire. Le mal est grand de le méconnaître, ou de le nier.

— Je te vois, — lui dis-je, — fort habile à manier les subtilités de la scolastique économique. Et peut-être t'abandonnerais-je sans trop de regret les notions médiévales de juste salaire et de juste prix. Aussi bien n'est-ce point à quoi rêvent tous ceux-là qui invoquent la justice sociale. Nieras-tu que la classe populaire ait des droits certains qui ne sont point présentement respectés?

— Il n'entre point dans mes desseins — dit-il alors — de te révéler qui je suis. Que donc il te suffise de savoir qu'une honnête for-

mation classique me fût donnée, et que d'autre part le ciel me combla d'enfants. Or j'eus récemment avec un ouvrier, sur le sujet de l'éducation, un entretien fort instructif. « Je prétends, lui disais-je, que mes enfants reçoivent, de préférence aux vôtres, une instruction secondaire et supérieure. S'ils devaient ignorer le latin, saurais-je en français même leur parler encore? Trop de science au contraire déclasserait votre progéniture et ne faciliterait point les rapports quotidiens à votre foyer. D'autre part je suis à même d'apporter aux études de mes enfants une aide fort efficace. Le climat de leur vie de famille est un perpétuel stimulant pour leur curiosité. Ils grandissent au milieu des livres, dans l'atmosphère de la méditation; et le milieu même qui les entoure garde constamment éveillées leurs naissantes intelligences. Il n'en saurait aller de même chez vous. Peut-être vos fils ont-ils reçu du ciel plus de dons naturels, sous le rapport des choses de l'esprit? C'est fort possible, je n'en disconviens point; mais je ne saurais admettre qu'un quelconque examinateur en décidât avant l'heure. Et puis comme ce serait folie de réserver les études aux plus aptes, et les plus aptes pour les études! Croyez-vous donc que la société se puisse aisément passer d'honnêtes intellectuels sans génie, et même d'ânes savants? Et qui donc alors ferait les comptes rendus, les bibliographies, les dictionnaires? Ne faut-il pas de bons

*professeurs et de bons académiciens, conscien-
cieux et sans prétention? Ne faut-il pas un
public pour les créateurs, un milieu dans le-
quel ils baignent? Toute une foule d'anonymes
qui les lisent, qui les vulgarisent, qui les com-
mentent, qui les flattent, qui les confrontent,
qui les acculent à parachever leur personnage,
à se définir, à se surpasser? Un grand génie
sans doute peut toujours surgir du sol le plus
ingrat. Mais un pays intellectuellement civi-
lisé, c'est un pays qui compte beaucoup de
gens médiocres et cultivés. Voudriez-vous
d'autre part que tous les plus doués désertas-
sent les classes populaires? Qu'il n'y eût plus
un paysan, un ouvrier intelligent? Non, mon
ami, tout le monde ne peut pas faire d'études
supérieures. Il faut choisir, et la sélection des
plus doués par la nature est la plus déplo-
rable de toutes. On pourrait bien tirer au sort.
Mais arbitraire pour arbitraire, celui que je
défends et que la tradition consacre se recom-
mande à plus d'un titre. » Quelque irré-
futable que me parût cette argumentation,
mon interlocuteur ne s'en montra nullement
séduit. — « Je vous entends, me répondit-il.
Vos enfants feront des études parce que vous
en avez fait vous-même, et vos petits-enfants
parce que vos enfants auront eu ce privilège.
Et ma descendance à jamais sera privée des
fleurs de l'intelligence! La culture demeurera
un privilège héréditaire! Mon fils, parce qu'il
est mon fils, serait irrévocablement condamné
à l'ignorance? Qui peut dire de quelle inven-*

tion, de quelle découverte, de quel Pasteur ou de quel Branly vous priveriez ainsi l'humanité? Et croyez-vous donc qu'une culture de caste pourra demeurer longtemps vivante? Elle ne tardera pas à se faire hermétique et philistine. Elle dégènera faute de croisement. Elle se figera, elle s'engoncera dans la solennité, elle pourrira dans la décadence, jusqu'à ce qu'une révolution la vienne balayer. Alors, à partir de cette funeste rupture dont vous aurez été seul responsable, l'humanité devra tout recommencer par le commencement, par la barbarie, pour une nouvelle marche en avant de l'esprit, que vous et les vôtres ne conduirez plus. Est-ce donc cela que vous désirez? » Il dit, et je vis bien qu'il n'avait pas moins que moi-même raison. Nous avons raison l'un et l'autre; et cependant il n'était point de solution qui nous pût à l'un comme à l'autre donner raison. Tout le monde ne peut pas faire des études supérieures. Qui donc en fera? Ses enfants, ou les miens? C'est alors que je lui dis : « Mon ami, nos points de vue sont tous deux légitimes, et pourtant ils sont opposés, inconciliables. Je défends ce qu'il y a de fondamentalement aristocratique et traditionnel en la culture; et vous, cette vocation qu'elle a de se répandre toujours plus largement, de se renouveler sans cesse. Aucun arbitre ne nous saurait départager selon quelque norme

absolue qui s'imposerait a priori. Aucun de nous ne saurait céder en principe : ce serait trahir les valeurs qu'il a vocation de servir. Il ne nous reste qu'à nous affronter l'un l'autre. Topez-là! Opposons-nous loyalement, respectueusement. Gardons la règle du jeu. Ne nous portons point de coups bas. Il ne faut pas que jamais l'un de nous deux l'emporte tout à fait, mais bien qu'un équilibre se dégage entre nos prétentions rivales, qui fasse partiellement droit aux unes comme aux autres. Il est des moments où les choses iront surtout dans votre sens, d'autres où elles reviendront dans le mien. Mais dans l'ensemble, de notre contention naîtra sans doute ce qui peut exister de mieux sur la terre, pour la culture et pour l'humanité. Car c'est ainsi que sera réalisée la seule justice dont notre monde est capable : un équilibre toujours provisoire et sans cesse mobile, résultante d'un jeu de forces opposées. » Sur ces mots je lui tendis la main. Je te dois confier qu'il ne l'a point prise, et grande fut la peine que j'en éprouvai. Mais les choses n'en iront pas moins selon ce que je lui dis. Et cela est souhaitable : cela est juste.

— Ainsi la justice selon toi, — lui dis-je, — n'est point une norme idéale que l'on poursuit et réalise, une fin suprême pour laquelle on doit lutter : c'est que toutes les fins entrent en conflit et s'établissent en équilibre. Il n'y a pas une cause juste dont tu puisses souhaiter

la victoire. La justice pour toi, c'est que la lutte se développe, et que jamais il n'y ait de victoire?

— *La justice, — reprit-il, — veut encore que la lutte soit loyale et sportive; que la règle du jeu soit respectée; et que les adversaires se portent les uns aux autres estime et respect. La justice, c'est de lutter toujours sans jamais faire la guerre!*

— *Est-ce psychologiquement possible? — demandai-je. — Tu as beau jeu de montrer après coup que les plus grands génies n'ont édifié que des systèmes partiels, et les plus grands héros combattu que pour une face de l'Idéal. Mais eux-mêmes jamais n'en eussent convenu! Ils croyaient que leur doctrine était la vérité, et c'est bien pour cela qu'ils n'ont eu de cesse qu'ils ne l'aient achevée, et qu'ils ne lui aient gagné des disciples. Ils croyaient que leur cause était absolument bonne. Sans cela l'eussent-ils si vaillamment servie? Illusion, dis-tu. Mais qui donc échappe à cette illusion? Et ne serait-il pas nécessaire d'être sa victime pour bénéficier de sa fécondité? La dissiper, exclure toute exclusive conviction, serait-ce point émasculer l'esprit des hommes, tarir la source de leurs énergies, arrêter la vie même de l'humanité? Aussi bien n'y saurais-tu prétendre parvenir. Mais, alors, comment empêcher la lutte de tourner à la guerre totale? Comment prévenir l'explosion des*

fanatismes? Quelles conférence internationale pourra jamais humaniser la guerre à ce point que le sang cesse d'y couler? Tu parlais à l'instant d'une règle de jeu. Les hommes peuvent-ils accepter que leur vie ne soit qu'un jeu?

— Sévèrement blâmer les coups bas, — répondit-il, — ne signifie pas que l'on croie possible qu'il n'en soit jamais porté. Il est fatal que parfois la lutte dégénère. Cela n'est pas une raison pour supprimer le jeu, c'est-à-dire la controverse et l'opposition des points de vue, qui sont la vie même de l'humanité. Il y faut seulement une bonne et sévère règle, une autorité qui sanctionne tous excès, une éducation qui développe chez les hommes ce respect de l'adversaire, cette noble courtoisie, ce sens de l'honneur sans lesquels il n'est point de civilisation. Il n'est pas vrai que tout cela soit aux dépens de la conviction, ni de la générosité. Les chevaliers ne sont pas moins courageux que les fanatiques; et les Anglais se battent aussi bien que les Nippons. Mais, pour que toutes ces oppositions qui font la richesse de l'humanité ne se dégradent point en luttes meurtrières, il faut que les hommes n'aient point ici-bas d'absolu. Qu'ils n'adorent point de Dieu, ou bien qu'ils Le situent au-dessus de leurs querelles. Contre les religions de la Terre, ceux-là qui professent une religion transcendante ont pour alliés naturels les libres-penseurs et les dilettantes. Ils défendent avec eux la civilisation : la paix dans la pluralité.

*
**

« Plus les sociétés progressent ⁽¹⁾, et plus elles se dépouillent des qualités qui leur appartenaient à titre d'organismes vivants, pour se rapprocher du genre de structure et du genre de perfectionnement que le mécanisme comporte. »

(COURNOT. *Considérations sur la marche des idées*, Edition Mentré, tome II, p. 183-184 — cité par H. DE LUBAC, *Proudhon et le Christianisme*, p. 197.)

— *O redoutable démolisseur, — m'écriai-je alors, — ô toi qui pourchasses et pourfends l'absolu chaque fois qu'il lui advient de s'égarer parmi les hommes, ô toi qui viens d'ébranler à mes yeux le Bien Commun et la Justice, qu'est-ce donc qui trouvera grâce devant toi? Quel genre de société veux-tu? Quel principe mettras-tu donc à la base de l'ordre social?*

— *La liberté, — dit-il, — et l'équilibre. Le drame qui fait la grandeur de l'homme, ami, c'est que notre intelligence est plus large que notre cerveau, nos bras trop courts pour nos ambitions, notre amour plus vaste que notre cœur. Un tel drame ne se dénoue point sur la terre. Si quelqu'un te vient dire qu'une solution s'en trouve quelque part, dans le passé ou dans l'avenir, à l'Est ou à l'Ouest, n'y va pas et ne le crois point. On ne résout pas les tensions qui font la grandeur de l'homme. Le progrès de l'humanité, c'est qu'elles s'expriment au grand jour, qu'elles soient aperçues sous une*

(1) Cournot avait écrit « vieillissent » où nous mettons « progressent ».

lumière toujours plus vive, qu'elles se déploient dans leur plus insoluble complexité, qu'elles se cherchent librement une résultante toujours provisoire et sans cesse mobile. Tels sont les fruits de la liberté.

Ami, s'il te fallait une définition de la liberté, ne la va point quérir parmi les juristes. Pour connaître si tel peuple est libre, il suffit de savoir compter. La liberté, c'est la pluralité.

Le totalitarisme veut l'unité sur la terre. Ein Volk, ein Reich, ein Führer! Une seule idée, un seul appareil de gouvernement, un seul chef. Tout ordonner à une seule fin (forcément partielle) et réduire tout ce qui n'est pas elle, toutes les autres fins, au rôle de moyens à son service. Eliminer du monde la loi des grands nombres, le hasard, la surprise, les mécanismes naturels, les équilibres spontanés. Et remplacer tout cela par une intention, un plan, une organisation, une hiérarchie. La liberté, c'est au contraire plusieurs fins opposées que l'on poursuit à la fois, plusieurs partis politiques, plusieurs pouvoirs dans l'Etat, plusieurs entreprises dans l'économie, plusieurs journaux, plusieurs écoles, plusieurs classes sociales, plusieurs syndicats, plusieurs opinions, plusieurs causes à défendre. Et plus il y en aura, plus aussi bien le monde sera libre : plus riches seront ces fêtes incomparables où dans le magnifique entremêlement des lumières de toutes couleurs le soleil de Dieu se joue en mille reflets inextricables sur les éclats du grand miroir.

— *Mais ce partage indéfini de l'influence, cette autorité qui s'émiette en multiples éclats, cette société qui ne poursuit pas un but, qui se laisse ballotter au gré des fluctuations d'un complexe rapport de forces, n'est-ce point là le signalement même de l'anarchie?*

— *Une telle question — s'écria-t-il, — montre bien que mes leçons n'ont fait qu'effleurer encore l'écorce de ton entendement! Mais pour que n'aille point à la mort cette lutte complexe qu'est la vie, pour empêcher qu'elle se simplifie à l'extrême, qu'elle dégénère en double frénésie, et que se déchainent les fanatismes, ne t'ai-je donc pas dit qu'il fallait une règle du jeu? Et par conséquent quelqu'un qui élabore la règle du jeu, qui l'enseigne, qui la fasse appliquer, et qui toujours soit prêt à interrompre momentanément le jeu, dès qu'il menacerait de se gâter? Telle est à mes yeux la fonction première et indispensable de l'Etat.*

— *Arbitre, gendarme, veilleur de nuit. Définiras-tu le rôle de l'Etat comme faisait au XIX^e siècle le Journal des Economistes? Ne me concédais-tu pas tout à l'heure qu'il y a parmi d'autres des fins communes? N'incombe-t-il point à l'Etat de les poursuivre?*

— *Si fait, — répondit-il —. Et qui donc les poursuivrait à son défaut? Champion de l'intérêt public, tel est pour moi le second rôle du gouvernement. Seulement les valeurs nationales ne sont pas le bien tout entier. Parmi toutes celles que se proposent les*

hommes, ce ne sont point même les plus nobles. Les fins nationales s'opposent à d'autres fins. L'Etat qui les promeut doit rencontrer des résistances. Il n'est plus alors l'arbitre qui domine le jeu; mais seulement l'un des joueurs. Ici, je suis parfois contre l'Etat, mais je trouve excellent que l'Etat soit contre moi. Je m'oppose à lui, mais ne l'entends point abolir. Je suis son adversaire, non son censeur. La liberté n'exclut point l'autorité: elle la balance par des forces qui viennent d'en bas.

— L'autorité vient-elle donc d'en haut? — lui dis-je —. N'es-tu point démocrate?

— Encore un mot, — dit-il, — qu'il ne faut pas moins définir que respecter. Jean-Jacques enseignait qu'il existe une volonté générale, et qu'elle doit l'emporter toujours. Or rien ne me paraît plus détestable que cette simplification barbare du mécanisme politique et des fins de l'Etat, et cette tyrannie des majorités anonymes, à quoi conduit ainsi compris le principe démocratique. Mais dans notre occident civilisé, ce n'est point là ce que l'on entend par démocratie. Ce n'est pas au nom de Rousseau que la France et l'Angleterre se sont levées contre l'envahisseur hitlérien. Mais au nom d'un régime qui se définit par la liberté, par le pluralisme. Un Etat complexe et équilibré, avec plusieurs pouvoirs, plusieurs assemblées, plusieurs partis, et conçu de telle façon que jamais une influence unique, — que ce soit celle d'un homme ou celle d'une idée, — n'y puisse définitivement

prévaloir et dominer. Un savant mécanisme, qui maintienne constamment en équilibre le principe aristocratique et le principe égalitaire, les énergies volcaniques et les forces d'érosion, les pressions novatrices et la résistance des traditions, l'économique et le moral. Voilà ce que nous entendons par démocratie. Et l'Angleterre est ici le phare du monde ! Elle sait de science profonde que la civilisation est équilibre complexe, à base de contrepoids et de fair play. Le raisonnable en ce domaine n'a pas de pire ennemi que le rationnel. L'Angleterre vit sur le principe de l'hérédité de la couronne par ordre de primogéniture. Et tous les Anglais sont prêts à se faire éventuellement tuer pour que le fils aîné du Roi succède au Roi, même si le fils aîné est fou ou stupide, plutôt que son cadet, même s'il a du génie. Cela n'est rien moins que logique ! C'est éminemment raisonnable. Pour la nation britannique, irremplaçable garantie de paix civile et de pérennité ! Moins il y a de principes en une constitution, plus en revanche elle contient d'expérience, et plus elle a de chances de se bien acquitter de son office. Les meilleures institutions sont les moins systématiques. Ce sont souvent les plus anciennes : celles que le temps a forgées et sculptées, et jour après jour adaptées, corrigeant par la coutume ce que les textes avaient de trop rigide, complétant d'une jurisprudence tout ce qu'ils avaient omis de prévoir, gravant au plus profond de l'âme du peuple des mœurs,

des habitudes, des idéals, des façons de penser et d'agir. Les constitutions sont comme les pipes: il en faut user longtemps avant que le connaisseur raffiné consente à leur reconnaître quelque saveur. Cela demande au moins plusieurs décades d'années. Ah! de quelle folie fûtes-vous saisis, vous autres Français, — dit-il, — lorsque vous rejetâtes en octobre la constitution que vous vous étiez faite il y a soixante et dix ans! Une conjonction inouïe de circonstances historiques avait permis qu'elle fût conçue par des hommes jouissant d'une grande expérience des problèmes de la structure des gouvernements, — et préservée de toute métaphysique, en un pays dont le goût des principes n'est assurément pas le moindre défaut. Elle avait atteint cet âge canonique au-dessus duquel les humeurs ne sont plus à craindre. Et voici maintenant qu'une commission de doctrinaires échafaude pour vous un édifice tout géométrique, sur la base d'une seule idée. Monocamérisme, représentation proportionnelle, referendum, statut des partis, effacement de l'exécutif devant un législatif unique et sans frein : tout cela tend à consacrer la tyrannie d'une assemblée, seul pivot de cette construction trop logique et trop simple. Ah! Puissiez-vous n'en point faire trop cruellement l'expérience: il ne fait jamais bon marcher avec des chaussures neuves, surtout lorsqu'elles ne sont point souples, et que l'on est convalescent, et que le sol glisse!

— Je ne t'eusse pas d'abord imaginé si

conservateur, — répondis-je —. Avec les anciens cadres politiques, défendras-tu notre structure économique et sociale?

— Non point tout ce qu'elle est, — me dit-il, — mais bien son âme, son idée essentielle. Ces valeurs centrifuges qu'elle a su épanouir, et faute desquelles s'effondrerait toute la doctrine que je t'exposai cette nuit. Imagines-tu par exemple que le monde puisse être libre, si l'individu ne peut être propriétaire? Diviser les richesses entre beaucoup de mains, n'est-ce point la seule façon d'en neutraliser les menaces et les excès? La propriété individuelle ne constitue-t-elle pas l'irremplaçable contrepoids de l'autorité croissante de l'Etat?

La propriété engendre les classes, c'est-à-dire des différences parmi les hommes. Et quoi de plus affreux que l'uniformité? Tout ce qui distingue les hommes les uns des autres, tout ce qui engendre la variété parmi les conditions et les types humains enrichit l'humanité. Ne souhaite point, ami, de voir abolie la diversité des classes sociales. Ne va point prendre le parti des riches contre les pauvres, mais ne te scandalise pas non plus qu'il y ait des riches et des pauvres. Chaque classe sociale a ses drames, ses tentations, ses vertus. Les riches épanouissent les valeurs d'initiative, de raffinement, de gratuité, de magnificence. Il faut bien que l'on cultive des fleurs — et de ces fleurs rares et précieuses qui ne sauraient être pour tous. Mais les pauvres rappellent à l'humanité sa

condition charnelle, douloureuse, humble et sublime à la fois, laborieuse, fraternelle. Ils témoignent aussi pour les valeurs de révolte. Car si les inégalités sociales sont un bien, il est bien cependant que s'élèvent contre elles des protestations. Il faut des poussées égalitaires pour équilibrer les forces aristocratiques. Des pressions révolutionnaires qui constamment retiennent les inégalités de se figer, les classes de dégénérer en castes hermétiques, les inégalités économiques de laisser oublier qu'il existe un plan supérieur, — celui de leur dignité essentielle, celui de leur vocation religieuse, — où la valeur de tous les hommes n'est pas précisément égale, mais incommensurable, parce qu'elle plonge dans l'infini. O, mon ami, ne te laisse point séduire au mirage de l'abolition des classes, de leur fusion, de leur organique collaboration! La querelle des riches et des pauvres, celle des anciens et des modernes, celle des cigales et des fourmis ne se résolvent pas; elles sont la vie. L'antagonisme social est irréductible, car les valeurs que portent l'une et l'autre classe sont opposées. Quand donc renonceront-elles à rejeter mutuellement l'une sur l'autre la responsabilité de leur inéluctable mésentente? Quand chacune cessera-t-elle de prétendre au monopole du bon droit? Qu'elles s'affrontent donc loyalement, ardemment et sans haine, en une lutte généreuse où chacun respecte l'adversaire, et ne désire point sa mort.

— En somme, — lui dis-je, — tu souhaiterais

qu'il y eût des révolutionnaires, mais qui n'entendissent point faire la révolution? Le parti de la révolution de Sa Majesté le capitalisme? Des forces subversives qui fussent elles-mêmes un élément de l'équilibre du système, et qui, autant que possible, en fussent conscientes, — et consentantes?

— Je songe surtout à l'action proprement ouvrière, — répondit-il, — au mouvement syndical. Un syndicalisme libre, indépendant de l'Etat, dirigé contre les patrons et non point suspendu sans cesse aux basques du pouvoir pour obtenir son intervention, n'est-ce pas la condition essentielle de la dignité ouvrière, et de la liberté du monde? Entre les classes, il n'y a pas une justice, un intérêt supérieur qui permettent de trancher. Toute conciliation imposée d'en haut serait mensonge ou tyrannie. Il faut que les classes s'opposent, et que d'un libre rapport de forces se dégage entre elles un compromis toujours provisoire. N'est-ce point cela que font les conventions collectives?

Or le mouvement syndical et les conventions collectives ne sont concevables que dans le cadre capitaliste. Pour que le syndicalisme vive, et vive libre, il faut que les conditions de travail soient librement débattues entre patrons et ouvriers, et non pas imposées par l'Etat en vertu de considérants politiques, monétaires, économiques. Supprimez le capitalisme, et les syndicats se trouvent réduits au rôle de clubs de loisirs dirigés, de rouages d'un appareil de propagande officielle. Beau-

coup de syndicalistes commencent à s'en aviser : l'avenir de leur mouvement est lié à celui du régime économique traditionnel.

Et le capitalisme n'est rien autre que le pluralisme dans le domaine économique. Il est faux qu'aucune liberté lui puisse longtemps survivre. N' imagine pas que le planisme soit à même de faire bon ménage avec les droits de l'homme. Il implique l'inquisition policière, le contrôle de la consommation, la levée des secrets professionnels, l'arbitraire des bureaux, la caserne pour tous et durant toute la vie. Ne crois pas non plus qu'il se puisse allier à la liberté politique : faire un plan c'est parier sur l'avenir, courir des risques ; il y faut une irresponsabilité qui ne s'accommode point du contrôle parlementaire. Ami, toutes les libertés sont solidaires. On n'allume pas le feu au rez-de-chaussée qu'il n'ait bientôt bondi jusqu'aux plus hauts étages !

Le planisme suppose qu'une seule échelle des valeurs, qu'un seul ordre d'urgence des besoins puissent être définis et imposés à une société tout entière. Mais innombrables sont les producteurs et les combinaisons possibles des facteurs. Pour mettre et pour maintenir en équilibre ces forces dispersées à l'infini, de savants et souples mécanismes avaient été forgés. On ne leur saurait substituer un ordre autoritaire qu'à côté d'eux il ne s'avérât barbare et grossier. Ah ! quand donc cessera-t-on de vouloir recoller les morceaux du grand miroir ? »

*
**

*Caro cibus, sanguis potus :
Manet tamen Christus totus
Sub utraque specie.*

... ..

*Fracto demum sacramento
Ne vacilles, sed memento
Tantum esse sub fragmento
Quantum toto tegitur.*

(de la prose *Lauda Sion Salvatorem.*)

Il y a maintenant plusieurs années, bien avant que mon mystérieux visiteur n'eût éclairé pour moi et relié entre elles les idées que je viens de dire, j'eus un jour la candeur d'en développer d'assez analogues devant l'un des allemands chargés de garder le camp dans lequel je me trouvais retenu prisonnier. C'était un homme d'une culture très honorable, et de solides convictions national-socialistes. Sa réaction fut de stupéfaction et d'épouvante. J'avais mis en doute que l'intérêt national se pût aisément définir, et qu'il fût possible de réconcilier les points de vue des diverses classes sociales ! Je lui avais exposé que l'on devait penser sans jamais prétendre avoir plus que l'adversaire raison, et lutter sans désirer vaincre ! C'était plus sans doute que n'en pouvait porter son âme totalitaire. « *Pfui ! — grommela-t-il, — so pessimistisch !* »

Tel n'était point cependant le son que rendaient à mes oreilles les propos de mon étrange compagnon. L'humeur gaillarde dont il énonçait ses paradoxes ne me semblait avoir rien que de spontané. J'y flairais un peu de

cette ironie dont Kierkegaard fait le signe des chrétiens, et qui est joie et pureté d'âme. Une nuance aussi de cet humour d'Outre-Manche, qui procède d'une bonne humeur foncière, tant qu'elle ne s'ose exprimer qu'avec pudeur. Le sourire de mon hôte n'avait rien de désabusé. Je ne saurais dire s'il appartenait au monde des vivants, mais à coup sûr il aimait la vie non moins que quiconque. Et je ne crois point qu'il soit à nul autre possible de jeter sur elle un regard plus bienveillant que lui-même ne faisait.

Optimiste, à coup sûr il l'était pour ce monde qu'il se refusait à croire fini. Nous n'aurons jamais achevé, répétait-il, de brasser les éclats du miroir, et de les faire jouer les uns sur les autres. Pas une pensée qui ne soit neuve, et qui n'éclaire le réel d'un jour unique et précieux. Pas un combat mené qui n'ait sa fonction, et qui ne contribue à équilibrer, à enrichir ce compromis mobile qui est la vie même.

Mais optimiste, la vision du monde que me fit entrevoir mon compagnon l'est encore parce qu'elle ne s'achève point en ce monde.

« — *Comment donc l'individualisme* — me dit-il peu avant qu'il ne me quittât — *s'est-il cru longtemps l'ennemi de Dieu ? Comment donc l'Eglise et la liberté échangent-elles encore des regards soupçonneux ? La civilisation centrifuge a voulu exclure le divin ? Mais elle le postule ! On ne saurait expulser l'unité de la Terre sans lui accorder ailleurs quelque*

part un refuge! Qu'il n'y ait point de synthèse possible sur notre plan, cela n'en suggère-t-il pas un autre? Toutes ces complexes antinomies dont sont tissées notre intelligence et notre vie ne crient-elles pas vers Quelqu'un qui puisse voir sans point de vue, aimer sans choix, préférer tout à la fois, agir sans contradiction? C'est parce que nous sommes multiples qu'il faut qu'un Dieu nous transcende. Je m'en voudrais, ami, d'en prétendre tirer quelque apologétique. Après tout, elle ne serait pas si nouvelle; elle en vaudrait bien quelques autres.

Les débris du miroir brisé parlent de l'unité perdue, et du monde où elle ne l'est point. Mais ce n'est pas en recollant les éclats que nous pouvons reconstituer Dieu. Nous ne verrons jamais Dieu au bout de nos lunettes, ni ne le trouverons au terme de nos équations. Il est d'un autre monde que nous. Ami, tu n'iras pas à Dieu sur tes deux jambes....

Mais Lui pouvait venir vers les hommes. Il l'a fait, de la seule façon qui pouvait établir une communication entre son monde et le nôtre: en nous donnant des sacrements. C'est-à-dire des signes qui relèvent de notre expérience partielle et limitée, mais que Dieu choisit de mettre mystérieusement en correspondance avec ce monde transcendant que notre esprit ne peut atteindre. L'eau du baptême, le Nom de Dieu, le texte des écrits bibliques, le Jésus de l'histoire, l'hostie consacrée, l'Eglise visible, sacrements que tout cela!

Talismans que nous donna le Seigneur pour communiquer avec Lui. Clés divines, forgées de terrestre métal, et qu'Il nous a lancées par la fenêtre, afin que nous puissions ouvrir de l'extérieur cette porte qui ferme aux créatures limitées l'accès des choses de Dieu. Nul n'ira jusqu'à Dieu s'il ne franchit la porte; et nul n'ouvre la porte qu'il n'en ait la clé. Si tu désires la Foi, prends de l'eau bénite. Comment donc a-t-on pu imaginer que Pascal ait entendu recommander là quelque grossière pratique d'auto-suggestion? Non point. Mais c'est Dieu qui donne la Foi, et pour ce faire il choisit dans notre univers les véhicules de sa grâce.

O mon ami, me dit-il — sa voix se fit alors plus profonde et plus chaude — adhère de tout ton être à l'Eglise visible, à l'Eglise romaine, au Pape et aux conciles. Car l'Eglise est le sacrement suprême, et c'est elle qui dispense tous les autres. Elle est dans le monde, elle parle ton langage, elle est à portée de ta main; mais elle n'est pas du monde et te le fera dépasser. Elle seule peut te conduire au delà de ta condition multiple. Ami, si mes paroles ont en toi rencontré quelque écho, tu le reconnaîtras à ce signe que tu sentiras monter en ton âme une ardente piété pour l'Eglise de Rome. On n'atteint le Verbe de Dieu que par son enseignement, l'amour de Dieu que par sa communion, et l'on n'accomplit toute la volonté de Dieu qu'en son sein. Aime l'Eglise et adhère pleinement à ses formules dogma-

tiques. Non point que chacune d'elles ne soit partielle, partiale, paradoxale, comme tout ce qui s'exprime au niveau de l'homme et par son langage. Si tu les voulais adorer, elles seraient les premières à te répondre comme Paul fit aux habitants de Lystres lorsqu'ils lui voulurent immoler des taureaux : Et nos mortales sumus! ⁽¹⁾ Mais Paul ne niait point qu'il fût dux Verbi. Véhicules de la Parole, telles sont aussi les formules dogmatiques. Un mot de passe, dicté par la seule autorité légitime et seul connu des sentinelles, et qui nous ouvre le monde transcendant où toutes contradictions se résolvent dans l'unité du regard divin.

Alors toute opposition se mue en harmonie supérieure et supra-humaine. Misericordia et Veritas obviaverunt sibi. Justitia et Pax osculatæ sunt ⁽²⁾.

C'est aux pieds du trône du Pape, — me dit-il, — que conduit cette vision pluraliste et centrifuge de ce monde que j'ai présentée à tes yeux appesantis par l'insomnie. C'est là que va tout effort d'approfondissement des contradictions humaines. C'est jusque là que nous contrainst d'aboutir ce noble refus des synthèses trompeuses, des conciliations mensongères, des harmonisations fallacieuses auquel je n'ai cessé de t'exhorter. »

(1) Actes des Apôtres. XIV. 15.

(2) Psaume LXXXV (Vulgate LXXXIV), 11.

*
**

A ce moment précis, le jour qui pénétrait par la fenêtre m'arracha de mon sommeil. Jamais plus depuis lors, hélas, il ne me fut donné de voir apparaître le compagnon merveilleux de cette inoubliable nuit.

J'ai relaté ses paroles aussi fidèlement que je l'ai su faire, afin de ne point retenir pour moi seul les enseignements qu'il me donna. Si le lecteur leur trouvait une allure bien décousue, il en devrait surtout accuser les importunes questions dont trop souvent j'interrompis son discours.

De ce qu'il me dit cette nuit-là, je ne sais trop au demeurant ce qu'il convient de penser. Sans doute ses propos n'expriment-ils aussi bien, — selon l'esprit de sa propre doctrine, — qu'un aspect parmi d'autres de la vie, de l'histoire, de l'avenir, de la vérité. Mais s'il est vrai, — comme il me l'expliquait au cours de cette nuit mémorable, — que l'erreur jamais ne soit que fragments de vérité qui ne se veulent point à leur place, le lecteur saura bien assigner la sienne à cette face particulière des choses que me découvrit l'hôte incomparable de mon rêve.

Car notre temps sans doute est trop enclin à la méconnaissance.

Et si j'ai fait ce livre, c'est afin qu'elle en soit moins oubliée.

I

IN MEMORIAM

GEORGES BONNEFOY

(5 Mars 1912 — 21 Juin 1940)

(extrait de *Rencontres*, cahier n° 5
« Chroniques de la Vie Intellectuelle »
livraison d'Octobre 1941)

Trois ans bientôt seront écoulés depuis ce jour de novembre, si présent aujourd'hui pour moi... Avec son humilité craintive, et cette peur de faire mal ⁽¹⁾ qui marquait d'une délicatesse douloureuse — exquise — tous ses rapports avec ses amis, Georges Bonnefoy venait m'apporter les vers que voici : les seuls de lui qui soient à ce jour publiés ⁽²⁾. Il me demanda d'en rendre compte, ici même.

Georges Bonnefoy était mon ami. A quelques confidences hâtivement et discrètement envolées de son cœur, ces poèmes empruntent peut-être pour moi quelque transparence dérobée. Je me sentais indiscret, tandis que je poursuivais leur lecture. Je redoutais de n'en savoir écrire sans soulever tant soit peu le mystère dont ils recouvrent une histoire vécue, une vivante inquiétude religieuse; sans violer cette pudeur qui était l'être même de mon ami.

De tels sentiments, qui m'ont fait différer si longtemps cet article, ne me retiennent pas moins fortement aujourd'hui, maintenant que je sais la mort de Bonnefoy; mais elle m'oblige de passer outre, et d'exécuter ma promesse.

(1) G. Bonnefoy exprime, analyse, explique ce sentiment dans son *Essai sur l'Incroyance*, dans *Esprit* du 1^{er} mai 1938, pp. 227 et 228.

(2) Georges BONNEFOY : *La Suite Interrompue*. Poèmes. Collection « La Caravelle », 6, rue Bezout, Paris (15^e), 1938. — Le père de Georges Bonnefoy a publié depuis lors un nouveau recueil posthume intitulé « *Poème d'Ariane* » (Editions de La Tour, 1942). La disposition et la présentation des morceaux est l'œuvre de Georges Bonnefoy lui-même, peu avant sa mort.

*
**

Ce ne sont point tant des poèmes, ni des chants, que des chansons. Suaves, jamais mièvres. A peine ébauchées. D'une tristesse infinie, concentrée, délicate, mâle, qui ne se livre qu'avec gêne, sans s'épancher jamais. On les dirait tirées par les doigts d'un maître de quelque grêle violon d'enfant, avec la sourdine. L'évènement est si minuscule par ses dimensions matérielles, qui leur sert de temporel appui, qui les rattache à la terre et à la chair ! L'amour qu'elles prolongent, à peine conçu, fut brutalement brisé. Mais aux cœurs qui gardent la générosité toute pure de l'enfance, il suffit d'un instant pour engager l'être, annexer la vie... Et Bonnefoy fera l'offrande de ses poèmes :

*...En souvenir de ce qui n'aura pas été
En souvenir de ce qui désirait de naître
Et qui n'eut que le temps de mourir, sans paraître
En souvenir de tout ce qui ne fut donné*

.....

*En souvenir
De l'avenir
Qui venait (1)*

Et chaque page évoquera la tristesse inconsolée de l'avortement : semences dissipées au vent, perdues ; espoirs qui meurent ; rêves inachevés que coupe un réveil trop brusque ; projets qui n'aboutissent pas : le monde immense des virtualités que condamne le choix féroce de la vie. Un symbole scintillera sans

(1) *Offrande*, p. 9.

cesse : celui des fleurs, de leur éphémère splendeur :

*Longs pétales tremblants sur le bord d'être eux-mêmes.
Heureux de s'entr'ouvrir
De naître seulement pour la grâce suprême
De mourir (1)*

D'autres images aussi, empruntées à la vie des hommes : la visite promise d'un ami, vainement attendue :

*La maison qu'il n'a jamais vue
Où pourtant il devait venir
Sais-tu plus pauvre chose, à l'âme plus ténue
Qu'un rêve qui devient un souvenir? (2)*

Ou bien encore, la moisson des innocents :

*L'enfant de quelques jours que vous alliez aimer
Pour qui parmi les noms vous vouliez le plus tendre
Vient de mourir ce soir, loin de lui, sans l'attendre
Vous n'avez plus souffert même qu'il soit nommé... (3)*

*
**

La grâce en nous-mêmes, — moins encore dans les autres, fussent-ils nos amis les plus chers, — ne se palpe, ne se voit, ni ne se sent. Nous ne touchons point le monde de l'âme, mais bien seulement la pensée, telle qu'elle s'exprime : souvent mal, d'autant plus mal qu'elle est plus pleine. Bonnefoy, à qui la pensée de Dieu sans cesse était présente, qui semblait avoir des clartés rares, étrangement élevées, sur les dogmes les plus spécifiques de notre foi catholique, pro-

(1) *Féerie*, p. 10.

(2) *Matson*, p. 9.

(3) *Pudeur*, p. 83.

fessait une doctrine d'incroyance qu'il s'est ailleurs ⁽¹⁾ appliqué à définir. Plutôt, il a décrit les étapes d'une démarche d'incroyant : par souci de pureté, cette volonté de dissocier l'intelligence de la sensibilité ; puis la rencontre tragique avec l'inhumain : détresse totale contre laquelle l'incroyant se raidit. Il « *refuse tous les raisonnements de secours* » ⁽²⁾. Le désir, alors, devient « *l'argument le plus fort contre l'existence de la chose désirée* » ⁽³⁾. C'est avec un parti-pris « *contre lui* », que l'incroyant va chercher la vérité. Comme il redoute par-dessus tout « *la confusion de l'amour* », il lui semble que « *l'héroïsme dernier* » consiste à rechercher la plus grande souffrance : car la douleur devient à ses yeux le « *témoin d'impartialité* » par excellence ⁽⁴⁾. On voit combien cette attitude est proche de celle de Vigny, en compagnie duquel Bonnefoy vivait intimement chaque jour : il travaillait une thèse de doctorat sur le poète du *Mont des Oliviers* ⁽⁵⁾. L'incroyant refuse la foi parce qu'il craint de s'accorder en elle une trompeuse et trop facile consolation. Il se referme alors sur

(1) Dans son *Essais sur l'Incroyance*, déjà cité.

(2) *Essai sur l'Incroyance*, p. 219.

(3) *Ibid.*, p. 220.

(4) *Ibid.*, p. 222.

(5) Cette thèse, préparée sous la direction de M. Jean POMMIER, professeur à la Sorbonne, a été publiée en 1944 par les soins du père de Georges Bonnefoy (G. BONNEFOY, *La Pensée religieuse et morale d'Alfred de Vigny*, Paris, Librairie Hachette, 1944, 460 pages, avertissement de Lucien BONNEFOY, préface de Jean POMMIER, professeur à la Sorbonne). Au cours d'une cérémonie tenue à la Sorbonne en juin 1944, Georges BONNEFOY a été proclamé Docteur ès-Lettres à titre posthume.

l'humain, sur les affections humaines. « *Il y a une façon de s'aimer particulière aux familles d'incroyants, qui est de s'aimer dans le mystère et par désespoir de lui, de s'aimer en hâte avant la mort, sans prononcer d'elle, ni de l'endroit où elle mène, ni si elle mène ailleurs* ⁽¹⁾ ». Communion « *ordonnée par la souffrance* », pressée par la menace constante d'une mort sans espoir, hyperconsciente du prix des instants qui s'écoulent à jamais. Resserrement douloureux et fort devant l'immensité du néant.

Ce sont encore les mêmes cordes que nous entendrons vibrer ici :

*Vous n'avez pas voulu avoir cette tristesse
De ceux qui s'aiment seuls sous le ciel refermé
Sans les riches espoirs, les magiques promesses
Avec le seul espoir de s'être mieux aimés.*

*Mais peut-être qu'un jour vous voudrez la souffrance
Entrant aux sentiments que vous avez laissés
Et que vous souffrirez loin de toute espérance
Comme preuve à celui que vous voudrez aimer* ⁽²⁾.

...Les choses, les personnes, les amours, ne ressusciteront pas, qui ont été sacrifiées. « *Dieu lui-même... ne peut recommencer le temps... Il ne lui reste rien à offrir pour remplacer ce qui fut un jour irrémédiablement perdu* ⁽³⁾ ». Pour les venger contre la mort,

(1) *Essai sur l'Incroyance*, p. 224.

(2) *La Suite Interrompue*, p. 62. Faut-il évoquer les *Paroles d'un amant* de Louise ACKERMANN ? Mais ici, combien plus de douceur : une révolte nullement déchaînée, déjà tristement résignée.

(3) *Essai sur l'Incroyance*, p. 224.

pour leur garder en dépit d'elle un peu de durée encore, il n'est au monde que le souvenir des hommes, jalousement fidèle ; leur refus d'être jamais consolés. Devoir sacré de garder la plaie toujours saignante et large ouverte, jusqu'au dernier jour :

*Poèmes prolongeant par leurs précieuses peines
En d'autres instants purs, les instants nés de vous
Filant le souvenir comme on file une laine
Mince, mais toujours blanche, au fil ténu et doux.*
.....

*Le poème qui n'est que de seule souffrance,
Où les mots ne sont plus que des tressaillements
Plus sourds et plus couverts à mesure qu'immense
S'éteint dans la douleur la force de leur chant (1).*
.....
.....

*Que ton regret soit d'elle et d'elle seulement
De ton meilleur amour qu'elle soit seule aimée
Pour n'être, à l'heure lourde où l'on meurt, lâchement
Le vain fantôme impur des choses regrettées (2).*

Ainsi, par le souvenir opiniâtre, douloureux, fidèle, seront préservées et vengées les heures disparues. Fragile et sacré rempart, de tous côtés circonvenu par la vie qui continue de tout mouvoir. Comment garder pur, immobile, le souvenir d'une autre ? Contre le *moi* qui envahit ; contre l'imagination qui invente, cristallise ? Contre la tentation de l'exploitation littéraire, qui détache, et déforme ? Contre le temps qui estompe, et dévore ? Contre l'appel de la vie, qui recou-

(1) *La Suite Interrompue ; Le Premier Poème*, pp. 71 et 73.

(2) *Ibid.*, *Prière pour une bonne mort*, p. 75.

vre le murmure de plus en plus frêle du passé?

*Elle est lointaine au cœur qui s'inquiète et qui aime
Que fait-elle? — Le cœur tremble d'imaginer
Celle qui ne serait encore que lui-même
Et non l'être nouveau qu'il voudrait approcher* ⁽¹⁾.

.....
.....

*Le ciel s'entr'ouvrira, qui se fermait encore
Et vers de nouveaux jours, fragile, il glissera
Sur cet ancien secret oubliant de se clore...*

.....

*Tristesse du futur qui s'approche et qui monte
Et qui sera demain, peut-être, bien aimé
Et que l'on sent venir comme on sent une honte
Et que l'on voudrait fuir et qu'on ne peut, jamais.
Souffrance du futur impur et nécessaire...* ⁽²⁾.

Le souvenir s'échappe, alors même qu'on le voudrait obstinément retenir. D'autres tranches de vie le recouvrent, qu'on n'a plus la force de refuser. Dans le poème intitulé « *Phrases* » ⁽³⁾; dans cet autre qui n'a pas de titre, peut-être l'un des plus beaux : « *Le souvenir trop pur, filé jalousement...* » ⁽⁴⁾, c'est toujours le même sentiment qui se plaint : la gageure n'était pas tenable. La douleur fidèle ne prolonge qu'à peine un écho appauvri de ce qui n'est plus.

Sera-ce alors le désespoir et la révolte, pour le grain qui doit mourir afin que germe la semence? Pour tant de semences qui se doivent perdre afin que l'une d'elles croisse et s'épanouisse? Pour le présent qui doit s'abî-

(1) *Ibid.*, *Inquiétude*, p. 23.

(2) *Ibid.*, *Expérience*, p. 103.

(3) *Ibid.*, p. 47.

(4) *Ibid.*, p. 48.

mer dans l'oubli, afin que naisse l'avenir ? Pour l'erreur caressée qui doit ne plus rien être, afin que triomphe la Vérité ? Dieu, présent en chacune de ces pages, restera-t-il l'accusé ? — Ou bien sera-ce l'acte d'Amour et de Foi, le renoncement du temps, l'abandon de tout à Dieu dans l'éternité où chaque instant, plongé, prend un prix infini ?



Georges Bonnefoy n'est plus. Dans un fossé de Lorraine, la suite de ses jours a été interrompue. Il avait eu — avec une étrange netteté — le pressentiment de cette fin. Un de ses poèmes est dédié à son oncle tué à Verdun, au cours de l'autre guerre :

*A celui qui mourut au bord de son amour
Dans le seul souvenir des heures inconnues
En taisant le regret des routes apparues
Parmi la terre lourde, avant le temps, un jour.*

*A l'inconnu cherché au fond de mes années
A l'inconnu aimé, si étranger en moi ;
Et si proche pourtant qu'il me semble parfois
Sentir trembler en moi la même destinée (1).*

« J'ai toujours considéré ceux qui vivaient comme des gens qui avaient miraculeusement réussi, ce qui m'a toujours empêché de les prendre au sérieux », m'écrivait-il en novembre 1938. Et plus tard, des premières lignes du front : « Je me demande vraiment comment je prendrai la première mort de ceux qui sont autour de moi. L'un d'eux m'a dit :
« Je ne serais pas parti, si j'avais été sûr soit

(1) Ibid., Douaumont, p. 94.

de revenir, soit de ne pas revenir: » *Je ne connais pas de définition meilleure du destin de chaque homme, qu'il joue seulement peut-être parce qu'il est inconnu de lui ⁽¹⁾ ».* — « *Je mesure chez (mes compagnons) quelque chose qui me sera utile ailleurs : comment la crédulité et l'incrédulité à une même chose peuvent exister simultanément dans une même âme d'homme : ils disaient qu'ils ne croyaient plus à la paix; mais ils y croyaient encore, et au fond d'eux ⁽²⁾ ».* — Et, le 12 décembre : « *...J'aurais eu trop de fierté à voir mon nom porté encore, et à avoir un fils. Tout peut changer pour moi, mais je considère ces deux mois comme un délai pour régler tout ce que je pense de la terre et du Ciel... ».*

*
**

Il se croyait deux mois à vivre. Il ne se trompait que de quatre. Il était parti avec une volonté ardente, une absolue pureté, pour une juste paix dans une juste guerre — comment ces dernières années de sa vie, lucides et laborieuses, n'évoqueraient-elles pas le souvenir de Péguy? — avec une foi limpide en la liberté et l'intelligence, un tendre et charnel amour de la France, lourd de nobles traditions ancestrales, patriotiques et républicaines...

(1) Lettre datée de « Toussaint », 1939.

(2) Lettre datée du 17 novembre 1939.

Maintenant, le sacrifice est consommé, qu'il avait gravement, résolument, lucidement consenti. Pour nous qui l'avons aimé, le chagrin est indicible, de tant d'espoirs mis en lui, désormais impossibles; de tant de virtualités de son amitié, évanouies, à peine entamées... Les notes suaves, nostalgiques, profondément humaines de ses poèmes sont là pour nous aider à trouver dans le souvenir l'aliment que réclame notre peine. Et nous avons l'Espérance que lui aussi, mort, nous est fidèle...

II

NOTE SUR LES PRINCIPES DE LA PAIX PROCHAINE ⁽¹⁾

(Juillet 1943)

(inédit)

(1) Cette note inédite a été rédigée en juillet 1943 à l'intention du Comité Général d'Etudes de la Résistance, que dirigeaient en clandestinité, par délégation du Gouvernement Provisoire d'Alger, MM. François de Menthon, Louis Terrenoire, René Courtin, Paul Bastid, Alexandre Parodi, Pierre-Henri Teitgen. Elle apparaîtra tellement dépassée par les événements que j'hésite à la publier aujourd'hui. On voudra peut-être lui trouver encore quelque intérêt documentaire... Je n'en change pas un mot, et conserve même cette forme inachevée que l'on pardonnera peut-être à un travail hâtivement dicté et non destiné à la publication.

Les Alliés ont entrepris la présente guerre en exécution de leurs obligations internationales, pour s'opposer à une injuste agression, et aux prétentions annexionnistes de l'Allemagne nationale-socialiste. A maintes reprises, dans les discours officiels des chefs des Nations Unies, il a été affirmé que les buts de guerre alliés consistaient en la création d'un monde fondé sur la justice internationale, sur le respect des nationalités, sur l'intangibilité des traités, sur le respect des droits des petites nations et sur la liberté des peuples.

Il faut espérer qu'il n'y avait point là de simples thèmes de propagande à destination des populations des pays ennemis.

On en pourrait presque douter lorsqu'on voit se déchaîner les fureurs annexionnistes et vindicatrices, principalement dans les rangs des membres des Mouvements de Résistance.

Les Français ne sont plus si rares, qui réclament déjà l'annexion de la Sarre ou même de la rive gauche du Rhin, voire celle du nord de l'Italie. Tout récemment, j'entendais un homme cultivé — et modéré — préconiser la déportation de tous les Polonais en Rhénanie et de tous les Rhénans en Pologne...

Il serait assez vain d'avoir gagné la guerre si c'était pour employer les mêmes procédés que nous aurons combattus chez l'adversaire.

Rien ne serait plus fâcheux pour notre position morale, rien ne serait plus menaçant pour l'avenir de la paix que de fonder les traités qui mettront fin au conflit actuel sur de mesquines rancunes qui, peu de temps après refroidies, ne soutiendraient pas longtemps les sottises qu'elles auraient engendrées.

Certes, il nous est très difficile d'imaginer dès à présent les problèmes — en particulier les problèmes territoriaux — qui pourront se poser au moment de la future Conférence de la Paix. De colossales énigmes subsistent, en particulier l'énigme russe qui peut réserver d'énormes surprises. Rien ne serait si vain que promener dès à présent son crayon sur une carte d'Europe pour y tracer d'avance des frontières. Cependant un tracé de frontières repose toujours, s'il veut être durable (et c'est la principale qualité qu'on puisse exiger de lui), sur la prise en considération de données permanentes et non de circonstances passagères.

Et dès maintenant la réflexion n'est pas interdite sur les principes en fonction desquels devront être résolues les questions qui demain se poseront. Il est à souhaiter que l'on tourne résolument le dos aux erreurs des traités de 1918, et que l'on sache avec lucidité tirer la leçon des expériences très douloureuses que le monde a faites, en particulier depuis vingt-cinq ans.

Les principes suivants pourraient être posés :

1°) Nous avons entrepris une guerre de

défense d'un ordre international et non point une guerre de conquêtes. La paix ne devrait comporter aucune espèce d'annexions, pas même coloniales. Le principe des nationalités, entendu largement et compte tenu des exceptions qui peuvent s'imposer pour des motifs de configuration géographique, pour des motifs économiques, etc... devrait rester à la base de la nouvelle carte du monde. C'est-à-dire que la nouvelle carte du monde devrait être assez semblable à celle qui fut dessinée en 1918 — sauf quelques remaniements en Europe Centrale et quelques fédérations à promouvoir entre des groupes de petits Etats. Même les annexions coloniales me paraissent très nettement à éviter. Elles aboutiraient nécessairement à dépouiller des peuples qui ont peu de colonies pour agrandir les empires coloniaux de ceux qui en regorgent. Solution bien peu rationnelle et bien peu propre à engendrer l'adhésion universelle, qui est la condition de la stabilité dans les relations internationales. Sans doute la morale exige-t-elle que l'Italie ne recouvre pas de souveraineté sur l'Abyssinie. Mais pourquoi ne pas lui rendre la Lybie et la Somalie? Et quand il serait possible de laisser à l'Allemagne ou au Japon quelque part dans le partage des colonies, je n'y verrais, pour ma part, qu'avantage, et ce pourrait être l'un des meilleurs moyens d'obtenir leur nécessaire ralliement au nouveau statut colonial.

2°) L'une des dispositions qui, à l'usage, se sont révélées le plus funestes dans le traité de paix de 1918, c'est l'exigence de réparations imposées à l'Allemagne. Le paiement des réparations a posé des problèmes de transferts qui ont détraqué tout le mécanisme des règlements internationaux. La volonté d'éluder les réparations a poussé l'Allemagne à précipiter la chute de sa monnaie en 1923, au grand détriment de sa stabilité sociale intérieure, et de l'équilibre monétaire mondial. La nécessité où elle s'est vue de rendre positive sa balance du commerce pour effectuer ses prestations au vainqueur l'a poussée à se suréquiper industriellement : ainsi s'explique en grande partie que l'Allemagne ait subi si brutalement et si terriblement, la première en Europe, le contre-coup de la crise américaine de 1929, et qu'elle se soit jetée, éperdue, traquée par la misère, dans l'aventure hitlérienne. Ainsi s'explique largement aussi le réarmement allemand. Enfin, le principe de la responsabilité collective du peuple allemand qu'affirmait le Traité de Versailles et sur lequel reposait l'exigence des réparations était une maladresse indéfendable : il rendait presque impossible le ralliement du peuple allemand au traité.

Il faudrait donc à mon avis cette fois, si l'on veut éviter de retomber dans les mêmes erreurs, et partant dans les mêmes mécomptes :

a) — proclamer officiellement que le peu-

ple allemand n'est point tenu pour responsable de la guerre déclenchée par le gouvernement national-socialiste;

b) — procéder éventuellement, *immédiatement après la cessation des hostilités*, à quelques réquisitions de matériel qui pourraient être nécessaires pour les besoins urgents des pays voisins ayant souffert de l'occupation (wagons de chemins de fer, outillage, stocks d'aliments — restitution des prélèvements effectués par les Allemands sur les ressources des pays occupés);

c) — ne procéder à aucune réquisition de main-d'œuvre allemande, et renvoyer les prisonniers allemands dans leurs foyers le plus tôt possible;

d) — ne prévoir aucune réparation en monnaie, *et ne point consacrer de dettes de guerre durables* de pays vaincus à pays vainqueurs.

3°) Ne point occuper militairement les pays vaincus, sauf dans la mesure où cela pourrait être quelque temps nécessaire pour y maintenir l'ordre intérieur. Nous éprouvons actuellement combien une occupation militaire est nécessairement impopulaire, et laisse dans la population occupée de fâcheuses et durables rancunes. Ajoutons que l'occupation militaire ne sert à rien du point de vue de la sécurité. Elle cesse toujours en fait avant que le pays qui en était la victime ait commencé à redevenir dangereux. Son souvenir alors attise de la

façon la plus regrettable les malveillances internationales, au grand détriment de la sécurité du pays ex-occupant.

Un inconvénient grave que présenterait une occupation militaire de l'Allemagne par les Français résulterait de ce fait qu'un grand nombre de nos compatriotes se rendraient en Allemagne animés d'un esprit de vengeance et de représailles individuelles. Dans l'armée française, la discipline est traditionnellement paternelle; il est douteux qu'elle parvienne à empêcher les exactions nombreuses qui ne manqueraient point de se produire contre la population civile des pays occupés. Il serait bien fâcheux que l'occupation militaire de l'Allemagne par l'armée française fît preuve de moins de correction, de moins de tenue, de moins de respect des personnes et des biens individuels que n'a fait l'occupation de la France par les troupes allemandes. Mais il est infiniment probable qu'il en serait ainsi.

Alors même que nos Alliés désireraient occuper l'Allemagne, je souhaiterais que la France insistât pour ne point prendre part à l'opération, ou du moins pour y prendre la part la plus légère possible. Il faudrait alors confier l'occupation à des corps d'élite, composés autant que possible de gens connaissant bien l'Allemagne et y ayant des amitiés; d'une discipline irréprochable; — et exiger, dans toute la mesure du possible, de tous, une conduite et une tenue exemplaires.

4°) Pas de déportations de populations, sinon très limitées et absolument locales. Ces procédés faciles et grossiers de simplification d'une réalité riche et vivante peuvent être laissés au régime que nous aurons vaincu.

5°) Certaines naïvetés de naguère ne doivent point nous faire perdre de vue que le désarmement est une condition essentielle de la Paix. Le souvenir des années d'avant-guerre doit nous rappeler que la charge financière et économique écrasante que constitue l'entretien des armées paralyse tout progrès social à l'intérieur des nations. Il faudrait prendre au lendemain de la paix, pendant que c'est possible, des décisions extrêmement audacieuses en ce domaine. L'abolition générale de la conscription me paraît être une des mesures à préconiser : cela heurte les traditions de certains pays comme le nôtre, mais répond assez bien à l'évolution de la technique moderne de la guerre. Pour autant que des forces militaires devraient être conservées, il faudrait tendre le plus possible à les internationaliser. Cela paraît d'autant plus facile que de plus en plus les armes efficaces représentent du matériel lourd dont la production est facilement contrôlable, et dont le service est assuré par un personnel hautement qualifié et relativement peu nombreux.

6°) A moins que la Russie ne la dévore, il me paraît manifeste qu'il est impossible d'affaiblir durablement l'Allemagne; qu'il est impossible (bien plus qu'en 1918) de songer

à la diviser, selon le rêve cher à Jacques Bainville (ou de l'empêcher de se ressouder après qu'on l'aurait une fois divisée). Il ne reste qu'une solution, c'est de la rallier aux conditions de la paix. Cela implique :

a) — de proclamer que l'Allemagne n'est pas vaincue, mais seulement le nazisme;

b) — de lui conserver des frontières acceptables, au moins aussi favorables que celles de 1918;

c) — de ne point la laisser sans ravitaillement pendant les mois qui suivront la guerre, et de tout faire pour empêcher qu'elle subisse des périodes de misère populaire comme celles qui ont marqué l'après-guerre dernier;

d) — de l'aider à se reconstituer un outillage (non pas par l'octroi de crédits à court terme, selon le procédé appliqué par les banques américaines à la suite de la précédente guerre, mais par l'achat, au bénéfice des capitalistes américains, des actions qu'émettront les sociétés allemandes);

e) — d'instaurer un régime économique international qui permette à l'Allemagne l'accès aux matières premières et aux débouchés commerciaux.

7°) Il est impossible de songer à laisser aux nations la souveraineté de leur politique économique et douanière. Le maintien de l'existence nationale et de l'indépendance politique des petits pays, le maintien de la répartition

actuelle des empires coloniaux malgré ses caractères économiquement irrationnels, le respect du principe des nationalités dans le tracé des frontières, ne se peuvent concevoir qu'à la condition d'opérer une dévaluation systématique des frontières du point de vue économique. Il faudrait envisager une internationalisation des colonies pour ce qui concerne leur exploitation économique. Et le contrôle du commerce international, non point par les nations intéressées, mais exclusivement en fonction de l'intérêt général du monde et de l'exploitation du globe, par un organisme international unique. Une telle tâche pourrait bien être facilitée du fait que l'ensemble des industries et des finances du monde a des chances de se trouver au lendemain de la guerre sous le contrôle presque exclusif des Américains.

Juillet 1943.

III

DEMOCRATIE

(Extrait du *Libre Poitou*, 27 septembre 1944)

Dans le cœur des Français la France n'a jamais cessé d'être — en droit elle redevient aujourd'hui au grand jour — une démocratie.

Ne disons pas: « un général a remplacé un maréchal et la croix de Lorraine la francisque! » Ce général ne se dit pas chef de l'Etat, mais Président du Gouvernement. Il assume la gestion provisoire des affaires françaises, mais il a promis de la soumettre au verdict de la souveraineté populaire. Et cet homme vers lequel monte l'immense reconnaissance unanime d'un peuple, et dont la figure est dans tous nos cœurs, a tellement la haine de ce qu'il appelle « l'infamie du pouvoir personnel » qu'il a exprimé le désir que sa photographie ne soit pas apposée dans les édifices publics.

Et sans doute, les élections doivent attendre le retour de nos prisonniers, de nos déportés, de nos requis. Et sans doute, l'état de guerre qui pourrait bien se prolonger quelques mois encore (ne l'allons pas oublier dans la joie de notre propre libération), oblige à des contraintes sévères, à d'étroits contrôles, — qu'il faut bien, pour l'instant, maintenir et parfois renforcer. Et sans doute aussi bien, après quatre ans vécus dans l'atmosphère de la servitude et de la lénifiante propagande de Vichy, importe-t-il de mener d'en haut une œuvre de désintoxication et de rééducation de l'esprit public. Avant que le régime puisse

de nouveau reposer sur elle, il faut rendre vie à l'opinion publique française, encore étourdie, épuisée, chaotique.

Certains cadres, certaines procédures autoritaires subsisteront quelque temps. Mais d'ores et déjà, les perspectives sont retournées. Ce qu'on nous présentait comme idéal n'est plus qu'exception provisoire. La République est proclamée, et ce mot seul implique le respect des libertés sacrées dont la France a donné au monde le sens et la passion, et que, jusqu'aux antipodes, le drapeau tricolore signifie pour deux milliards d'hommes.

Nous allons être de nouveau libres de penser, d'écrire, de parler, de nous déplacer à notre gré; de choisir, selon notre goût, notre travail et notre employeur; d'acheter et de vendre à des prix librement débattus, au dedans comme au dehors de nos frontières.

Seulement la liberté n'est pas un confort. Elle est une récompense, un honneur, une responsabilité. Il n'y a pas de liberté possible sans hommes libres pour l'exercer.

Les peuples ont les libertés qu'ils méritent. La France restaurera les libertés individuelles parce que la France est digne de la liberté. Que chacun d'entre nous s'applique à rester digne de la France.

IV

CARACOLADES ⁽¹⁾

(4 Novembre 1944)

(1) Ce texte inédit, -- rédigé pour quelques amis, -- était dans ma pensée destiné à le demeurer. Mais il semble que d'une part le recul du temps, d'autre part le contexte des autres essais inclus dans le présent opuscule soient de nature à prévenir aujourd'hui les méprises auxquelles sa forme agressive et paradoxale n'eût point manqué de l'exposer il y a un an. C'était le temps de l'enthousiasme et des sottises, des généreux serments et des feux d'artifice, des belles initiatives et de l'incohérence. Le temps où l'on distribuait à tous vents des bulletins d'adhésion aux Mouvements de Résistance. Le temps de l'épuration massive et désordonnée. Le temps des milices patriotiques. Le temps où la France titubait encore dans l'ivresse de sa toute récente Libération...

(*Ad usum privatum*)

Un honneur d'écrivain dont je me sens comtable voudrait sans doute que celui-là s'abstint d'écrire, auquel le temps manque pour mûrir sa pensée et polir sa plume. Mes amis me pardonneront peut-être si j'ai failli un jour à cette règle — qui est d'or.

ooo

Sevré de lectures, l'esprit se primarise aisément. Peut-être me tiendra-ce lieu d'excuse pour ce qu'ont de simpliste et d'unilatéral les réflexions que l'on va lire.

ooo

De qui la pensée procède en pirouettes, n'allez point attendre une dissertation...

ooo

BANALITÉS INOPPORTUNES

La République et la France ne seront restaurées que si — dans un délai de quelques mois au plus — sont complètement réduites ces trois plaies dont elles sont rongées profondément sans paraître encore s'en douter : la Résistance, les milices, l'épuration.

I

Je veux dire la Résistance, pour autant

qu'elle se distingue de la France. Je veux dire les spécialistes de la Résistance, et en particulier certains chefs de la Résistance civile qui ont longtemps vécu en clandestinité, et qui maintenant aspirent à se faire un tremplin de leurs activités résistantes passées pour exercer une influence politique.

ooo

Les spécialistes de la Résistance ont porté un témoignage français de la plus haute valeur. Ils ont rendu au pays d'éminents services. Mais le fait d'avoir rendu des services à son pays ne confère absolument aucun droit à l'assassiner par la suite. Il ne confère aucun titre à gouverner. Le pouvoir n'est pas un sucre d'orge qui se donne comme une récompense. Il existe des rubans pour jouer ce rôle. Mais le pouvoir appartient à qui représente fidèlement la Nation, — et à qui se révèle le plus capable de l'exercer pour le bien du Pays.

ooo

L'Assemblée consultative est composée en son immense majorité d'anciens clandestins de Paris. Ces gens-là, — si estimables et grands qu'ils soient, — ne représentent rien ni personne. Du fait même de la clandestinité que les circonstances et leur courage leur ont imposée, ils ont perdu tout contact avec la France, avec la France résistante. Ils sont beaucoup plus coupés de l'opinion française

que ne le sont les gens de Londres et d'Alger, qui eux, l'ont conduite pendant quatre ans par la radio.

ooo

Les qualités du conspirateur ne sont pas celles de l'homme d'Etat. *A priori*, les résistants d'hier sont mal désignés pour devenir les chefs politiques de demain.

ooo

Si le parti communiste restait parti politique et se comportait en parti politique, on le pourrait combattre par les armes politiques. Il n'y aurait pas lieu de le redouter outre mesure.

L'action présente du parti communiste n'est si inquiétante et si funeste que parce qu'elle s'appuie sur la Résistance, sur les milices que soutient la Résistance, sur la démagogie épuratrice qu'entretient la Résistance.

ooo

De tous les Français, les spécialistes de la Résistance sont de beaucoup ceux que l'idéologie nationale-socialiste a le plus marqués. Ce qu'ils proposent se distingue souvent mal de ce qu'ils ont combattu. La lutte en a fait des violents. La séparation de leur profession et de leur famille a déterminé chez eux une hypertrophie du souci de la vie publique, une frénésie de constructions politiques. Par

rapport au Pays, ils sont fascistes sans le savoir.

ooo

La Résistance spécialisée se dit révolutionnaire sans préciser ni savoir ce qu'elle entend par là. Elle se distingue par :

1°) Son désir de faire table rase, c'est-à-dire son mépris des traditions de la France.

2°) La violence de son verbe.

3°) Le vide de son programme.

Les programmes creux et sonores rallient les foules pour les livrer aux gangsters.

ooo

La Résistance spécialisée se dit révolutionnaire, sans toujours se douter qu'il n'est qu'une révolution historiquement possible : la révolution communiste. Il n'est rien tel que d'ignorer Marx pour faire le jeu du marxisme. Il n'est rien tel que de professer le volontarisme pour confirmer et accélérer les plus funestes pentes du déterminisme historique.

ooo

Tout cela est très injuste à l'endroit de beaucoup de résistants, à l'endroit de chacun des résistants que je connais. Mais la polémique politique ne saurait renoncer aux procès de tendance...

ooo

A côté de la hiérarchie administrative (Gouvernement, Commissaire de la République, Préfet, Sous-Préfet, Maire) et de la hiérarchie des assemblées élues (Parlement, Conseils généraux, Conseils municipaux) — c'est-à-dire à côté de cette double hiérarchie d'organes d'exécution et de contrôle qui constitue la structure de l'Etat républicain, — la Résistance échauffe à tous les échelons une troisième hiérarchie: celle des Comités de Libération. C'est-à-dire une hiérarchie de *soviets* — si l'on définit un soviet comme un comité qui n'émane que de soi-même et qui s'arroe tous les pouvoirs. Et qu'importe que ces comités comprennent curés et hobereaux? A côté des structures républicaines, une structure soviétique au sein d'un même Etat, cela ne saurait durer. Ceci tuera cela si cela ne tue ceci.

ooo

Il faut souhaiter la disparition du C.N.R. et des Comités de Libération, en tant qu'organismes d'action dans la vie publique, au plus tard lors des élections de février ⁽¹⁾. Et pour que ce soit possible, tout faire d'ici là pour limiter leur rôle et son extension.

ooo

(1) Le Gouvernement provisoire avait alors annoncé des élections municipales et des élections cantonales pour février 1945. Elles ont été retardées sous la pression des milieux de résistants professionnels, qui entendaient prolonger la « période insurrectionnelle ».

II

J'appelle milices ⁽¹⁾ toutes forces armées qui poursuivent des buts politiques particuliers, — autres que de constituer un outil docile entre les mains de l'Etat.

ooo

L'abstention totale de l'armée en matière politique, la sujétion totale de l'armée à l'Etat politique est la condition première de la République .

ooo

Dans une société policée, l'Etat est totalement indépendant de l'armée. L'armée est totalement dépendante de l'Etat.

Le Gouvernement et les citoyens font la politique. L'armée prépare et fait la guerre. Il ne doit pas y avoir de politique dans l'armée ni d'armées des partis politiques.

ooo

Le désarmement des nations est la condition de la paix internationale. Le désarme-

(1) (Note de la présente édition). Ecrit le 4 novembre 1944. Le 1^{er} novembre, Jean Galtier-Boissière notait dans son journal : « Le Général de Gaulle avait déclaré au C.N.R. : « Aucun gouvernement armé ne doit subsister en dehors de l'armée et de la police ». Aujourd'hui Jacques Duclos proteste dans l'*Huma* : « Ce que l'on veut faire, c'est désarmer le peuple, et pendant ce temps les cagouleurs, les traîtres de la 5^e colonne sont armés, ils préparent la guerre civile ». (GALTIER-BOISSIÈRE, *Mon Journal pendant l'occupation*, p. 53.) — Et M. Galtier-Boissière note le 23 janvier 1945 : « Discours de Thorez faisant complètement machine arrière, prônant le retour à la légalité, le désarmement des gardes patriotiques, l'effacement des Comités de Libération, alors que Duclos, dans son dernier discours, protestait véhémentement contre toute dissolution des milices armées. Entretemps, le général de Gaulle a fait le voyage à Moscou ». (*Ibid.* p. 123.)

ment total des citoyens et des groupes est la condition de la paix civile et de l'existence même de l'Etat.

ooo

La sincérité et l'indépendance sont les deux grandes vertus civiques. L'abnégation et l'obéissance sont les deux grandes vertus militaires.

ooo

Tout Etat qui tolère les milices périt bientôt par les milices. Aussi bien peut-on dire qu'une société dans laquelle existent des milices ne possède point d'Etat.

ooo

La transaction est le mode essentiel de l'action politique, l'obéissance celui de l'action militaire.

Les mitraillettes aux élections, les mitraillettes dans les grèves, c'est le but que poursuivent ouvertement les communistes et les milices. Cela signifie l'impossibilité de la République et l'impossibilité du droit de grève.

ooo

Si dans un délai très bref, — et avant les élections, — nous ne parvenons pas à dissoudre totalement toutes les milices, et à désarmer totalement tous les particuliers et tous les groupes, il est absolument vain d'espérer que la France redevienne une République et peut-être qu'elle redevienne une nation. Il

n'est pas de moyens qu'il ne faille mettre en œuvre, il n'est pas de courage qu'il ne s'impose de déployer, il n'est pas de risques qu'il ne convienne de courir pour obtenir ce résultat. En face d'une menace comme celle que représentent les milices, la moindre temporisation comme la moindre faiblesse sont trahison.

ooo

III

L'épuration, c'est un mot qui a mauvaise presse dans notre histoire. Louis XVIII cependant fut sage assez pour la proclamer sans la faire. Faute de quoi sa couronne — malgré l'appui de l'étranger — n'eût pas duré deux ans.

ooo

D'abord un vaste coup d'éponge, c'est la règle d'or de toutes les restaurations.

ooo

Le mur des Fédérés a prouvé que l'on peut fonder une République sur un nombreux et rapide massacre. Mais il n'est pas d'exemple historique qu'aucun gouvernement démocratique ait survécu jamais à une longue période de répression politique.

ooo

La France est en guerre, et la guerre continue de se dérouler sur son sol. La France est ruinée, et tant que le *shipping* mondial

sera nécessairement réservé aux transports de guerre, elle devra surtout compter sur son propre effort pour fabriquer son pain.

La France cependant passe son temps à laver du linge sale.

Et à l'étaler.

ooo

Près de cinquante mille commissions de gens incompetents scrutent des papiers qu'elles sont incapables d'interpréter, et décident de la carrière et de la liberté, — parfois indirectement de la vie, — de leur prochain.

Ne jugez pas, et vous ne serez pas jugés!

ooo

Combien de gens sont « épurés » ou arrêtés? Probablement déjà plus de deux cent mille. Combien se sentent actuellement menacés? Probablement plus d'un million.

Quel climat pour une reprise économique!

ooo

Trois millions de Français sont en Allemagne. Un ou deux millions sans doute sont dans les diverses formations militaires. Si l'on « épure » la moitié de ce qui reste, qui travaillera?

ooo

L'épuration consiste essentiellement à remplacer partout des gens qui savent leur métier par d'autres qui en ignorent le premier mot.

ooo

Pousser à l'épuration pour ne pas laisser aux communistes le monopole de sa popularité passagère, c'est faire la politique de Gri-bouille. L'épuration sert les fins communistes — comme aussi bien celles de Hitler — parce que l'épuration saigne la France.

ooo

C'est folie d'imaginer que l'on apaise l'opinion avec du sang. Le goût des jeux du cirque est comme le désir sexuel: il s'exaspère lorsqu'il lui est immodérément fait droit. Ou bien il fait place au dégoût. Alors c'est Thermidor. Avec quelques amis, je m'attends à savourer ma dernière cigarette sur les premières charrettes thermidoriennes.

ooo

La même foule qui réclame aujourd'hui du sang nous demandera compte demain de celui que nous aurons versé. Pour avoir cédé au « *crucifigatur* » de la populace, Pilate a été conspué en effigie par vingt siècles unanimes.

Et la Rome antique est morte de cette faiblesse.

ooo

Le Gouvernement, dans un régime d'opinion, doit s'efforcer de plaire à l'opinion comme à son épouse plaît un bon mari. La satisfaire ne signifie point céder au jour le jour à ses moindres caprices. Mais pénétrer

les aspirations profondes et durables qu'elle-même est trop faible pour discerner en soi. Et tenter d'y répondre, « *on the long run* ».

ooo

Dans dix ans, à la leçon d'histoire, on présentera aux enfants la deuxième moitié de 1944 comme on nous a présenté jadis la première moitié de 1794.

J'en suis sûr, et je m'en réjouis pour nos enfants. Cela me navre pour nous.

ooo

Non plus qu'une valeur chrétienne, la justice n'est une recette politique.

ooo

Un pays qui se livre à l'épuration est un pays qui a perdu le sens de l'humour.

C'est-à-dire le sens de la liberté.

ooo

Le sens moral de la masse des Français n'a pas la qualité de celui de M. X... Mais la France entière souffre du mal de M. X...: une hypertrophie du sens moral.

Les protestants libéraux et les laïcs français, ayant rejeté les dogmes du christianisme, n'en ont gardé que la morale. Le Devoir, qui n'était qu'un moyen de s'affranchir des passions pour rester accessible au Beau et au Vrai, a pris la place du Beau et du Vrai.

Voilà pourquoi il est devenu si triste.
Et si bête.

ooo

M. Anatole de Monzie est peut être un peu sympathique personnage. Mais sa « *Saison des Juges* » parle d'or. Il faudrait la distribuer gratuitement aux millions de membres des dizaines de milliers de commissions d'épuration.

ooo

Jusqu'aux antipodes, nos trois couleurs signifient les Droits de l'Homme et l'inviolabilité des garanties individuelles. Nous sommes en train d'en faire meilleur marché qu'il n'en a jamais été fait chez nous depuis les dragonnades.

ooo

Un jour, la foule parisienne est allée délivrer trois prisonniers à la Bastille. Et ce jour est devenu le symbole de la France. Depuis deux mois, nous remplissons des milliers de Bastilles. Et la foule laisse faire indifférente, quand elle ne crie pas haro.

ooo

Le scandale de ces deux mois, ce n'est pas que quelques milliers d'individus se soient livrés à des abus d'autorité. Mais bien que des millions d'autres aient eu trop de haine, trop d'indifférence ou trop de lâcheté pour les en blâmer et empêcher.

ooo

Les Girondins ont été guillotins. Mais ils ont sauvé l'honneur de la Révolution.

Et avec son honneur, son œuvre.

Soyons girondin.

ooo

SOPHISMES ÉCONOMIQUES

La grandeur de la France, l'amélioration du sort des masses laborieuses françaises dépendent d'abord de la production. Il n'y a pas de fête sans gâteau. Avant de partager le gâteau, il faut pétrir la pâte, et la cuire.

ooo

Trois millions de Français sont en Allemagne et quatre cent mille sur les fronts. Que les autres travaillent donc ! Il faudrait rendre à la vie professionnelle la plupart des F.F.I., les membres des milices patriotiques, les membres des Comités de Libération et des innombrables commissions d'épuration où se perdent des millions d'heures dues au pays. Hormis un nombre très restreint de cas très scandaleux, que l'on remette au seul travail efficace, c'est-à-dire au travail libre et lucratif, tous ceux qui s'épuisent dans les barbelés (et devant les tapis verts).

ooo

La ruine est compagne inséparable de la Terreur. L'épuration massive est un crime

contre l'économie nationale. La lutte contre le marché noir fait le vide sur tous les marchés.

ooo

Pour que reprenne la production, il faut que les initiatives soient stimulées. Il faut que le capital s'accumule : et pour cela que les profits s'élèvent.

ooo

Que le profit soit considéré comme le plus honorable des revenus : celui qui récompense l'intelligence, le risque, l'habileté.

ooo

La condition première de la reprise de la production, c'est la hausse des prix.

ooo

Les contrôles asphyxient. Les contrôles diffusent la suspicion. Et les contrôles coûtent cher.

ooo

Une bêche au lieu d'un crayon dans la main de chaque contrôleur du ravitaillement et des prix, — et nous mangerons à notre faim.

ooo

La répression du marché noir ⁽¹⁾ élève les prix du marché noir : ceux-ci incluent une

(1) Dans toutes les réflexions qui suivent, relatives au marché noir, on voudra bien faire la part du paradoxe...

prime de risque d'autant plus élevée que le contrôle est plus efficace.

ooo

Féroce pour le gros trafiquant du marché noir, l'opinion publique se montre tendre au petit. Pourtant quiconque apporte à Paris vingt kilos de viande dans une valise encombre fâcheusement les trains. Détourner un wagon de marchandises ou un camion est beaucoup plus économique. C'est le gros trafiquant qui fait baisser les prix du marché noir, et qui, par conséquent, le rend moins noir.

ooo

Le marché noir, c'est le seul qui mérite encore un peu le beau nom de marché : lieu géométrique de la rencontre des offres et des demandes.

ooo

L'indignation contre le marché noir relève d'une hypocrisie méprisable chez ceux qui la cultivent, imbécile chez ceux qui naïvement l'épousent.

ooo

La confiscation au bénéfice du budget des profits illicites mis en réserve, cela signifie du capital transformé en revenu.

Exactement le contraire de ce qu'il faut à la France.

ooo

La confiscation des profits illicites, cela signifie surtout l'atmosphère économique empoisonnée d'inquiétude et de suspicion. Toute comptabilité et tout investissement hardi rendus impossibles pendant des mois.

ooo

L'expérience des bénéfices de guerre de 1919 aurait dû instruire M. Mendès-France. Mais l'esprit géométrique de M. Mendès-France semble n'avoir guère plus le sens de l'histoire qu'il n'a le sens des lois naturelles de l'économie politique.

ooo

Le rôle des responsables de la politique économique est de filtrer les aspirations populaires pour n'en laisser traduire en actes que ce qui est économiquement possible et souhaitable.

ooo

Le médecin doit à son client la santé : non pas le remède qu'il demande, fût-ce un poison.

ooo

La tare la moins acceptable sans doute de l'économie dirigée, c'est qu'elle implique la délation généralisée, qu'elle enlève toute valeur infamante aux peines, qu'elle démoralise

et déshonore les individus, qu'elle pénètre de mensonge toutes les relations sociales.

ooo

Aussi bien l'économie dirigée est-elle exclusive de la République.

Ceux-là seuls me savent plaire qui sont assez lucides pour avouer cette incompatibilité, — de quelque côté qu'aille ensuite, entre l'une et l'autre, leur option.

ooo

ENVOI

Je suis à gauche pour trois raisons: par anticléricalisme ⁽¹⁾, par antidéflationnisme et par antinationalisme.

Mais, traditionaliste en politique, libéral en économie, conservateur sur le plan social, je pencherais sans doute vers la droite — aujourd'hui que la gauche « tend la main » aux curés, réclame le blocage des billets de banque et prêche l'égoïsme national — si la droite avait seulement le courage de s'affirmer et d'être traditionaliste, libérale et conservatrice.

Poitiers, le 4 novembre 1944.

(1) (*Note figurant à l'original*). Mon anticléricalisme exprime ma foi catholique. Il émane d'un sens violent de la transcendance du spirituel. Il est plus intransigeant, — mais tout autre — que celui des radicaux !

V

COMMENTAIRE ⁽¹⁾

(extrait du journal *Le Libre Poitou*
du 5 décembre 1944)

(1) Malgré son caractère occasionnel, je reproduis cet article où l'on pourra voir un document de plus sur la « période insurrectionnelle » au sud de la Loire. Le 2 décembre 1944, trois mois après la libération de Poitiers, le déplacement, par le Ministre de la Guerre, d'un officier commandant la IX^e Région militaire était le signal d'une petite tentative de *pronunciamento* F.F.I. C'est alors que — non sans peine — j'ai pu obtenir de la presse locale l'insertion des quelques réflexions que l'on va lire. L'officier rebelle devait pendant un mois encore narguer les ordres du Ministre, les autorités civiles locales, et son successeur désigné, auquel il refusait de transmettre son commandement.

D. V.

Du point de vue politique, il ne faut pas exagérer la gravité des événements qui se sont déroulés samedi soir à Poitiers. Une organisation de résistance a pris l'initiative d'une manifestation dirigée — sous des prétextes nombreux et disparates — contre M. Schuhler, commissaire régional de la République. Elle est parvenue à réunir un peu plus de mille personnes, dont la moitié sans doute était composée de curieux. On a poussé des cris, chanté *la Marseillaise* et *l'Internationale*, forcé l'entrée de la Préfecture, malmené les tapis de l'appartement particulier du Commissaire, emporté son argenterie et d'autres objets personnels, kidnappé le chapeau et les gants d'un chargé de mission... Tout cela relève, après tout, du fait divers, n'exprime l'hostilité que d'une infime minorité (même parmi les organisations représentées à la manifestation), et, bien loin de l'atteindre, renforce au contraire l'autorité du patriote éprouvé, du chef alerte, de l'homme éminent qui représente parmi nous officiellement le général de Gaulle et le Gouvernement de la République.

Environ mille Poitevins participaient à la manifestation de l'autre soir. Pour les trente-neuf mille autres — qui n'étaient pas leurs opinions d'aussi bruyante façon, mais qui ne pensent pas moins ferme, — la soirée de samedi n'a été qu'une occasion de prendre une

conscience plus vive de leur attachement à la légalité républicaine et au Commissaire de la République.

C'était le droit strict du Front National d'organiser une manifestation en vue de l'amélioration du ravitaillement et pour appuyer d'autres revendications qui sont du ressort de l'opinion publique. Le petit nombre des manifestants a prouvé que si les Pictaviens ne sont pas, certes, satisfaits des menus qui leur sont départis, en revanche la plupart d'entre eux, quelles que soient leurs opinions politiques, comprennent la lourde tâche qui incombe au Commissaire de la République, savent avec quel zèle il travaille à faire cesser les abus et à améliorer le bien-être de tous, et désirent l'aider dans son œuvre au lieu de lui mettre des bâtons dans les roues.

Une seule chose, dans le scénario qui s'est déroulé avant-hier, est, à proprement parler, criminelle et scandaleuse : c'est la participation de troupes encadrées et armées (en partie amenées en camion de l'extérieur) à la manifestation. C'est la participation d'une musique militaire au défilé. Et c'est le fait que la manifestation ait été dirigée principalement contre une décision souveraine du Ministre de la Guerre, qui venait de déplacer un commandant de région.

L'attachement fidèle d'une troupe à son chef est chose émouvante et respectable. Mais

l'abnégation et l'obéissance sont les deux grandes vertus militaires. Elles s'imposent à tous les échelons.

Il n'y a pas d'ordre public, il n'y a pas de légalité, il n'y a pas de République, là où l'on tolère les manifestations armées.

Il n'y a pas d'armée au grand et noble sens de ce mot, là où les servitudes militaires ne sont pas acceptées.

Ce qui distingue une armée d'une milice, c'est qu'une milice poursuit des fins politiques particulières, tandis qu'une armée est un instrument docile au service de l'Etat. La milice est, chez nous, d'odieuse et récente mémoire. Il faut à la France une armée disciplinée. Il faut que la force publique soit entre les mains de l'Etat et des autorités qui le représentent authentiquement.

Le 2 décembre, c'est chez nous une date historique: celle d'un coup d'Etat appuyé par les militaires, et qui a assassiné la seconde République. Il n'appartient pas à l'armée de faire des coups d'Etat, même dans le cadre d'une région. La France n'est pas une nation à la merci des *pronunciamentos* et des cabales d'état-major.

Dans aucune armée qui mérite ce beau nom, des faits comme ceux d'avant-hier ne sont tolérés. Nous sommes sûrs que les autorités républicaines sauront punir de façon écla-

tante — et seulement sur les chefs seuls responsables — l'acte d'indiscipline commis avant-hier en notre ville. Tous les résistants qui ont lutté pour l'indépendance nationale et qui en savent le prix; tous les républicains qui sont attachés à la légalité et aux droits souverains de la Nation leur en sauront gré.

VI

LETTRE DE PROVINCE ⁽¹⁾

(13 janvier 1944)

(extrait de *Renaissances*, n° 11, juin 1944)

(1) Rédigé à l'intention d'un grand quotidien, le texte ci-dessous s'est vu refusé par la direction de ce journal, puis par plusieurs autres périodiques d'orientations diverses. Ce n'est que cinq mois plus tard que M. Godiveau, directeur de *Renaissances*, a bien voulu accepter de le publier dans la « Tribune Libre » de sa revue.

Poitiers, le 13 Janvier 1945.

Ce ne sont pas seulement les ponts coupés qui présentement allongent les distances entre Paris et les provinces de France. Les périodes de changements rapides comme celle que nous vivons — où l'actualité surabonde — sont aussi bien celles où le provincial se sent particulièrement emprunté, lorsqu'il lui faut écrire pour un public parisien. Car la pensée des habitants de la capitale et celle des autres Français ne progressent pas selon le même rythme, et ne se situent point au même plan.

Le Parisien ressemble toujours plus ou moins au Rumelles dont M. Martin du Gard esquisse dans ses *Thibault* le savoureux portrait. Il vit d'actualité toute chaude. Les idées, les événements, les nouvelles défilent en foule, à toute vitesse, dans sa pensée. Il a l'impression d'avoir perdu sa journée, si le soir il pense la même chose qu'il pensait déjà le matin. Les cerveaux de province ont un plus sobre régime. Ici les aliments sont moins abondants, moins variés, moins pimentés. Le provincial rumine et digère. Il vit de l'acquit des siècles, et des réflexions qu'il nourrit patiemment de cette substance. Il ne redoute pas les vérités premières. Ce qu'il exprime, c'est presque exactement tout ce que le parisien sous-entend... ou néglige. Sa pensée est plus lente, plus profonde aussi sans doute; plus à l'abri des remous du vent. Paris,

c'est la France fardée et pimpante des soirs de succès. La province, c'est la France chez elle, la France qui demeure, la France pour son mari.

Il arrive au parisien de rêver comme les autres. Mais dès le petit matin, l'agitation de la rue a tôt fait de dissiper son rêve. Le provincial ignore cette rupture entre le jour et la nuit. Ses songes ne reflètent point la fatigue, ni l'impatience du refoulement, mais prolongent la pensée du jour. Et la pensée du jour reste pénétrée de ce que le sommeil a mûri.

Or donc moi aussi, durant la longue nuit de l'occupation, j'ai fait un rêve : que je m'en vais conter selon qu'il m'en souvient.

*
**

La France — faut-il le dire? — était délivrée. Tous les Français exultaient de la République restaurée. Avec les occupants expulsés du territoire, partout les attitudes intellectuelles, les mœurs politiques et policières du national-socialisme étaient chassées comme l'on chasse un cauchemar. Avec les portraits du vieillard sinistre en un instant évanouis, tous les thèmes de la lénifiante idéologie de Vichy s'étaient liquéfiés. On n'entendait plus les mots que l'odieuse propagande avait usés. Nul ne parlait plus de milices, ni de pénitence nationale, ni de communauté, ni de révolution du xx^e siècle, ni d'une certaine façon de famille, ou d'union, de service, d'esprit de sacrifice, de chef, de jeunesse. L'idée

de la « France seule » semblait une farce prétentieuse et ridicule. Dans l'accueil enthousiaste fait aux libérateurs alliés, la xénophobie matamoresque et rétrécissante des Français, ce tenace complexe de supériorité dont ils sont parfois affligés, avaient définitivement sombré. De nouveau nous regardions la mer, nous aimions ce qui vient de la mer. Nous voulions le rayonnement de la France, non son repli.

Nous pensions, nous vivions à l'échelle du monde. Le nationalisme à l'espagnole était devenu personnage de guignol. Mais les Français avaient retrouvé leur patrie. Ils avaient retrouvé la fierté, et le sens du bonheur au milieu des épreuves, et l'esprit frondeur; ils avaient réappris à rire, à se moquer de bonne humeur, à critiquer, à discuter, à jouer bravement et joyeusement le beau jeu des hommes libres.

*
**

Le C.N.R., après avoir déclenché et gagné l'insurrection nationale, avait installé au pouvoir le Gouvernement du général de Gaulle. En province, les Comités de Libération avaient mis en place Commissaires de la République et Préfets. Ceux-ci, d'après des listes brèves et laborieusement préparées à l'avance, avaient tout de suite procédé à certaines arrestations, à certaines suspensions de fonctionnaires. à certains remaniements de municipalités qui

s'avéraient nécessaires à l'ordre public, ou moralement indispensables. Mais dans la joie contagieuse de la liberté retrouvée, on ne scrutait pas trop le passé. Mieux que le tabac, le bonheur fait perdre la mémoire. La France avait autre chose à faire que remuer son linge sale. Lavé aux fontaines de la joie commune, il séchait au soleil de la liberté. On accueillait les convertis sincères. On n'inquiétait pas les républicains du lendemain, même non pourvus de cartes toutes neuves du Front National. On châtiât et l'on suspendait quand cela paraissait nécessaire pour préserver dans le présent la sécurité de la République, dans l'avenir les fruits de la libération; mais jamais pour tirer vengeance des actes ou des attitudes passées. Ni même pour répondre à l'appel d'une prétendue justice absolue. Non plus qu'une valeur chrétienne — disait mon rêve — la justice n'est une bonne recette de gouvernement. D'abord un large coup d'éponge, n'est-ce pas la règle d'or de toutes les restaurations? Les détentions arbitraires, la délation généralisée, les arrestations pour délits d'opinion, les aveux forcés, on en sortait! La France brûlait d'en finir avec la répression politique. Quelque part, au sud de la Loire, un commissaire de la République avait bien toléré quelques arrestations sans mandat, institué une cour martiale. Mais la foule avait manifesté devant la préfecture, comme jadis à la Bastille, accusant ce fonctionnaire de copier la Gestapo, exigeant passionnément le respect

des Droits de l'Homme. De l'épuration — un très vilain mot pour qui sait l'histoire d'il y a cent trente ans — on ne faisait donc en mon rêve que l'indispensable, et même sans doute un peu moins. Et l'on n'en aimait point parler.

*
**

Le jour même de la constitution du Gouvernement, le Président du C.N.R., appelé à prendre possession d'un grand ministère, adressait à toute la Résistance une solennelle déclaration. Pour l'avoir apprise par cœur en mon rêve, je la puis ici rapporter fidèlement : « Mes camarades, disait-il, vous avez »
« montré à la face du monde que la France »
« a gardé la passion de la Liberté. Nous »
« avons rétabli la République : l'insurrec- »
« tion nationale a atteint son but. Elle est »
« terminée. Avec elle s'achève la mission »
« sublime de la Résistance. A côté de la »
« hiérarchie administrative et de celle des »
« corps élus, il n'y a pas de place dans les »
« institutions républicaines, pour une troi- »
« sième hiérarchie de comités. Je déclare »
« dissous le C.N.R., les comités de libéra- »
« tion, tous les mouvements au sein desquels »
« nous avons lutté. Finie la clandestinité, la »
« vie hors la loi : les résistants retournent à »
« la légalité qu'ils ont restaurée. Non plus »
« que le soldat victorieux qui revient de »
« l'épreuve et du péril, nous n'avons d'au- »
« tres droits civiques que ceux de tous nos »

« concitoyens. Le pouvoir n'est pas une »
 « récompense. Il appartient à qui est le plus »
 « capable de l'exercer, à qui représente »
 « fidèlement la volonté de la nation et que »
 « les élections régulières désignent. Les qua- »
 « lités du conspirateur ne sont pas celles »
 « de l'homme de gouvernement. Aussi bien »
 « n'est-il pas dit que nous soyons destinés à »
 « conduire la politique française. Qu'im- »
 « porte? Nous redevenons des citoyens »
 « comme les autres, mais nous aurons »
 « à cœur de rester les meilleurs ci- »
 « toyens de la République. Mes ca- »
 « marades, demeurez dignes de la lutte »
 « que nous avons ensemble menée! Tra- »
 « vaillez à l'épanouissement des libertés »
 « que vous avez restaurées! Il s'agit »
 « maintenant de rendre à notre Pays une »
 « vie intense et riche, de refaire des partis, »
 « une presse, des cadres politiques. Dans »
 « son parti, dans son milieu, chacun de vous »
 « se souviendra de quel prix la Résistance »
 « a payé le rétablissement de la Républi- »
 « que. Alors, de tout son cœur, à sa place, »
 « il la servira. »

*
**

Et dans mon rêve, aussitôt la France délivrée, des élections étaient organisées. Le vote apparaissait comme le symbole même de la libération; spontanément, unanimement, les citoyens mettaient toute leur ferveur patriotique à faciliter la révision rapide des listes

électorales, l'organisation matérielle des campagnes et des scrutins. Les volontaires affluaient pour ces besognes. Au loin, les absents souffraient sans doute de ne pouvoir participer au grand rite sacré de la République. Mais ils y associaient leurs pensées. Ils s'en réjouissaient avec les autres citoyens. Ils préféreraient à coup sûr que la France fût dotée d'assemblées mandatées par leurs amis et leurs épouses, plutôt que d'être gouvernée par des comités sans mandat régulier. Il y avait des élections municipales, des élections cantonales. Et l'on élisait même une Chambre des Députés et un Sénat. Certains sans doute avaient réclamé une Constituante. Mais on avait objecté que cela ne se saurait faire avant la paix, avant le retour des exilés. Et toute la nation avait hâte d'être représentée par des mandataires légaux. On avait encore fait remarquer qu'une Constituante, cela signifierait nécessairement, pendant un temps indéterminé, le gouvernement d'une seule Assemblée, en une période où plus que jamais deux Chambres apparaissent nécessaires à l'équilibre et à la stabilité politiques. Enfin, pour avoir tant souffert de qui l'avait violée, on s'était pris à retrouver quelque estime pour notre vieille Constitution. Elle était discrète, elle était brève, elle était souple. Nullement entêtée, elle se prêtait au besoin de bonne grâce à sa propre révision. Sans la violenter le moins du monde, on en pouvait faire ce que l'on voulait. A quoi bon la répudier? La

constitution, c'est ce qui demeure cependant que changent les lois et les hommes.

Les rêves ont parfois d'étranges lacunes — ou peut-être la mémoire que nous en gardons. Il ne me souvient point du résultat des élections qui se déroulèrent alors. Je ne puis me rappeler quels partis s'affrontèrent, quelles coalitions se formèrent, ni laquelle l'emporta. Je me revois seulement participant à plusieurs réunions électorales. Les partis avaient des programmes précis et opposés, comme il convient à un peuple libre. Les aspects multiples de l'opinion française apparaissaient au grand jour dans toute leur diversité, dans toute leur richesse. Les discussions étaient ardentes. Certains voulait fonder la sécurité de la France sur la force de l'armée française, et sur des alliances solides avec les voisins de l'Allemagne. D'autres n'avaient confiance qu'en une solide organisation mondiale de la sécurité collective, fondée sur les principes de la paix indivisible. Tous les partis rendaient hommage à l'étonnante épopée du général de Gaulle, et tous se montraient résolus à conserver au pays le bienfait d'une direction qui avait fourni ses preuves de lucidité, d'énergie, de chance. (« La première qualité d'un bon général, — disait Napoléon, — c'est la chance »). Mais plusieurs manifestaient le souci de faire en sorte que la fortune de la France ne restât pas suspendue au sort toujours fragile d'un homme même inespéré. Le général de Gaulle, dans mon rêve, avait

.

revêtu des habits civils (si ce fut le jour de la libération ou le jour de l'armistice, il ne m'en souvient plus). On l'appelait « Monsieur le Président ». De chatouilleux dreyfusards n'en insistaient pas moins pour que fussent davantage encore « civilisées » la figure et les attitudes du chef du gouvernement. Il y avait les partisans de la nouveauté, et ceux de la tradition. Ceux qui voulaient profiter de la rupture causée dans l'histoire de la France par la guerre et l'occupation pour faire table rase du passé et repartir sur des bases nouvelles. Et ceux qui pensaient au contraire que la France avait besoin d'abord de rétablir ses équilibres fondamentaux. Les seconds — dont j'étais en mon rêve — montraient en la République l'héritière légitime de tout le passé de la nation. La nouveauté — disaient-ils — n'implique pas le bouleversement. Une constitution de plus, des cadres inédits, des lois encore inouïes, ce n'est pas cela qui calmerait notre soif de nouveau. La vraie nouveauté est celle de la vie, celle des cœurs. Chaque printemps répète le précédent ; sa nouveauté n'en est pas pour cela moins exquise, moins stimulante. Il n'est d'institutions vraiment nouvelles que celles qui le demeurent toujours.

Toutes ces discussions — et d'autres que je tais ici (une lettre ne saurait se prolonger autant qu'un rêve) — étaient menées vigoureusement, alertement, sérieusement. En politique comme ailleurs, les bons comptes font

les bons amis. Mais beaucoup des candidats qui s'affrontaient sur la tribune avaient hier lutté et risqué côte à côte dans la résistance. Ils savaient que certains buts leur étaient communs. Ils avaient appris à s'estimer réciproquement. Chacun respectait trop l'adversaire pour recourir aux armes indignes : le chantage, la calomnie, la polémique personnelle avaient disparu des tribunes électorales. Et chacun respectait trop l'électeur pour éluder les grands problèmes. Les partis repoussaient cette union mensongère et fallacieuse qui nie les divergences et vide les programmes pour y rallier par surprise le plus possible de dupes. Ils recherchaient celle qui naît chez deux lutteurs loyaux d'une commune acceptation des règles du jeu, d'un commun amour du jeu. Et aussi d'un commun respect de l'enjeu : il s'agissait de la France.

Les Français avaient compris que la critique est féconde, que l'opposition stimule et soutient; qu'on n'aime vraiment que ce que l'on critique; que l'on ne critique bien que ce que l'on aime. Et je me souviens que la presse étrangère émerveillée vantait à l'envi ce climat vigoureux et pur, ce climat de liberté, ce climat de vérité, ce climat de dignité, où renaissait la démocratie française.

**

Dans mon rêve — je dois le dire aussi — la guerre européenne se terminait en 1944. La France fêtait Noël dans la paix recon-

quise, avec ses prisonniers, ses déportés, ses requis. La Pologne retrouvait les frontières qu'en 1939 nous nous sommes tous levés pour lui défendre contre une injuste agression. Un sénateur républicain des Etats-Unis avait bien proposé de la transporter en Argentine : mais cette idée trop ingénieuse avait rencontré plus de succès dans les cabarets de Montmartre qu'à l'Institut Gallup. La Charte de l'Atlantique présidait au tracé de la carte du monde. L'Allemagne même, sous un gouvernement démocratique et pacifique qu'elle avait acclamé, était en droit d'espérer pour le proche avenir un traitement honorable. L'effondrement du monstre fasciste n'avait point privé le monde des grandes nations dont il était issu, ni de leurs séculaires trésors de civilisation.

Non, sans doute, mon rêve n'était point un présage. Mon rêve n'était qu'un rêve. Et les plus beaux rêves jamais ne seront si beaux que la plus décevante réalité. C'est dans l'histoire — où la Providence inscrit son vouloir — et non pas dans les rêves — qu'il est enivrant et qu'il est *vrai* de vivre. Mon rêve pourtant, bien des obscurs de la Résistance — du temps où la Résistance consistait à résister au fascisme — ne l'ont-ils pas avec moi rêvé ? Que ceux-là donc prennent patience : il n'est pas dit encore que mon rêve ait en tous points menti.

13 janvier 1945.

VII

DILEMMES ECONOMIQUES

(extrait du *Monde*, 15 février 1945) ⁽¹⁾

(1) Ecrit le 16 janvier 1945.

On discute beaucoup de la répartition des biens entre les classes sociales. Pour l'économiste un autre problème de répartition prime sans doute celui-là : je veux dire le partage du revenu entre la consommation et l'épargne — auquel correspond un partage des facteurs productifs entre les industries qui fabriquent des « *commodities* » et celles qui fabriquent des biens durables et de l'outillage.

Les deux problèmes — en soi tout à fait distincts — ne sont pas sans lien l'un avec l'autre. Non seulement la modicité des revenus du travail, mais encore des habitudes solidement enracinées — dont les assistantes sociales méconnaissent à tort la valeur humaine — font que les ouvriers épargnent peu. Les salaires sont presque intégralement dépensés pour des satisfactions immédiates. Les profits au contraire — et surtout les profits des sociétés — sont investis dans des proportions considérables. Auto-financement, acquisition de participations dans d'autres entreprises, placement par les actionnaires d'une partie des dividendes distribués, autant de canaux par lesquels le profit se trouve drainé, et qui tous convergent au même résultat : extension de l'outillage national au bénéfice de la consommation future.

Aussi bien, lorsque des patrons et des ouvriers s'assemblent autour d'un même tapis

vert pour discuter d'une convention collective, le débat se présente-t-il aux yeux de l'économiste comme un épisode du procès qui sans cesse oppose les intérêts de l'avenir à ceux du présent.

Pendant les trois premiers quarts du dix-neuvième siècle, l'Angleterre d'abord, la France ensuite ont affamé leur classe ouvrière : seule une gigantesque exploitation du travail a permis l'accumulation des capitaux qui ont construit les chemins de fer, créé la grande industrie de l'Europe occidentale. Et si, plus tard, la condition des masses a pu être relevée, c'est grâce à l'extension de la production, fruit de cet équipement formidable. Il fallait que deux générations d'ouvriers fussent réduites à la misère (à quelle misère, Engels et Villermé nous l'ont conté!) avant qu'un bond pût être fait hors du cercle infernal de la loi d'airain des salaires. Les ouvriers en 1936 buvaient avec nous tous la sueur de leurs arrière-grands-pères.

Le régime juridique de la propriété et de l'entreprise ne change ici pas grand'chose à l'affaire. Lorsque, à partir du premier plan quinquennal, la Russie elle aussi s'est industrialisée, l'Etat soviétique a procédé comme les bourgeois de la monarchie de juillet : il a réduit dans de cruelles proportions, pendant des années, le pouvoir d'achat des masses, afin de consacrer la majeure partie des facteurs productifs à la constitution d'un outillage. Dans ces « bilans » de toutes sortes qui cons-

tituent la pièce maîtresse de la comptabilité soviétique, il y a place pour une « plus-value ». Et non pas une modeste place.

Ou le bien-être actuel, ou le progrès économique : il faut choisir. Partout et toujours, l'équipement d'une économie nationale postule une contraction de la consommation présente : c'est-à-dire — car statistiquement c'est celle-là qui importe — de la consommation des masses. Au huitième siècle avant notre ère, déjà le prophète Amos reprochait aux riches de Samarie d'avoir bâti leurs maisons avec le blé du pauvre. Jamais maisons furent-elles édifiées autrement ?

Dans ce conflit essentiel du présent et de l'avenir, les masochistes et les vertueux inclineront sans doute à prendre systématiquement le second parti. Nous leur laisserons cette option simpliste. Le présent aussi a ses droits. Le présent est présentement plus réel, il est plus humain que l'avenir. Parmi les innombrables instants de l'histoire, l'instant présent est notre prochain. La maxime du pêcheur de La Fontaine, la *carpe diem* d'Horace ou d'André Gide rejoignent à leur façon le Sermon sur la Montagne. On n'a pas le droit de sacrifier le présent à l'avenir, *au delà de certaines limites*. Et d'ailleurs, dans les conditions techniques et psychologiques de l'économie moderne, une main-d'œuvre trop mal payée, un niveau de vie trop bas dans l'ensemble d'une nation fermeraient à son avenir même les chemins de la grandeur.

Pourtant le dilemme est inéluctable. Et l'avenir — après une guerre qui a détruit, dans l'Occident européen, une grande partie des richesses antérieurement accumulées — aura, n'en doutons pas, d'immenses exigences. La conscience en est poignante pour l'économiste qui, chaque jour, doit écouter des discours et lire des journaux où sont prodiguées aux masses des promesses presque aussi intenable, sans doute, que légitimes.

Un moyen s'offre pourtant de sortir de l'impasse. Un pays dans l'histoire s'est édifié une gigantesque industrie sans recourir à la cruelle exploitation du travail dont les autres payèrent la leur. Ce sont les Etats-Unis. Et c'est aussi bien que l'industrialisation des Etats-Unis ne fut pas initialement le fruit de l'épargne américaine, mais l'œuvre du capital européen. La pompe avait été amorcée en Angleterre, non sans douleur : les Etats-Unis en ont profité. Aujourd'hui, la situation se trouve renversée. Les capitaux américains nous permettront-ils de reconstruire nos chemins de fer, nos ports, nos industries sans imposer à la consommation nationale de trop lourds sacrifices?

D'aucuns redoutent cette solution. Ils craignent que l'invasion massive de capitaux d'outre-Atlantique ne transforme les nations d'Europe en nations prolétaires, et ne porte atteinte à leur indépendance. Au dilemme : *misère actuelle ou médiocrité durable*, se

substituerait alors un second dilemme : *misère ou dépendance*.

Il appartient à l'économiste de poser le dilemme, non de le trancher. Mais il lui est permis d'insinuer que l'amour-propre national est souvent mauvais conseiller en matière économique. Et qu'avec des alliés dont la tradition reste libérale, il doit bien être possible de concilier le financement par-dessus l'Océan de la reconstruction française avec ce que — non plus en fait qu'en droit — nous ne saurions aliéner de nos libertés nationales.

VIII

POINT A LA LIGNE OU PARENTHÈSE ? ⁽¹⁾

(extrait du *Monde* du 31 mars 1945)

(1) Écrit le 23 janvier 1945, l'essai qu'on va lire a été publié par *le Monde* le 31 mars, en même temps que l'intéressante réponse que l'on trouvera ci-dessous, de M. Léo HAMON, auquel je tiens à exprimer ici ma vive et sympathique gratitude pour l'autorisation qu'il a bien voulu m'accorder de la reproduire.

D. V.

Lorsque les remous de l'histoire se font par trop violents, alors celui-là devient enviable qui sait tenir ferme encore le gouvernail de son esprit. Il serait vain sans doute de prétendre dès à présent prophétiser notre époque selon que la verront les siècles à venir. Mais je m'efforce parfois à penser des choses telles que je les puisse penser dans dix ans encore. Cela même, peut-être, est présomption?

Quelles sont au juste les dimensions historiques de la guerre actuelle, et si l'on veut de notre guerre de trente ans? Quel volume représentent les traditions et les institutions qu'elle aura consumées, et celles qui surgiront des ruines qu'elle accumule? Apparaîtra-t-elle en fin de compte comme une rupture entre deux ères, ou bien comme une simple déviation accidentelle, sans effet durable sur le sens ni sur le régime du courant historique? Un point à la ligne, après quoi commence un nouveau chapitre de l'histoire? Ou bien une simple parenthèse, qui se fermera comme elle s'est ouverte, — et la même phrase reprendra qu'elle avait interrompue? A toutes ces questions, les plans d'avenir dont nous faisons débauche comportent une réponse implicite, sinon toujours consciente.

En France surtout, il semble qu'aujourd'hui domine une interprétation tout eschatologique des événements actuels. Ils seraient l'ultime symptôme d'une crise totale de la civilisation.

Ils consommeraient la fin d'un monde. Au sens précis et plein d'un terme de nos jours fort galvaudé, notre guerre serait une révolution. Voici quinze ans — nous dit-on — que la crise a provoqué les premières grandes mesures d'économie dirigée. La guerre les a partout multipliées, d'une cadence accélérée. Elles sont l'ébauche de l'économie socialiste de demain. Ce gigantesque développement de l'Etat qu'entraînent dans tous les pays — quelle que soit leur philosophie officielle — les exigences de la guerre totale, comment n'emporterait-il pas définitivement le régime capitaliste, dont le jeu déjà se trouvait complètement faussé par l'emprise moderne de la publicité de masse sur les consommateurs, par l'extension des monopoles du côté de la production ? Sur le plan social, les anciennes classes dirigeantes sont d'ores et déjà déchues. Après les dépréciations monétaires des trente dernières années, les mesures de confiscation qu'imposent les charges financières de la guerre actuelle portent le dernier coup à la fortune privée. Une société nouvelle est en train de se façonner, où le talent seul et la valeur personnelle fonderont les hiérarchies humaines : une société sans classe qui s'élabore sous nos yeux dans la résistance et dans les tranchées. — Passons au politique : le développement du pouvoir présidentiel aux Etats-Unis, l'accroissement universel des prérogatives de l'exécutif (amorcé chez nous dès avant la guerre par un constant recours aux décrets-lois), n'est-ce

pas la preuve que la démocratie parlementaire a vécu? — Enfin les superstructures intellectuelles et morales ne sont pas moins atteintes. Au bouleversement des cadres correspond un renversement des valeurs. L'individualisme, l'intellectualisme, le rationalisme, l'empirisme, l'esthétisme, tout cela qui nous venait de la Renaissance, de la Révolution française, de la philosophie anglaise du dix-neuvième siècle, tout cela aussi a fait son temps. Partout, un homme nouveau s'avance : activiste, volontariste, social, « communautaire ».

*
**

Ainsi parlent de nombreux Français, qui ne sont pas tous d'inspiration marxiste, et ne s'imaginent pas davantage hitlériens. Je les croirais plutôt en proie à cette illusion d'optique qui démesurément grossit à nos yeux les plus proches événements. Et sans doute cette guerre a fait plus de ruines qu'aucune autre avant elle. Avec tous les moyens modernes, peut-être ne faudra-t-il pas cinq ans pour les relever. Et je n'entends pas seulement les ruines matérielles. De beaucoup de notions, de cadres, de mécanismes sociaux, la guerre pourrait n'avoir que suspendu le cours. Et sans doute maint pays se réveillera-t-il avec une balance des comptes de structure fort différente de celle d'avant guerre. La répartition des nations en débitrices et créditrices ne sera plus la même. L'hégémonie, qui reste

l'apanage de l'hémisphère nord, aura glissé vers les extrêmes longitudinaux. Mais est-ce à dire que les structures économiques, sociales, mentales, seront pour autant bouleversées? L'économie dirigée, ce n'est après tout rien autre que la mobilisation économique, corollaire moderne inséparable de la mobilisation militaire. Qui ne sourit à présent de la trop célèbre formule: « La mobilisation n'est pas la guerre »? Et vous prétendez que la paix ne sera pas la démobilisation? L'économie planifiée convenait à merveille pour la préparation de la guerre, c'est-à-dire pour la fabrication massive d'un nombre en somme réduit d'engins de combat, sur la commande d'une autorité militaire unique, seule maîtresse de ses décisions. Une telle tâche posait des problèmes techniques plutôt qu'économiques à proprement parler. Le même système pourrait-il conserver les mêmes vertus, lorsqu'il s'agira de répondre aux goûts infiniment divers — et mobiles — d'une multitude de consommateurs? L'actuelle confusion des classes sociales ne tient-elle pas pour une large part à l'uniforme? Survivra-t-elle au retour des citoyens à leur profession normale? Rappelez-vous le mélancolique *Belle-ville* de Robert Garric! Quant à l'évolution présente des pratiques constitutionnelles, elle est liée sans doute pour une part non négligeable à cette simplification à l'extrême des fins politiques qu'entraînent les hostilités. Alors toute la politique, comme le disait Cle-

menceau, consiste à faire la guerre, et faire la guerre à la gagner. Il n'en sera pas toujours ainsi. Et renaîtront alors des discussions de partis, c'est-à-dire une vie politique plus intense et plus riche, pour le plus grand épanouissement de la nation. Enfin tout porte à croire que sur le plan intellectuel et moral aussi — sous peu d'années peut-être — nous verrons reflorir un nouvel individualisme, une littérature de la vie privée, l'art pour l'art : tout cela que furent le romantisme et le parnasse après les guerres napoléoniennes, Proust et Gide pour la génération d'après 1918. Déjà M. Sartre ⁽¹⁾ peut-être annonce cette réaction, après l'explosion de volontarisme collectif que la guerre déchaîna.

Et sans doute, le monde est en marche. Il existe des courants historiques de longue durée, que la guerre n'a fait que dévier, accélérer ou brouiller. Il nous appartient de les dégager, afin d'accorder nos perspectives et nos initiatives avec le destin, auquel on ne commande qu'à condition de lui obéir d'abord.

Mais quoi? Notre civilisation millénaire a vu se dresser contre elle un ennemi qui voulait rompre avec toutes ses valeurs. La victoire est maintenant acquise aux nations qui défendent sa continuité. Que la guerre — qui pour tous a les mêmes exigences — ait rapproché nos structures de celles que depuis des années l'ennemi avait adoptées pour la préparer, il

(1) (Note de la présente édition). Depuis lors, M. Sartre a écrit sa « *Présentation* » dans le n° 1 des *Temps Modernes*...

n'y a rien là qui doive abuser quiconque a lu l'admirable *Espoir* d'André Malraux. Mais notre cause en ce conflit — ce sont les événements qui l'ont voulu — est conservatrice au plus noble sens de ce mot. Ne l'allons point méconnaître, au moment même où tant de sacrifices nous permettent enfin de la faire triompher.

Les plus vives douleurs ne sont pas toujours celles de la dernière heure, et non plus celles de l'enfantement. Il arrive parfois qu'une femme crie qu'elle va mourir cependant qu'on lui arrache une dent. Ainsi ferait peut-être la civilisation individualiste et libérale; si le choc tragique qu'elle subit aujourd'hui la prenait à désespérer de son avenir.

REPONSE DE M. LÉO HAMON

C'EST BIEN UN COMMENCEMENT

Avec un souci d'objectivité dont je le remercie, le Monde me demande d'exposer dans ses colonnes des vues qui ne sont sans doute pas celles de tous ses lecteurs.

Ma tâche est malaisée, après l'article si ingénieux — et si élégant — de M. Daniel Villey.

Très loyalement, celui-ci rappelle quelques-uns des arguments de la thèse qu'il combat et qui reste la nôtre. Il y voit le fait d'une « interprétation eschatologique des événements actuels » : nous aurions tort d'imaginer la fin d'un monde là où il n'y a qu'une crise.

Mais le caractère eschatologique d'une interprétation n'est pas toujours un gage d'erreur. Georges Sorel, en cela bon historien et bon psychologue, avait reconnu la puissance et l'influence de ce sentiment dans la rapidité avec laquelle le Christianisme s'était propagé dans le monde antique. Ceux qui, alors, ressentaient la profondeur du mal ont cru en la foi nouvelle. Par un mouvement d'esprit comparable, ceux qui ressentent la profondeur du mal dans la société présente croient la doctrine qui leur enseigne la fin d'un état mau-

vais, sa subversion totale. A certaines périodes, l'eschatologie, la volonté de voir finir un monde, est une force, ce qui fait de la prédication de cette foi une vérité et non une erreur.

Certes, ceux qui sont mêlés à des événements tragiques ont de la peine à imaginer qu'ils ne soient que transitoires. Certes n'imitons pas la femme qui, sur le fauteuil du dentiste, crie qu'elle va mourir. Mais n'imitons pas non plus — ce serait plus grave encore — Félix qui dans la foi de Polyeucte ne voyait qu'engouement passager.

Les masses, elles, en tous cas, — il faut le comprendre, — apporteront toujours à leur foi socialiste autre chose qu'un engouement passager. Car ce nouvel individualisme, cette littérature de la vie privée, cet art pour l'art, tout ce qui fut Lamartine, Leconte de Lisle, Proust et Gide, ces raffinements de notre civilisation, il ne s'agit pas pour les foules d'y revenir comme si elles en avaient jamais bénéficié; et le problème posé, qui est celui de leur accession à ce qui leur fut refusé, est précisément un problème nouveau qui ne se résoudra pas par le retour à un passé qui ne l'a pas connu.

Cette civilisation, dont on nous dit que les caractéristiques vont revenir, elle n'a été, en réalité, qu'une pellicule posée sur une grande eau; seules les ondes supérieures pouvaient s'en imprégner. Or, la guerre et ses brassages formidables de masses, ces millions d'hommes

et de femmes poussés à la vie industrielle, aux armées, déplacés de nation à nation par la déportation ou la mobilisation, exhortés par la radio, croit-on que tout cela acceptera de redevenir une eau dormante, afin que la pellicule puisse se reconstituer sans fêlure?

Qu'on le regrette ou qu'on s'en réjouisse, l'ère des masses, une fois ouverte, ne saurait être abolie, et le problème, pour la civilisation française, n'est pas de limiter l'effet de la loi du nombre, de tricher avec elle, mais de faire en sorte que la pellicule imprègne l'eau tout entière, de faire une civilisation qui conserve ses traits traditionnels en étendant leur bénéfice à ceux qui l'ignoraient.

On n'échappera pas à cette exigence nouvelle des masses, dont l'éveil n'est pas un incident sans lendemain.

De même que le libéralisme est rendu caduc par les masses humaines qu'il s'agit à présent de satisfaire, il est dépassé par les forces matérielles qu'il s'agit d'ordonner.

Défendons-nous, certes, de croire définitif l'événement du jour, mais ne négligeons pas, non plus, d'expliquer cet événement: en ayant discerné les causes, nous reconnaitrons ce qui est irréversible.

« L'économie de guerre, ce n'est qu'une forme de la mobilisation », dit M. Villey. Sans doute; mais il reste à se demander ce qui a suscité la guerre, et toutes les crises (dont la guerre n'est que l'aspect extrême) qui agitent

- *le monde depuis le début de ce siècle. N'est-ce pas, précisément, une production qui n'avait pas attendu d'être mobilisée pour être immense, et pour dépasser les capacités de direction de ceux à qui elle était confiée?*

« Le capitalisme est condamné, disait Karl Marx, parce qu'il y a désormais contradiction entre les conditions économiques et techniques de la production et le régime juridique de la propriété ». Le temps écoulé — un siècle bientôt — a confirmé et non estompé le principe de cette condamnation.

Ces forces immenses que le capitalisme a su éveiller, — qui permettent justement, comme le note M. Villey, de réparer en quatre ou cinq ans les ruines de toute une guerre, — des intérêts privés ne peuvent plus être seuls à les conduire.

Entre les forces suscitées et la capacité des individus-personnes privées pour les diriger et les employer la disproportion est chronique — et si le capitalisme continuait son cycle de puissance accrue sans pouvoir établir une relation entre moyens et besoins, entre la production et la consommation, entre les productions nationales et les marchés devenus internationaux, il nous conduirait à d'autres désastres!

« Le monde élargi demande un complément d'âme », disait Bergson. Le socialisme, c'est un peu cette âme qu'il s'agit de donner au monde, puisque c'est la discipline de l'esprit

imprimée à la direction et à la répartition de la matière.

Le déséquilibre chronique du capitalisme — si ce régime était maintenu — n'est du reste pas seul en cause : il faut aussi parler, après M. Villey, de cette tension des énergies qui serait liée à la guerre et ne lui survivrait pas.

Après la tâche de destruction de l'ennemi, viendra celle de la reconstruction. Croit-on qu'elle exige un moindre effort ? Après la reconstruction des ruines viendront le rééquipement de la France, la création d'une grande industrie nécessaire à notre pays pour être libre, la construction pour tous de logements dignes de notre civilisation, favorables à une natalité accrue, la mise en valeur de notre empire colonial et, par le livre, le vêtement, le mobilier, la satisfaction de besoins toujours plus élevés chez ceux qui commencent seulement d'en concevoir la possibilité. Quand on fabriquera moins de canons, on imprimera davantage de livres, cela n'impliquera pas nécessairement une moindre tension des énergies.

Le chemin de la grandeur, pour une nation, n'est jamais celui du moindre effort, de la détente. Une nation qui veut être grande, qui doit l'être pour donner toute sa force au message de sa civilisation, reste toujours mobilisée : non plus, espérons-le, pour des œuvres de mort, mais pour une œuvre de vie.

En ce sens, la paix ne sera pas la démobilisation. Assurément, l'économie planifiée devra

*se transformer quand il faudra non plus habil-
ler des populations avec des uniformes, mais
satisfaire à la variété de ses modes; et il fau-
dra certes dépasser les formules actuelles de
planification. Mais ce ne sera pas pour revenir
à un libéralisme qui n'a jamais eu à résoudre
— et qui ne s'est jamais posé — le problème
de l'accession de tous à la richesse, à la variété.*

*Au cours de l'autre guerre, Vandervelde,
pour défendre le socialisme contre l'argument
qu'on tirait déjà des inconvénients de l'éta-
tisme, intitulait son plaidoyer : « Le socia-
lisme contre l'Etat ».*

*Le socialisme subsistera ou plutôt se fera,
et en servant tout cela « qui nous venait
de la Renaissance, de la Révolution française,
de la philosophie anglaise du XIX^e siècle »,
que M. Villey a tort de lier au libéralisme :
parce que le libéralisme, s'il en a permis l'ap-
parition, n'en a pas assuré la véritable réali-
sation.*

*Non, devant les événements formidables
auxquels nous assistons, qui requièrent de
nous toute notre tension, toute notre capacité
d'invention, ne nous mettons pas dans la débi-
litante disposition psychologique d'attendre
une démobilisation qui ne viendra pas, pour
revenir à un passé qui ne renaitra pas; mais
retenons tout ce qui est apparu de nouveau
pour savoir, demain, l'adapter à des exigences
anciennes peut-être dans leur esprit, mais nou-
velles dans leur universalité.*

Parenthèse ou point à la ligne? demandez-vous.

Ni l'un ni l'autre, mais, pour nous en tenir aux métaphores typographiques : initiale grande majuscule, tracée d'une écriture tourmentée — où le sang se mêle à l'encre — d'une phrase nouvelle que nous ferons forte, pacifique et riche à la fois.

LÉO HAMON.

IX

STRATIGRAPHIE DE LA RESISTANCE

(extrait du *Monde*, 28 avril 1945) ⁽¹⁾

(1) Ecrit le 29 mars 1945.

A qui me demanderait de définir l'idéologie de la Résistance française, volontiers je répondrais avec Renan qu'il se faut par-dessus tout garder de prétendre résoudre philosophiquement ce que l'histoire seule éclaire.

La Résistance s'est formée en quatre ans, comme le sol de France au long de dizaines de millénaires, par une série de soulèvements, de dépôts, d'éruptions alternés.

Il y eut d'abord les couches primitives. Le granit. La Bretagne taciturne et fidèle. Et ces provinces de la France qui souvent votaient à droite, mais qui étaient républicaines, jusqu'aux os : la Normandie, la Lorraine, les lecteurs de *l'Aube* et de *l'Epoque*. Et tant de milieux universitaires, syndicalistes, socialistes. Voilà les fossiles caractéristiques de l'ère primaire de la Résistance ! Ceux-là, qui jamais ne se sont posé la question, à qui jamais n'a traversé l'esprit que la France se pût séparer de ses alliés au plus tragique de la bataille, ni que les Français pussent vivre sans la liberté et sans la République. Ils étaient gaullistes avant que de Gaulle eût apposé sur les murs de Londres ses affiches historiques, vengeresses de l'honneur français ; ils le resteraient quand de Gaulle lui-même cesserait de l'être. Ils ont salué en de Gaulle le chef qui s'est mis à leur tête, mais qui ne les a pas précédés. Ils l'aiment et l'admirent en hommes libres qu'ils n'ont jamais cessé d'être. Ils sont ses contemporains, ses pairs. Erodées par la lutte et la

déportation, recouvertes d'autres terres plus luxuriantes, ces premières couches de résistants n'émergent aujourd'hui que rarement. Sur elles reposent toutes les autres, toute la terre de France...

Il y eut ensuite une longue époque, déjà lointaine, pendant laquelle lentement se déposèrent d'abondants sédiments marins. Ebranlés par la tempête, un moment ces Français avaient été bercés aux vagues doucereuses de l'éloquence maréchaline. Mais petit à petit le poids de leurs vieilles rancunes anti-allemandes, celui de leurs traditions de liberté leur ont fait toucher de nouveau le sol de la patrie. Tantôt l'entrevue de Montoire, tantôt les entretiens Darlan-Hitler de Berchtesgaden, tantôt telle ou telle déclaration vichyssoise qui les a heurtés, ont joué pour eux le rôle du grain de sable supplémentaire qui fait pencher la balance de l'autre côté. Parfois ils ont essayé quelque temps d'être pour Leahy afin de n'être pas pour Churchill, puis pour Giraud afin de n'être pas pour de Gaulle... Mais tous, après quelque flottement, trouvaient peu à peu le droit chemin, et s'y engageaient résolument. Et cependant que de tous côtés affluaient ainsi les ralliements individuels, un bloc immense se détachait, qui venait de tout son poids renforcer la Résistance : le parti communiste, avec la force que lui donnent ses effectifs considérables, ses liaisons avec nos alliés, son organisation intacte, sa discipline stricte, les immenses générosités dont il dispose.

Novembre 1942. Le débarquement en Afrique du Nord, l'invasion de la zone de Vichy par les forces allemandes, les réquisitions massives de main-d'œuvre déchirent brusquement tous les voiles. C'est alors la grande poussée alpestre. Le résistant tertiaire, je le vois volontiers jeune, généreux, de caractère entier. Il a toujours détesté l'occupant, mais sa haine du national-socialisme est teintée d'inconsciente admiration. Souvent il s'est d'abord donné sans réserve à la « révolution nationale ». Il a été l'élève enthousiaste de ses écoles de cadres, de ses chantiers. Elle l'a déçu, parce qu'il a l'âme française, et parce qu'à ses yeux elle ressemblait trop à la troisième République, qu'il méprise par-dessus tout. Il attend maintenant de la Résistance ce vigoureux coup de balai, ces constructions audacieuses et nouvelles que Vichy ne pouvait donner à la France. Il aime son pays, mais plus encore professe le nationalisme. Il se dit républicain, mais il ne tressaille qu'au mot de révolution. Il est l'homme de la « révolution du vingtième siècle ». Anticapitaliste, anti-intellectualiste, antiformaliste, antibourgeois, il ressent quelque gêne à se dire démocrate. Il est violent, et parfois affecte le cynisme : mais la clarté de son regard rassure vite. Il a l'idéologie du chef : totalement, il adopte de Gaulle. Désormais ce sera lui, ce seront ses maîtres à penser et à combattre, qui formeront avec les cohortes communistes

en plein essor, l'avant-garde active de la Résistance.

Cependant voici que l'approche du succès, le succès lui-même drainent vers la Résistance toutes les foules françaises, et celles-là même qui, sans trop savoir ce qu'elles faisaient, acclamaient encore Pétain au printemps dernier. Pour ces tard-venus, la Résistance commence quand elle finit, c'est-à-dire quand elle triomphe. Vous trouverez là des loyalistes systématiques et des démagogues surenchéristes, des don Juan de la pensée politique, des dilettantes, des opportunistes, des lâches, des légions d'excellents Français, des intriguants, des évêques, des techniciens, des moutons, des académiciens, et beaucoup de consciences à demi tranquilles. La Résistance est devenue la grande blanchisseuse. De partout on y vient chercher l'oubli. Ces limons quaternaires sont mêlés, mais abondants et fertiles. Après tout le Maître de la vigne n'est pas moins sage que généreux, qui confond avec tous les autres les ouvriers de la dernière heure. Ainsi seulement la Résistance peut accomplir sa raison d'être : s'identifier avec la France. Seulement l'ère quaternaire ne dépose pas que des limons. On y voit aussi surgir des volcans, dont les plus récents ne sont point les plus inoffensifs...

Toute parabole s'alourdit à la longue. Arrêtons ici la nôtre. Elle voulait suggérer comment il s'est fait qu'il y a aujourd'hui deux pôles idéologiques de la Résistance. Pour les

uns, elle exprime une fidélité, pour les autres une rupture. La libération pour les uns signifie avant tout restauration, pour les autres révolution. Ci gît le malaise de la Résistance.

Malaise philosophique à tout prendre, et que peut-être guérirait une légère dose d'histoire. Car aussi bien ne sont-ce point ceux-là qui se vantent de n'avoir rien appris et rien oublié qui réussissent les restaurations. Et les révolutions avortent, qui ne savent être sages assez pour consolider plus qu'elles n'innovent.

X

PAMPHLET CONTRE L'IDEOLOGIE DES REFORMES DE STRUCTURE

(extrait des *Cahiers Politiques*, n° 11,
juin 1945) ⁽¹⁾

(1) On lira ci-dessous le texte intégral de ce *Pamphlet*, y compris certains passages inédits, que nous avons dû supprimer dans la version donnée aux *Cahiers Politiques*, pour n'abuser point à l'excès de l'hospitalité déjà si libérale que cette revue voulait bien nous accorder. Toutes les notes figuraient dans la rédaction originale.

...On n'aime vraiment que ce que l'on critique; on ne critique bien que ce que l'on aime...

S'il suffisait, pour qu'un pays fût libre, que chaque citoyen y pût penser ce qu'il croit juste et publier ce qu'il pense sincèrement sans flairer devant lui le censeur ni le gendarme derrière, la France d'ores et déjà aurait recouvré la liberté. Mais l'abolition des délits d'opinion n'est qu'une condition préliminaire de la liberté. A quoi sert d'abattre des barrières juridiques, si ce n'est pour les franchir? Notre régime est de nouveau libéral; sommes-nous pour cela redevenus des hommes libres? Il y a beaucoup de choses encore que nous n'osons pas penser; d'autres que nous pensons, mais que nous n'écrivons pas, que nous ne lisons nulle part. Il y a des secteurs entiers de l'opinion française qui n'ont pas d'expression publique. Ce n'est la faute ni du régime, ni du gouvernement; c'est la nôtre, à nous qui n'usons point des moyens qu'ils nous offrent.

Connaissez-vous actuellement un parti politique, un journal français qui se dise hostile aux réformes de structure? D'un bout à l'autre de l'éventail politique, c'est à qui mangera du « trust » avec le plus de voracité, à qui manifesterà le plus d'empressement pour la « révolution économique ». Certains mouvements issus des milieux de droite, comme l'*Organisation Civile et Militaire*, n'affichent ici ni

moins d'intransigeance, ni moins de précipitation que les socialistes et les communistes. Les catholiques — dont beaucoup viennent seulement de découvrir que le capitalisme n'était pas une conséquence inéluctable du dogme trinitaire — se hâtent aujourd'hui de déduire du Sermon sur la Montagne la nationalisation de l'électricité. Le C.N.R., où sont représentés tous les partis politiques et mouvements français de Résistance, affiche en la matière une ostentatoire unanimité. Les « réformes de structure » économiques sont inscrites à son programme commun : en termes mesurés sans doute et volontairement sobres, mais non point équivoques. Et quiconque se permet de confesser quelque scepticisme, de formuler des réserves, de poser des questions, ou seulement de demander un peu de temps pour réfléchir, — risque fort de voir mettre en doute l'authenticité de ses sentiments résistants.

Cette situation ne laisse point d'apparaître paradoxale, pour peu que l'on se remémore l'histoire idéologique de l'Europe occidentale au cours des dix années qui précédèrent le présent conflit. La crise de 1929, par son ampleur et surtout par sa durée, a rendu une acuité toute nouvelle au vieux problème du régime économique. Les publicistes — plus souvent à vrai dire que les économistes — l'ont en grand nombre interprétée comme une « crise de structure », par opposition aux crises cycliques de type classique, dites

« crises de conjoncture ». Dès lors, l'idée des « réformes de structure » a commencé de faire son chemin. D'abord dans l'inconscient de la vie politique; en tous cas en marge des cadres établis. On ne saurait prétendre qu'aucun parti s'en soit fait plus spécialement le champion. Dans chacune des formations qui constituaient alors l'échiquier politique français, il y avait une aile aux allures jeunes et novatrices, qui pensait en termes de structures, et prétendait substituer de toutes pièces au capitalisme un nouveau régime économique. Cependant que derrière les vieux routiers et les officiels, une masse ordinairement plus nombreuse, moins dynamique, mais plus riche d'expérience politique, se montrait rebelle à l'esprit de système, et, soucieuse du réel plus que du logique, demeurait relativement opportuniste et empiriste.

Pour les premiers, la politique est toute entière dominée par le problème économique, et le problème économique par celui du régime. Ils entendent radicalement changer les cadres, faire table rase de ce qui existe, reconstruire selon des normes rationnelles. A ces mécanismes du marché qui n'ont point préservé l'équilibre soi-disant automatique de la production et de la consommation, à ces groupements capitalistes qui ont commencé par follement surinvestir pour pratiquer ensuite le malthusianisme économique, ils substitueront une machine artificielle, des institutions nouvelles soustraites à la loi du profit,

centralisées, autoritaires. Peut-être même un plan de production.

Les seconds sont des politiques. Ils sont conscients des complexes interférences qui relient la vie économique à toutes les formes de la vie publique, à la psychologie des individus et des classes sociales, aux relations internationales. Ils ne se font pas les agents du *laissez-faire*, mais ils entendent ne rien brusquer. On ne fabrique pas les structures, disent-ils : elles sont et se font sans cesse. Ce n'est pas en bouleversant les cadres que nous pourrions conjurer la crise. Les cadres épousent seulement les formes de ce qu'ils contiennent. C'est sur le contenu, c'est sur la vie économique même que nous voulons agir. Mais prudemment et à bon escient, en souplesse, et d'abord par un savant et discret maniement des armes dont nous disposons : politique monétaire, politique du taux de l'intérêt, politique douanière, politique du change, politique fiscale, travaux publics ⁽¹⁾. Puis nous créerons des armes nouvelles si le besoin s'en fait sentir. Nous ferons sans arrière-pensée tout ce qu'imposera la situation, sans redouter la hardiesse, sans non plus la rechercher pour elle-même. Nous verrons bien ensuite en quoi les structures s'en trouveront modifiées.

Telles sont les deux attitudes. D'un côté, l'« interventionnisme de structure » ; de

(1) Tout cela que M. NOYELLE appelle les « moyens indirects ». (H. NOYELLE, *Révolution politique et Révolution économique*. Sirey, 1945.)

l'autre, l'« interventionnisme de fonctionnement ». Et c'étaient moins deux programmes qui s'opposaient là que deux mentalités, deux tempéraments intellectuels. D'un côté les conceptuels, et de l'autre les réalistes (au sens moderne et non point scolastique du mot). D'un côté les architectes, de l'autre les médecins politiques.

L'histoire de l'opposition de ces deux tendances est celle de presque tous les congrès politiques français avant la guerre. Les « néo-socialistes » représentent la première tendance, avec les ailes minoritaires de la S.F.I.O. Cependant que M. Vincent Auriol, ou M. Léon Blum, — et surtout le Président du Conseil Léon Blum, — incarnent la seconde. Bergery figure la première au parti radical, Herriot si l'on veut la seconde; Daladier oscille entre les deux. A droite les corporatistes rejoignent souvent, dans leurs invectives anticapitalistes, les thèmes du frontisme et des partisans socialistes des réformes de structure. Cependant que Paul Reynaud incarne — non sans grandeur — la tendance empiriste (Louis Marin aussi, avec une nuance plus conservatrice). En Belgique, une opposition comparable dresse Henri de Man, — dont est issu tout le courant français en faveur des réformes de structure, — en face de Van Zeeland.

Or, dans l'ensemble, si l'on jette un coup d'œil sur l'attitude qu'ont prise en face de l'occupant — et dès avant la guerre en face du hitlérisme — les représentants de l'une et

l'autre tendances, la comparaison n'est pas en faveur des partisans des réformes de structure. De Man, Bergery, Déat, les corporatistes, tous ont été à l'avant-garde de la collaboration. Blum, Herriot, Van Zeeland, Louis Marin, Reynaud, au contraire, ont été des premiers résistants. On pourrait presque en faire une loi, qui souffrirait sans doute de brillantes exceptions, mais qui ne laisserait pas de se vérifier dans l'ensemble.

Et sans doute n'y avait-il pas là simple coïncidence. Ceux qui se souciaient avant tout du système économique étaient naturellement enclins à s'accrocher à n'importe quelle idéologie politique, pourvu qu'elle emportât un bouleversement des structures dans un sens centralisateur, autoritaire, antiploutocratique. En eux le juridisme abstrait des Français, leur esprit logique et géométrique percevait ses harmonies avec le métaphysicisme allemand. Il le rejoignait en un goût commun de l'abstraction opposée à l'expérience, au *Wait and See* britannique. Le philosophisme continental se sentait un contre la traditionaliste sagesse insulaire. — Les hommes de l'autre tendance, au contraire, qui n'isolaient pas le problème économique de son contexte politico-social, et qui se préoccupaient du contenu plus que des cadres, ne pouvaient demeurer aveugles à la profonde inhumanité du national-socialisme allemand. Ils ressentaient une sympathie naturelle non seulement pour la cause d'alliés qui poursuivaient seuls

héroïquement la guerre commune, mais aussi bien pour la manière de penser et d'agir des Anglais. Rien de très étonnant si la ligne de démarcation qui se dessinait alors entre les collaborateurs et les résistants coïncidait fréquemment — au début de l'occupation — avec celle qui naguère séparait les amateurs de réformes de structure des empiristes.

Par quel retournement singulier — et sans que l'on y paraisse prendre garde — la trustophobie et les réformes de structure se trouvent-elles aujourd'hui annexées à l'idéologie de la Résistance? L'entrée en guerre de la Russie communiste, et son influence croissante sur le patriotisme français d'une part; et d'autre part l'invasion de la zone sud par les Allemands, et le ralliement massif au gaullisme d'un grand nombre de jeunes qui s'étaient d'abord nourris des enseignements de la prétendue Révolution Nationale, ont sans doute une large part à l'explication de ce phénomène.

Et voici qu'en même temps on semble identifier les « réformes de structure » et le socialisme. Ceci me touche personnellement assez, car j'ai presque toutes les idées des socialistes... au socialisme près. Mais enfin la doctrine des réformes de structure, si l'on ne songe point à lui disputer le droit de s'intituler socialiste, n'en paraît pas moins difficilement conciliable avec plusieurs traditions socialistes des plus authentiques. C'est Saint-Simon, paraît-il, qui a inventé le mot « socialisme ». Or Saint-

Simon ne voulait pas la nationalisation des banques, mais bien que la vie économique fût dirigée par des banquiers absolument indépendants de tout pouvoir politique. Fourier n'éprouvait que haine pour l'administration, et préférait faire appel à quelque généreux mécène plutôt que s'adresser à l'Etat détesté. Proudhon l'anarchiste, qui voulait en toutes choses substituer le contrat à l'autorité, eût bondi si quelqu'un lui eût parlé de transformer en patron « cet être sans génie, sans passion, sans moralité, qu'on appelle l'Etat », et d'établir à son profit le monopole du crédit. Mais n'entendez-vous pas à travers l'histoire le ricanement sarcastique de Karl Marx en colère? On l'invoque — lui! — à l'appui de ce projet burlesque de fabriquer une société nouvelle avec les sécrétions de cerveaux experts et pédants! Karl Marx, qui toute sa vie a lutté contre l'utopisme français et l'esprit réformiste! ⁽¹⁾ S'il vivait encore et qu'il ne dût rester qu'un adversaire aux réformes de structure, je gage que Marx serait celui-là! Et que diraient Pelloutier, Georges Sorel? Le syndicalisme, ferment de scission, organe de lutte ouvrière, implique pour subsister que les rapports entre patrons et salariés restent quelque peu inorganiques. Tel qu'ils l'ont conçu, les

(1) Que les partisans des nationalisations ne nous objectent pas que c'est une révolution qu'ils veulent faire. Accomplir une révolution à coups de réformes, voilà précisément la prétention que Marx jugeait ridicule. Les structures selon Marx s'engendrent les unes les autres, successivement, nécessairement; et l'enfantement se fait dans la douleur. Il n'y a pas d'hérédité des caractères acquis.

réformes de structure signifieraient sa mort. En même temps qu'elles consacraient pour les ouvriers — je parle selon Sorel — la forme peut-être la plus avilissante de l'embourgeoisement : la fonctionnarisation.

Réconcilier l'idée des réformes de structure avec les diverses traditions socialistes n'est point aisé. Mais comment expliquer alors le rassemblement de tous les socialistes autour d'un tel axe ? Et cette ruée de tous ceux-là qui ne se disaient point socialistes ?

Les Français ont souffert. Les hommes qui souffrent ont besoin qu'on leur désigne des responsables et qu'on leur dicte des solutions novatrices, simples et infaillibles. Cela s'est vu en d'autres circonstances... ⁽¹⁾ Et voici que de nouveau les boîtes aux lettres des économistes se remplissent de projets de toutes sortes, élucubrés très au-dessus du sol par des amateurs souvent érudits et toujours de bonne volonté. L'esprit utopique a retrouvé son climat favori. Les fabricants de constitutions ne se comptent plus. Celui-ci voudrait ajouter la couleur verte au drapeau français ; cet autre, changer la devise nationale ; le troisième, composer une autre Déclaration des Droits de l'Homme ⁽²⁾. C'est à qui découvrira de nouveaux enchaînements pour faire remonter

(1) Cf. H. NOYELLE, *Les plans de reconstruction économique et sociale*, *Revue d'Economie Politique* 1934.

(2) Dix ans de travail commun, une amitié personnelle profonde me lient au directeur de la Revue *Esprit* qui s'est récemment livré à ce petit jeu. Ni ma sympathie pour sa pensée, ni mon admiration pour son œuvre n'en sauraient être effleurées !

jusqu'aux « trusts » la responsabilité de tout le mal qui est sur la Terre. C'est à qui inventera de nouvelles recettes, pour éliminer leur néfaste influence. Maint réformateur s'épuise à concilier le dirigisme avec la démocratie, à laquelle il tient à rester fidèle. Tel autre, après avoir affirmé de hardis principes, renonce à en tirer les conséquences logiques, qui révoltent son expérience de chef d'entreprise. On prévoit de savants échafaudages d'organismes de contrôle et de direction, que l'on désigne par d'hermétiques initiales, avec lesquelles on semble trouver plaisir à jongler. Le problème des transitions donne lieu à d'élégantes acrobaties. On divise l'économie en secteurs, et cela flatte les amateurs de symétrie, et ceux qui subissent le prestige des tableaux synoptiques. On se livre à une pédante alchimie pour marier les avantages du planisme avec ceux du libéralisme : pour supprimer le profit sans faire disparaître le stimulant de l'intérêt personnel; pour conserver une forme commerciale à des entreprises dont la propriété et la gestion ne seraient plus privées; pour assurer la plus grande souplesse à des mécanismes autoritaires; pour réintroduire le marché dans une économie dont de larges secteurs relèveraient de la forme distributive. On voudrait que l'esprit d'entreprise survécût à l'entreprise privée. On distingue la nationalisation de l'étatisation. Dosages et combinaisons dont il est loisible de varier à l'infini les formules. Le rendement en idées claires et pratiques de

tant d'encre et de salive dépensées est modeste. Et si les réformes de structure n'ont plus guère d'adversaires avoués, une grande confusion règne encore au camp de leurs partisans. Peut-être cela diminue-t-il beaucoup la probabilité de leur victoire? Mais cela n'aide pas à les atteindre qui se propose de les attaquer.

De toute une vaine et rébarbative sophistique se dégagent pourtant assez nettement quelques tendances générales communes à presque tous les partisans des réformes de structure.

1° — Ils entendent soustraire à la gestion capitaliste, à la loi du profit, les branches les plus concentrées et les plus importantes de l'activité économique. Il s'agit surtout des houillères, de l'industrie électrique, de la métallurgie, des banques, des assurances. Dans un important secteur de l'économie nationale, à ce que l'on appelle — improprement lorsqu'il s'agit de la France — les « trusts », seront substituées des entreprises d'Etat, ou des entreprises socialisées, ou des entreprises nationalisées. (M. J. M..., dans la livraison de mars des présents *Cahiers*, a dressé un tableau synoptique des différentes combinaisons déjà réalisées ou envisagées.)

2° — Le choix même des branches que l'on propose ainsi de nationaliser indique clairement qu'elles ne sont pas seules visées; mais bien, par leur intermédiaire, l'ensemble de l'économie nationale. Toute l'activité économique du pays dépend en quelque façon des

industries dites industries-clés et des banques. Il ne s'agit point tant de réformes destinées à purifier et améliorer le fonctionnement propre de ces entreprises ; c'est une révolution générale de l'économie que l'on poursuit à travers la nationalisation de ses branches dominantes.

Nous n'entrerons pas dans la discussion approfondie des différentes formules envisagées. Il y faudrait non seulement un inventaire préalable des plans proposés, mais une expérience pratique qui nous fait totalement défaut. Aussi bien l'idéal mis en avant par les partisans des réformes de structure, et le but qu'ils poursuivent dépassent-il ces modalités. C'est à certaine structure mentale abstraite et géométrique que manifeste la faveur marquée aux réformes de structure économique ; à la philosophie volontariste qui plus ou moins consciemment anime et soutient la propagande dont elles font l'objet, que je m'en voudrais ici prendre. Et c'est un pamphlet que voici : un réquisitoire unilatéral. On me reprochera sa partialité et son outrance. Je n'en suis pas inconscient, et m'en excuse surtout auprès de mes amis personnels et de mes amis politiques qui professent l'idéal des réformes de structure. Je serais bien fâché que l'on me crût cynique. Mais aussi bien la place m'est-elle trop mesurée pour qu'il me soit possible de tout exprimer. Et les arguments adverses ne risquent guère de manquer d'occasions de se faire entendre...

Parmi les avocats des réformes de structure, il y a d'abord des moralistes qui condamnent le régime capitaliste au nom de la justice et de la dignité humaine. — Il y a ensuite un anticapitalisme d'essence politique, qui se montre soucieux d'affranchir l'Etat de l'influence des « trusts », et professe que pour assurer son indépendance au regard de la grande industrie et des banques, il n'est que de les lui soumettre entièrement. — D'autres se montrent surtout préoccupés de faire cesser les gaspillages auxquels donne lieu le fonctionnement du régime capitaliste : ils attendent des réformes de structure une extension de la production, le règne de l'abondance. — Enfin les partisans des réformes de structure invoquent fréquemment la philosophie de l'histoire. Le socialisme leur paraît constituer l'aboutissement nécessaire de ce processus de concentration qui caractérise l'évolution des structures depuis les débuts du machinisme ; et de l'extension progressive du rôle économique de l'Etat. A leurs yeux la révolution des structures est clairement inscrite dans le destin.

Il y a lieu d'exposer et de discuter ici les différents aspects, — ou si l'on veut les différentes étapes — de cette argumentation.

I. — LE PROBLÈME MORAL

Contre le moralisme, les homélies du Maréchal eussent dû cependant vacciner les Fran-

çais pour quelques générations ⁽¹⁾. Mais il paraît que les guerres rendent les vaccins inefficaces. L'anticapitalisme de la Résistance jaillit en premier lieu d'une vertueuse indignation. L'âme du capitalisme, n'est-ce pas la recherche de l'intérêt personnel, l'appât du gain monétaire, la cupidité? Son inéluctable conséquence, la plus criante inégalité? Est-il autre chose que le règne scandaleux de l'argent?

Il arrive ici fréquemment que l'adversaire des réformes de structure plaide coupable, et balbutie une apologie honteuse. Certes, en régime capitaliste, le ferment de la vie économique est l'égoïsme! Mais tous les hommes ne sont pas des saints : quel autre mobile se montrerait généralement efficace? L'égalité, sans doute, serait l'idéal! Mais est-elle compatible avec la nature humaine corrompue, avec les fatales exigences du rendement économique? Le règne de l'argent est une bien déplorable nécessité! Mais ne remonte-t-il pas aussi loin que l'histoire? Comment l'abolir, que l'esprit d'entreprise ne risque de sombrer avec lui?

Cette geignarde dialectique du souhaitable et du possible suffit peut-être aux cœurs tendres et résignés, aux esprits faciles et confortables. Ne nous reposons pas en elle! Efforçons-nous à la dépasser.

(1) Les chrétiens plus que quiconque. Toute la prédication de Jésus, toute celle de Paul, ne sont-elles pas une pressante invitation à s'affranchir de la Loi ; à dépasser, à transcender la morale ?

L'intérêt personnel.

Parlons franc ! En quoi trouvez-vous scandaleux qu'un homme se dépense pour son intérêt personnel ? Le désir de posséder, d'étendre son pouvoir sur les choses, de bien vivre, d'assurer son avenir et celui des siens n'est-il pas naturel, légitime, sain ? Que voyez-vous donc là de sordide ? Vouloir son propre bien, c'est l'acte élémentaire par lequel s'affirme une personnalité. Il est beau sans doute de sacrifier son intérêt propre à celui du prochain ou à la communauté. Mais, pour qu'il y ait sacrifice, et quelque chose à sacrifier, il faut d'abord que l'homme s'aime lui-même. C'est là le premier devoir, et non pas toujours le plus facile à pratiquer. Une humanité dans laquelle les mobiles altruistes et surtout les mobiles collectivistes sont très développés n'est pas pour cela moralement supérieure. Ou bien alors il vous faut préférer la morale de Sparte à celle d'Athènes, et les valeurs cultivées au Japon à celles de l'Occident. Konrad Heiden affirme que le masochisme était le vice d'Adolf Hitler. Voulez-vous une humanité masochiste ?

— Soit, dites-vous, les intérêts particuliers ont leur prix. Mais ne doivent-ils pas céder le pas à l'intérêt général ? Ce n'est pas pour gagner de l'argent, c'est d'abord pour ses semblables, c'est d'abord pour la nation, qu'un homme devrait travailler et entreprendre ! — Je veux bien, et nul ne lui interdit cette louable intention, même en régime capitaliste.

Mais enfin, je crois vous entendre: « On a revendiqué plus que l'on n'a servi! »; « *Gemeinnutz vor Eigennutz!* » En dépit de leur apparence de truisme, ce ne sont ni plus ni moins que formules totalitaires. Elles supposent que l'intérêt économique général ou national soit quelque chose d'autonome, qui transcende l'intérêt particulier. Sans excessive débauche de sophisme, on peut tenter de le contester. Il n'y a de bonheur qu'individuel, et de valeur que subjective: toute la théorie économique moderne est fondée là-dessus. L'individu seul est capable de jouir ou de souffrir, de se sauver ou de se damner. L'intérêt personnel — complexe déjà — est cependant une donnée précise puisque chacun reste seul juge de ses échelles de préférences. Mais qu'est-ce que l'intérêt général? Un faisceau de fins particulières souvent opposées les unes aux autres, qui n'ont point en tous cas entre elles de commune mesure, et ne se peuvent additionner. Je sais bien si je préfère le café ou le chocolat. Mais comment dire que l'intérêt de la nation soit d'importer plutôt du chocolat que du café? Le planificateur que vous chargerez d'en décider ne le saurait faire sans arbitraire. L'intérêt général, c'est une idée confuse. C'est un produit de la tendance allemande à réaliser les abstractions. C'est de la métaphysique. Seule une contagion totalitaire peut expliquer que l'intérêt général, et plus particulièrement l'intérêt national aient pris à nos yeux une telle réalité, un tel prestige.

Et ce qui est vrai de l'intérêt général (économique) l'est aussi bien, sur un plan moins terre à terre, de toutes les fins collectives. L'existence et l'épanouissement de la nation française est désirable, parce que chaque Français — et beaucoup d'hommes dans le monde — ont besoin de la France pour s'épanouir. Mais la nation n'est pas une personne. Une fraction seulement des fins de chaque personne concerne la vie nationale. En ce sens, l'intérêt national est donc quelque chose non seulement de moins réel, mais aussi de plus partiel que l'ensemble des fins d'un seul individu.

Laissons là cette métaphysique. L'intérêt de tous et de chacun n'en exige pas moins que l'on produise le plus possible. Or, dites-vous, le capitaliste qui cherche son intérêt personnel vise exclusivement le maximum de profit, non pas le maximum de produit. Il poursuit la rentabilité, fût-ce aux dépens de la productivité. Pourtant, la fin naturelle et essentielle de l'activité économique n'est-elle pas la plus grande production ?

Cette objection si répandue oublie que le profit, théoriquement du moins, constitue le signe et la mesure d'une création de valeur. L'entrepreneur qui fait des profits, c'est celui qui mieux que ses concurrents sait économiser les facteurs productifs, ou diriger sa production vers des denrées rares, demandées plus

qu'offertes ⁽¹⁾. Le profit mesure le service rendu. Reste évidemment à disputer dans quelle mesure la comptabilité capitaliste, telle qu'elle est dressée à partir des prix du marché, coïncide vraiment, ainsi que l'enseigne la doctrine libérale, avec le calcul économique fondamental ⁽²⁾. On peut faire valoir que certains sacrifices ne sont pas comptabilisés, que certains services ne se vendent pas, que les imperfections du marché paralysent la concurrence, que les monopoles faussent les prix. Sans doute. Mais qu'elle est l'importance de ces inadéquations? Et croit-on qu'une comptabilité autoritaire, — fondée sur des valeurs fictives et non plus sur des prix de marché — serait moins sujette à caution? L'économiste Halm en doute ⁽³⁾, et s'appuie sur des arguments qui ne laissent pas d'être saisissants. Avant de trancher la question, il convient d'ailleurs de songer que la valeur étant de nature subjective, et qualitative, toute comptabilisation des valeurs est nécessairement arbitraire...

L'inégalité.

Cependant, l'arbitraire de la comptabilité capitaliste, dites-vous, est particulièrement criant! Est seulement profitable la satisfaction

(1) Non loin de deux cents ans après Adam Smith, on hésite à répéter de tels truismes!

(2) C'est-à-dire avec un calcul qui compterait en produits et en facteurs, ou mieux en unités de satisfaction et unités de sacrifice.

(3) HALM : *Sur la possibilité d'un calcul économique en économie planifiée*, extrait de *l'Economie Dirigée en régime collectiviste*, Paris, Librairie de Médecis, 1939.

des besoins qui s'appuient sur une demande. Les besoins sont satisfaits non dans l'ordre de leur urgence réelle, mais dans l'ordre de leur solvabilité. On produira le chien de luxe que la maîtresse d'un industriel consent à payer à prix d'or, mais non le morceau de pain pour lequel l'indigent ne saurait offrir de monnaie. L'inégalité est la loi même du capitalisme.

Mais l'égalité (économique) n'est point une loi de ma morale. Non plus que de celle de Saint-Simon, qui se disait soucieux d'instaurer une nouvelle noblesse industrielle, et dont les disciples vilipendaient « l'égalité turque ». Et de Marx pas davantage. A preuve ses invectives contre les égalitaires, et par exemple sa *Critique du programme de Gotha*. Les communistes sont ici bons marxistes. « *Il est temps de comprendre* — dit Staline dans son rapport au XVII^e Congrès du parti — *que le marxiste est l'ennemi de l'égalitarisme* » ⁽¹⁾. Et la pratique soviétique répond en cela à la doctrine stalinienne : il paraît que les revenus des citoyens soviétiques sont bien plus disparates que ceux des fonctionnaires français ⁽²⁾. Les pharisiens et les trotskistes s'en indignent...

Encore ne s'agit-il en Russie que d'une iné-

(1) *Rapport de Staline au XVII^e Congrès du parti communiste*, publié dans *U.R.S.S. bilan 1934*, par Staline. Textes traduits sous la direction de M. R. Lavigne, éditions Denoël et Steele. On trouvera dans le même sens plusieurs autres citations de Staline dans la brochure de M. H. NOYELLE : *Révolution politique et Révolution économique*. Sirey, 1943, pp. 36 sqq.

(2) Voir Robert MOSSÉ, *L'Union Soviétique au Carrefour*. Édition du Sagittaire 1936.

galité de revenus. Celle des fortunes et des conditions serait-elle en principe immorale? Que si vous pensez ainsi, comment donc vous prouverais-je le contraire? Mais la fin essentielle de la morale, c'est à mon sens que chaque homme, et que l'humanité tout entière, épanouissent au maximum leurs plus hautes virtualités. Or ce qui fait la richesse d'expériences de l'humanité, n'est-ce point la plus grande diversité des conditions et des vocations humaines? Et cette diversité, dès lors qu'elle enrichit l'humanité, enrichit aussi bien chaque homme. Une société sans classes, ce serait un tableau en une seule couleur, un morceau de musique à une seule note, quelque chose de morne et de terne. L'égalité enlèverait à l'humanité son relief. Les inégalités ne sont pas une concession honteuse que nous ferions à l'antithèse; elles sont un bien, parce que grâce à elles l'humanité compte une dimension de plus.

Le Règne de l'Argent.

Soit, direz-vous. Aussi bien les partisans des réformes de structure n'en sont-ils plus à Gracchus Babeuf et à *Share the Wealth*. Nous nous accommoderions des différences de condition, de l'inégalité des revenus, peut-être de celle même des fortunes, Mais le régime capitaliste consacre la puissance exclusive de ceux qui possèdent et de ceux qui gèrent le capital. Nous voulons abolir le « Règne de l'Argent ».

L'expression renferme une grande puissance explosive, une grande vertu d'indignation. Elle évoque — très improprement — l'anathème évangélique contre l'autre maître : Mammon. Elle nous vient de Péguy, et participe du prestige de sa figure vénérée. Mais qu'entend-on par là ?

Parfois il apparaît que l'on prenne « l'argent » dans un sens très large, et que l'on en fasse le symbole de toute la vie économique. En dénonçant alors le « règne de l'argent » on entend déplorer que les soucis économiques (productivistes et hédonistiques) aient pris dans la vie moderne une place prédominante, au détriment des préoccupations eudémonistiques, religieuses, morales, esthétiques, érotiques, intellectuelles, politiques, juridiques, etc... Que l'accroissement relatif du volume de la sphère d'intérêts économique ait souvent entraîné dans les sociétés modernes un pareil renversement de la hiérarchie des valeurs, on ne saurait certes qu'en convenir et le regretter. Toutefois cela relève moins de l'économiste ou de l'homme d'Etat que du prédicateur. C'est à lui qu'il appartient de dire aux hommes : « Pensez moins à l'argent, au bien-être matériel, et davantage à votre salut ! Amassez-vous des trésors dans le Ciel où la rouille ne ronge point ! »

Est-ce au contraire à l'intérieur de la sphère économique que l'on dénonce le « règne de l'argent » ? On entend déplorer alors que les préoccupations financières l'emportent sur la

noursuite directe de la plus grande production, et que toute l'économie parle désormais ce langage abstrait qu'est le langage monétaire. N'était-il pas plus sain de désirer comme jadis la possession de victuailles, de vêtements ou de maisons, de choses qui se voient, se touchent et que l'on peut aimer pour elles-mêmes, plutôt que de s'attacher comme aujourd'hui à l'argent, — cette forme désincarnée, inhumaine de la valeur? Péguy, sans doute, pensait ainsi, et de nos jours encore maint théoricien réformateur de la propriété ⁽¹⁾. Mais Péguy avait des conceptions économiques médiévales. C'est le développement même de la vie économique, la variété croissante des produits, l'extension des échanges et leur complexité de plus en plus grande qui veulent que les valeurs revêtent désormais une forme abstraite; qu'elles se comptent au lieu de se voir; et que toute la vie économique soit fondée sur une comptabilité en monnaie. La mobilisation de la propriété est corollaire de la civilisation.

Un tel progrès déborde au demeurant, par ses conséquences, le domaine proprement économique. La monnaie, c'est un pouvoir d'achat indéterminé. C'est donc, — à concurrence de la somme que je possède, — la possibilité d'acheter et de consommer ce que je veux, et par conséquent d'agir à mon gré, selon ce que j'estime désirable et bon, sans

(1). Cf. MOUNIER, *Propriété capitaliste et Propriété humaine*. Desclée, de Brouwer et C^{ie} 1936.

qu'aucune autorité, sans qu'aucune limite extérieure s'impose à mon choix. La monnaie, dit Dostoïevski dans les *Souvenirs de la Maison des Morts*, « c'est de la liberté frappée » ⁽¹⁾. La Bourse des valeurs est le Temple des Droits de l'Homme. Rien n'est plus sacrilège qu'un certain mépris de l'argent. Des « réformes de structure » qui tendraient à rétablir partiellement ou totalement la comptabilité en nature — fatalement arbitraire et dénuée de souplesse — dans la production ou dans la distribution, constitueraient un pas en arrière, un retour à la barbarie économique, et vers la barbarie tout court.

A moins que l'on ne se résignât à cela, l'abandon du capitalisme ne mettrait pas fin — en ce sens — au règne de la monnaie ⁽²⁾. L'exploitant soviétique, comme l'entrepreneur capitaliste, compte en monnaie, en unités abstraites de valeur. (Et le fait que ces valeurs soient partiellement des valeurs fictives et non pas des prix de marché ne change ici rien à l'affaire.) Lui aussi cherche à réaliser une différence entre la valeur de sa production et celle des facteurs qu'il utilise : un profit. (Et le fait que ce profit soit destiné en majeure partie au Trésor et non point à lui-même, ni à des capitalistes dont il serait le

(1) Cité par M. FRANÇOIS PERROUX dans son *Cours d'Economie Politique*, tome III, Paris, Domat-Monchrestien.

(2) Non plus qu'au règne de l'anonymat. Une gigantesque administration ne serait pas moins anonyme qu'une grande société capitaliste. Et la responsabilité personnelle y serait moins encore effective, sans doute.

mandataire n'affecte en rien la thèse que nous développons ici.) Le règne de l'argent sur l'économie n'est point lié au régime capitaliste, mais au progrès économique même. Gardons-nous de confondre la morale avec l'archaïsme!

Mais lorsque nous parlons du « règne de l'argent », — répondez-vous, — nous n'entendons pas ce mot dans le sens où les naturalistes disent que l'ère secondaire fut le règne des reptiles ! Nous visons la puissance excessive, la royauté absolue que le capitalisme confère aux seuls riches d'argent sur l'ensemble de la vie économique. La production intéresse tout le monde : les consommateurs clients des entreprises; les travailleurs qui les font marcher de leurs bras; la nation tout entière. Or le capitalisme en fait la chose des seuls propriétaires du capital, ou des gérants qu'ils désignent. Eux seuls décident de l'acquisition des outillages, de l'embauche des ouvriers, de l'orientation de la production, de son rythme; eux seuls disposent du produit; eux seuls s'approprient les bénéfices. Ci-gît le grand scandale du capitalisme ! Socialisations, nationalisations visent à rendre la parole à tous ceux-là que le capitalisme exclut de la gestion de l'œuvre productrice. Elles instaureront un régime économique véritablement démocratique, puisque tous les intéressés — directement ou par l'intermédiaire de représentants — contribueront à orienter la politique de l'entreprise, et à prendre les décisions que comporte sa gestion.

Les formules varient, mais il s'agit presque toujours d'introduire dans les conseils d'administration certains mandataires des ouvriers, ou des consommateurs, ou de l'Etat, afin que d'autres intérêts y soient représentés que ceux des capitalistes. La revendication peut paraître assez vaine, quand on sait par ailleurs le faible rôle que jouent en fait les conseils d'administration : ils se contentent souvent d'élire l'administrateur délégué (aujourd'hui le directeur général) et d'approuver sa gestion sans exercer sur elle un contrôle bien approfondi. Et sans doute ont-ils quelques bonnes raisons d'agir ainsi : la responsabilité de la conduite d'une grande affaire ne souffre guère d'être partagée. Mais laissons cela. Quelle est donc la fonction du conseil d'administration ? Faire marcher l'entreprise aussi économiquement que possible, c'est-à-dire porter au maximum cet excédent de la valeur créée sur la valeur dépensée qui constitue le profit. Telle est la fin de l'entreprise — et la fin de toute activité économique en général, quel que soit le régime. Le rôle du conseil d'administration, c'est donc d'obtenir le plus grand nombre possible de produits avec le moins possible de facteurs. C'est aussi de payer les facteurs, et en particulier la main-d'œuvre, le moins cher possible ; et de vendre les produits le plus cher possible. Si veut la fin économique de l'entreprise, qui est sa raison d'être et sa définition même. Le métier du conseil d'administration est de la

poursuivre. Mais le métier de l'ouvrier est de revendiquer de hauts salaires, celui des consommateurs de vouloir acheter bon marché, celui de l'Etat de poursuivre jusque dans le domaine économique ses fins politiques propres. Voilà des intérêts qui à coup sûr sont légitimes, mais qui sont distincts et même essentiellement opposés à la fin essentielle — non moins légitime — des entreprises.

Cependant ces divers intérêts ont déjà des moyens à eux de se faire valoir. Non point au sein du conseil d'administration, mais sur le marché du travail ou sur le marché des produits. *Contre* le conseil d'administration — qui représente l'entreprise et sa fin économique essentielle : porter au maximum l'excédent de la valeur créée sur la valeur dépensée — l'ouvrier peut obtenir par l'action syndicale et par la grève les relèvements de salaire qu'exigent sa dignité et son désir de bien-être; la concurrence est l'alliée naturelle du consommateur; l'Etat dispose d'armes fiscales, douanières, et de toute une gamme de moyens de pression pour imposer ses fins. Mais ne faut-il pas que quelqu'un représente le principe économique? Que cette exigence fondamentale, distincte, essentiellement opposée aux autres intérêts en présence, ait son organe spécifique et autonome? Peut-on placer l'avocat et le procureur sous le même bonnet? La participation ouvrière ou étatique à la gestion, c'est un nouveau cheval de Troie, c'est l'ennemi introduit dans la place. C'est la con-

fusion fatale de ce qui est distinct et doit demeurer distingué. Ne vaut-il pas mieux s'affronter loyalement, dans la clarté, entre les deux camps, en territoire neutre, sur le marché? Et ne pas tout mélanger?

Les partisans des réformes de structure n'en sont pas convaincus. Mais plusieurs accepteraient peut-être d'abandonner au seul capital la responsabilité de la gestion économique des entreprises, s'ils n'avaient quelques bonnes raisons de redouter que les choses n'en restassent point là. Lorsqu'ils dénoncent le « règne de l'argent », ce n'est pas tant le monopole capitaliste de la fonction d'entreprise qu'ils ont en tête. Mais bien plutôt cette puissance excessive, diffuse, envahissante que la gestion d'immenses capitaux confère automatiquement aux oligarchies financières. Ce sont les empiètements qu'elle leur permet sur les attributions propres de l'Etat.

II. — LE PROBLÈME POLITIQUE

Les réformes de structure sont nécessaires, dit-on, pour assurer l'indépendance politique des pouvoirs publics. La preuve n'a-t-elle pas été faite avant la guerre, dans tous les pays capitalistes, que l'influence prépondérante des « trusts » fausse entièrement le jeu des institutions démocratiques? Ils modèlent l'opinion à leur gré, grâce aux participations qu'ils acquièrent dans les entreprises de presse; ils font les élections à coup d'argent; ils ren-

versent les ministères en provoquant des paniques monétaires; ils se font souvent les complices de visées politiques étrangères et compromettent l'indépendance nationale. C'est par eux qu'ont été paralysés les efforts entrepris en vue du désarmement mondial, — sans lequel on ne pouvait espérer prévenir de nouvelles guerres. Ils ont favorisé l'avènement de Hitler en Allemagne, le succès de Franco en Espagne. Ils ont imposé les honteux accords de Munich. Ils se sont ensuite jetés à la tête de l'occupant pour obtenir de lui des commandes. Leur influence est d'autant plus redoutable qu'elle est occulte, omniprésente, et qu'elle s'appuie sur une masse de capitaux presque impossible à chiffrer.

Et sans doute ne faut-il pas prendre pour argent comptant toutes les révélations du *Crapouillot*. Il convient de faire en tout cela la part du roman policier. Sont-ce les puissances d'argent qui ont fait les élections de 1936? Le corps électoral reste donc largement indépendant d'elles. Ont-elles voulu les réformes du mois de juin de la même année? Le syndicalisme est donc une force qui sait parfois leur imposer sa volonté. L'influence des trusts n'est pas sans contrepoids.

Quelle est-elle au reste? Celle de quelques hommes qui se servent des moyens que mettent en leur puissance les immenses capitaux dont ils disposent pour faire triompher leurs opinions personnelles, leurs préjugés de classe ou de milieu, les intérêts de leur caste? Oui,

sans doute, pour une part. Mais pour une autre aussi bien l'influence politique des dirigeants des banques, des assurances et de la grande industrie n'est autre que la nécessaire pression des exigences de l'économique, qu'ils incarnent et que l'on ne saurait négliger. Il est probable que souvent, dans les rapports qu'il adressera à son ministre, le directeur des houillères nationalisées formulera les mêmes suggestions, les mêmes demandes, les mêmes menaces peut-être qui faisaient l'objet des tractations occultes ou des campagnes menées au grand jour par le Comité des Houillères. Le ministre de la Production Industrielle ou de l'Economie Nationale sera, pour une part, l'héritier de la politique des trusts. Et comme le poids relatif de ses exigences croîtrait au sein du collège ministériel avec le volume des affaires nationalisées, une partie des invectives dont font l'objet les deux cents familles pourrait bien retomber sur lui....

Mais il sera ministre, dites-vous, son autorité sera légitime! — Faut-il donc condamner la ploutocratie? Sur ce point, quatre ans de propagande allemande contre l'Angleterre ont fait réfléchir beaucoup d'entre nous. Il nous paraissait difficile de le contester : l'Angleterre et même la France d'avant-guerre étaient ploutocratiques par rapport à l'Allemagne hitlérienne. Bien loin d'ébranler nos sentiments anglophiles, la prise de conscience de cet état de choses n'a fait que nous inviter à découvrir quelques vertus à la ploutocratie.

De même qu'il n'y a pas d'ordre international sans une certaine hégémonie des « grandes puissances », de même un Etat — surtout républicain — se conçoit mal sans l'influence pratiquement prépondérante d'une classe ou d'un milieu. Dans un pays comme la France, qui n'a plus d'aristocratie et qui ne veut pas de la dictature, est-il une autre solution, en est-il une meilleure que la ploutocratie? Cela ne veut pas nécessairement dire le gouvernement des riches, mais bien l'influence politique des financiers. Et cela vaut mieux sans doute que le gouvernement des ingénieurs, des polytechniciens, des technocrates : les financiers ont des vues plus larges et sont plus intelligents. Cela vaut mieux que le gouvernement des bureaux : les financiers sont plus dynamiques. Cela vaut mieux que le gouvernement des professeurs : les financiers ont moins d'idées préconçues. Cela vaut mieux que le gouvernement des prêtres, qui ont tout autre chose à faire qu'à gouverner. Cela vaut mieux que le gouvernement des militaires : la néfaste expérience napoléonienne suffit à l'histoire de la France. Cela vaut mieux que le « gouvernement des masses », qui n'est que l'antichambre de la dictature des démagogues. — Que reste-t-il?

Et ce que l'on appelle « ploutocratie capitaliste » empêche bien moins qu'on ne le dit souvent les polytechniciens, les bureaux, les professeurs, les prêtres, les militaires et les masses de jouer un rôle important.

Le capitalisme — lorsqu'on le définit non par des abstractions, mais très concrètement comme le régime économique de la France, des Etats-Unis, de l'Angleterre et de quelques autres pays avant la présente tourmente — est essentiellement un pluralisme. Les choses n'y dépendent pas comme dans les pays totalitaires d'une décision unique, prise à partir d'un seul centre. Elles résultent d'un équilibre entre des prétentions multiples et opposées. De nombreuses forces s'affrontent en un jeu complexe et mobile. Il y a sans doute les puissances d'argent. Mais ce pluriel est significatif. Elles sont plusieurs, et qui ne s'entendent pas toujours entre elles. Ce « pouvoir occulte » est plus qu'on ne le croit divisé contre lui-même. Les intérêts des industriels du Nord ne sont pas ceux des banquiers parisiens. Les intérêts de la métallurgie ne sont pas ceux des assureurs et des banques. Et puis, il y a le syndicalisme ouvrier, qui est autonome et non pas sans force. Il y a les bureaux des ministères et des administrations, la presse, le corps électoral, le Parlement, qui, sans être tout à fait indépendants des puissances d'argent, n'en conservent pas moins par rapport à elles — et les uns par rapport aux autres — une large autonomie. Il y a l'Université, l'Eglise, l'Armée, la masse paysanne. Un tel régime fait de forces multiples, qui s'opposent et se balancent réciproquement, constitue peut-être le climat le plus propice à l'épanouissement de la liberté, et donc des formes les plus

élevées de la vie humaine. N'avoir pas de maître, c'est une chimère nihiliste; en avoir un, c'est l'esclavage; en avoir plusieurs, après tout, c'est peut-être cela la liberté....

Je n'irais certes point proférer devant un auditoire ouvrier que j'incline à souhaiter le maintien du capitalisme. Non par crainte des pommes cuites. Mais parce que l'auditoire comprendrait à coup sûr que j'épouse contre lui la querelle de son patron. Rien n'est pourtant moins exact. Et je conçois fort bien que le danger puisse paraître grand que la puissance financière se concentre toujours davantage, que s'estompent les divisions intérieures de la ploutocratie, qu'elle étouffe les forces qui suffisent encore à la balancer.

Mais parer au péril d'une dictature de l'oligarchie financière en instaurant une dictature économique de l'Etat, n'est-ce pas se précipiter dans Scylla pour éviter Charybde? Ne vaut-il pas mieux développer les influences antagonistes qui sont susceptibles de faire contrepoids à la ploutocratie trop encombrante? Accroître la force du syndicalisme ouvrier et son activité autonome avec cette arme qui lui est propre: la grève? Encourager par une législation appropriée, mais aussi par de hardies initiatives privées, l'existence d'une presse indépendante des puissances d'argent? Voter pour les partis hostiles aux trusts, non pas en vue d'anéantir les trusts, afin seulement de les contre-balancer? Tels sont les

premiers réflexes que des hommes libres devraient, semble-t-il, manifester spontanément en face de la puissance grandissante des oligarchies financières, avant que de faire appel à la tutelle de l'Etat.

Est-il en effet loisible d'imaginer que l'on puisse allier un régime économique autoritaire avec la sauvegarde des libertés politiques et des libertés individuelles? La liberté, comme la paix, est indivisible. L'économie dirigée est exclusive de la République. Ceux-là seuls me savent plaire qui sont assez lucides pour avouer cette incompatibilité — de quelque côté qu'aille ensuite, entre l'une et l'autre, leur option. Multiplier les réglementations, c'est se condamner à entretenir une police pléthorique, à pratiquer toutes les formes d'inquisition, à émousser dans l'opinion publique la valeur infamante des peines, à faire un permanent appel à la délation généralisée. Et croit-on qu'un plan de production puisse être soumis au vote? C'est oublier qu'il devra fréquemment sacrifier le présent à l'avenir, et que l'électeur est naturellement imprévoyant. C'est méconnaître aussi bien que les questions économiques sont trop techniques, trop compliquées pour faire utilement l'objet du contrôle d'un Parlement. Ou bien vous conférez un pouvoir dictatorial aux fonctionnaires chargés de diriger l'économie, selon qu'il se fait en Russie. Ou bien vous les paralysez dans l'accomplissement de leur tâche.

Mais ces objections, songez-vous, atteignent le planisme, non pas les nationalisations. Vous entendez concéder une large autonomie aux administrations des branches d'industries ? Commercialiser les entreprises nationalisées ? Mais ne craignez-vous pas que se reconstituent alors des oligarchies économiques, composées cette fois de semi-fonctionnaires plus ou moins indépendants ? Beaucoup moins nombreuses probablement, non moins puissantes peut-être, et sans doute moins divisées contre elles-mêmes que ne l'étaient les trusts ? Était-ce bien la peine, alors, pour les entreprises, de changer de gouvernement ?

Pluralisme, nous en revenons toujours là. Seulement cette pluralité des centres d'initiative et de décision, cette complexité des relations, cette concurrence au sens large du mot, où nous avons tenté de montrer l'avantage majeur du capitalisme, n'est-ce point précisément ce qui fait sa faiblesse, du point de vue proprement économique ? Ne s'ensuit-il pas un immense gaspillage, moins que jamais tolérable en période de reconstruction ?

Ceci nous conduit à de nouveaux arguments des partisans des réformes de structure.

III. — LE PROBLÈME ÉCONOMIQUE

On invoque la politique malthusienne des trusts, le café immergé au Brésil ; les formidables dépenses que représente la publicité de concurrence (tout ce papier, toute cette

électricité perdus pour vous inciter à acheter une Citroën au lieu d'une Renault, ou inversement!); l'exploitation du consommateur par les monopoles privés; enfin les crises cycliques avec le chômage qu'elles entraînent, le manque à produire qui s'ensuit. Ce gaspillage immense est lié au régime capitaliste. Il mesure le gain que l'on est en droit d'espérer des réformes de structure.

Les gaspillages capitalistes ne sont point niables. Mais il est bien difficile de les évaluer statistiquement avec quelque précision. On les exagère sans nul doute, lorsqu'on les prétend mesurer à l'excédent de la capacité de production des outillages existants sur la production effective. L'industrie américaine, nous disait-on, ne fonctionne qu'à 30 % : le manque à produire dont le capitalisme est responsable représente donc 70 % de la capacité de production, soit 233,3 % de la production effective. Seulement les outillages ne sauraient produire qu'en consommant des matières premières, de la main-d'œuvre, des capitaux circulants. Il y avait au plus fort de la crise beaucoup de chômeurs aux Etats-Unis : pas assez pour que leur reclassement dans l'industrie pût permettre à tous les outillages existants de fonctionner à plein.

D'une façon générale, le sophisme des doctrines de l'abondance — souvent dénoncé par les économistes — se peut schématiser de la façon suivante. Supposons qu'une branche d'industrie, la chaussure par exemple, vienne

vous dire: avec 10 % seulement de dépenses supplémentaires, je pourrais doubler ma production. Supposons d'autre part que toutes les autres industries affirment la même chose (en admettant pour simplifier que les proportions soient partout les mêmes). J'en puis conclure, — dit le doctrinaire de l'abondance, — qu'avec 10 % de dépenses supplémentaires l'ensemble de la production nationale pourrait être doublé. L'opération serait incontestablement favorable à la majorité de la population. Seuls les intérêts particuliers des capitalistes, — qui craignent de ne pouvoir vendre des quantités accrues à moins que d'abaisser leurs prix, — y viennent mettre obstacle.

Mais cette conclusion repose sur une addition qui n'est pas légitime. Ce qui est vrai pour chaque entreprise considérée isolément ne saurait l'être pour l'ensemble des entreprises. Si l'industrie de la chaussure décide de doubler sa production en dépensant 10 % de facteurs en plus, il faudra bien qu'elle prenne quelque part ces facteurs supplémentaires. Ils seront prélevés sur les autres entreprises, — du moins à partir du moment où se trouvera épuisée la réserve de facteurs en chômage, s'il y en a une. L'extension d'une entreprise ne peut se faire qu'aux dépens d'autres entreprises. Toutes les entreprises ne peuvent pas s'étendre en même temps.

L'ingénieur — cela se conçoit — est facilement enclin à cette sorte d'abusives généralisations à partir de l'expérience limitée qu'il

a de son usine et de sa branche d'industrie. Les sophismes de l'abondance trouvent en lui un terrain de choix. Mais l'économiste, dont le plan intellectuel propre domine par définition l'ensemble du champ de la production, ne serait pas excusable s'il tombait dans les illusions technocratiques. Il sait que l'on ne saute pas à pieds joints de l'entreprise à la nation, ni d'une donnée d'ordre technique à une conclusion d'ordre économique.

Il apparaît donc fort malaisé d'apprécier le volume du gaspillage en économie capitaliste. Il l'est plus encore de supputer ce que serait le volume du gaspillage en économie autoritaire. On y gaspillerait aussi bien sans aucun doute. On peut dire que, quel que soit le régime économique, il y a un coût spécifique du système, dans lequel il convient d'inclure à la fois les dépenses qu'entraîne son fonctionnement, et d'autre part le manque à produire qui résulte des imperfections de son jeu. Une économie socialisée serait nécessairement plus bureaucratique. Elle consommerait plus de papier, plus de dactylographes et de machines à écrire. Elle impliquerait un développement de l'appareil de contrôle, de l'appareil de répression policière, de l'appareil de propagande. Quelle que soit la formule adoptée et même si l'on s'en tenait aux types les plus souples de nationalisations, elle impliquerait une augmentation considérable du nombre des fonctionnaires, et surtout des hauts fonctionnaires. Le rendement actuel

du travail — surtout du travail de direction et de gestion — pourrait-il être maintenu? Toutes les formules de nationalisations — même celles qui s'en défendent — tendent plus ou moins à remplacer à la tête des affaires des pionniers par des ronds-de-cuir. Alors même que les directeurs des entreprises nationalisées ne seraient pas des fonctionnaires, ils risqueraient d'en acquérir la mentalité. « Les fonctionnaires — me disait récemment un industriel — sont des gens tristes. » La tristesse n'est pas efficiente. Mais comment évaluer avec précision le coût de tels inconvénients?

Peut-on nourrir l'espoir que l'économie dirigée sache éviter les erreurs de prévision, les déséquilibres dans la structure interne de la production? L'exemple de toutes les intendances militaires, l'exemple soviétique ne semblent ici ni l'un ni l'autre bien encourageants ⁽¹⁾. Éviterait-on les dépressions cycliques? Sans doute une organisation plus centralisée disposerait-elle, pour les prévoir et les prévenir, de documents statistiques plus étendus, de pouvoirs plus efficaces. Mais aussi bien la machine serait-elle plus lourde, la sanction des erreurs commises moins immédiate et moins sensible, et peut-être la non-

(1) Le nombre des pièces produites, mais inutilisables parce que d'autres pièces complémentaires font défaut, semble considérable en Russie. Voir sur ce point la thèse très documentée — et dans l'ensemble très favorable à la planification — de M. Charles BETTELHEIM, *La Planification Soviétique*. Paris, Rivière, 1939, nouvelle édition 1945. Sans doute la technique de la planification est-elle appelée à faire de constants progrès. Selon quels rythmes, et jusqu'où?

chalance plus grande. Avec l'économiste italien Ugo Papi, un grand nombre d'auteurs inclinent à penser que les crises périodiques survivraient au capitalisme. Elles n'auraient pas tout à fait les mêmes symptômes. Au lieu d'immerger les marchandises, on les vendrait à perte, ou encore on les stockerait, et sans doute les laisserait-on souvent s'avarier. Il n'y a pas de destructions systématiques dans un magasin militaire. Mais qui soutiendrait que rien ne s'y gâche? Il ne faut pas exagérer au demeurant les quantités de marchandises anéanties pendant les dépressions en régime capitaliste. La grande perte qu'entraînent les crises, c'est le manque à produire. Or un régime autoritaire serait obligé, très probablement, de réduire périodiquement certaines importantes productions. Peut-être ne renverrait-on pas les ouvriers. Mais comment les reclasser judicieusement sans oublis ni pertes de temps? Il n'y a pas de chômage dans une caserne, mais tous les recoins y cachent des gens qui ne font rien ⁽¹⁾.

Sujette aux crises au même titre que le capitalisme, une économie totalement ou partiellement socialisée les supporterait peut-être à certains égards moins aisément. Presque toutes les formules de réformes de structure prévoient la transformation en obligations des actions de toutes les entreprises

(1) Cette comparaison est empruntée à M. William RAPPART, professeur à l'Université de Genève, de qui nous l'avons entendue en 1939 lors d'une discussion tenue à Paris au Congrès des Economistes de Langue Française sur l'Economie nationale-socialiste.

nationalisées. Il en résulterait une grande rigidité des charges de capital, qui ne faciliterait pas la liquidation des crises. Une sage politique visant à atténuer les fluctuations de la conjoncture tendrait peut-être en sens inverse à accentuer la mobilité des dividendes, afin de stabiliser relativement la portion complémentaire des bénéfices qui est comptabilisée au poste « réserves » et affectée aux investissements (par autofinancement, ou par acquisition de participations à d'autres sociétés).

Théorie que tout cela ! objectera-t-on. Nous n'en sommes plus, comme au temps où le professeur Aftalion écrivait ses *Fondements du Socialisme*, à jongler avec des hypothèses lorsque nous traitons des systèmes non capitalistes. Depuis lors, la Russie a fait une expérience. Elle s'est industrialisée en vingt ans. Et l'Allemagne, grâce à l'économie autoritaire, a réussi à doubler sa production de 1932 à 1939, et à constituer en moins de dix ans un armement tel qu'il lui a permis de tenir tête seule au monde entier, pendant des années. Nier la fécondité de leurs méthodes, c'est aller contre l'évidence même des faits.

Apparemment, sans doute. On pourrait soutenir cependant que le succès soviétique a peut-être été obtenu malgré la socialisation des entreprises et non point à cause d'elle. Il ne semble pas du tout que les exploitations soviétiques fonctionnent dans des conditions d'économicité plus satisfaisantes que la plu-

part des entreprises capitalistes. Au contraire : il s'y gaspille probablement davantage. Le succès soviétique, c'est surtout le résultat d'un formidable rythme de capitalisation. Comme jadis les bourgeois de la Monarchie de Juillet, les autorités soviétiques ont pendant des années réduit les masses à la portion congrue, afin de réserver le plus possible de facteurs disponibles pour la construction d'un gigantesque outillage. Et sans doute le Plan ne serait-il jamais parvenu à imposer un pareil sacrifice de la consommation présente à l'équipement industriel, n'eût été la suppression de la démocratie politique. La leçon de l'expérience soviétique, ce ne serait donc pas l'efficiencia de la socialisation de la production, mais celle de l'épargne forcée, laquelle — pour atteindre une certaine ampleur — implique la dictature ⁽¹⁾.

Quant à l'économie nationale-socialiste, elle fut essentiellement une économie de réarmement. Il s'agissait surtout de fabriquer à doses massives un nombre en somme réduit d'engins de combat, sur la commande d'une autorité militaire unique, seule maîtresse de ses décisions. L'économie dirigée convient à merveille pour remplir un tel programme, qui pose des problèmes d'ordre plutôt technique qu'économique à proprement parler.

(1) Il suffit pour s'en convaincre d'observer les violentes récriminations de l'opinion publique française devant le projet gouvernemental d'institution d'un pécule obligatoire. Projet cependant modéré, et qui répond si évidemment aux impérieuses exigences des temps que traverse notre pays.

Le même système conserverait-il les mêmes vertus lorsqu'il s'agirait d'édifier une économie de paix, et de répondre aux goûts infiniment divers — et mobiles — d'une multitude de consommateurs?

Quelque valeur que l'on veuille bien reconnaître à ces réserves, je ne me dissimule nullement qu'elles n'épuisent en rien l'objection. Elles reposent sur une analyse assurément fort rapide et partielle des résultats obtenus. Mais l'aventure soviétique et l'aventure allemande ont sans doute une bien autre portée que celle de leurs premières réalisations. Ne seraient-elles point les signes révélateurs d'une poussée historique générale incoercible, de ce qui sera pour l'Histoire « la Révolution de XX^e siècle? ».

IV. — IMPÉRATIF HISTORIQUE?

Alors, l'apologiste des réformes de structure quitte le plan des discussions théoriques. Il se réclame du matérialisme historique. Marx n'a-t-il point prédit la révolution nécessaire? Et l'histoire économique des quinze dernières années n'illustre-t-elle pas cette prophétie en un langage singulièrement éloquent?

A la fin de la précédente guerre, le capitalisme est encore à peu près incontesté. La crise de 1930 se passe sans que nul ait sérieusement songé à mettre en question le régime. Cependant, la Russie, l'Italie, l'Allemagne

instaurent successivement des systèmes économiques autoritaires. Le Portugal, l'Autriche, l'Espagne adoptent un corporatisme qui se réclame plus ou moins d'une idéologie centrifuge, mais qui tourne en fait au corporatisme d'Etat. Et la crise de 1929 provoque dans les pays même qui se proclament encore libéraux de principe, des mesures de plus en plus hardies d'économie dirigée. Les étiquettes varient, les modalités sont diverses. Mais à travers toutes les oppositions verbales, c'est toujours le même mouvement à sens unique qui se poursuit. Les structures partout se transforment dans la même direction. A-t-on jamais fait où que ce soit un seul pas en arrière, depuis vingt ans? Même l'Angleterre traditionnellement libérale est emportée par le courant. Depuis 1931 déjà. Et de quelle vive cadence depuis le début des hostilités! Faudrait-il commander à l'histoire un impossible demi-tour? Le destin ne sourit qu'à ceux qui croient en lui, et qui marchent à ses devants.

— Seriez-vous donc si assurés de connaître l'itinéraire du destin? Tout ce dont l'histoire récente paraît apporter la preuve, c'est que la vieille conception libérale, selon laquelle le progrès emporte une diminution progressive et indéfinie du personnage de l'Etat et de son rôle, se trouve aujourd'hui condamnée. Mais cela suffit-il à justifier l'affirmation inverse, comme quoi nous marcherions fatalement vers une absorption totale par l'Etat

de l'activité économique? Vous invoquez les mesures adoptées par les pays capitalistes pour conjurer la crise de 1929, et vous y voyez le signe d'une marche partiellement inconsciente, mais fatale, dans la voie de la socialisation? Mais la plupart de ces mesures (et toute la politique monétaire en particulier, qui en constitue l'axe) relèvent de l'interventionnisme, de l'interventionnisme « de fonctionnement ». Elles ne bouleversent pas les structures, elles n'ont rien de révolutionnaire. Elles aménagent le cours du capitalisme; elles ne renversent pas le courant. Plus récemment pourtant, la guerre, — et avant cela la préparation immédiate de la guerre, — ont incontestablement rapproché les structures économiques des pays anglo-saxons des formules de planification. Est-ce là une transformation durable, appelée à se poursuivre après la fin des hostilités? Rien n'est moins certain. Les pays anglo-saxons vivent actuellement sous le régime de la mobilisation militaire. La guerre — qui pour tous a les mêmes exigences — a rapproché leurs structures de celles que depuis dix ans le national-socialisme avait adoptées pour la préparer. Il n'y a rien là qui doive abuser quiconque a lu l'admirable *Espoir* d'André Malraux. Mais qui ne sourit aujourd'hui de la trop célèbre formule : « La mobilisation n'est pas la guerre » ? Et vous prétendez que la paix ne sera pas la démobilisation ? Vous dites que l'économie libérale est celle du

passé, l'économie dirigée celle de l'avenir? Peut-être s'opposent-elles simplement l'une à l'autre comme l'économie de paix à l'économie de guerre. Rien ne semble prouver absolument que le capitalisme, qui a fait la révolution industrielle, l'essor économique du XIX^e siècle, le relèvement rapide de l'économie mondiale après 1914 et jusqu'en 1929, ne soit point appelé à présider de nouveau à la reconstruction du monde de demain.

Les historiens de profession ne prennent ordinairement pas très au sérieux ce que l'on appelle la philosophie de l'histoire. Ils tiennent l'histoire à vol d'oiseau pour un exercice assez vain, et non moins périlleux. Le destin fait partie de l'arsenal des prophètes, non du leur. L'histoire n'est pas la science de l'avenir. Tous les milieux cultivés du siècle dernier, au temps de Saint-Simon et d'Auguste Comte, n'annonçaient-ils pas avec assurance l'imminente disparition des croyances chrétiennes? L'histoire condamne sans doute le conservatisme figé, mais elle enseigne aussi que les institutions ont la vie dure et connaissent parfois des rajeunissements imprévus. Elle enseigne la fragilité des constructions *a priori*, le respect du mystère de l'avenir.

Et puis, épouser la marche du destin, ce n'est pas seulement accepter la direction qu'il indique, c'est aussi bien respecter son rythme. Pourquoi presser artificiellement l'allure de ses pas? Les meilleurs accoucheurs condam-

nent le recours inconsidéré à l'hypophyse ou à la césarienne. Pourquoi, sous prétexte que le destin voudrait que le monde un jour devint socialiste, proclamer indispensable la nationalisation des banques en 1945? Pourquoi cette précipitation qui semble trahir une inquiétude? Marx n'avait pas votre hâte. Il avait prédit la disparition du capitalisme, mais il a passé sa vie à répéter que son heure n'était pas encore venue, à ralentir les impatiences de ceux qui croyaient que c'était arrivé. Il a blâmé la Commune de Paris, qu'il estimait prématurée. Dans le marxisme comme dans le christianisme, l'eschatologisme, passée surtout la première génération, devient une hérésie.

V. — CONTRE D'IMMÉDIATES RÉFORMES.

Au demeurant, je n'en sais rien. Peut-être l'avenir appartient-il aux structures socialistes. Mais de leur nécessité immanente vous ne sauriez valablement conclure à leur imminente opportunité.

Les réformes de structure ne pourraient donc pas attendre la fin de la guerre, ni même le résultat des élections? Il faudrait agir immédiatement? J'entends bien que l'on veut ainsi profiter du choc psychologique déclenché par la libération du territoire. On craint, dans un pays que l'on sait en majorité poli-

tiquement modéré ⁽¹⁾, — qu'il ne soit plus possible, une fois retombé cet enthousiasme patriotique que soulevèrent les premières bouffées d'air libre, — de faire accepter à l'opinion quoi que ce soit de hardi. Tant que les Français sont encore sur le plan du sublime, on peut réussir de grandes choses. Mais ils ne sauraient s'y maintenir bien longtemps. Il faut battre le fer pendant qu'il est chaud. De là, cette impatience que nous voyons aux partisans des réformes. Je voudrais dire ici quelques raisons qui me la font déplorer.

Ce n'est pas que la rapidité n'ait ici des vertus propres. Quoi que l'on pense des réformes de structure, on doit reconnaître la fâcheuse influence qu'exerce sur le fonctionnement de l'économie capitaliste toute menace latente de socialisation. Les campagnes en faveur des réformes de structure, tant qu'elles ne sont pas suivies d'effet, paralysent l'activité économique. Les gens qui se sentent visés se recroquevillent. Depuis quelques mois, la Bourse des valeurs est malade en France. Beaucoup d'industries manquent d'ardeur à repartir. La perspective des nationalisations n'y est assurément pas étrangère. De même le plan socialiste de blocage des billets a ralenti la collecte des denrées alimentaires. Que si l'on doit tenter les nationalisations, mieux vaut assurément en parler le moins long-

(1) Quelles que soient les étiquettes. Beaucoup de radicaux, de socialistes, de communistes, sont des hommes modérés. En revanche il y a des révolutionnaires à droite comme à gauche.

temps possible avant de passer à l'acte. Mais mieux vaudrait encore n'en plus parler du tout, à moins que l'on ne soit assuré de les pouvoir réaliser rapidement, sans graves inconvénients.

1° Or, on ne saurait improviser une organisation de cette taille, et de cette complexité qu'impliqueraient les réformes de structure. Les diverses publications que nous pouvons lire laissent à penser que bien souvent leurs partisans ne savent pas très précisément ce qu'ils entendent faire. Avant affirmé qu'ils voulaient des réformes, ils s'essayaient consciencieusement à préciser lesquelles. Ils en sont encore aux grandes lignes, quand ce n'est plus à l'exposé des motifs. Il faudra prendre en considération la situation particulière de chaque branche à nationaliser, former le personnel propre à remplir les nouvelles fonctions que l'on crée, régler minutieusement les étapes de transition. Ce n'est pas en sautant à pieds joints par-dessus les difficultés qu'on les résout. Le planisme intégral (qui impliquerait vraisemblablement un repli continental de l'économie française, l'instauration de la dictature politique, et l'acceptation de quelques années de misère pour la mise en route) serait peut-être techniquement (sinon politiquement) plus facile à instaurer que ces combinaisons nuancées que l'on nous annonce. Or, les fausses manœuvres, les mesures déclenchées avant que d'avoir été mises au point, constitueraient un luxe fort onéreux.

2° Toute réforme, même si elle se doit révéler fructueuse à la longue, commence par coûter plus qu'elle ne rapporte. Changer les structures, c'est une opération en somme comparable à celle qui consiste, dans une usine, à remplacer un outillage désuet par un autre plus moderne. Il se peut que l'opération soit rentable. Mais il faut d'abord liquider l'ancien équipement, ordinairement à perte; modifier la composition de la main-d'œuvre; payer des indemnités de licenciement; effectuer des travaux de démolition; construire de nouvelles installations. Momentanément, cela se traduit par une dépense. Le coût immédiat des réformes de structure risque de se révéler considérable. La période de transition (avant et après la mise en application du système) sera certainement une période de désordre, de moindre rendement. Il faudra changer beaucoup de pancartes et d'en-têtes de papier à lettre, renforcer le service des renseignements téléphoniques en attendant la révision des annuaires, roder des rouages administratifs nouveaux, etc... En admettant que les réformes de structure soient un investissement rentable, le moment est-il bien choisi pour en faire peser la charge sur notre pain quotidien, déjà si fort rationné? Et n'est-il point de possibilités d'investissements plus efficaces que ceux-là?

3° Nous ne pouvons renaître rapidement que dans le cadre d'une économie internationale. Il nous faut importer des quantités con-

sidérables de produits de consommation, d'outillages, de capitaux monétaires. Il nous faut reconquérir des marchés extérieurs. La Russie, sans doute, a pu avant la guerre se constituer un gigantesque équipement industriel en économie plus ou moins fermée. Il n'en saurait être question pour une nation comme la France, dont les dimensions statistiques sont beaucoup moindres, et où l'on ne saurait, pour des raisons morales et psychologiques, laisser tomber trop bas — même provisoirement — le niveau de vie de la population. Il ne faut donc rien faire qui risque de nuire à cette nécessaire osmose internationale, qui doit réintégrer petit à petit l'économie de la France à celle du monde entier. Il importe en particulier de ne nous point séparer économiquement des pays anglo-saxons, qui ne sont pas seulement les plus proches de nous par la culture et le genre de vie, mais aussi bien les plus capables de nous fournir ce qui nous fait défaut. Or, le dirigisme est une doctrine continentale; tandis que la mer, elle, est libérale. Les nationalisations signifieraient sans doute un grand pas dans le sens du nationalisme ou du continentalisme économique ⁽¹⁾. S'il en devait être ainsi, cela ne serait pas moins ruineux du point de vue économique que fâcheux du point de vue politique.

(1) La seule nationalisation des assurances poserait des problèmes que l'on tient pour difficilement solubles, du fait du réseau international extrêmement complexe qu'implique la pratique généralisée de la réassurance.

J'entends que l'on invoque les modifications survenues depuis la guerre dans le système économique des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Les réformes proposées en France ne feraient peut-être qu'aligner nos structures sur ce que sont devenues celles des pays anglo-saxons? Mais on prétend chez nous faire des réformes profondes et définitives. Or, il n'est pas aisé de dire jusqu'où nos alliés d'outre-mer ont engagé l'avenir. Ils ont pris les mesures qui se sont révélées indispensables pour mener à bien leur effort de guerre. Il ne paraît pas établi que le même processus soit appelé à se poursuivre dans la paix, et que même les contraintes établies doivent être maintenues. Ne pourrions-nous attendre de le savoir? Si demain l'économie doit être dirigée, il faut qu'elle le soit dans un cadre plus vaste que la nation. N'allons rien faire d'avance qui risque de diminuer la capacité d'insertion de l'économie de la France dans celle du monde d'outre-mer, quelque forme — libérale ou autoritaire — que celle-ci soit appelée à revêtir.

VI. — EN MANIÈRE DE CONCLUSION.

Le mal de la France, — a dit en substance Ernest Renan vers 1871, — c'est de vouloir résoudre philosophiquement ce qui ne peut être résolu qu'historiquement. Or, les structures, ce sont des concepts; ce sont des définitions, c'est de la métaphysique. Quand nous

parlons des cadres de l'économie, il s'agit surtout de cadres de notre esprit. Les partisans des réformes de structure sont des gens qui s'essaient à transformer les choses en changeant des catégories intellectuelles.

Les abstractions sont un vice allemand. Leur dessiner des frontières au crayon fin, c'est un raffinement français. Il ne faut pas surestimer les oppositions entre les divers systèmes économiques en présence. Les mêmes catégories, les mêmes fonctions s'y retrouvent sous des étiquettes différentes. Ni les cycles, ni la « plus-value », ni même l'intérêt du capital ne sont propres au régime capitaliste. Comme le soutenait dès 1937 M. Lescure, « il n'y a qu'une économie rationnelle ». Il apparaît que tous ceux qui s'efforcent à construire des systèmes nouveaux dans un esprit réaliste finissent toujours par rétablir plus ou moins ce qu'ils voulaient démolir. Au fur et à mesure que progresse la doctrine planiste, elle réintègre les inégalités de la répartition, la monnaie, certains marchés; elle invente de nouveau un certain nombre de mécanismes et d'institutions que l'on croyait à tort spécifiquement capitalistes. Et de son côté le capitalisme, sous la pression des faits, se rapproche des économies autoritaires. Le dilemme des structures est en grande partie un faux dilemme. Les structures sont un peu des épiphénomènes. C'est au réel qu'une vraie politique doit s'attaquer. Et je veux bien après tout que le système économique change, mais

à condition qu'on ne le change pas systématiquement! Il y a des cerveaux qui assimilent, d'autres qui sécrètent. Les premiers seuls sont politiques. Le vrai politique interroge les faits, il observe ce que réclame l'organisme économique au lieu de lui prétendre imposer des cadres préconçus. Si la situation particulière de telle ou telle industrie rend souhaitable sa nationalisation, si les techniciens de la partie estiment que l'on a tout à y gagner, si nul contre-coup fâcheux ne paraît à craindre, que l'on nationalise! Si la conjoncture réclame l'intervention de l'Etat, qu'il intervienne! Mais en respectant le principe de l'économie des moyens et de l'économie de changement. L'Etat, par son contrôle sur la banque d'émission, par l'impôt, par les droits de douane, par la monnaie, dispose d'ores et déjà de multiples moyens d'action sur la vie économique. Qu'il use d'abord des armes qu'il possède, avant d'en créer de nouvelles! Qu'il préfère toujours l'intervention souple à l'intervention brutale, les moyens indirects aux moyens directs, les pressions efficaces et discrètes aux manifestations ostentatoires. Qu'il se garde de l'*a priori*, mais reste à l'écoute du réel et dialogue sans cesse avec l'histoire. J'ignore quelles structures en sortiront à la longue. Il y aura toujours des professeurs pour les affubler d'un nom en isme — ou en *ismus*.

La classe ouvrière est-elle sérieusement intéressée à de telles questions? Rappelons-

nous un passé tout récent encore. Le Front Populaire — on le méconnaît trop souvent, et non point seulement parmi ceux qui furent jadis ses adversaires — fut un grand moment de notre histoire. Les élections de 1936 ont marqué un ultime sursaut de révolte contre l'imminence de la guerre criminelle et le fascisme menaçant. Elles ont manifesté à la face du monde qu'aux yeux du peuple français le progrès technique est fait pour le bonheur des hommes, et non pour l'organisation scientifique de leur massacre. Le Front Populaire a réintégré psychologiquement dans la nation française la classe ouvrière qui s'en tenait plus ou moins pour exclue depuis les journées de juin 1848. Il a pris toute une série de mesures qui ont substantiellement dignifié la vie ouvrière. Il a, par l'institution des délégués d'usine, transformé l'atmosphère du travail. Grâce surtout à la dévaluation du franc qu'une orthodoxie monétaire entêtée avait si longtemps différée, il a provoqué une appréciable reprise de notre commerce et de notre production. Le Front Populaire, après la malheureuse politique pro-mussolinienne et anti-britannique de Laval — partiellement responsable de la remilitarisation de la Rhénanie — a remis la politique extérieure de la France au service de la démocratie et de la sécurité collective, et lui a rendu ses alliances naturelles. Cela fait assez de grandes choses accomplies en un an. Sans esprit de système. Ces réformes sont sorties spontanément du

mouvement syndical, d'une attention intelligente aux événements et à la volonté du peuple de France. Mais le Front Populaire — c'était inscrit à son programme — a voulu faire aussi quelques réformes de structure. Il a unifié les chemins de fer, il a modifié le statut de la Banque de France, il a nationalisé les usines d'aviation. Quelle que soit l'opinion que l'on professe sur ces mesures, peut-on soutenir que là réside, parmi l'œuvre du Front Populaire, ce qui importe vraiment, ce qui répondait à la volonté profonde des masses ? Est-ce cela qui a changé quelque chose à leur vie ?

La dureté des temps rend les foules crédules, avides de panacées. On leur présente des plans qui séduisent les humbles, parce que les humbles le sont assez pour vénérer ce qu'ils ne comprennent pas ; et qui flattent les primaires, parce que les primaires le sont trop pour ne pas imaginer qu'ils comprennent lorsqu'ils ont assimilé un vocabulaire. Et l'on mobilise les enthousiasmes, les plus pures générosités. Et l'on cristallise, autour de la revendication des réformes de structure, les obscures mais authentiques aspirations du peuple de France vers la justice et la liberté. A ce programme abstrait, si peu fait pour qu'elles le comprennent, on persuade les masses d'accrocher l'idéal qui vit en leur cœur. On est parvenu à ce résultat que la classe ouvrière attend des réformes de structure toute une gamme de bienfaits dont elles

sont manifestement incapables. Désormais, que les réformes se fassent ou qu'elles ne se fassent pas, on a préparé le lit d'une immense déception populaire.

Le plus probable est que, pour des raisons politiques, on finira par faire semblant de les faire... Mais dans la mesure — que je crois grande — où c'est artificiellement que l'on a passionné l'opinion sur la question des « réformes de structure » — à tel point que cela fait songer à ce que les psychanalystes appellent le fétichisme érotique — la responsabilité de cette mystification et de la démoralisation qui s'ensuivra incombera tout entière à ceux-là qui ont imprudemment lié l'idée et le terme de « réformes de structure » aux aspirations profondes des masses. Sans se préoccuper de savoir ce que signifiaient ces réformes; ce que l'on en pouvait raisonnablement attendre; si elles étaient réalisables, et à quel prix.

*
**

Alors, dira-t-on, vous voulez ne rien faire, ne rien changer? Renoncer à ce grand espoir d'une révolution économique dont la France devait présenter au monde le flambeau? Faudra-t-il donc que tant de sang n'ait été versé que pour écarter un cauchemar, et non pour réaliser un rêve de progrès?

A Dieu ne plaise! A de grands moments de l'histoire doivent correspondre de grandes

réalisations. Mais c'est intensifier la vie du pays qu'il faudrait faire, et non point tailler lourdement dans les cadres ! Il ne manque pas de nobles entreprises pour canaliser ce trop-plein d'enthousiasme et de dévouement que laisse disponible la tâche victorieusement achevée de la Résistance. Il faut pénétrer la France d'un solide esprit civique républicain, restaurer chez nous le type de l'homme libre et les institutions démocratiques. Il faut élever le niveau de notre presse, en particulier de notre presse de province. Il faut restaurer la compétence et la valeur professionnelle à tous les échelons, opérer un violent redressement de toutes les branches et de toutes les formes de notre enseignement. Voir grand dans la reconstruction, faire de beaux hôpitaux, étendre les universités, construire des autostrades, des villes propres et harmonieuses. Il faut que se lève de nouveau un syndicalisme ouvrier international, et qui poursuive hardiment sa tâche d'éducation des travailleurs et de revendication sociale. Il faut rompre en visière avec l'idéologie de la France seule, avec nos mœurs casanières ; voyager, rayonner, ouvrir nos yeux, nos oreilles, nos cœurs. Forger ce nouvel esprit international sans lequel tous les plans de paix ne sauraient que rester lettre morte. En pénétrer la France et le monde... Voilà parmi d'autres quelques tâches, — aussi grandes, aussi hardies qu'ont les peut souhaiter, — et qui s'offrent aux Français de 1945.

Quant aux réformes de structure, si elles doivent se faire, elles se feront. Mais que l'on n'aille point détraquer la vie économique pour satisfaire à des raisonnements et à des supputations *a priori*. Et que l'on se garde de choisir précisément, pour en faire le plat de résistance des débats sur la place publique, une question somme toute beaucoup plus technique que politique, et qui laisse perplexes ceux-là même qui l'étudient en techniciens. Les réformes de structure auraient d'autant moins de chances de réussir que l'opinion publique s'en emparerait davantage. Et qu'elle y mêlerait plus de passion.

16 avril 1945.

XI

LA SITUATION DE L'ECONOMIE FRANÇAISE

ET LA VIE DES TRAVAILLEURS

*Leçon professée à la Semaine Sociale de Toulouse
au collège de CAOUSOU à Toulouse,
le 30 juillet 1945*

Les organisateurs des Semaines Sociales ont désiré que celle de 1945 s'ouvre sur deux leçons d'objet non point doctrinal, mais proprement économique. Il y a là, à mon sens, une heureuse innovation. Depuis, en effet, que Péguy eut un jour le malheur de s'écrier que la question sociale était une question morale, combien de doctrinaires se sont emparés de ce mot pour éluder la rebutante étude de ses considérants économiques ! Et, certes, proclamer la valeur permanente de certains principes de morale sociale, les rappeler dans un monde chrétien qui inclinait à les méconnaître, ce fut la tâche utile du catholicisme social naissant. Mais aussi bien toute doctrine se stérilise, qui ne se maintient en permanent contact avec le réel en ce qu'il a de mobile, avec les techniques en ce qu'elles ont de spécifique. Il n'est pas, en matière sociale, de jugement valable, même d'ordre moral ; il n'est pas de prise de position pratique sérieuse, même d'ordre général, qui ne prennent racine sur une connaissance approfondie des lois comme aussi bien des faits économiques.

Il semble que plus longtemps que les penseurs profanes, les catholiques aient répugné à s'en rendre compte. N'y aurait-il pas quelque incompatibilité d'humeur entre l'esprit catholique et la science économique ? De fait,

si nous passons en revue tous les hommes de génie, tous les pionniers que compte l'histoire déjà deux fois séculaire de l'économie politique, nous voyons qu'aucun d'eux n'a été catholique, ni même positivement chrétien. Ni Quesnay, ni Turgot, ni Adam Smith, ni Ricardo, ni Marx, ni Léon Walras, ni Karl Menger, ni Keynes, — et j'en oublie. A tous ceux-là, lors même qu'ils ne professaient pas l'athéisme, un vague déisme suffisait. En face de cela, ceux des catholiques qui se sont attelés à l'étude des questions sociales ont rarement beaucoup approfondi leurs soubassements économiques. L'ouvrage parmi nous célèbre de Villeneuve-Bargemont ⁽¹⁾ — ce livre précurseur et combien fécond à tant d'égards! — n'emprunte pourtant à l'économie politique que son titre; et la doctrine de Le Play, à la « science sociale » que son nom. Ces pionniers que furent La Tour du Pin, Albert de Mun même n'étaient rien moins qu'économistes. Il semble que les catholiques aient longtemps éprouvé une sorte de répugnance tenace à faire de l'économie politique, à considérer sous l'angle de la détermination des phénomènes qui sont aussi des actes humains, à faire abstraction de tout finalisme dans l'interprétation des faits sociaux. Et cependant c'est partout — dans tous les domaines du savoir comme aussi bien sur toutes les terres du globe — que nous devons planter la Croix

(1) DE VILLENEUVE-BARGEMONT : *Economie politique chrétienne*, 3 vol., 1834.

de Lumière! Et si nous croyons vraiment que le catholicisme est la Vérité, nous n'avons pas le droit de renoncer à lui intégrer toute vérité. Et si nous considérons à juste titre qu'il ne nous est point permis, comme catholiques, de nous désintéresser du sort temporel des sociétés, nous savons bien aussi que nous ne ferons rien de sérieux en matière d'action sociale, si nous ne commençons par poser les problèmes sociaux en fonction des lois économiques fondamentales, en fonction aussi des circonstances économiques contingentes de chaque temps et chaque lieu.

De plus en plus, les catholiques inquiets des problèmes sociaux en deviennent conscients. Un de mes maîtres incroyants me faisait récemment remarquer que tandis qu'avant la guerre de 1914 — et même plus récemment encore — les Universités catholiques n'envoyaient aux Congrès des Economistes de Langue Française ⁽¹⁾ que des moralistes fort ignorants des questions économiques, il n'en allait plus de même depuis quelque temps. Et sans doute mon maître songeait-il aussi bien — en me tenant ce propos — à ce beau livre qui vient de paraître, signé d'Henri Guitton, sur « *Le catholicisme social* ». Livre contestable sur bien des points à mon avis ; mais combien admirable : combien vivant, combien personnel, combien fidèle! Qu'il est rare et précieux de sentir tant de maîtrise

(1) Qui se tenaient, avant la présente guerre, à Paris, les lundi et mardi gras de chaque année.

alliée à tant d'exquise modestie, et cette inspiration spirituelle profonde avec cette solide et large culture économique! — En Belgique, en Italie, dans d'autres pays, les catholiques sociaux ont poussé plus loin que chez nous l'étude des sciences économiques et financières. Et ce n'est point seulement parmi les intellectuels qu'une telle aspiration se manifeste. Dans les milieux de travailleurs catholiques, en particulier dans nos Ecoles Normales Ouvrières, de plus en plus les militants syndicalistes ne se proposent plus seulement d'acquérir la culture générale indispensable à l'épanouissement de leur action; ils désirent encore s'initier aux questions économiques. Peut-être que se lève en ce moment une nouvelle génération de catholiques sociaux, qui croient à l'économie politique, et qui en savent... un peu. N'en doutons pas : une solide connaissance de la théorie économique, de la théorie monétaire, de la théorie de la répartition, de la théorie des cycles d'affaires nous est indispensable, si nous voulons traiter des questions sociales autrement que pour en bavarder.

*
**

Mais tandis que me voici reprochant au catholicisme social de s'être trop longtemps attardé aux préambules, ne suis-je point en train de l'imiter en cela? Pour éviter que la poutre qui est dans mon œil ne devienne un tronc géant, il est temps que j'aborde ce qui fait précisément mon sujet.

Les organisateurs de la Semaine Sociale l'ont ainsi formulé: « *La situation économique de la France et la vie des travailleurs* ». Titre embarrassant, parce qu'il invite à tout dire, et ne dicte pas les choix qu'il me faudra bien m'imposer pour n'abuser pas trop de votre temps. Mais embarrassant aussi bien pour les limites qu'il m'assigne, puisqu'il invite à considérer séparément le problème économique français, en l'isolant de son contexte international. Alors qu'en des événements mondiaux réside l'explication, et qu'en des initiatives internationales se trouve sans doute la solution des questions que je dois remuer! Je vais donc me trouver constamment tenté d'empiéter sur le terrain de M. James, dont nous devons entendre demain matin une leçon sur « *Les conditions internationales et la libération des travailleurs* ». Je m'efforcerai certes de scrupuleusement respecter les pelouses d'autrui. Mais seul M. James — je tiens à vous en prévenir — pourra, en élargissant leur cadre, répondre aux questions que je ne saurais, ce soir, que poser.

Economiquement, la France sort de la guerre terriblement appauvrie. Sans doute ne faut-il rien exagérer. Les charges que nous avons supportées sont très inférieures à celles qui nous eussent incombé si nous avions pu maintenir un front en Europe continentale pendant toute la durée de la guerre. Et par exemple les cinq cent millions de francs que nous avons longtemps versés quotidienne-

ment aux autorités occupantes ne représentent encore que le tiers ou le quart de ce qu'il nous aurait fallu dépenser pour mener des opérations militaires sur notre sol. Nos outillages sont usés et désuets; mais une grande fraction d'entre eux reste après tout debout, et peut être utilisée tant bien que mal; — en particulier dans la région parisienne.

Toutefois ces quelques éléments d'optimisme relatif ne doivent point nous cacher la gravité de la situation. Notre pays, qui était traditionnellement créancier du monde, est devenu à la suite de deux guerres successives — si rapprochées que l'on a pu parler d'une seule guerre de trente ans, — un pays débiteur. A l'intérieur, l'Etat s'est lourdement endetté : la dette publique se monte maintenant à 1.150 milliards de francs, alors qu'elle n'atteignait pas 400 milliards avant cette guerre. Notre monnaie déjà profondément dépréciée n'est aujourd'hui soutenue que très artificiellement, par des accords internationaux de change et par le contrôle des prix à l'intérieur, à un niveau qu'elle ne saurait longtemps conserver. Et surtout ce qu'il faut mesurer, c'est notre appauvrissement en nature. Matières premières, énergie, outillage, main-d'œuvre, tout nous fait défaut. Et tandis que les Etats-Unis, dont le sol est intact, sortent de l'épreuve avec une production doublée, la nôtre, qui doit faire face à tant de reconstructions, apparaît très gravement anémiée. D'après les plus sérieuses estimations,

la production française est aujourd'hui le tiers de ce qu'elle était avant la guerre en 1938, et les deux tiers de ce qu'elle était il y a deux ans, en 1943. Il est évident que nous ne saurions faire surgir de notre sol tout ce qu'il faudra pour rétablir notre potentiel industriel et notre niveau de vie. Le concours des autres pays, celui des Etats-Unis en particulier, est indispensable à notre relèvement économique. Et voici que pour la première fois — non la dernière — je viens butter contre le domaine de M. James...

*
**

Je reviendrai sur mon propre terrain en essayant de montrer combien les travailleurs français, plus qu'aucune autre catégorie sociale, ont été atteints par la conjoncture de guerre. Ce sont eux qui les premiers et le plus cruellement — tant du fait de leur résidence dans de grandes villes mal approvisionnées que par suite de la baisse des salaires réels — ont souffert des restrictions alimentaires. Ce sont eux qu'ont frappés de préférence les bombardements, dont les quartiers industriels constituaient l'objectif principal. Ce sont eux, presque exclusivement, qui se sont trouvés astreints au travail forcé, en France et en Allemagne. Ainsi la classe ouvrière, — qui sans conteste a fourni à la Résistance sous toutes ses formes, active et passive, le plus généreux et le plus efficace concours, et qui lui a payé le plus lourd tri-

but — est en même temps la plus atteinte par tous les maux qu'ont engendrés la guerre et l'occupation. Il faut songer à cela pour comprendre les aspirations ouvrières, et pour sympathiser avec elles, — alors même qu'elles s'expriment avec quelque amertume, alors même qu'elles revêtent des couleurs violentes ou se traduisent en des revendications qui nous peuvent paraître économiquement fâcheuses. Et pourtant les maux actuels de la classe ouvrière ne sauraient toucher à leur fin. De même que les travailleurs ont été très particulièrement atteints par la guerre, certaines nécessités économiques rendent infiniment probable qu'ils seront encore particulièrement sacrifiés à la reconstruction.

*
**

Comment faire pour répondre aux aspirations ouvrières? Comment nous engager, pour une nouvelle étape, sur les voies du progrès social? Comment en réaliser les exigences, qui se ramènent essentiellement à deux : plus de loisirs, un niveau de vie plus élevé?

Le premier mouvement, — celui que suggère l'indignation, celui que dicte l'impatience, — consisterait à espérer le salut de réformes administratives immédiatement réalisables : renouvellement du personnel des administrations du ravitaillement, organisation plus efficace et plus équitable du rationnement, politique plus égalitaire de répartition des

revenus ou de distribution des denrées. Sans doute, de telles mesures peuvent parfois être utiles pour parer au plus pressé. Elles peuvent également s'imposer pour des raisons psychologiques. Mais il ne faut pas trop croire en leur efficacité pratique et durable. Pour autant qu'elles conduiraient à gonfler davantage encore des services administratifs déjà pléthoriques et qui détournent de l'œuvre productive une grande partie des forces vives de la nation; pour autant qu'elles enlèveraient encore un peu de ce qui lui reste de souplesse à notre organisme économique, elles risqueraient même de se révéler plus nuisibles que bienfaisantes, et de se traduire à brève échéance par un abaissement du niveau de vie des masses françaises. L'illusion est naturelle, mais dangereuse, qui fait attendre d'une réglementation de la répartition ce que seule peut donner l'accélération de la circulation et celle de la production. Il n'est qu'un moyen d'accroître les loisirs et de relever le niveau de vie de la classe ouvrière : c'est d'importer, c'est de produire davantage. Peu après son arrivée au pouvoir, M. Christian Pineau, notre ministre du ravitaillement, a fait une déclaration un peu inattendue, qui ne m'a pas moins frappé par son courage que par sa lucidité. Recevant des journalistes avides d'annoncer son programme de réformes, il leur disait en substance : « Il faut lutter contre le marché noir : c'est une nécessité morale. Mais je tiens à ne vous point

donner d'illusions : cela n'améliorera en rien le ravitaillement. Je pars pour les Etats-Unis : c'est là que se trouve la solution du problème ». Importer : et voici que nous buttonons encore contre le problème international, c'est-à-dire contre le terrain de M. James. Cependant de massives importations de denrées de consommation, effectuées sans contre-partie, alimentées par des crédits étrangers, ne sauraient jamais constituer qu'un palliatif temporaire du problème le plus urgent : celui du ravitaillement. A la longue et le plus tôt possible, il faudra bien que ce soit la production française qui se relève pour permettre une amélioration durable de notre situation économique.

Accroître la production, on en revient toujours là, quel que soit le biais sous lequel on aborde le problème économique français actuel. S'agit-il de l'endettement de l'Etat ? Tous les spécialistes s'accordent à conclure que la dette publique très lourde qui pèse sur les finances françaises ne deviendra supportable que lorsque le revenu national — c'est-à-dire la production — seront suffisamment relevés pour qu'elle n'en constitue plus qu'un pourcentage acceptable. Lorsque l'on étudie le problème budgétaire, on se rend compte que l'Etat peut difficilement songer à comprimer ses dépenses ; qu'il ne peut guère — sans paralyser l'activité économique et par là tarir indirectement la source de ses revenus — augmenter les taux actuels des impôts, déjà

trop élevés; que la seule solution c'est l'élargissement de la matière imposable, c'est-à-dire l'augmentation de la production. Lorsqu'on se penche sur le problème des prix, on est amené à conclure que ce retour à l'équilibre de l'offre et de la demande, qui doit permettre de desserrer les contrôles, ne saurait être obtenu qu'en répartissant sur une plus grande quantité de produits les charges fixes qui pèsent sur notre industrie. C'est le volume de la production nationale qui commande encore la question du change extérieur de notre devise. Et non seulement tous les problèmes monétaires et financiers sont ainsi suspendus à l'augmentation de la production; non seulement elle est la condition première pour que la France puisse recouvrer indépendance, grandeur et puissance; mais produire est encore et surtout indispensable pour que les gens aient moins faim, pour qu'ils disposent d'un peu plus de loisirs, pour que la vie chez nous devienne plus humaine. Et par là, cet hymne à la production que nous invitons la France à entonner de nouveau — comme les saint-simoniens après les guerres napoléoniennes, — et dont volontiers on dénonce les résonances matérialistes, rejoint cependant la préoccupation que le Pape, — dans la lettre qu'il a adressée à M. Flory à l'occasion de cette Semaine Sociale, — nous demande de placer au centre de nos travaux: celle de l'homme.

Plus on produira, plus tôt se rétablira notre

production, et plus vite et plus substantiellement aussi bien pourra remonter le niveau de la vie ouvrière. L'économique conditionne le social. Cela est vrai plus que jamais dans une conjoncture de disette et de reconstruction. Et je voudrais que lorsque nous ouvrons notre journal chaque matin — ou chaque mois la revue à laquelle nous sommes abonnés — nous nous précipitassions spontanément sur les chiffres qui mesurent l'extraction du charbon, le nombre des wagons chargés, le volume des importations, plutôt que complaisamment nous repaître de cette lessive de linge sale qui remplit présentement la presse française ⁽¹⁾, ou même de discussions doctrinales sur les structures politiques, voire sur celle des entreprises.

*
**

D'abord il faut produire. Et pour cela, rompre avec toutes les idéologies, avec toutes les pratiques qui tendent à freiner le progrès technique et le progrès économique. De même qu'en Angleterre, à la fin du dix-huitième siècle, Malthus entendait restreindre l'essor de la population grâce à ce qu'il appelait la « contrainte morale », de même un certain nombre d'économistes modernes, depuis la dépression de 1929, se sont mon-

(1) (*Note de la présente édition*). La leçon que l'on est en train de lire a été prononcée pendant que se déroulait le procès Pétain.

très favorables à des mesures plus ou moins autoritaires, tendant à limiter le développement de la production. Leurs doctrines, les pratiques auxquelles elles conduisent, on les désigne communément sous le vocable de « malthusianisme économique ». Eh bien; — et je fais ici écho à ce que vous disait ce matin M. Flory, — le malthusianisme économique, pour nous, dans la conjoncture actuelle, voilà l'ennemi.

Il se présente avec des arguments dont certains sont spécieux. Des arguments économiques d'abord. On brandit le spectre de la surproduction. Peut-être dans quelques années, quand la reconstruction du monde sera achevée, verrons-nous se manifester un danger de ce genre; mais pour le moment ce n'est pas du tout cela qui nous menace; c'est tout le contraire : c'est la disette. Le malthusianisme économique est présentement pour le moins anachronique. Et dans la conjoncture française actuelle, il nous apparaît tout aussi bien comme anachronique, si vous me permettez cette expression. Il est possible qu'à la suite de la démobilisation, les Etats-Unis par exemple connaissent des phénomènes de surproduction dans leur industrie lourde qui sera brusquement privée des commandes de guerre, et dans l'agriculture le jour où celle de l'Europe sera reconstruite. Mais en France, pendant de longues années sans doute, le problème n'a guère de chances de se poser sous cet angle.

En dehors même de toute considération de temps et de lieu, le malthusianisme est d'ailleurs économiquement fort contestable. Sans doute la réduction autoritaire de la production peut constituer une solution déplorable, mais nécessaire à certains déséquilibres partiels, à certains excès relatifs qui se manifestent parfois dans quelques branches particulières de l'économie. Mais de plus en plus les économistes répugnent à tenir la thérapeutique de M. Purgon : — *prima sanguinare!* — pour un adéquat remède aux crises économiques générales. Les crises économiques proviennent de ce que les rythmes de développement des diverses branches de la production ne sont pas accordés les uns aux autres. Mais alors la solution — Jean-Baptiste Say l'affirmait déjà fortement au début du dix-neuvième siècle, — ce n'est pas de produire moins, mais bien de produire davantage : afin qu'à la faveur d'un grand élan d'expansion générale qui secoue et brasse tout l'organisme économique, l'harmonie se puisse rétablir d'elle-même entre les divers secteurs de l'activité productive. Ceux qui prônent le malthusianisme font songer à cet apprenti cycliste qui, craignant de perdre l'équilibre, ralentissait sa marche de plus en plus, et ne réussissait qu'à tomber. En somme, du point de vue proprement économique, le malthusianisme économique m'apparaît comme une solution essentiellement défectueuse à un problème par ailleurs tout à fait inactuel.

Seulement, pour nous chrétiens, il tient en réserve quelques séductions particulières. Ne recommande-t-il pas, en effet, la modération dans l'usage des biens de ce monde? Et ne tend-il pas à perpétuer certaines structures économiques archaïques, pré-capitalistes, dont en dépit ou en raison de leur moindre efficience, un certain nombre d'entre nous conservent encore une secrète nostalgie? Beaucoup de chrétiens sont toujours prêts à entonner, à l'unisson des routiniers et des timides, les psaumes de la grande pénitence. Mais — outre que l'on peut trouver aux dits psaumes bien des résonances déplaisantes et pharisaïques lorsque, comme c'est ordinairement le cas, ils émanent de personnages qui ne figurent pas précisément parmi les déshérités de la société — je crois qu'il y a là une erreur. Certes, nous n'avons pas la religion de la production. Nous n'entendons pas édifier une nouvelle Tour de Babel. Nous savons que la fin véritable de l'homme n'est pas de vaincre la nature et de conquérir la Terre, mais de se vaincre et de conquérir le Royaume qui n'est pas de ce monde. Seulement, Dieu nous a donné les bêtes et les choses afin que nous nous en servions : il n'y a pas de raison pour que nous ayons peur de nous en servir. Certaine hâtive transposition au plan social et au plan économique de la doctrine de la mortification ne me paraît pas du tout selon l'Esprit. Elle tendrait à exalter à l'excès les valeurs de rédemp-

tion aux dépens des valeurs de création et de vie. Et alors la Rédemption perd tout son sens : qu'est-ce donc qui avait besoin d'être racheté, sinon la création ?

*
**

Mais le malthusianisme économique ne se présente pas toujours comme une doctrine achevée. Il n'est pas toujours volontaire, il n'est pas même toujours conscient. Il y a un malthusianisme qui s'ignore. Il y a des politiques, il y a des structures qui sont malthusiennes indirectement, sans que ceux qui les préconisent aient en vue un but spécifiquement malthusien. C'est ainsi par exemple que tout protectionnisme est malthusien, pour autant qu'il limite et fausse la division naturelle du travail entre les nations. De même toute résistance opposée au processus historique de rationalisation de la production. La mystique anti-trust est malthusienne, pour autant qu'elle aboutit à freiner le mouvement naturel de concentration industrielle, en ce qu'il a d'efficient. L'égalitarisme économique est malthusien. Et les Soviets l'ont bien compris, qui ont établi dans l'échelle de leurs rémunérations des disparités beaucoup plus accentuées que celles que nous connaissons chez nous : parce qu'ils ont pressenti et vérifié combien l'inégalité est féconde ; et qu'elle stimule ; et qu'elle fait produire en abondance.

Surtout toute contraction artificielle des profits est malthusienne, qu'elle résulte d'une

limitation autoritaire des dividendes, d'une taxation des salaires à un taux trop élevé, d'une fiscalité excessive, ou d'une réglementation du genre de celle qui régit actuellement en France les bourses de valeurs. Il n'y a certes là que l'un des aspects du problème actuel du profit; mais une leçon économique comme celle-ci se doit de l'envisager. On vous exposera au cours de cette même Semaine, avec autorité, des idées sur l'aspect juridique et moral du profit. Mais je voudrais cette après-midi rappeler quelques truismes sur son rôle économique.

Le profit remplit trois fonctions principales. Il est la mesure de la productivité. Il est le stimulant de l'entreprise. Il est la source constamment jaillissante des capitaux nouveaux.

Le profit, d'abord, est la mesure de la productivité. Et c'est pourquoi je ne puis m'empêcher de flairer quelque sophisme en ce reproche que depuis Sismondi l'on adresse à l'économie capitaliste, d'être tout entière tendue vers le profit, et non pas directement vers le produit. Cette objection fréquente — et dont je ne dis pas que rien ne soit à retenir — me fait pourtant songer à ce malade dont l'infirmière, tandis qu'elle attisait le feu, regardait constamment le thermomètre. Et le malade lui disait : « Pourquoi donc vous préoccuper de faire monter le thermomètre? Ce qui est important c'est d'élever la température de ma chambre ». Or le profit, c'est un peu le thermomètre de la productivité. L'en-

trepreneur qui fait des profits, c'est celui qui mieux que ses concurrents sait économiser les facteurs de production, et réduire ses coûts; et c'est celui qui mieux que ses concurrents sait diriger son effort vers les marchandises plus demandées qu'offertes, vers les produits économiquement rares : ceux dont on a besoin.

Thermomètre de la productivité, le profit est encore le stimulant de la production. C'est par l'appât du profit — il n'y a là rien d'inaouable! — que l'entreprise est constamment aiguillonnée, que l'entrepreneur est sans cesse pressé de trouver des combinaisons nouvelles, plus ingénieuses, plus efficaces.

Enfin, le profit — c'est là peut-être son rôle le plus important, le plus fondamental, le plus irremplaçable, — constitue la source permanente de l'épargne, et par conséquent des investissements. C'est sur le profit que sont prélevées continuellement, par toutes sortes de procédés — autofinancement des entreprises, formation de réserves et acquisitions de participations dans d'autres sociétés, placement par les capitalistes d'une partie des dividendes distribués — les sommes qui servent à construire de nouvelles usines, à acquérir des machines, à étendre l'outillage national.

Cette triple fonction, le profit ne la remplit pas seulement dans l'économie capitaliste. Vous n'ignorez pas que dans ces fameux bilans qui forment l'armature de la comptabilité soviétique, il y a place pour ce que la termi-

nologie consacrée là-bas appelle une « plus-value ». Les économistes russes reprennent ainsi curieusement, pour en faire une rubrique de la comptabilité du régime communiste, une notion que Marx avait forgée pour les besoins de son analyse critique du capitalisme. Cette plus-value, c'est la différence entre ce que coûtent les produits et ce qu'on les vend. Et cette plus-value, en régime soviétique comme en régime capitaliste, mesure la productivité de l'exploitation. La seule différence avec ce qui se passe chez nous, c'est que les prix d'achat des facteurs et les prix de vente des produits sont en Russie fixés autoritairement, au lieu d'être le résultat du libre jeu de l'offre et de la demande sur les marchés. C'est d'après le niveau des profits réalisés que l'on apprécie la gestion d'un exploitant soviétique. Aussi bien le profit joue-t-il pour ce dernier le rôle de stimulant de la production. Lorsque la comptabilité d'un exploitant soviétique dégage des profits, ceux-ci sans doute ne lui sont distribués que pour partie, la majeure fraction en étant attribuée à l'Etat. Mais les profits réalisés sont pris en considération pour noter l'exploitant, pour lui accorder de l'avancement, des décorations, toutes sortes d'avantages s'il a fait d'importants profits; pour le rétrograder, le sanctionner, l'envoyer en Sibérie — succédané russe de la faillite — s'il n'a pas fait de profits ou s'il a enregistré des pertes. Enfin, dans l'économie soviétique

aussi, le profit est la grande source des investissements. C'est grâce aux profits, à des taux et à un volume global de profits incomparablement plus élevés que ceux que nous connaissons chez nous, que l'Etat soviétique a pu, surtout depuis l'instauration du premier plan quinquennal, réaliser ces équipements industriels formidables grâce auxquels l'Union Soviétique, en quinze ans, est devenue la puissance économique et militaire que vous savez.

Quoi qu'il en soit de ce parallèle entre l'économie soviétique et la nôtre, il est en tous cas manifeste que dans une économie du type de la nôtre, il n'est aucun exemple historique d'un essor économique (que ce soit un essor cyclique, un essor dû à l'inflation monétaire, un essor surgi de ce coup de fouet violent que la guerre assène à la production, ou remontant à toute autre quelconque origine) — il n'est, dis-je, aucun exemple d'un essor économique qui n'ait été déclenché, orchestré, conduit par une reprise des profits.

Or le profit industriel, actuellement, en France, est mort ⁽¹⁾. Les sommes que l'on qualifie de profits représentent en fait le plus souvent des plus-values d'actif purement nominales, ou bien des amortissements qui n'ont pas été effectués, ou encore des réalisations de stocks non renouvelés. Les profits actuellement comptabilisés (dans l'industrie et sou-

(1) (*Note de la présente édition*). Cela est moins vrai depuis avril 1945, date à laquelle on a commencé à consentir d'assez substantiels relèvements de prix.

vent dans l'agriculture, sinon dans le commerce) cachent le plus souvent des pertes réelles. Ces profits que l'on taxe parfois d'illicites et que l'on taxe parfois comme illicites, en réalité n'en sont pas. Or — je le dis aussi simplement que je le pense — il n'y a pas de reprise économique concevable dans la France d'aujourd'hui, sans une résurrection du profit en fait, — et aussi bien sans une réhabilitation morale du profit. Il est paradoxal qu'une nation et une époque qui se disent éprises de « grandeur » considèrent avec défaveur le profit. c'est-à-dire le revenu dynamique par excellence, le revenu de la fonction d'entreprise, le revenu du pionnier, le revenu de ceux qui créent et de ceux qui risquent. Le profit ne doit pas être tenu pour un revenu honteux, à moins que l'on n'entende condamner le progrès — et le progrès social non moins que le progrès économique.

Et bien entendu cette reprise du profit, qui nous paraît conditionner celle de la production française, on ne saurait l'attendre, dans les conditions actuelles, d'un abaissement des coûts de production. Elle ne peut résulter que d'une hausse des prix de vente, laquelle implique l'élévation du cours des changes des monnaies étrangères.

Mais voici que nous buttons une fois de plus contre les plates-bandes de M. James. Revenons donc à notre sujet, pour nous demander quelles répercussions cette exigence fonda-

mentale : — beaucoup produire — va entraîner sur la condition des ouvriers français.

Pour beaucoup produire, il faut d'abord beaucoup travailler. Il faut aussi beaucoup investir, c'est-à-dire beaucoup épargner; et donc peu consommer. Moins de loisirs, moins de bien-être pour les masses, telles paraissent être les conditions d'un relèvement rapide de notre production, au lendemain d'une guerre ruineuse.

Tout à l'heure, lorsque nous affirmions que pour améliorer la condition ouvrière, il fallait avant tout beaucoup produire, nous avions l'impression d'une harmonie entre les fins proprement économiques (production) et les fins sociales (plus de loisirs et plus d'aisance pour la classe ouvrière). Mais voici que maintenant nous voyons surgir toute une série de tensions et d'antinomies. Pour que les ouvriers retrouvent l'aisance, il faut qu'ils travaillent beaucoup, et donc la revendication de bien-être entre en conflit avec l'aspiration à des loisirs accrus. Mais pour beaucoup produire, il faut aussi beaucoup épargner, et c'est seulement quand on se sera longtemps privé, quand on aura beaucoup investi, beaucoup construit d'usines et fabriqué beaucoup de machines, que l'on pourra augmenter les loisirs. Il semble alors qu'aux loisirs futurs il va falloir sacrifier l'aisance immédiate. Et toutes ces tensions se résument en une dialectique fondamentale du présent et du futur. Nous jouirons plus tard d'autant plus d'aisance et

de loisirs que nous aurons davantage sacrifié l'aisance et les loisirs d'aujourd'hui. Un tel dilemme, certes, n'est pas tout à fait sans issue: nous aurons l'occasion de le marquer en terminant. Mais auparavant nous allons commencer par développer brièvement les deux grandes lignes de ce programme peu alléchant qui nous a semblé découler de l'exigence d'une reprise de la production nationale : beaucoup travailler, peu consommer.

*
**

La France va se trouver — elle se trouve dès maintenant — en face de besoins de main-d'œuvre considérables. A cause de l'immense tâche de reconstruction que lui imposent les destructions militaires et les prélèvements allemands. Parce qu'aussi bien la reconstruction intéresse en premier lieu des industries comme le bâtiment, où la main-d'œuvre tient une place relativement importante. Et parce que notre outillage insuffisant, usé, désuet, implique qu'un grand nombre de tâches soient au début accomplies à la main, qui devraient être faites par la machine et qui seront un jour rendues à la machine.

Or, en face de ces besoins de main-d'œuvre accrus, la France n'a que des disponibilités en main-d'œuvre très diminuées. On estimait avant cette guerre la population active de notre pays à environ 20 millions de personnes. Mais la guerre a tué au moins 200.000 travailleurs français. 1.200.000 ouvriers étrangers

qui, en 1939, étaient employés sur notre sol, sont aujourd'hui en grande majorité dispersés; une très petite fraction continue de vivre chez nous. Le nombre des fusillés, des déportés qui ne reviendront pas, de ceux qui ne sont revenus qu'avec une capacité de travail très diminuée ne nous est pas encore connu. Il risque d'être considérable. Nous avons actuellement beaucoup plus d'hommes sous les drapeaux qu'à la veille de la guerre — sans compter les femmes qui maintenant ne se contentent plus de subir le prestige de l'uniforme, mais en revendiquent pour elles-mêmes les séductions. Enfin le développement pléthorique des bureaux et des administrations enlève aux tâches directement productives une quantité considérable de bras, de doigts, et de cerveaux. Dans ces conditions, on peut estimer, avec M. Tardy, qu'il nous manque environ trois millions de travailleurs pour que notre main-d'œuvre atteigne seulement son niveau d'avant-guerre, — alors que la reconstruction exigerait beaucoup plus de main-d'œuvre que nous n'en avons jamais employé. Avec le charbon et les transports maritimes, la main-d'œuvre fait aujourd'hui l'objet d'une de ces « pénuries dominantes » dont il est actuellement question dans toute la presse économique. Elle constitue un de ces « goulots d'étranglement », derrière lesquels toute la vie économique française piétine embouteillée.

*
**

Les bras dont nous avons besoin, où donc allons-nous les trouver? Après la guerre de 1914, un slogan servait de tarte à la crème : « L'Allemagne paiera! ». Nous connaissons aujourd'hui une réplique de ce slogan de fâcheuse mémoire, un peu modifié seulement parce que nous avons depuis lors appris à nos dépens que les transferts internationaux de devises monétaires n'étaient pas chose simple. Et nous croyons souvent résoudre bien des problèmes en disant : « Les prisonniers allemands travailleront, ils reconstruiront ce que la guerre allemande a détruit ». Cela flatte un sentiment très élémentaire de justice. Et cela peut paraître aussi bien se recommander par un certain nombre de considérations. Par exemple, on déclare que puisque les logements font défaut en Allemagne, il est tout à fait opportun de maintenir et d'amener en France un grand nombre de militaires allemands, qui ne trouveraient pas à se loger chez eux. Par exemple encore, on fait remarquer qu'à une tâche temporaire comme celle de la reconstruction d'après guerre, il est tout à fait indiqué d'atteler une main-d'œuvre prisonnière allemande. L'on espère échapper de cette façon à toutes les difficultés de reclassement de main-d'œuvre qui ne manqueraient pas autrement de surgir une fois la reconstruction terminée. Nous n'aurions alors qu'à renvoyer chez eux les prisonniers allemands.

Et l'on nous annonce dans la presse qu'en

juillet 1946. 1.750.000 prisonniers allemands seront employés en France à des travaux productifs. Mais pour que nous disposassions d'effectifs aussi considérables, il faudrait d'abord que les Américains nous les donnassent. Ils l'ont promis, paraît-il. Pourtant ils semblent plutôt poursuivre une politique de libération des prisonniers. Il faudrait encore que ces allemands, les organisations ouvrières françaises ne missent pas d'obstacle à leur emploi. Or les syndicats redoutent fréquemment qu'un recours massif à la main-d'œuvre étrangère ne provoque du chômage parmi les ouvriers français. Nous le disions tout à l'heure : je crois que c'est une erreur économique (une erreur d'inspiration malthusienne) de penser qu'on peut prévenir ou guérir le mal du chômage en refusant ou en expulsant des travailleurs. Mais une erreur répandue est une force réelle. Il faut compter avec celle-là.

En admettant que les 1.750.000 prisonniers allemands que l'on nous annonce soient effectivement acheminés chez nous et mis au travail, il convient d'ailleurs de n'attendre point trop de merveilles de leur concours. Le rendement de la main-d'œuvre prisonnière est toujours très faible. Un prisonnier travaille en moyenne deux fois moins efficacement qu'un travailleur libre. Il faut donc compter que chaque prisonnier n'a qu'un bras. Souvent le bras gauche. Et son emploi implique que demeurent inactifs les deux bras de chacun des surveillants, ceux de tout le person-

nél d'administration des camps. Telles sont les observations que du point de vue économique l'on peut et doit présenter pour rabattre les espoirs de ceux qui s'imaginent que nous résoudrons sans effort les problèmes de notre reconstruction, grâce à l'emploi massif de main-d'œuvre prisonnière allemande.

Mais ces considérations utilitaires ne sauraient pour des chrétiens épuiser la question. Le travail des prisonniers, c'est du travail forcé. Cela implique que des centaines de milliers d'hommes soient durablement séparés de leurs familles, de leur milieu naturel, de leur terre ; qu'ils soient privés de leurs droits, qu'ils soient astreints à une vie promiscuitaire et dégradante, constamment sous la menace et la contrainte. Ne sommes-nous pas payés pour le savoir ? L'état de prisonnier obligé au travail, c'est une forme à peine modernisée de l'esclavage. Et c'en est même une forme particulièrement inhumaine, car le prisonnier est esclave non d'une autre personne, mais d'une collectivité anonyme : l'armée victorieuse. Alors il n'y a plus de Philémon auquel un saint Paul puisse s'adresser pour obtenir la grâce d'Onésime. Une loi impersonnelle et implacable s'impose à tous. Je vous le demande, mes camarades anciens prisonniers, est-ce que vous souhaitez qu'en pleine paix nous astreignions à une vie aussi avilissante des hommes qui, souvent depuis cinq ou six ans déjà, vivent l'inhumaine existence du mobilisé ? Je vous le demande, mes camarades

de la Résistance, vous qui avez courageusement protesté, souvent au péril de vos vies, contre le travail forcé que les nazis voulaient imposer à notre jeunesse laborieuse, voulez-vous que, sous prétexte de reconstruire nos mines, nous infligions le même régime, pendant des années, à 1.750.000 êtres humains ? Et sans doute, du strict point de vue du droit international et des lois de la guerre, le problème ne se pose-t-il pas exactement dans les mêmes termes. Mais où est la différence, dès lors qu'on l'envisage sous ses aspects humains ou familiaux ? Je vous le demande, ouvriers français, croyez-vous que l'emploi massif d'une main-d'œuvre prisonnière, mal payée, probablement mal nourrie, constamment menacée et contrainte, composerait un climat favorable pour le respect de la dignité humaine que vous revendiquez à juste titre pour vous-mêmes ? Voudrions-nous revenir aux mœurs guerrières des époques les plus primitives, où les vaincus, lorsqu'on ne les passait pas tous par les armes, étaient tous vendus comme esclaves ? Le travail forcé a été une des hontes de cette guerre : il ne faut pas qu'il lui survive, au moins chez nous. Nous voulons que, pour nos frères vaincus aussi, notre victoire signifie la libération de la personne. Il semble qu'il y ait là une de ces occasions privilégiées où le témoignage chrétien trouve avec évidence son application. Nous devons demander que l'on emploie le moins possible et le moins longtemps possible de main-d'œuvre prison-

nière, et que, dans toute la mesure où l'on recourra malgré nous à cette forme de réparations, la condition des travailleurs prisonniers soit rapprochée le plus possible de celle des travailleurs libres : par le paiement aux prisonniers de leur salaire intégral, par l'octroi aux prisonniers de libres loisirs et de facilités de retour périodique dans leurs foyers et dans leur patrie.

Nous devons donc à mon avis condamner l'emploi prolongé de la main-d'œuvre prisonnière. Mais cela ne veut pas dire que nous puissions nous en tirer sans un appel massif à la main-d'œuvre étrangère. Seulement que ce soit une main-d'œuvre libre : tâchons d'attirer des familles entières, avec l'intention de les acclimater chez nous, de les traiter sur un pied d'absolue égalité avec les familles ouvrières françaises, de les assimiler en fin de compte définitivement si possible, afin de boucher les échancrures de notre pyramide des âges.

La grande difficulté, c'est qu'il n'y a pas dans le monde beaucoup d'excédents de main-d'œuvre disponibles pour l'émigration. Sauf peut-être en Angleterre et aux Etats-Unis : mais comme il vaut mieux être chômeur en pays anglo-saxon que travailler en France, il y a peu de chances pour que nous recevions des travailleurs de ces pays-là. En Pologne, en Roumanie, dans tous les pays de l'Est et du Sud-Est de l'Europe, il est infiniment probable que tous les excédents de main-d'œuvre

qui pourraient exister seront accaparés par la Russie. Mais précisément l'emprise politique de l'Union Soviétique sur ces pays nous enrichira peut-être d'un certain nombre d'éléments émigrés pour des motifs idéologiques. Et puis, il y a toujours les pays méridionaux : l'Italie, l'Espagne, l'Afrique du Nord aussi, où nous pourrons et devons puiser. Et l'Allemagne, surtout l'Allemagne probablement. Mais le concours allemand, nous devons le chercher non pas sous la forme de travail forcé imposé à des prisonniers de guerre, mais par l'immigration volontaire en France de familles allemandes entières.

Et bien sûr, les travailleurs étrangers que nous attirerons chez nous, il faudra tendre à les intégrer tout à fait. C'est d'une façon permanente et définitive que la France a besoin de bras : c'est aussi d'une façon permanente et définitive que nous devons accueillir une nombreuse main-d'œuvre étrangère. Il ne faudrait pas voir en elle une sorte de volant de sécurité, et conserver l'arrière-pensée d'une expulsion possible, dès que, parmi les travailleurs français, le chômage commencerait à poindre. D'abord parce qu'il n'y a pas de raisons pour qu'un travailleur — sous prétexte qu'il est étranger — vive constamment exposé au risque de l'expulsion. Mais aussi bien parce que du point de vue économique, comme je le disais tout à l'heure, c'est une erreur de croire que le remède au chômage soit la réduction du nombre de travailleurs. Le chô-

mage provient d'un déséquilibre entre les diverses branches de la production, il peut provenir aussi d'une pénurie de crédit, ou d'une mauvaise fixation du cours des changes internationaux. Il y a au chômage des solutions monétaires, des solutions qui relèvent de la politique des changes, ou de la politique du taux de l'intérêt ou du contrôle de la production. Mais s'aviser de vaincre le chômage en chassant des travailleurs, cela me fait penser à ce médecin qui prétendait guérir la varicelle en arrachant un à un les boutons qui couvraient le corps de ses victimes. Cela ne faisait qu'exaspérer la douleur de chaque bouton. Cela ne faisait pas baisser la fièvre.

C'est d'une immigration durable que nous avons besoin. Mais nous pouvons peut-être aussi compter sur quelques apports de main-d'œuvre française. Lorsque sur nos terres on pourra de nouveau employer massivement les engrais, lorsque l'on aura mécanisé les procédés de culture, lorsque l'on aura fait un vigoureux effort de remembrement des exploitations, sans doute notre agriculture demandera-t-elle moins de bras qu'elle n'en emploie pour le moment. Alors — alors seulement — un certain exode rural redeviendra économiquement sain : et le traditionnel courant démographique qui va de la campagne vers les villes, et qui a marqué l'essor industriel du dix-neuvième siècle, reprendra sa signification progressive. Nous pouvons encore espérer accroître nos effectifs de main-d'œuvre

aux dépens des effectifs militaires. La guerre est maintenant terminée en Europe, et notre corps expéditionnaire d'Extrême-Orient ne réclame qu'un personnel très réduit en nombre. Il n'y a plus de raison pour appeler sous les drapeaux — comme il se fait en ce moment — de nombreuses classes à la fois, tandis que la France manque cruellement de travailleurs. Il n'y a pas de raison valable pour que l'on distribue quotidiennement — comme cela se fait présentement — 1.600.000 rations militaires qui pèsent lourdement sur le ravitaillement de la population civile et qui — encore qu'il ne faille point compter tout à fait deux bras pour une bouche administrative — sont tout de même le signe d'une ponction grave effectuée aux dépens des forces de travail de la nation. La France, écrit M. René Courtin dans le numéro de juillet des *Cahiers Politiques*, ne saurait mener de front sa reconstruction et un réarmement. Evidemment, il faut qu'elle parie la paix et qu'elle choisisse la reconstruction. Il faut encore que nous récupérions de la main-d'œuvre active parmi le grand nombre d'employés de toutes sortes qui plus ou moins en pure perte s'anémient dans les bureaux d'administrations pléthoriques. Combien de services ont été créés depuis la guerre : les statistiques des locaux réquisitionnés, que l'on a récemment publiées, nous en suggèrent une terrifiante idée. Il n'est pas jusqu'aux partis politiques et mouvements de toute sorte qui n'aient multiplié le nom-

bre de leurs permanences et de leurs permanents dans des proportions considérables. Tout cela, en face d'une production réduite des deux tiers, représente pour la France des frais généraux considérablement accrus, absolument et plus encore relativement. Il faudra comprimer vigoureusement les frais généraux de la nation, alléger l'Etat de certaines fonctions, rendre au travail directement productif le plus possible de personnes. Mais tout cela ne saurait combler notre déficit de main-d'œuvre. Il ne suffira pas d'adjoindre des travailleurs nouveaux à ceux qui déjà produisent, il faudra que l'ensemble de la main-d'œuvre travaille plus que par le passé. On peut alors se demander si, du point de vue économique, des réformes par ailleurs si souhaitables comme le retour à la semaine de quarante heures, — qui signifiait le repos du samedi, nécessaire pour que celui du dimanche soit vraiment effectif — et d'autres comme la prolongation de la scolarité et même le renvoi de la femme au foyer, dont on parle beaucoup actuellement, viendraient bien à leur heure en ce moment. Ne nous y trompons pas : toute hâte que l'on mettrait à les réaliser engendrerait pour autant un retard dans la reconstruction, et ferait reculer le moment où pourra être substantiellement relevée la condition de la classe ouvrière. Plus nous concéderons d'avantages immédiats, et moins rapidement nous liquiderons l'héritage de la guerre. Plus nous ferons de réformes

maintenant, et plus tard nous pourrons assurer à tous de l'aisance et des loisirs.

Et donc, déjà, de l'examen que nous venons de faire de la première partie de notre dyptique : « travailler beaucoup », nous voyons surgir cette fatale dialectique du présent et du futur, qui dominera notre second thème : consommer peu.

*
**

C'est qu'en effet, Mesdames et Messieurs, le travail — non plus que la Famille et la Patrie — ne saurait suffire à la production moderne. Il n'est rien sans la machine. Il nous faut des usines, des équipements, des outillages, des hauts fourneaux, du matériel ferroviaire, des bateaux, un réseau routier. Il nous faut faire beaucoup de dépenses qui ne porteront pas leurs fruits immédiatement, mais qui plus tard seulement nous procurerons des avantages échelonnés sur de longues années. Or ces investissements massifs, qui sont nécessaires, ne devront pas moins nécessairement — comme le suggérait ce matin M. Flory — se faire aux dépens de la consommation.

On peut considérer que l'ensemble des facteurs productifs disponibles à un quelconque moment donné se divise en deux fractions complémentaires. Une partie en sert à fabriquer des denrées alimentaires, des vêtements, des chaussures, en un mot des biens de consommation. Le reste est affecté à la construc-

tion de machines, d'usines, de navires, de matériel de chemin de fer, de routes, en un mot de biens de production ou de biens durables. Cette seconde fraction ne procure pas de satisfactions immédiates, elle sert à créer l'équipement national qui enrichira la collectivité de façon permanente. Investissement, consommation, telles sont les deux directions entre lesquelles se partagent les facteurs productifs. Tout gonflement de la fraction des facteurs affectée aux investissements se fait nécessairement aux dépens de celle qui procure des biens immédiatement consommables.

Or à cette dialectique de l'investissement et de la consommation l'on peut ramener, dans une certaine mesure, la dialectique de l'économie et du social. Elle résume aussi bien, au moins partiellement, l'opposition qui dresse l'un contre l'autre, dans la discussion du taux des salaires, le patron et l'ouvrier.

Pratiquement, en effet, le salaire est presque entièrement dépensé pour des satisfactions immédiates. Cela résulte d'habitudes profondément enracinées, et que ne blâmeront point ceux qui savent ce qu'est la « vertu d'insécurité », ou le « devoir d'imprévoyance ». Donc, en fait, tout ce qui est salaire va aux industries de biens de consommation. Au contraire, par divers canaux que nous avons déjà énumérés (autofinancement des entreprises, constitution et placement de réserves, placement par les capitalistes d'une fraction des dividendes distribués), la majeure partie des

profits va aux investissements. Elle n'est pas consommée, mais affectée à l'extension du capital national.

Sans doute, cette loi n'est pas absolument rigoureuse. Elle n'a rien de nécessaire. Elle est tout empirique. Elle découle des mœurs et des institutions. En fait, une petite partie des profits seulement est consommée ; une fraction beaucoup plus faible encore des salaires est placée. Peut-être est-il possible d'imaginer dans l'avenir un développement considérable de l'épargne ouvrière, qui modifierait les données du problème... En Angleterre, le premier plan Beveridge, en imposant le prélèvement sur les salaires de sommes importantes qui seraient capitalisées pour permettre ensuite de verser aux ouvriers des indemnités de chômage et de maladie, et des retraites, conduit peut-être à la levée massive d'une épargne ouvrière forcée. Il y aurait beaucoup à dire pour et contre de telles réformes, qui ne sauraient du reste renverser qu'à la longue la répartition du capital entre les classes sociales. Mais dans l'état actuel de nos mœurs, il reste en gros incontestable que la majeure partie des profits est investie, et la presque totalité des salaires consommée.

Et donc, lorsqu'une délégation ouvrière et une délégation patronale s'asseoient autour de la même table pour discuter d'une convention collective, le débat se présente un peu, aux yeux de l'économiste, comme une audience

de ce grand procès qui sans cesse oppose les intérêts du présent à ceux de l'avenir. Plus les salaires seront élevés, et plus on consommera immédiatement, au détriment du progrès économique. Plus au contraire la marge des profits sera grande, plus on développera l'outillage, au détriment des satisfactions actuelles.

Ainsi, à brève échéance, tout équipement se construit aux dépens du bien-être ouvrier. Déjà, au huitième siècle avant notre ère, le prophète Amos reprochait aux Juifs de Samarie d'avoir bâti leurs somptueuses maisons avec le blé du pauvre. Mais jamais maisons furent-elles autrement édifiées? Pour accomplir leur révolution industrielle, l'Angleterre et la France, au dix-neuvième siècle, ont affamé leur classe ouvrière. Les enquêtes d'Engels en Angleterre, celle de Villermé en France, que rappelait ce matin M. Flory, sont sur ce point suffisamment éloquentes. C'est à ce prix seulement que nous sommes parvenus à édifier une grande industrie, qui par la suite a permis d'élever substantiellement le niveau de la vie ouvrière. Les ouvriers de 1936, en réalité, buvaient avec les bourgeois leurs contemporains la sueur de leurs arrière-grands-pères. Et ce que nous avons fait au dix-neuvième siècle, la Russie Soviétique l'a répété à un rythme beaucoup plus rapide, entre 1928 et 1940. Pour édifier en quinze ans le gigantesque outillage qui vient de se révéler au monde, l'État soviétique a

procédé comme jadis les bourgeois de la Monarchie de Juillet. Il a exigé beaucoup de travail, il a payé de très bas salaires, il a vendu les produits très cher, afin de pouvoir consacrer une « plus-value » maxima à la construction d'usines et de machines.

Or la conjoncture de reconstruction dans laquelle nous nous trouvons semble très comparable à celle de la Révolution Industrielle. Elle aussi nécessite que la consommation présente des masses soit partiellement sacrifiée, au bénéfice des investissements. Elle implique de bas salaires réels. Non point certes qu'il puisse être question de réduire les salaires nominaux, c'est-à-dire les salaires exprimés en monnaie. Cela présenterait du point de vue économique tous les graves inconvénients de la déflation, et cela serait psychologiquement inacceptable. Ce que l'on a appelé l'illusion du nominal est quelque chose de tenace, et non point circonscrit aux couches ignorantes de la population. Même les professeurs d'économie politique tolèrent bon gré mal gré une hausse de prix de 20 % non accompagnée d'un réajustement de leur traitement, alors qu'ils seraient prêts à descendre dans la rue si on parlait seulement de diminuer de 5 % le montant nominal de ce dernier, les prix demeurant stables. Il y a là une donnée psychologique générale et fondamentale, moins absurde qu'on ne le croit souvent : Keynes nous enseigne à voir en elle un élément favorable à l'équilibre général, un facteur de sta-

bilité économique. Il ne faut pas que soient abaissés, il faut que s'élève constamment — pendant la période de reconstruction — le niveau nominal des salaires. Mais qu'ils ne se hâtent point trop de rattraper leur retard sur le niveau des prix.

*
**

Un tel programme peut à juste titre ne point paraître séduisant. Ainsi, c'est au moment précis où les revendications ouvrières (pour plus de bien-être, pour plus de loisirs) se font politiquement plus pressantes et paraissent moralement plus incontestables que jamais, que l'économiste soucieux de l'avenir du pays — et de l'avenir même de la classe ouvrière — se voit obligé de les tenir pour particulièrement inopportunes. Tel est le drame qu'il faut mettre en pleine lumière.

Mais non pour incliner à des solutions simplistes et décidément hostiles aux revendications ouvrières. Après tout nous n'avons pas la religion de la production. Dans cette dialectique du présent et du futur que je me suis efforcé de dégager — en assimilant plus ou moins le futur avec l'économique et le présent avec le social — nous n'avons pas à prendre systématiquement le parti de l'avenir. Pour trancher entre l'avenir et le présent, la justice est sans norme fixe. Et je voudrais à cette occasion suggérer combien est relative en matière sociale cette notion de « justice », et

combien sont relatives surtout les normes de justice économique qu'ont autrefois formulées les théologiens du Moyen Age, dans une ambiance qui ne posait pas les mêmes problèmes, au moins de la même façon. Lorsque nous tranchons un débat entre patrons et ouvriers sur une question de salaires, nous tranchons en réalité — c'est du moins l'un des aspects du problème — un débat entre le présent et l'avenir. Or il n'y a pas de principe *a priori* qui puisse nous permettre de départager le présent et l'avenir.

Nous pouvons certes poser en thèse que l'on n'a pas le droit de sacrifier totalement l'avenir au présent. Et qu'une telle application faite à l'économie des sociétés de l'Evangile des lis des champs serait tout à fait erronée. Nous pouvons proclamer aussi bien que l'on n'a pas le droit, ainsi qu'on l'a fait en Russie Soviétique pendant les plans quinquennaux, de sacrifier complètement le présent au futur, et de réduire à la misère, pendant des années, des millions d'hommes et de femmes pour édifier un appareil industriel qui, sans doute, aurait pu par la suite améliorer considérablement le sort de tous — s'il n'avait été en fin de compte presque entièrement englouti dans la guerre. Mais, — hors une condamnation de principe portée sur ces deux extrêmes, — nous ne savons vraiment pas sur quelle base morale trancher la question. Nous manquons totalement de normes précises pour en décider. Tout au plus pouvons-

nous émettre le vœu qu'un compromis s'établisse, un compromis mobile selon les circonstances, auquel faute de points de repère nous sommes dans l'impossibilité absolue d'assigner une position fixe quelconque, plutôt qu'une autre.

Plusieurs intérêts légitimes entrent ici nécessairement en rivalité, sans que la justice les sache départager. Il importe surtout qu'aucun d'eux ne soit oublié, que tous soient défendus. Du côté des économistes, du côté du gouvernement, du côté des patrons, il faut souhaiter une vigoureuse prise de conscience des exigences de la production, des besoins d'investissement, des intérêts de l'avenir. Mais en face de cela il faut qu'existe une force antagoniste qui représente le légitime désir de consommation immédiate, les droits du présent. Tel est à mon avis le rôle essentiel des syndicats ouvriers.

*
**

Les syndicats — c'est là une idée chère à notre ami Paul Vignaux — sont d'abord et surtout un organe de revendication. Ils représentent les intérêts de la classe ouvrière contre ceux des autres classes, les exigences du social contre celles de l'économique, le présent contre l'avenir. C'est leur fonction propre de s'opposer aux excès du productivisme, de défendre les besoins immédiats de la personne qui passe contre les ambitions de la nation qui dure. C'est leur fonction de résis-

ter à cette exploitation de l'homme présent par l'homme futur qui tend à se développer sans limites dans les pays totalitaires, et dont les circonstances risqueraient de nous induire à abuser nous aussi.

Contrairement au courant d'opinion qui se manifeste chez beaucoup de syndicalistes français depuis quelque temps, je ne pense pas que l'hymne à la production figure dans le rôle des syndicats. Certes, dans la Russie totalitaire, lorsque le plan décide qu'il faut augmenter la durée du travail, tout le monde à l'unisson — même les syndicats ouvriers — vote des motions en faveur de l'allongement de la journée de travail. Et lorsque le plan décide qu'il faut abaisser les salaires, les syndicats, comme tout le monde, votent des motions en faveur de la baisse des salaires. Mais je ne pense pas que les syndicats des pays libres doivent se prêter à un tel rôle. Leur action doit rester tendue vers l'obtention de loisirs plus étendus et de salaires plus élevés pour les travailleurs. Le syndicat n'est pas le gardien de l'intérêt général : il est l'organe de l'intérêt immédiat de la classe ouvrière, qui a ses droits, même contre l'intérêt durable de la nation. Le syndicat n'est pas l'organe de l'économique : il est l'organe du social qui a des droits, même contre l'économique. Il témoignera en faveur de la partie contre le tout, en faveur de l'immédiat contre le futur. Un tel témoignage doit être porté ! Après tout l'instant présent, parmi tous les

instants qui se succèdent dans l'histoire, c'est notre prochain.

Seulement, évidemment, dans une lutte telle que celle qui incombe aux syndicats, il y a des moments pour l'offensive; il y a d'autres moments où l'on ne peut que consolider ses positions, et d'autres moments enfin où l'on est obligé de se replier en combattant. Nous sommes peut-être dans une de ces périodes où les syndicats devront pratiquer la défense élastique, parce que la conjoncture d'après guerre impose de subordonner le social à l'économique. Les syndicats devront sans doute consentir un repli stratégique. Mais non pas abandonner la lutte, et moins encore passer dans l'autre camp, comme le font parfois, — je vous le disais tout à l'heure, — les syndicats soviétiques. Car la mission propre des syndicats, la cause particulière dont ils sont les témoins revêtent un caractère d'autant plus sacré que les circonstances risquent davantage de faire oublier les valeurs qu'elles engagent. L'heure sans doute est à la prédominance des exigences de l'économique; mais il importe que la voix de l'humain ne soit pas un instant étouffée, et que les valeurs dites « sociales » ne cessent de s'affirmer en face des impératifs de la production.

*
**

Défense élastique, repli stratégique, ce vocabulaire militaire dont je fais amende hono-

nable suggère la lutte des classes que Marx a prêchée, et contre laquelle s'inscrit la tradition des Semaines Sociales. Certes, aucune opposition d'intérêts ne doit nous faire oublier un instant que les hommes sont frères, créés par le même Dieu, rachetés par le même Sauveur, appelés à entrer dans le même Royaume. Mais cela ne veut point du tout dire qu'il ne puisse y avoir, sur le plan économique, des oppositions d'intérêts au moins partiellement irréductibles. En Dieu, sans doute, tous les aspects du bien se rejoignent et se confondent en un Bien sans fissures. Mais dans notre monde étroit de créatures limitées, rien d'étonnant si plusieurs fins légitimes entrent en dispute, parce qu'il n'y a pas assez de place.

Comme si Dieu avait jeté dans le monde un grand miroir. Mais le monde était trop étroit pour le contenir, et le grand miroir de Dieu a volé en éclats. Et nous n'en connaissons que des morceaux, dont chacun reflète un aspect seulement de ce qui est en Dieu. Alors une tentation nous guette sans cesse : celle de remettre bout à bout les éclats du grand miroir, afin d'en refaire une seule surface unie. Seulement, ce jeu de patience est impossible. Parce que dans nos esprits, parce que dans notre monde créés il n'y a pas assez de place. Quand nous nous obstinons à poursuivre d'impossibles synthèses, le résultat c'est que nous aboutissons à perdre des fragments du miroir divin, à en cacher, à en

oublier. Il faut pourtant que nous acceptions cette loi de notre nature : le bien n'est pour nous connaissable et nous ne pouvons l'atteindre que par fragments. Les syndicats ouvriers défendent un fragment du bien. Leur rôle est partiel; mais il est irremplaçable. Je vous disais tout à l'heure que la dialectique du présent et du futur, celle du social et de l'économique se présentaient à nos yeux comme un drame. Ne cherchons pas trop vite à mettre fin à ce drame, car il est la vie. N'allons point lui enlever sa valeur dramatique, car elle fait sa grandeur.



Et pourtant le cadre dans lequel j'ai dû suggérer le drame, — ce cadre purement national que nous nous sommes imposé, — l'exaspère sans doute et l'aggrave. Je vous disais tout à l'heure que l'Angleterre et la France, pour édifier leur industrie, avaient imposé à leur classe ouvrière des dizaines d'années de famine. Mais l'histoire économique des Etats-Unis ne nous présente rien de semblable. Et sans doute parce que les Etats-Unis, au début du moins, ne se sont pas industrialisés au moyen de leur seule épargne nationale, mais avec les capitaux dont l'Europe disposait alors en abondance, grâce à son équipement antérieur. Eh bien! du fait des deux guerres européennes, la situation se trouve aujourd'hui renversée. Les Etats-Unis ont maintenant beaucoup de capitaux disponibles,

beaucoup de machines à vendre, et c'est nous qui n'en avons plus. Sans doute pouvons-nous espérer, grâce à des importations massives de capitaux et d'outillages américains, réamorcer notre machine économique sans que cela implique trop de privations pour nos masses laborieuses, et voir se desserrer l'étreinte de ces cruelles nécessités qui ne nous apparaissent tellement inéluctables que parce que nous considérons isolément le problème français.

Indispensables pour notre relèvement économique, indispensables pour que notre relèvement économique n'implique pas, au début, de trop lourds sacrifices sur le plan social, les apports massifs de capitaux étrangers poseront évidemment de sérieux problèmes. Problèmes politiques, pour autant que notre indépendance nationale risquerait d'être menacée par une main-mise étrangère sur nos entreprises. Ici, sans doute, la prise de conscience de ce fait incontestable que notre classe ouvrière ne peut, avant plusieurs années, échapper à la misère que, moyennant de substantiels concours alliés, devra nous garder des réactions d'un amour-propre national trop chatouilleux. Problèmes d'ordre technique aussi bien. Emprunterons-nous aux gouvernements étrangers, ou aux banques étrangères? A court ou à long terme? à intérêt fixe ou bien par émission et vente à l'étranger d'actions de nos entreprises? Comment se présentera du point de vue monétaire la ques-

tion des transferts ? et comment pourrons-nous un jour rembourser les prêts qui nous auront été consentis ? Autant de questions qui ne sont point aisées, mais qui débordent heureusement mon sujet. Je me réjouis de les pouvoir abandonner à plus compétent que moi.

Mais il me semblait indispensable de marquer en terminant à quel point la question sociale française, telle qu'elle se pose actuellement, me paraît étroitement liée aux problèmes internationaux. Nous n'avons pas assez à manger : et c'est parce que presque toute la flotte du monde est actuellement employée à la guerre contre le Japon. Le jour où cessera la guerre contre le Japon, le problème du tonnage qui domine celui de nos importations sera sur la voie d'être résolu.

Notre production ne reprend que très lentement : et c'est parce que nous n'avons pas encore reçu de nos alliés assez de capitaux, de crédits, d'engrais, de matières premières, de machines.

Pour que l'économie de demain puisse vraiment s'orienter vers l'amélioration du sort des masses, pour qu'elle ne s'épuise pas en pure perte au seul bénéfice d'une nouvelle course aux armements, il nous faut d'abord une paix solide, c'est-à-dire une paix juste, et comportant un désarmement aussi complet que possible.

Au début de cette leçon, j'essayais de sug-

gérer que le sort de la classe ouvrière française relève moins du ministre du Travail qu'il ne repose entre les mains des ministres de l'Economie nationale, de la Production industrielle, des Finances. Mais il dépend bien plus encore du ministre des Affaires étrangères. Car de même que les maux dont souffre aujourd'hui la classe ouvrière sont une conséquence de la guerre, l'amélioration de sa condition est liée à l'avenir de la paix. De cette paix temporelle que sans doute le Christ n'est point venu apporter au monde — car le Don de Dieu est bien au-dessus d'elle — mais dont nous savons bien qu'un immense et pur élan de Charité est nécessaire pour qu'elle nous soit donnée par surcroît.

XII

ENTENTE EUROPEENNE OCCIDENTALE?

(extrait de l'hebdomadaire *Forces Françaises*
du 22 au 29 septembre 1945)

Les déclarations que le général de Gaulle a faites mardi dernier — la veille de l'ouverture de la conférence des cinq ministres des Affaires étrangères — au correspondant parisien du journal anglais le *Times*, prennent l'importance d'un grand événement international. Les conséquences historiques en pourraient bien être considérables. Et nul — à moins d'être prophète — ne les saurait d'avance aujourd'hui mesurer.

Ces déclarations comportent une série de prises de position vigoureuses et précises sur plusieurs grands problèmes de la politique européenne. Or, le président du G.P.R.F. affirme que tous ces problèmes sont solidaires et ne peuvent comporter qu'une solution d'ensemble; il insinue que celle qu'il met en avant forme un tout indissoluble : et que l'on ne saurait, sans la rendre boiteuse et inviable, l'adopter en partie seulement. En somme, il la donne un peu comme à prendre ou à laisser. Et comme on ne la peut laisser — parce que l'amitié franco-anglaise est un fait, et parce que la coopération franco-anglaise est une nécessité — alors il faut la prendre — et consentir à l'Ouest de l'Allemagne les solutions au premier abord déroutantes dont le général de Gaulle s'est fait le champion.

Une telle façon de présenter les choses n'est peut-être pas très habile : devant un bloc fait d'une seule pièce et qui se prétend imposer tout entier, le premier mouvement du parte-

naire, celui du lecteur surpris ne sera-t-il pas de se cabrer? Elle a pourtant le mérite de réagir vigoureusement contre l'habitude trop répandue dans les milieux diplomatiques de considérer les problèmes en détail, et sans vues d'ensemble. Pour se bien diriger aux grands carrefours de l'histoire, il faut voir large et il faut voir loin : faute de quoi l'on n'aura su ni prévoir, ni conduire, ni coordonner.

Cela dit, il nous faut cependant réfléchir séparément sur chacun des thèmes de l'*interview* du général de Gaulle. Quand ce ne serait que pour éprouver si les divers chapitres de son programme se commandent les uns les autres aussi nécessairement qu'il le prétend.

*
**

Le général de Gaulle affirme d'abord vigoureusement que nous sommes liés à l'Angleterre plus solidement qu'à aucune autre nation. Et cela nous apporte comme un soulagement. Nous avons vu le chef du gouvernement et notre ministre des Affaires étrangères aller à Moscou, puis à Washington; et nous nous sommes réjouis de l'accueil qu'ils y ont reçu, des relations amicales qu'ils y ont resserrées. Ces deux voyages étaient-ils l'esquisse d'un pas de valse, comme l'a spirituellement demandé un journaliste américain? En ce cas nous attendions le troisième temps avec impatience. Nous ressentions un certain malaise

qu'il n'eût pas été le premier. Comment exprimer notre reconnaissance pour l'Angleterre héroïque de 1940, pour l'alliée fidèle d'où pendant quatre ans les ondes ont apporté notre pain quotidien d'espérance? Comment formuler notre admiration pour la sagesse de ses institutions, pour le civisme de son peuple, pour la noblesse de ses mœurs politiques! Et le général de Gaulle a dit d'autres raisons qui ne sont pas plus profondes, mais plus objectives : l'Angleterre est comme nous puissance européenne occidentale ; comme nous puissance maritime ; comme nous puissance impériale ; comme nous pays de vieille civilisation, comme nous nation démocratique. Entre le grand capitalisme américain et le communisme soviétique, elle cherche comme nous de tierces solutions, plus complexes et plus humaines. En un monde que tendent à submerger ce qu'on appelle les « civilisations de masse », Angleterre et France sont par tout leur passé, par toutes leurs façons de penser et de vivre, les témoins du respect que l'on doit à la personne humaine. Leur mission est commune, et elle est sublime. Cela situe aujourd'hui les harmonies franco-anglaises sur un registre spécial, nouveau, très particulièrement intime.

Le Président du Gouvernement ne reprend pas la proposition d'union politique avec citoyenneté commune que M. Churchill avait généreusement faite à la France écrasée en 1940, et dont de Gaulle lui-même — le jour

où il la rapporta de Londres en personne — s'était fait l'avocat auprès du gouvernement français d'alors. « Il faudra bien en venir là quelque jour », a dit M. Paul Reynaud au procès Pétain. Et le représentant du parti travailliste au récent congrès de la S.F.I.O. a repris la même idée. Mais il ne semble pas qu'une telle formule d'union totale soit mûre pour l'application. Le général de Gaulle l'écarte par préterition. Ce n'est pas pour se contenter d'une simple alliance militaire, du type de celle que la France n'a cessé entre les deux guerres de réclamer, cependant que l'opinion publique anglaise répugnait à la consentir pour ce qu'elle comportait d'automatisme, pour ce qu'elle impliquait aussi de méfiance à l'endroit de la sécurité collective mondiale. Vaine et lancinante querelle, sur une formule aujourd'hui dépassée par les circonstances. Si aujourd'hui la coopération franco-anglaise doit être étroitement renforcée, c'est d'abord et surtout sur deux terrains essentiels : le terrain économique et le terrain diplomatique.

*
**

Aussi bien l'Angleterre et la France ne sont-elles pas seules en cause. La Belgique, la Hollande, la Suisse, l'Italie, l'Espagne, le Portugal (et d'autres pays encore, ajoute le général de Gaulle qui pense peut-être aux scandinaves) ont un intérêt évident à conjuguer étroitement avec ceux de l'Angleterre et de

la France leurs efforts de reconstruction économique et leur activité diplomatique. Avec l'ouest de l'Allemagne dont nous parlerons à son heure, telle est, selon le président du G.P.R.F., l'aire européenne que déterminent, pour former l'entente occidentale, à la fois la nature et l'histoire, la géographie physique et économique et la psychologie des peuples.

Notons que des pays que nous venons d'énumérer dépendent l'Afrique tout entière, l'Inde britannique, l'Indochine française, les Indes néerlandaises, de nombreuses et souvent importantes possessions réparties dans le monde entier. Le problème des Dominions britanniques serait certes extrêmement délicat à résoudre. Quelle sorte de liens certains d'entre eux accepteraient-ils de nouer avec une formation de ce genre? C'est là que gît, à n'en pas douter, la plus grosse difficulté que rencontrerait la réalisation de l'entente occidentale.

Entente *européenne* occidentale, et non pas « *bloc* occidental ». Des confusions ont cours sur ce point, qu'entretiennent avec complaisance certains adversaires du projet. Il ne s'agit pas du tout d'une union entre l'Amérique et l'Europe occidentale, qui ferait de celle-ci une sorte de tête de pont avancée des Etats-Unis, plus ou moins dirigée contre la Russie. Il s'agit de constituer entre les deux colossales puissances que la présente guerre a mises au premier plan, une sorte de fédération à objectifs limités, entre plusieurs

nations qui tiennent à conserver leur existence nationale, mais qui se savent maintenant trop petites par rapport à l'échelle nouvelle de la carte du monde, pour pouvoir demeurer économiquement et diplomatiquement indépendantes. Il s'agit de contenir la folle poussée centrifuge que cette guerre a déclenchée, et de refaire de l'ouest européen un pôle d'attraction, un centre d'impulsion parmi d'autres. Il s'agit d'empêcher que les deux puissances titanesques de l'Ouest et de l'Est étendent petit à petit leurs tentacules rivales et chargées d'électricité dans le *no man's land* qui les sépare encore; et pour cela de former entre elles deux un tampon consistant, nécessaire sans doute à la paix du monde.

L'entente européenne occidentale serait évidemment — surtout au début — étroitement liée économiquement aux Etats-Unis, dont le concours est nécessaire à sa reconstruction. Mais sur le plan culturel, diplomatique, politique, elle aurait pour rôle essentiel d'amortir les chocs entre l'Est et l'Ouest, et non pas de constituer une section de je ne sais quel « cordon sanitaire » conçu pour encercler les Soviets. La Russie ne s'en saurait honnêtement tenir pour menacée, sinon pour autant qu'elle nourrirait d'autres ambitions que celles qu'elle avoue présentement, et entendrait étendre sa zone d'influence exclusive aux pays appelés à faire partie de l'entente.

*
**

Reste l'élément le plus délicat de la proposition du général de Gaulle. Le président du G.P.R.F. affirme que les régions minières et industrielles situées à l'ouest de l'Allemagne doivent nécessairement être enlevées à ce pays, et rattachées du point de vue économique et du point de vue militaire à l'entente occidentale. Parce que l'industrie des pays d'occident a besoin du charbon de la Ruhr. Parce que la Rhénanie et la Ruhr sont des arsenaux et des voies d'invasion que l'occident ne saurait renoncer à contrôler sans mettre en grave péril sa propre sécurité et celle du monde entier.

Ce sont là des arguments d'un réalisme indiscutable, et qui, dans leur brutalité, ne sauraient manquer de faire impression. Les difficultés qu'on leur peut opposer sont d'ordre psychologique et moral. Les habitants de la Ruhr et de la Rhénanie sont incontestablement des Allemands, et qui dans leur immense majorité désirent sans doute rester citoyens d'une grande nation allemande et prussienne. Les tendances séparatistes encore vivaces en 1919 sont probablement aujourd'hui presque inexistantes. Comme l'a proclamé solennellement la Charte de l'Atlantique, — ce texte sage et beau, hélas si peu connu et si méconnu, — les Nations Unies n'ont pas combattu pour réaliser aucune conquête territoriale, mais pour restituer à tous les peuples, même ennemis et vaincus, les libertés essen-

tielles de l'homme et du citoyen, et leurs droits nationaux. Après de telles promesses, ne serait-il pas scandaleux de disloquer par la force une des nations les plus récentes sans doute, mais rapidement devenue l'une des plus conscientes de son unité? Et pense-t-on qu'une solution reposant ainsi sur la seule contrainte ait de réelles chances de durer? Pourra-t-on empêcher que se ressoudent à la longue des fragments aussi artificiellement séparés les uns des autres? Peut-on longtemps faire violence à la nature, à l'histoire? Peut-on espérer que jamais l'Allemagne se résigne à renoncer de bonne grâce à ses plus riches provinces? Les lui enlever, n'est-ce pas la forcer en quelque sorte à vouloir une revanche, et préparer une paix qui, parce qu'elle reposerait sur la seule violence, ne saurait être que fragile et brève? Telles sont les objections qui se présentent en notre esprit, et qui maintiennent sur la réserve nos amis anglais, prompts à douter que les projets du général de Gaulle répondent aux vœux de l'opinion publique française.

Ces objections sont de poids. Et nous aurions tort sans doute de laisser longtemps suspendues nos bonnes relations avec l'Angleterre — et la réalisation du projet d'entente occidentale — à d'aussi aventureuses perspectives.

*
**

Il n'est pas dit toutefois qu'elles ne soient point prophétiques, et propres à recueillir à

la longue l'adhésion de l'Angleterre et des autres nations occidentales. Pour bien comprendre la question, il faut en effet considérer le problème allemand dans son ensemble. L'Allemagne vient d'être amputée à l'Est par de vastes annexions accompagnées de transferts brutaux de populations. Nous devons le réprouver sévèrement au nom de la morale : mais c'est chose faite. Désormais, de quelque modération que nous fassions preuve à l'Ouest, comment espérer que les traités de paix deviennent jamais acceptables pour une grande Allemagne réellement indépendante? Et d'ailleurs l'emprise politique de la Russie soviétique sur sa zone d'occupation nous invite à douter qu'une telle Allemagne doive jamais renaître. Si la plus grande partie de l'Allemagne devient politiquement russe, ne devient-il pas légitime que la Rhénanie cesse d'être politiquement l'Allemagne? Ne sera-ce pas en ce cas la solution la plus conforme aux vœux des populations?

Il ne s'agit pas d'annexer à la France un seul pouce de territoire allemand. Nous sommes tout à fait à l'aise dans nos frontières, et ne ressentons aucune envie d'y inclure de force des hommes qui ne le désirent point. Cela, le général de Gaulle l'a dit avec force au cours de sa conférence de presse de Washington, et nous voulons l'en croire. Il est regrettable qu'il ne l'ait pas répété dans son *interview* du *Times*. Mais parler d'un contrôle *international* des mines et des industries de

la Ruhr, et du fleuve Rhin; parler de la création d'un Etat rhénan doté d'une totale autonomie culturelle, c'est je suppose écarter pour le présent et pour l'avenir toute hypothèse d'annexion, d'inspiration nationaliste : c'est au contraire reconnaître que peut-être l'ère des nations souveraines est révolue, et qu'il n'y a de salut pour le monde et en particulier pour l'Europe occidentale si morcelée, que dans des solutions d'organisation internationale fondées sur les données économiques fondamentales et inspirées de l'intérêt commun.

*
**

L'avenir prochain nous dira quelle doit être la fortune diplomatique des idées hardies et réalistes qu'a lancées le général de Gaulle. En attendant, si elles peuvent élever quelque temps les Français au-dessus des divisions intérieures que vient hélas ranimer la campagne électorale ; si elles savent élever le niveau des discussions électorales jusqu'au plan des problèmes internationaux qui domine tous les autres, n'en doutons pas : rien que pour cela, l'interview au *Times* est venue à son heure.

XIII

AVANT LE SCRUTIN DU 21 OCTOBRE 1945

REFLEXIONS DANS L'ISOLAIR ⁽ⁱ⁾

(25 septembre 1945)

(1) Le texte qu'on lira ci-dessous est inédit. Rédigé le 25 septembre 1945, à l'intention du *Monde*, il se vit refusé par ce journal, puis par un hebdomadaire U.D.S.R. En période électorale, il est très difficile de se faire imprimer lorsque l'on n'adopte pas en tous points les positions d'un parti.

Des urnes du referendum, trois solutions peuvent sortir : le choix que les électeurs feront de l'une d'elles commandera l'avenir de la France. Pour plusieurs générations, pour plusieurs siècles peut-être : du moins si, comme il convient de le souhaiter, nous savons nous donner cette fois-ci des institutions assez équilibrées pour qu'elles puissent enfin durer.

*
**

La première solution, c'est celle que dicterait une majorité de « *oui* » à la première question, et de « *non* » à la seconde. Ainsi l'entendent le parti communiste, le M.U.R.F., la récente majorité de la C.G.T. L'Assemblée que nous élirons le 21 octobre serait alors unique, constituante, et souveraine. La durée de son mandat ne serait point légalement limitée. Les dangers dont une telle formule menacerait nos libertés publiques ne sauraient être surestimés. La dictature d'une assemblée, c'est la plus despotique et la plus haïssable. Il n'est pas de Convention qui n'ait bientôt son Robespierre. Jamais dans le monde aucune démocratie n'a fonctionné sans tout un système de contrepoids : où l'exécutif dispose de moyens de pression sur le législatif, où deux assemblées tempèrent mutuellement leur respective omnipotence. Montesquieu jamais n'aurait voté *oui-non*. Et non plus la plupart des hommes de 1789. *Oui-non*, c'est le désor-

dre, la tyrannie, l'aventure. C'est le relèvement de la France compromis dès le moment même où voici qu'il est amorcé. Je crois fermement que la majorité repoussera cette solution-là, parce que je crois à la France. Et donc, aucun doute à mes yeux : il faut répondre *oui* à la seconde question.

*
**

Mais à la première? *Oui-oui*, ce serait alors la Constituante à pouvoirs limités, telle que la dessine le projet de loi du gouvernement.

Il n'est pas honnête de prétendre que cette solution porte aucunement atteinte au principe de la responsabilité ministérielle, ni à la souveraineté nationale. Le projet de loi — l'avez-vous lu ? — stipule au contraire que l'assemblée désignera le chef d'un gouvernement dont elle devra approuver la composition, et qu'elle pourra renverser moyennant un délai de quarante-huit heures.

Une telle formule ne laisse pas de m'inquiéter cependant. Ces pouvoirs « limités » le sont encore bien peu pour mon gré. Ne laissent-ils pas l'exécutif presque désarmé devant une assemblée qui pourrait fort bien en vouloir abuser? Et puis surtout le projet du gouvernement prévoit un second referendum et de nouvelles élections dans sept mois au plus tard. J'entends bien qu'il s'agit ici de réserver au gouvernement un possible recours devant la Nation, afin de prévenir ou de neutraliser

d'éventuelles folies constitutionnelles de l'Assemblée. Mais le principe du referendum est contraire à notre tradition démocratique, à l'institution fondamentale du mandat politique, au système éprouvé du gouvernement représentatif. Les électeurs peuvent bien choisir les hommes auxquels ils accordent leur confiance; ils ne sauraient en connaissance de cause juger des constitutions et des lois. Il suffit pour en être convaincu d'avoir présidé un bureau de vote, ou seulement observé pendant une heure le défilé devant les urnes des citoyens et citoyennes. Ce serait déconsidérer le suffrage universel que lui demander ce dont il n'est manifestement pas capable. Stuart Mill et l'histoire s'accordent à le démontrer : aucun grand pays libre ne saurait organiquement pratiquer le referendum. Je ne voudrais point le voir pénétrer dans nos mœurs politiques. Et pense-t-on qu'il convienne d'inaugurer nos institutions nouvelles sous le signe de la division qu'implique fatalement une consultation populaire contradictoire? Une constitution, c'est la règle du jeu que tous doivent accepter, respecter, vénérer. Croit-on que la masse des électeurs minoritaires qui auront voté « contre » après une campagne probablement passionnée puisse aussitôt se rallier de bonne grâce et sans arrière-pensée? Quant à la perspective de nouvelles élections très prochaines, elle risque fort de paralyser d'ici là le gouvernement. Comment engager une politique définie, com-

ment adopter et soutenir des positions nettes dans les négociations internationales, lorsque l'on agit sous la menace latente d'un très proche démenti de l'opinion?

**

Reste la troisième solution : celle qui résulterait d'une majorité de *non* à la première question (quelle que soit la réponse à la seconde, qui devient dès lors sans objet). Elle nous donnerait tout de suite deux assemblées, avec un mandat d'une durée normale, c'est-à-dire avec la possibilité d'engager tout de suite une politique de longue haleine.

Il n'est pas honnête de prétendre qu'une telle solution commanderait le retour pur et simple au passé. Dès le lendemain du referendum, rien n'empêcherait le gouvernement de prendre une ordonnance pour modifier dans un sens démocratique le mode de recrutement du Sénat — lequel n'est pas fixé par la Constitution de 1875. Quand ce ne serait que sous la pression de l'importante minorité des « *oui* », la Chambre et le Sénat nouveaux ne manqueraient point de se réunir aussitôt à Versailles en Assemblée nationale. Et, je n'en puis guère vraiment douter : les quelques retouches que réclame notre régime — celles que le général de Gaulle a fort bien définies, et sur lesquelles presque tous les Français sont d'accord — seraient de la sorte effectuées. Cela demanderait peut-être qua-

rante-huit heures, une semaine tout au plus. Après quoi nos élus reprendraient avec le chemin de Paris, celui de la vraie politique. Alors les disputations constitutionnelles seraient bien closes, et l'on s'attaquerait d'emblée aux problèmes-clés : la reprise économique, l'éducation nationale, la paix.

Il ne fait mystère pour personne qu'une telle solution longtemps a conservé la faveur personnelle du général de Gaulle ⁽¹⁾ jusqu'à ce que l'intransigeance — malencontreuse à mon sens — de certains de ses ministres, et la trop subtile ingéniosité de certain autre, l'aient amené à consentir le compromis d'un referendum, et à préconiser le double « oui ». Je ne puis croire qu'une majorité de « non » à la première question contrarierait gravement sa politique. Elle écarterait tout danger d'assemblée unique et souveraine, même dans l'hypothèse toujours menaçante d'une réponse négative du corps électoral à la seconde question. Elle marquerait la continuité de la République française. Dès l'abord, elle placerait la « Quatrième » sous le signe de la légalité. Elle aurait surtout l'inappréciable avantage d'abréger les discussions abstraites et ces vilains jeux de principes où leurs vices congénitaux ne portent que trop de Français à se complaire; et de raccourcir le chemin qui

(1) (Note de la présente édition). Cf. Louis-Pierre GOUPEY : *Le Referendum du 21 octobre 1945. Son origine; positions successives du Général de Gaulle. Que peut-on en penser ?* Paris, Centre d'Information Politique, 81, avenue Raymond-Poincaré (16^e) 1945.

mène. aux réalités, à la politique, aux besoins immédiats de la France.

Si je la préfère décidément quant à moi, c'est donc qu'elle me semble à la fois la plus prudente et la plus réaliste. Une constitution, c'est cela qui, par fonction, demeure cependant que changent les lois et les hommes. Pour que tout ce qui bout en nous de jeunesse se puisse ébattre en liberté, il faut d'abord des murs et des parquets solides. Moyennant qu'on les entretienne et qu'on les repeigne de temps en temps — sans en ébranler la charpente — les plus vieilles ne sont-elles pas aussi les plus robustes maisons?

*
**

Seulement cette réserve, cette circonspection qui doit présider à la réforme de nos institutions fondamentales, après tout je n'y tiens tellement que pour permettre sans danger le rajeunissement des équipes, la purification des mœurs, le renouvellement des cadres de la politique française.

Aussi bien, après avoir rayé sur le bulletin de réponse au referendum le premier « *oui* » et le second « *non* », jetterais-je volontiers dans l'urne la liste des candidats d'un parti « *oui-oui* » de la première heure... Parce que c'est du côté de ces partis-là qu'est la jeunesse de la France et qu'est sans doute aussi sa raison. C'est là que vit chez nous l'esprit de la Seconde Internationale, qui a contribué à faire des nations scandinaves, de la Finlande,

de l'Angleterre les pays les plus civilisés du monde. En dépit d'une phraséologie révolutionnaire, étatiste, ou « communautaire » qui ne laisse pas — dès lors que l'on connaît les hommes — d'apparaître très souvent superficielle, c'est là que l'on retrouve vivante notre tradition humaniste, universaliste, républicaine, individualiste, libérale — alliée à la passion du progrès social. De ce côté-là s'est rangé le peuple auquel il importe de compatir et venir en aide, afin qu'il ne laisse point engloutir ses libertés dans le gouffre du totalitarisme moscoutaire. De ce côté-là s'élaborent les seules solutions de politique internationale qui puissent garantir l'indépendance et la paix : rapprochement avec l'Angleterre, entente européenne occidentale, sécurité collective. Et puis encore parce que là sont rassemblés les seuls soutiens fidèles du général de Gaulle : et sans doute avons-nous encore besoin de sa lucide intelligence et de son opiniâtre volonté. Parce qu'enfin on entrevoit déjà qu'une coalition de ces partis-là pourrait bien constituer demain la première majorité parlementaire de la nouvelle République.

Ils sont trois : la S.F.I.O., l'U.D.S.R., et le Mouvement Républicain Populaire.

Ne m'en demandez pas davantage : il ne sied point de lever le voile dont la loi républicaine a voulu que demeure clos le secret de l'isoloir. Déjà sans doute — et je demande pardon de cette inélégance — ne l'ai-je pas rendu trop transparent ?

XIV

PRODUIRE

(extrait de l'hebdomadaire régional *Forces Françaises*,

1^{er} octobre 1945)

Les élections cantonales provoquent dans nos provinces une répétition générale du séculaire dialogue des idéologies. Après six ans de silence forcé, voici que reprennent ces bonnes vieilles disputes dont nous avons tant besoin pour nous entendre. Spectacle attendrissant pour quiconque aime la France et le passé dont elle est pétrie. Mais inquiétant aussi bien, pour ceux qui espèrent en elle, et se préoccupent de son avenir immédiat et lointain.

Querelles religieuses, à propos de cette question de l'enseignement qui n'a pas fait un pas depuis quarante ans; disputations sur le mot République, dont tous se réclament, mais qui pour les uns signifie le régime politique de la France que nul ne songe à mettre en question, et pour les autres un parti dont on embrasse la querelle avec passion; acrobaties au jeu savant des alliances électorales et des désistements pour le second tour: voilà ce dont on a parlé. Mais très peu des grandes tâches qu'une actualité sévère impose à la politique française: de la production, de la constitution, de la paix.

Pour remédier précisément à cette carence, nous insisterons aujourd'hui sur le problème de la production.

On peut considérer en gros qu'avant la guerre, les Etats-Unis, avec une population triple de la population française, produisaient au moins dix fois plus que nous. Depuis le

début de la guerre, la production des Etats-Unis a doublé. Celle de la France était divisée par trois peu après la Libération du territoire. En progrès depuis quelques mois, elle n'a pas atteint encore la moitié de son niveau de 1938. Or pour les royaumes de la terre il n'est pas de grandeur, ni de puissance, ni de sécurité, ni de bonheur qui ne reposent d'abord sur les richesses matérielles. Plus que jamais, dans les périodes difficiles comme celle que nous traversons, l'économique tient en suspens le politique, le social, le financier, les relations internationales. Souvent on le répète; on n'y réfléchira jamais assez.

Nous nous inquiétons du déséquilibre budgétaire. L'Etat français dépense présentement plus de deux fois le montant des impôts qu'il perçoit. Or, si l'on peut envisager la réduction des dépenses militaires et l'allègement des charges de certains services de contrôle qui alourdissent fâcheusement la machine gouvernementale, en revanche la reconstruction de nos ruines et les réformes sociales que nous projetons représentent des dépenses considérables en perspective. Il faut donc accroître les recettes. Mais le taux des impôts ne saurait être relevé. Car au delà d'un certain niveau qui peut-être est déjà dépassé, un taux trop fort provoque toujours la fraude et l'évasion fiscales, paralyse les activités trop lourdement imposées, tarit les sources auxquelles s'abreuve le fisc. Or le rendement des impôts ne peut croître sans élévation des taux que

par l'extension de la matière imposable : la solution du problème budgétaire, c'est la multiplication des transactions, des chiffres d'affaires, des revenus : c'est-à-dire en fin de compte l'extension de la production.

Nous nous inquiétons du montant de notre dette publique. De 400 milliards avant la guerre, elle est passée à 1.250 milliards, ce qui représente environ, d'après les données actuelles, trois années de revenu national. Or on admet couramment que l'économie d'une nation ne peut supporter sans dommage un endettement public supérieur à un an et demi de revenu national. Pour que la dette de l'Etat français — qu'il n'est nullement question de réduire dans les circonstances présentes, mais qui certainement ira au contraire en s'accroissant pendant les années à venir — devienne supportable, il faut donc doubler au moins notre revenu national — c'est-à-dire produire au moins deux fois plus.

Les prix français montent sans cesse, et le consommateur s'en plaint. Pourtant nos prix actuels rémunèrent mal les producteurs. On peut dire qu'aujourd'hui en France on fait encore quelques profits commerciaux, mais qu'il n'y a presque plus de profits agricoles et que presque toutes les industries travaillent à perte. Or, il n'est qu'un moyen de rétablir les marges bénéficiaires pour les producteurs sans pour cela engager les prix dans une folle course à la hausse : c'est de répartir les frais généraux des entreprises sur un plus

grand volume de marchandises, et d'abaisser ainsi le coût de production de chaque unité produite.

Le problème des changes est lié à celui des prix. Nous ne saurions stabiliser le franc de façon saine et durable sans arrêter la hausse des prix. Et sans équilibrer notre balance commerciale. Aux importations massives auxquelles il nous faut recourir devra répondre dès que possible un développement de nos exportations. Et pour exporter, il faut produire.

La force de la France est à la même condition. Les nations militaires déclarent les guerres, mais ce sont les nations pacifiques et riches qui les gagnent. La force d'un pays réside dans ses usines, dans ses machines, dans ses ouvriers plus que dans ses soldats.

Au lendemain de six années terribles où les restrictions, les bombardements, le travail forcé ont frappé tout spécialement la classe ouvrière, la France aspire à faire un grand pas en avant dans la voie du progrès social. Mais aucune réforme sociale ne peut améliorer la condition des ouvriers si la production ne s'accroît aussi bien. Autrement tout avantage consenti aux ouvriers ne saurait aboutir qu'à faire monter les prix. Il n'y a qu'un moyen de mieux vivre, c'est de produire davantage. Sans une vigoureuse reprise économique, toute législation sociale serait menteuse.

Même la stabilité du régime politique, l'esprit civique de la population, l'adoucissement et la dignité des mœurs politiques, le respect de la loi par tous les citoyens supposent un certain degré d'aisance, et donc une production accrue.

Je voudrais qu'en ouvrant notre journal, nous n'eussions rien de plus pressé que d'y lire les chiffres qui disent les progrès (encore bien lents) de la production française. On publie chaque semaine le nombre de wagons chargés, les quantités de houille extraites. Il n'est pas de thermomètres plus significatifs de la santé de la France ! Qui les consulte ?

XV

POUR UN TRAVAILLISME
FRANÇAIS

(extrait de l'hebdomadaire *Forces Françaises*,
semaine du 13 au 20 octobre 1945)

Le triomphal succès du *Labour Party* lors des récentes élections britanniques, l'élan considérable que les élections cantonales viennent d'imprimer au parti socialiste en France, placent la II^e Internationale au premier plan des réalités politiques européennes.

Elle se présente comme une fédération de partis socialistes de diverses nations : elle n'est point une organisation mondiale centralisée et hiérarchisée à l'instar de l'Internationale communiste. Faisceau d'efforts qui convergent tout en demeurant largement indépendants, lieu de rencontre pour les idées, les mouvements, les politiques socialistes, chaque nation y apporte sa note particulière, selon son génie propre.

Cette Internationale-là n'est pas, comme l'autre, dirigée par une seule nation, ni asservie à ses ambitions. Elle est ouvrière, mais humaniste, personnaliste, pluraliste. Progressiste plus que révolutionnaire, elle vise à l'affranchissement matériel, intellectuel, moral, politique, économique des classes populaires, plutôt qu'à la conquête du pouvoir et à la dictature prolétarienne. Elle est libérale et démocrate, respectueuse de la légalité, héritière des philosophes français du dix-huitième siècle et des radicaux anglais du dix-neuvième. (N'oublions pas que Stuart Mill, à la fin de sa vie, s'est rallié au socialisme). L'idéal de la Révolution française se retrouve en elle intact et vivant.

La II^e Internationale laisse aux mouvements qui la composent leur autonomie, leur couleur particulière, selon les génies propres, les traditions et les besoins des différents peuples. Avant la récente guerre, il était loisible de distinguer deux tendances distinctes parmi les mouvements qui la composaient. Il y avait un socialisme continental, dominé par la pensée socialiste allemande; et un socialisme nordique — anglais et scandinave principalement.

Le premier était hanté par l'idée de la lutte de classes et par celle de la révolution prolétarienne. Il était matérialiste et antireligieux. Il était centraliste, étatiste, et facilement intolérant. Il croyait à des formules, à des principes, à des structures rationnelles et radicalement nouvelles, plutôt qu'à l'action politique de chaque jour. Avant tout prolétarien, il considérait le communisme comme son allié naturel et privilégié.

Le second socialisme — le travaillisme anglais, les social-démocraties scandinaves — était fort peu marqué par le marxisme. Il avait pour idéal le bonheur du peuple, l'élévation de son niveau de vie, sa culture intellectuelle et civique, l'épanouissement dans toutes les classes sociales de la vie individuelle et familiale, la liberté, le progrès, la paix. Il répugnait à la violence. Il était tolérant sans arrière-pensée, et de nombreux croyants se trouvaient chez lui parfaitement à l'aise. Il était idéaliste et sentimental. Il n'avait point de métaphysique propre. Soucieux de

bon gouvernement plus que de définitions logiques, il était politique plutôt que doctrinaire. Il était démocrate et respectueux des constitutions séculaires. Indemne de tout anti-communisme étroit et systématique, il était trop conscient des valeurs de la civilisation occidentale, trop respectueux de la personne humaine, trop étranger à la mentalité grégaire pour céder à aucune contagion moscou-taire.

Après la guerre de 1914-1918, le socialisme continental s'est trouvé au pouvoir en Italie, en Allemagne, en Autriche, en Espagne. Dans tous ces pays, il a bientôt été englouti par le fascisme, auquel il n'a pas su opposer une barrière efficace. Que reste-t-il aujourd'hui, en Europe centrale, de la tradition social-démocrate?

Au contraire, le socialisme nordique — qu'il ait tenu le gouvernement comme dans les pays scandinaves et la Finlande, ou qu'il soit resté dans l'opposition comme ce fut la plupart du temps le cas en Angleterre — a beaucoup contribué à faire de ces nations les pays les plus civilisés du monde. Il y est aujourd'hui aussi sain et assuré de ses orientations, et plus vivant que jamais.

Peut-être cette confrontation — qui simplifie évidemment le problème — est-elle cependant de nature à guider le socialisme français à ce carrefour de son histoire.

Le socialisme français possède une longue

tradition propre, que le marxisme a quelque peu recouverte depuis notre défaite de 1870. Mais elle n'est jamais morte. Elle est doctrinaire et utopiste, laïciste, hostile à l'Eglise catholique et très souvent à l'idée religieuse. Mais non point du tout matérialiste. Elle est républicaine, fille de 1789 et de l'opposition au second Empire. Elle est individualiste.

Et cela l'harmonise au travaillisme anglais.

De Jaurès à Léon Blum, il y a une ligne de pensée et d'action réaliste, humaniste, fédéraliste, pluraliste, idéaliste qui marche à sa rencontre. La tradition laïque est en train de se dépouiller, chez beaucoup de nos socialistes, de toute nuance antireligieuse. Les résultats des élections cantonales suggèrent la perspective d'une majorité parlementaire qui réunirait la Section Française de l'Internationale Ouvrière et le Mouvement Républicain Populaire.

Demain, s'il en est ainsi, entre le conservatisme bourgeois et le totalitarisme moscou-taire, un grand mouvement progressiste et populaire, au service de la démocratie et de la personne humaine, fera pendant chez nous au travaillisme de nos alliés britanniques.

Et nous rapprochera d'eux davantage encore.

XVI

L'INDEMNISATION
DES PORTEURS D'ACTIONS
D'ENTREPRISES NATIONALISEES

(Deux articles dans *Le Monde*
des 29 et 30 novembre 1945) ⁽¹⁾

(1) Le premier de ces articles a fait l'objet d'un leader de M. Pierre HERVÉ, dans *l'Humanité* du 29 novembre 1945.

Il demeure permis de dénoncer dans les nationalisations une fausse panacée; de penser qu'elles ne résolvent aucun des problèmes qui se posent réellement à l'économie française; de redouter qu'elles ralentissent la reprise intérieure, et n'aillent point faciliter la réintégration de l'économie française anémiée dans celle du monde en « reconversion »; de mettre en garde l'opinion publique contre les espoirs démesurés que l'on a tenté de lier à leur mise en œuvre. Mais quelques réserves que l'on puisse faire sur leur opportunité économique, des motifs de psychologie collective les rendent aujourd'hui difficilement contestables. Après la récente déclaration ministérielle du président de Gaulle, après les applaudissements dont l'a saluée l'Assemblée Nationale Constituante, après le vote unanime qui l'a approuvée, le doute et la discussion efficace ne sauraient porter désormais que sur l'étendue et sur les modalités de leur application. Ce que la France a maintenant bien décidé de faire, il s'agit seulement de le faire aussi bien que possible.

*
**

L'aspect purement financier des nationalisations n'est peut-être que secondaire: il n'est pas vain toutefois de l'envisager. Que deviendra le capital des entreprises nationalisées? Quel sera le sort de leurs actionnaires?

Deux principes semblent devoir commander la matière.

D'abord un principe d'équité : les nationalisations doivent se faire « sans spoliation ». Quoi que l'on pense en principe de la légitimité du droit de propriété individuelle, rien ne justifierait, tant qu'il n'est pas aboli, une discrimination qui léserait relativement et tout à fait arbitrairement telle forme de propriété, telle catégorie de propriétaires. Le fait d'avoir souscrit ou acheté des actions de sociétés de crédit ou d'entreprises d'électricité n'a rien d'un délit : il n'y a point lieu de le punir d'une amende rétroactive. L'actionnaire d'une banque ou d'une entreprise a le droit ne n'être pas systématiquement maltraité par rapport à l'épargnant qui a préféré acquérir les actions d'une distillerie ou d'un casino, ou thésauriser son épargne, ou conserver de l'or. Les nationalisations sont en somme une expropriation pour cause d'utilité publique. Ceux qu'elles atteignent ont droit aux mêmes garanties, aux mêmes égards qui accompagnent traditionnellement dans les pays libres, — et chez nous depuis la Déclaration des Droits de l'Homme, — cette procédure exceptionnelle.

Ensuite, un principe de saine politique économique : les nationalisations ne doivent pas entraîner un nouveau recul de la fonction d'épargne en France. Elles peuvent, elles doivent ne point décourager les épargnants. La hausse des prix, la relative stagnation de

beaucoup de revenus font que de nombreuses catégories sociales qui jadis épargnaient chaque année se voient maintenant contraintes de vivre partiellement sur leur capital. L'insécurité monétaire, l'insécurité des affaires, l'insécurité politique ont affaibli l'esprit de prévoyance. (A cet égard le fait — par ailleurs si heureux pour nous — que cette guerre-ci, contrairement à tous les précédents, n'a point diminué la fécondité est sans doute symptomatique.) Or, pour produire, il faut investir. Et tant que l'on n'aura pas instauré en France le régime communiste, — où la source normale des investissements industriels est constituée par les excédents budgétaires (ce qui ne paraît point compatible avec la démocratie telle que nous l'entendons, c'est-à-dire avec le gouvernement représentatif), — il faudra compter essentiellement sur l'épargne privée. Plus l'épargne privée *nationale* sera défaillante, plus il faudra recourir au capital étranger, au risque de devenir une nation prolétaire. Les partisans des nationalisations qui sont souvent des plus chatouilleux au chapitre de l'indépendance économique nationale, devraient être aussi bien les premiers à s'inspirer d'un tel souci.

*
**

A l'heure où j'écris, les projets du gouvernement ne sont pas encore connus. Rien n'en a filtré. Force m'est donc de raisonner à la lumière des principes, et sur la seule base des programmes proposés par les divers partis.

Voici comment s'exprime — sur le point qui nous occupe — celui de la Délégation des gauches, publié dans le *Monde* du 8 novembre : « *Les propriétaires expropriés sont — sauf en cas de confiscation pour trahison — indemnisés équitablement par des titres valables pour leurs enfants dix ans après la mort du titulaire ou jusqu'à la majorité des enfants : le service en est assuré par la branche nationalisée sous la garantie de l'Etat ; il est établi sur la moyenne des derniers dividendes distribués avant la guerre. Ces titres sont rachetables à leur valeur actuarielle par les banques nationalisées. — Le sort des obligataires n'est pas modifié.* »

On doit se demander jusqu'à quel point les auteurs d'un tel texte — dont l'inélégante et confuse rédaction est assurément le moindre défaut — ont eu conscience de ce qu'ils écrivaient. Il est à peine besoin de mettre en lumière combien la solution qu'il définit est à la fois inique et anti-économique.

Inique d'abord en ce qu'elle prend pour base les montants nominaux de dividendes d'avant-guerre auxquels la dépréciation subséquente de la monnaie a enlevé toute signification réelle actuelle (alors même qu'hier encore, la loi de 1941 sur la limitation des dividendes maintenait alignés sur leur base les revenus annuels des actions). Pour que la justice fût respectée, il faudrait corriger cette moyenne des dividendes d'avant-guerre, par exemple à l'aide de l'indice général des prix.

Faut-il donc croire que le texte de la Délégation des Gauches (« *établi sur la moyenne des derniers dividendes d'avant-guerre* ») n'exclut pas formellement dans sa pensée un tel sous-entendu? Cela ne suffirait point à réhabiliter le système.

Inique, en effet, la solution proposée l'est encore en ceci, qu'elle assure sans doute aux porteurs, du moins pendant quelques années, le revenu de leurs actions, mais qu'elle les prive de leur capital. Le dommage qui résulte de ce chef serait exactement mesuré par la différence entre la valeur actuarielle des titres de rente viagère attribués aux anciens actionnaires et le cours d'une obligation de revenu annuel égal au montant de la rente viagère. Cette différence — qui varierait avec l'âge de l'intéressé, et selon qu'il aurait ou non des enfants — représenterait une valeur purement et simplement confisquée à l'actionnaire. Or, on peut encore une fois être l'adversaire du caractère perpétuel de la propriété et de l'héritage. Mais aller écorner la propriété des actionnaires des banques et des entreprises d'électricité — cependant que l'on ne touche point à celle des actionnaires du « secteur libre » ni à celle des propriétaires d'immeubles, et tandis que l'on proclame : « le sort des obligataires ne sera pas modifié » — cela ne saurait trouver l'ombre d'une justification. Et quel accueil feraient à une telle spoliation les actionnaires étrangers? Quelles incidences la réforme aurait-elle en politique extérieure?

Enfin, la solution proposée est anti-économique. Elle aboutit à faire varier l'indemnité accordée aux porteurs, selon le nombre d'années qu'il leur reste à vivre et selon qu'ils ont ou non une descendance directe. La Délégation des Gauches croit-elle donc que tous les propriétaires d'actions sont des rentiers, qui possèdent une fortune dont ils utilisent les revenus pour leur consommation? La plupart des placements émanent en fait non de personnes mais d'entreprises. La chose est évidente dans le cas où les actionnaires des entreprises nationalisées sont des sociétés commerciales: il faut alors nécessairement trouver un autre procédé d'indemnisation que la rente viagère. Mais bien souvent aussi l'actionnaire est un individu, sans que pour cela la personnalisation de l'indemnité réponde davantage à la situation. Lorsqu'un agriculteur investit provisoirement en actions des sommes qu'il destine à l'acquisition d'un cheval ou d'un tracteur dès que ce sera possible, quand un commerçant ou un industriel emploie en Bourse les fonds de roulement que vient grossir l'épuisement de stocks momentanément irremplaçables, ou des fonds d'amortissement mis en réserve pour l'acquisition d'outillages nouveaux, en réalité les fonds investis ne sont pas ceux d'une personne, mais ceux d'une entreprise. Est-il logique, est-il économiquement sain de faire dépendre la situation d'une entreprise, son essor ou sa faillite, de l'âge de son capitaine ou du fait

que le Ciel lui a accordé ou non une progéniture?

*
**

La cause est donc entendue. A l'expropriation d'un capital doit correspondre une indemnisation en capital. C'est bien ainsi que semble l'entendre le programme d'action proposé par le M.R.P., et publié dans *Le Monde* du 10 novembre. On y lit en effet: « *Une indemnité doit être accordée aux propriétaires. La formule normale de rachat paraît être la remise aux actionnaires expropriés d'obligations garanties par l'Etat dont le service (intérêts et amortissements) devrait être assuré par les résultats d'exploitation de l'entreprise nationalisée.* »

Tel est en effet le seul mode d'indemnisation compatible avec le principe de l'expropriation sans spoliation. Mais il n'est point aisé de décider quel doit être selon l'équité le montant nominal des titres à revenu fixe (supposés émis au pair et au taux d'intérêt courant du marché au jour du décret de nationalisation) qui devront être remis aux actionnaires. Le « programme d'action » du M.R.P. laisse le problème entier.

La récente nationalisation de la Banque d'Angleterre par le gouvernement travailliste nous fournit ici un précédent qui malheureusement n'est point susceptible d'être transposé chez nous. Les actionnaires expropriés

de la « *Old Lady* » reçoivent des obligations à 3 % dont le montant est obtenu par la capitalisation à 3 % du dividende moyen des vingt dernières années. La dépréciation continue du franc depuis 1936, les restrictions déjà apportées par l'Etat à l'autonomie de la plupart des entreprises que l'on se propose aujourd'hui de nationaliser, la limitation autoritaire des dividendes depuis 1941 font qu'un tel système, appliqué demain en France, serait tout à fait arbitraire et léserait gravement les actionnaires.

*
**

Pour fixer le montant des titres qui leur seront attribués, il faut donc obligatoirement se référer, non au montant du revenu de leurs actions, mais à leur valeur en capital ; non pas aux dividendes qu'ils percevaient, mais aux cours en Bourse des titres à revenu variables dont ils étaient propriétaires.

Seulement il s'agit de valeurs relativement très « spéculatives », dont les cours ont beaucoup varié absolument et relativement à ceux des autres, et particulièrement depuis quelques années. Quelle date, quelle période convient-il de prendre en considération pour déterminer le montant des obligations que les porteurs recevront en échange des actions expropriées?

A coup sûr — l'équité l'exige — il faut remonter assez loin dans le temps pour rencontrer des cours sur lesquels l'effet dépri-

mant de la perspective des nationalisations et des craintes de spoliation partielle ne se soient pas fait sentir. Pour que les nationalisations ne soient pas spoliatrices, il faut qu'elles ne consacrent point la spoliation que déjà leur menace a perpétrée. C'est dire que les cours actuels des actions de banque ou d'électricité, ou leur cours à la veille du décret des nationalisations, ne sauraient être retenus.

On peut être tenté d'adopter les cours de la Bourse du 4 juin 1945, déjà pris en considération pour l'évaluation des fortunes en vue de l'impôt de solidarité. Sans doute, l'indice des cours des valeurs d'électricité n'est en juin 1945 (le 8) qu'à 251 (base 100 en 1938) et celui des valeurs de banque qu'à 335, alors que l'indice général des cours des 300 valeurs françaises à revenu variable est alors à 415. Mais il n'apparaît pas certain que la perspective des nationalisations explique cette baisse relative, au moins pour les valeurs de banque qui dès juin 1944, — avant que la menace de nationalisation ait probablement pu jouer — étaient relativement aussi défavorisées (indice 492 contre un indice général de 612). Pour les valeurs d'électricité, leur baisse ⁽¹⁾ s'explique sans doute surtout par la destruction du fait des opérations militaires de nombreuses installations électriques et par la taxation à des niveaux très bas, des tarifs de la consom-

(1) Le rapport de l'indice des cours des valeurs d'électricité à l'indice général des cours des valeurs française à revenu variable est de 1,18 en déc. 1941, de 0,85 le 18 août 1944, de 0,62 à la fin de mai 1945 et de 0,51 le 16 novembre 1945.

mation. Lorsque l'on constate par exemple que la période qui va du 27 avril au 8 juin 1945 n'est marquée, — malgré les élections municipales et leur orientation nettement nationalisatrice — par aucune baisse *relative* des valeurs d'électricité par rapport à l'indice général ⁽²⁾ des cours des valeurs à revenu variable, on incline à penser qu'avant juin 1945 la cote ne révèle pas avec évidence qu'une discrimination systématique des valeurs d'entreprises exposées aux nationalisations se soit manifestée. Que si l'on tenait pourtant à remonter à une date antérieure à juin 1945, il faudrait choisir le lendemain ou la veille de Libération, ou encore la veille du débarquement du 6 juin 1944.

De toute façon, les cours choisis devront être, bien entendu, corrigés pour tenir compte des variations ultérieures de l'ensemble des cours des valeurs mobilières. On pourrait par exemple les multiplier par le rapport des deux indices suivants : indice des cours des valeurs à revenu variable dans l'ensemble des branches non sujettes aux nationalisations à la date du décret de nationalisation, divisé par l'indice général des cours des mêmes valeurs à la date choisie comme base d'évaluation (4 juin 1945 par exemple).

Cependant un correspondant éminemment autorisé attire mon attention sur une nouvelle

(1) 27-4-45 : indice général 469 : indice des valeurs d'électricité 302 ; 8-6-45 : indice général 415, indice des valeurs d'électricité 251.

difficulté. Le maintien au ministère des Finances de M. Pleven laisse espérer un très prochain alignement du cours officiel du franc. En dépit de toutes les barrières qui s'opposent au jeu du principe des vases communicants, il est probable qu'une telle mesure se traduira par une certaine poussée des cours des valeurs à revenu variable. Si la dévaluation doit être très prochaine, il serait évidemment équitable et opportun de différer l'indemnisation des porteurs d'actions d'entreprises nationalisées jusqu'à ce que les cours des valeurs mobilières aient digéré ses effets, et de corriger alors les cours de base choisis (ceux du 4 juin 1945 par exemple) par un rapport dont le premier terme serait l'indice des cours des valeurs d'entreprises non sujettes à la nationalisation un mois après la dévaluation par exemple; et le second : l'indice des cours des mêmes valeurs à la date du 4 juin 1945.

*
**

Des solutions de ce genre se heurtent à une objection : elles n'indemnisent pas les actionnaires qui ont vendu leurs actions à perte depuis quelques semaines, elles assurent un bénéfice substantiel à ceux qui les ont achetées à des cours dépréciés par la perspective de nationalisation sans indemnisation équitable. Mais, dès lors que l'on porte atteinte au droit de propriété, n'est-il pas fatal qu'une large part d'arbitraire intervienne dans la

réparation envisagée? Et si certains acquéreurs récents, qui ont misé sur l'honnêteté de l'Etat, en sont finalement récompensés aux dépens de précédents porteurs moins confiants, sera-ce donc un tel scandale? Ou bien préférera-t-on — ce n'est pas techniquement impossible — opérer une discrimination entre les porteurs d'actions selon la date d'acquisition de leurs titres?

*
**

On peut craindre certes que la transformation en obligations d'une grande partie du capital national, en substituant des revenus fixes à des revenus variables, n'introduise dans notre économie un élément de rigidité qui ne facilitera pas à l'avenir les rétablissements de l'équilibre économique. On peut craindre qu'en remplaçant des valeurs aléatoires par des titres stables, elle n'émousse encore le sens du risque, qui est l'âme du progrès économique. Mais c'est là l'un des éléments inéluctables de ce qu'on appelle le coût économique des nationalisations. Du moins convient-il que ne s'y ajoute pas l'effet de démoralisation qu'entraîneraient infailliblement des modalités illogiques et spoliatrices. Et le nouveau coup de frein qu'elles ne manqueraient point d'infliger à l'épargne française, dont dépend en fin de compte ce relèvement économique dans l'indépendance que tous les Français souhaitent à leur pays.

APPENDICE

TRANCHES DE JOURNAL

(1941-1946)

(*inédit*)

Le journal intime m'a toujours semblé constituer un genre littéraire très inférior. Il flatte la paresse de l'écrivain, auquel il permet d'aligner bout à bout des chapelets de trouvailles plus ou moins rares, sans lui imposer l'effort de les harmoniser et relier entre elles. Toute la substance d'une œuvre est dans les transitions. Le journal élude les transitions.

Ce serait une erreur de penser qu'un homme s'exprime en son journal plus sincèrement qu'ailleurs. Mauriac note quelque part que bien souvent notre journal tait notre drame le plus profond; cette aventure ou cette préoccupation secrètes dont toutes nos réflexions n'ont été que l'expression plus ou moins stylisée par la pudeur ou la cristallisation; ce premier plan de notre vie qui baignait en une lumière trop crue pour se prêter à l'analyse.

Dans le journal que l'on rédige pour soi seul, il manque quelqu'un : le partenaire, le public ; qui a son rôle à jouer en toute œuvre littéraire. Lorsque j'écris mon journal, je n'ai point à redouter que personne me prenne au mot; je jette ma première pensée ; rarement la vraie.

Mon journal pourtant n'est pas fait que de réactions premières, spontanément jaillies et naïvement exprimées. Mais le personnage que nous façonnons de nous à notre propre usage l'emporte-t-il en authenticité sur celui que nous composons pour les autres ?

Un homme réserve pour son journal cela seul qu'il consent à s'avouer à soi-même, et ne peut à autrui. Cela fait une double limitation, qui retient le journal de constituer cette image fidèle que d'aucuns à tort y veulent chercher.

Poitiers, 31-12-45.

APPENDICE

TRANCHES DE JOURNAL.

1941

Caen, 16 mai :

Il faudrait surtout que les Français gardâssent le goût du bon fromage et du bon vin, et du bon bifteck. Cela est sain; le fascisme ne l'est pas. Le sens de la douceur de vivre, voilà ce qui menace de nous quitter. Bien plus que « l'esprit de sacrifice », — que tant de redresseurs de torts prêchent en leur fauteuil. Jésus avait-il « l'esprit de sacrifice » ?... Il est venu mangeant et buvant. Et puis Il a prié que le Calice s'éloigne de Lui. Et puis Il a donné Sa vie.

Il n'y a jamais que l'amour qui manque...

ooo

Courseulles (Calvados), 22 août :

Il est des gens encore qui croient possibles les libertés personnelles dans un régime exclusif de la liberté économique. Il faut leur répondre : 1°) que l'homme ne peut rien faire sans consommer; qu'il ne peut donc agir librement, que sa consommation ne soit libre. Et secrète. La publicité de la consommation de chacun, voilà la plus grave entorse à la liberté, inséparable de l'économie dirigée; 2°) qu'en fait historiquement l'économie dirigée et la dictature sont liées; 3°) que là-même où une

économie dirigée s'instaurerait sans intention dictatoriale, elle aboutirait à créer des structures et à former des cadres tels qu'à brûle pourpoint, à la première crise politique, le premier gouvernement aventurier s'en pourrait emparer pour imposer en un tournemain la dictature.

ooo

Courseulles, 27 août :

Les extraits de presse et les tranches de conversations de 1914 que rapporte Gide en son *Journal* donnent à penser que le mensonge de guerre a atteint pendant l'autre conflit un niveau beaucoup plus élevé que pendant celui-ci. On est étonné de voir Gide, — lui! — discuter sérieusement les histoires de mains coupées, etc... ⁽¹⁾ Ce qui fait défaut, cette fois-ci, c'est l'ardeur combattive. Est-elle inséparable du mensonge? Les mêmes gens qui voici vingt-cinq ans étaient la proie naïve des bobards dénoncent aujourd'hui les « mensonges » de la radio anglaise. Ce n'est pas au mensonge qu'ils en ont: c'est à l'ardeur combattive, — qu'ils n'ont plus.

ooo

Courseulles, 3 septembre :

(A propos d'une brochure de Jacques Co-

(1) Ecrit en 1941. Depuis lors, la Gestapo et les S.S. ont fait franchir à l'histoire la limite des horreurs que la légende prêtait en 1914 aux armées du Kaiser...

peau sur le Théâtre Populaire publiée dans la Bibliothèque du Peuple.)

En somme Copeau vante la supériorité du théâtre des époques organiques (au sens saint-simonien du mot). Le vœu qu'il exprime, de voir l'avènement d'un « théâtre populaire » est lié à l'espoir qu'il nourrit, que nous entrions dans une nouvelle époque organique. Seulement nous sommes dans une époque critique, et rien ne prouve que nous en devions sortir de si tôt. L'histoire n'offre aucun exemple d'une époque organique dont l'avènement n'ait été précédé d'une longue période de ténèbres complètes. Je ne nous souhaite pas cela. Encore que ce soit possible. Mais les périodes critiques ont aussi leur valeur. Et le théâtre des époques critiques aussi bien. Seulement il n'est pas « populaire ». Durant les périodes critiques, les hiérarchies sociales sont moins simples et moins solides, mais le peuple est bien plus séparé des élites qu'il ne l'est pendant les époques organiques. Cela n'est point seulement un mal.

ooo

Courseulles, 6 septembre :

La vérité, pour l'homme, est tension entre la Vérité et l'erreur.

ooo

Caen, 12 septembre :

Sous l'« ancien régime », le Nord était à droite et le Midi à gauche. Mais le Nord était

républicain, et le Midi est tout ce qu'on veut. Le Midi est toujours pour ce qui brille au moment présent. C'est pourquoi, sous tous les régimes, le Midi est au pouvoir plus que le Nord.

ooo

Caen, 21 octobre :

Dans l'*Essai sur l'Incroyance* de Georges Bonnefoy, ce mot qui me paraît lumineux : « Là est la grande illusion des révolutionnaires, de confondre *ceux* qui résistent et *ce* qui résiste » (*Esprit*, mai 1938).

ooo

Caen, 28 octobre :

Ce qui manque le plus à ce pays, c'est un sens positif de l'amitié anglaise. Car il ne suffirait pas que les Français fussent pro-anglais par raisonnement, et devant des données passagères. Il faudrait un sentiment, tel que celui qui existait en Belgique et en Tchécoslovaquie à l'endroit de la France.

.....

Je suis passionnément démocrate. Peut-être parce que la démocratie parlementaire est le plus aristocratique parmi les régimes historiquement disponibles, au vingtième siècle.

ooo

Caen, 5 décembre :

Madame J... m'a montré un récit de fusillade d'otages, rédigé par un aumônier. Belle

mort patriotique. On doit s'incliner bas. Le sacrifice de la vie, de quelque façon qu'il soit consenti, obtient miséricorde; et le courage, quelle que soit son inspiration, est une grande chose. Mais devant la mort, je voudrais que Dieu existât seul. La cause temporelle pour laquelle on meurt, c'est entendu : on lui paie son dû. Mais on n'y pense plus. C'est fini. On va paraître devant Dieu. Il n'y a plus que Lui. On ne doit plus penser qu'à la Passion. Surtout qu'aucune haine ne nous traverse, que l'amour nous remplisse. Et quand on s'écrierait un moment, au lieu de chanter *La Marseillaise* : « Mon Dieu, mon Dieu, pourquoi m'avez-vous abandonné? », je n'y saurais voir une faiblesse!

ooo

Caen, 9 décembre :

La seule forme de volontarisme que j'accepte, c'est celle qui consiste à s'opposer systématiquement et constamment à la tendance naturelle de l'histoire. Quand l'histoire piétine, l'homme que je voudrais être est révolutionnaire. Mais pendant les révolutions, il est conservateur. Il n'est jamais réactionnaire, car il sait bien que rien n'accélère et n'exaspère les révolutions comme de prétendre faire reculer l'histoire. Il se contente de freiner, pour prévenir les chutes.

.. .. .

Etre intelligemment conservateur, c'est être réformiste sans illusions comme sans timidité.

Pour Marx, le rôle de l'homme d'action consistait à accélérer le cours de l'histoire. Telle était pour lui la seule façon d'agir efficacement. Il éprouvait d'enivrantes voluptés à se faire l'instrument des forces naturelles immanentes, à « conspirer avec l'univers ». Ce n'est point ainsi que je voudrais agir. L'histoire n'a pas besoin de nous pour mener le monde où elle l'entend. (Je veux dire qu'elle n'a pas besoin pour cela de cette part de notre activité qui est libre, consciente, volontaire.) Le rôle de l'homme qui agit, c'est d'aménager le cours de l'histoire, comme on aménage le cours d'un fleuve pour le rendre navigable. Empêcher que l'histoire se fasse par à-coups. Ménager les transitions.

Pour cela deux grandes tâches : 1°) quand l'histoire stagne, il faut un effort pour comprendre les bouleversements qui se préparent, et les préparer, et y préparer les hommes; 2°) quand les digues de l'histoire se rompent, il faut élever des barrages pour que tout ne soit pas inondé.

La règle d'or de l'homme d'action conscient : se porter à tout moment là où il faut pour faire contrepoids à la tendance historique dominante.

1942

Caen, 13 janvier :

La famille est à l'honneur ! Elle fait maintenant partie de la devise trilogique nationale, laquelle érige en principes politiques trois valeurs de la vie privée (car la patrie est un sentiment privé, si la nation est une réalité politique). Les grandes corporations envisagées par la Charte du Travail s'appellent des « familles professionnelles ». Le Maréchal a proclamé qu'un citoyen sans famille était une moitié de citoyen. *Le Journal de la Bourse* imprime qu'il faut inciter les Français à avoir des enfants, « en les prenant par le gousset », et qu'il faudrait poser en principe « la pénalisation des célibataires » et des couples stériles ; et aussi des couples qui ayant eu un enfant, n'en auront pas un second dans le délai de quatre ans. Avant-hier à Caen est venu M. X..., inspecteur de l'Enseignement Technique. De petits mitrons lui ont remis une brioche en forme de francisque, à porter au « Maréchal ». Et les petits mitrons ont juré de « fonder une famille féconde et saine ». Ils avaient treize ans...

oo

Caen, 17 février :

Deutsches Schicksal de Kasimir Edschmidt. Roman sans femmes : l'amour est pour les peuples heureux. Roman du complexe d'infé-

rriorité allemand. Besoin de faire du moindre détail de la vie un drame national. Un Hollandais est résigné sans arrière-pensée à ce que son pays ait une superficie moindre que celle de la France ou de la Russie. Un Allemand, non. Ou bien il nie la patrie, ou bien il est impérialiste. Il n'accepte jamais ses limites, ni dans un cas ni dans l'autre. Il parle de tout cela avec emphase, avec des quantités de sous-entendus tragiques. Sa *Weltleidenschaft* le déséquilibre...

Ce roman donne à penser qu'il faudra toujours contenir l'Allemagne par la force...

ooo

Caen, 24 février :

Hier soir, pour la première fois depuis le début de l'occupation, j'ai longuement causé avec un allemand: D. H..., professeur d'Ecriture Sainte dans une faculté de théologie catholique de Bavière. Quel sérieux dans la foi! « Le Saint Père, me dit-il, a des enfants qui crient partout et toujours bravo à tout ce qu'il fait. Il en a d'autres qui rechignent un peu, étudient, obéissent : les Allemands ». Ce qui me choque, et me paraît injuste, c'est qu'il met le catholicisme français sur le même pied que l'italien et l'espagnol...

ooo

Caen, 30 mars :

Il y a deux sortes de catholiques dans le monde moderne. Ceux qui croient que la terre est plate. Et ceux qui savent — ou s'imagi-

nent savoir — qu'elle est ronde. Les premiers sont les esprits du Moyen Age. Ils constituent la majorité. Claudel est à la tête de ceux qui savent — on pourrait dire: de ceux qui croient — que la terre est ronde.

.....

(Pour J. Y.)

Vous parlez toujours de « construire ». On ne construit pas l'histoire. Elle se fait, *sie wird*. On la devine, on la sent — ou bien on ne la devine ni ne la sent. On entre en elle, ou bien on reste en dehors d'elle. On demeure en elle, ou l'on en sort. Etre dans l'histoire, ce n'est pas forcément pousser dans le sens où l'entraîne la résultante des forces multiples et opposées qui contribuent à la faire. C'est entrer — à quelque titre que ce soit — dans ce système de forces. C'est y prendre un rôle, n'importe lequel, pourvu qu'il soit dans la pièce et se joue sur la scène. Il y a des forces d'évolution et de transformation qui sont dans l'histoire, mais aussi des idées et des gestes révolutionnaires, « constructeurs », qui sont hors de l'histoire, voués à l'avortement. Il y a des forces conservatrices qui sont dans l'histoire, sans lesquelles elle perdrait l'équilibre de sa marche, se déchaînerait en ouragan furieux et purement destructeur.

ooo

Caen, 4 avril :

Il n'y a point de plus sotte maxime que celle-ci, fort répandue : l'amitié ne dépend

pas des opinions. Combien j'ai perdu d'amitiés ces temps-ci!

ooo

Caen, 13 avril :

Ce que l'on appelle, « le moral », c'est en réalité de l'intellectuel. La démoralisation, c'est un ébranlement de l'intelligence. Les gens les plus intelligents sont souvent ceux auxquels la fermeté intellectuelle fait le plus défaut. Les esprits les plus fermes sont souvent les intellectuels d'intelligence médiocre.

ooo

Caen, 14 avril :

Tout le monde parle en ce moment de paix de compromis. Il faut s'entendre. Tout traité de paix, depuis que l'on n'égorge plus l'ensemble des ennemis vaincus, est un compromis. Que si l'on veut donc donner un sens spécifique à l'expression : « paix de compromis », il faut entendre par là toute paix qui ne comporte pas le désarmement de l'un au moins des belligérants. Et c'est cela qui me paraît sans exemple historique, tout à fait improbable. Que l'on y puisse croire est un signe de cet obscurcissement des idées qu'entraîne la lassitude chez tous ceux qui ne savent attendre.

.....

Tout mon effort de cette année vise à habituer mes étudiants à penser les questions sous l'angle mondial et non sous l'angle national. Tout l'effort de X..., de Y... consiste au con-

traire à faire prendre conscience d'un problème spécifiquement français, en l'isolant de la conjoncture extérieure. Je ne crois pas que ce soit heureux : car le problème français est en soi insoluble, d'autant plus insoluble qu'on l'approfondira davantage en vase clos, et que l'on prendra plus nettement conscience de la profonde division de notre pays. Ce n'est qu'en orientant les Français vers une unité plus vaste que la France que l'on peut faire revivre une certaine unité française.

ooo

Caen, 15 avril :

Ce qui risque de quitter les Français, c'est l'amour de soi-même. Il faut prêcher le sain égoïsme. Et aussi l'amour du prochain, qui est celui de l'égoïsme des autres (par opposition à la « communauté »).

.....

L'attitude anti-intellectualiste est propre à la jeunesse, à toutes les jeunesses de tous les temps. Il n'y a pas si longtemps que nous sommes passés par là. Il ne faut pas nous effrayer de voir les tout-jeunes aussi anti-intellectualistes.

.....

Ce qui oppose les gens les uns aux autres, ce n'est pas tant qu'ils donnent aux mêmes problèmes des solutions différentes. C'est bien plutôt qu'ils posent des problèmes différents. Connaître quelqu'un, c'est comprendre ses problèmes; c'est savoir quelle est pour lui

l'échelle d'urgence et d'importance des problèmes.

ooo

Caen, 19 avril :

Chaque homme a deux familles : celle où il est né, celle qu'il fonde. Pour fonder une famille, il faut renoncer à celle où l'on est né. L'homme quittera son père et sa mère. Les familles closes ignorent ce grand précepte. Elles sont patriarcales ou matriarcales : l'un des conjoints est sacrifié. Une famille chrétienne fondée sur ce précepte, c'est quelque chose de tout à fait nouveau. Et d'éphémère : un feu de bengale à la face de Dieu.

.....

La famille (celle dont on sort) vaut pour tout ce qu'elle nous apporte — et aussi bien parce qu'elle nous résiste. Elle est l'une de ces résistances contre lesquelles se fortifie l'individu. Nous avons un père et une mère, entre autres choses parce qu'il nous les faut haïr pour entrer dans le Royaume de Dieu. En résistant à notre famille, c'est à nous-mêmes que nous résistons. La vanité juvénile peut nous en laisser sottement inconscients. La lucidité sur ce point entraîne un déchirement fécond sur le plan humain, et qui — si l'orgueil est surmonté — peut l'être aussi sur le plan spirituel.

.....

Le mariage, c'est le temps imposé à l'amour humain. Le temps. c'est-à-dire une limite. Le

mariage, c'est l'interdiction posée à l'amour humain de se satisfaire de l'instant. L'instant, comme l'éternité, peut contenir l'absolu. Le temps introduit le relatif. C'est le Dieu jaloux qui nous interdit l'amour hors le mariage. Le mariage contient l'amour humain dans le temps, c'est-à-dire dans le fini.

ooo

Paris, 13 mai :

La discrétion consiste à ne point penser à ce qui ne nous regarde pas. Ne sont discrets naturellement que les gens égoïstes et peu curieux. La discrétion charitable est quelque chose de très supérieur et de bien plus rare. Elle implique une totale maîtrise non seulement de ses propos, mais de ses pensées.

ooo

Caen, 18 juin :

Les doctrines ne se distinguent les unes des autres que par leurs lacunes, et ne s'opposent les unes aux autres que par leurs négations.

ooo

Caen, 26 juillet :

Bénie soit la force d'inertie du peuple. Elle n'exclut ni le courage, ni la lucidité. Elle maintient. Contre ce roc ils se briseront, les misérables efforts de nos pseudo-intellectuels agités, qui croient avoir perdu leur journée s'ils pensent le soir la même chose qu'ils pensaient déjà le matin. Ils se croient une mission

d'éducation vis-à-vis du peuple. Ils devraient bien plutôt apprendre de lui la fermeté.

ooo

Cissé (Vienne), 16 août :

Plus haut l'on vise, moins on risque d'échouer tout à fait. N'avoir point d'illusion, cela ne signifie point être découragé d'avance. C'est au contraire être prêt à ne se laisser décourager par aucune déconvenue, par aucun obstacle rencontré sur le chemin.

ooo

Cissé, le 21 septembre :

X... n'aime pas la France : il veut la changer.

Y... n'aime pas la France : il aime la Nation.

ooo

Cissé, 22 septembre :

Il n'est point nécessaire d'être heureux pour être optimiste. Il est nécessaire d'être optimiste, quand on n'est point heureux.

ooo

Paris, 7 octobre :

Le volontarisme rend impropre à l'action quiconque le professe. Ne peuvent agir efficacement que ceux-là qui savent écouter l'histoire, et lui obéir.

ooo

Poitiers, 18 décembre :

Je lis avec délices « *Notre avant-guerre* » de Brasillach. Ce livre respire la joie irremplaçable de notre jeunesse, la mélancolie qu'exhale son souvenir. Au moins jusqu'au moment où Brasillach aborde l'an 1934, et même au delà — il apporte quelques savoureuses bouffées d'air républicain. Quand le monde est libre, tout le monde est libre : la liberté pénètre et vivifie ses adversaires comme les autres. Que Maurras au fond doit aimer la III^e République ! Il n'avait sa place que dans les cadres qu'elle a donnés à la France. Sans elle, son génie n'aurait jamais pris forme. Elle disparue, il est aussi démonétisé, aussi démodé qu'un parlementaire standard. Davantage peut-être.

ooo

Poitiers, 27 décembre :

A quinze ans j'avais et nous avions tous une vie intellectuelle bien plus active, ardente que maintenant. Pourquoi ? la fraîcheur et le zèle de nos curiosités adolescentes ? Oui, sans doute. Mais surtout nous étions astreints à des travaux réguliers, à un emploi du temps, à des exercices, à des contacts quotidiens avec d'autres esprits. C'est cette sujétion qu'il faudrait maintenir. La vigueur intellectuelle est affaire de persévérant *selftraining*.

ooo

1943

Poitiers, 11 janvier :

Le prénom « Adolphe », il y a quinze ans, n'évoquait pour nous que la langoureuse histoire d'un grand amour déçu. Aujourd'hui, tout autre chose. Le mot « Adolphe » a complètement changé de sens, en quinze ans.

ooo

Poitiers, 12 janvier :

Que de choses l'on peut enfermer en une page, sans qu'elle cesse pour cela d'être légère. Mais il y faut beaucoup de temps, beaucoup d'encre, beaucoup de peine.

.....

(A propos de la pièce de Lenormand: *Le Temps est un Songe*.)

Il y a des nœuds trop visibles, des explications trop lourdement développées. Il ne faudrait rien écrire que de léger, comme le joug de Jésus-Christ.

.....

Valéry dit: « *Le doute mène à la forme* ». Mais ce n'est point le doute qui a conduit ni Racine, ni Bossuet, ni les auteurs de la liturgie romaine. Le doute peut engendrer le culte de la forme pure. Or celui qui ne cultive la forme que pour elle-même ne crée rien, même en fait de forme. Il imite les cadres imaginés par d'autres qui avaient quelque

chose à exprimer, et il les vide de leur contenu. C'est la foi à la recherche d'un langage qui crée les formes. L'incroyant peut imiter le gothique, et construire l'université de *Yale*. Mais c'est la foi qui a inventé l'ogive, en un douloureux effort pour exprimer son élan. Et c'est elle qui avait inventé le plein cintre, dans un patient effort pour dire sa paix.

ooo

Poitiers, 2 mars :

Valéry écrit : *Le doute mène à la forme*. Non point, car le doute est pressé. C'est la Foi qui conduit à la perfection des formes : parce qu'elle a le temps.

ooo

Poitiers, 2 avril :

Nuances : lorsque l'on dit de quelqu'un qu'il est jeune : s'il est jeune, c'est une réserve; s'il est vieux, c'est un compliment.

ooo

Poitiers, 12 avril :

Ne cherchez jamais à déterminer quel est le gouvernement le meilleur : le meilleur, c'est celui qui est. J'entends non point nécessairement celui qui est au pouvoir. Mais celui qui est dans le cœur du peuple.

ooo

Poitiers, 13 avril :

Pour nous chrétiens, le rouge et le sang ne

sont point symbole de haine, mais de pardon et de brûlante charité.

ooo

Poitiers, 10 mai :

Il y a des gens qui ont toujours par derrière eux une théorie de rechange, pour les besoins éventuels de leur lâcheté.

ooo

Poitiers, 4 juin :

Les voix officielles vilipendent la Troisième République. Pourtant, elle est pour les Français la patrie, c'est-à-dire l'héritage des pères (non des arrière-grands'pères); quelque chose de bien plus réel, de bien plus solide que la nation, la *Gemeinschaft*, le *Volk*, le *Volksgefühl*, la *französische Anschauung*, et tous ces mots que l'on ne peut prononcer qu'en crachant. Que retombe sur eux toute la salive que doit exspuer qui les profère!

ooo

Poitiers, 6 juin :

Je voudrais ce soir écrire une phrase qui fût bien faite; qui ne dît pas grand chose peut-être, mais qui le dît parfaitement; une phrase dont tous les mots fussent exacts, dont toutes les idées fussent enchaînées sans artifice, dont la mélodie exprimât la signification.

Et puis, aller dormir...

.....

Qui trop croit croire, ne sait ce que croire est.

ooo

Poitiers, 7 juin :

Je voudrais interroger un philologue: il me semble que notre langue, loin d'avoir vieilli depuis le dix-huitième siècle, a subi au contraire une sorte de régression, sous l'influence de l'allemand. On en est revenu à l'abondance des adjectifs et des adverbes. On a lâché les vannes du néologisme. La langue française a perdu, sous beaucoup de plumes, la sobriété qui faisait sa maturité.

ooo

Poitiers, 9 juin :

Ah! qu'il faut donc savoir de choses, pour en bien dire une seule!

Variante : Ah! qu'il faut donc oublier de choses, pour en bien dire une seule!

.....

Où gît la lâcheté de Pilate ? Est-il lâche d'avoir condamné Jésus ? Ou de s'être lavé les mains de la condamnation ? En prêchant l'Esprit sans aucune intention hostile à César, Jésus n'avait-il pas en fait menacé César plus qu'aucun ennemi déclaré de César n'était en mesure de le faire ? Tout *Sursum Corda* n'ébranle-t-il pas le pouvoir temporel ?

.....

La Nation française risque de mourir du nationalisme des Français.

ooo

Cissé, 13 juin :

Les héros de roman ne sont sans doute pas

plus méchants que nous; ni plus vertueux; ni plus grands. Mais ils ne sont jamais si lâches, ni si sots. Pour ne point faire un roman insipide, il faut taire presque tout ce qui dirait un roman vrai.

ooo

Poitiers, 2 juillet :

La grande erreur des cuistres et des gens qui croient aux réformes de structure: croire qu'un mot ne signifie rien, si le concept est imprécis, qui lui correspond.

ooo

Poitiers, 8 juillet :

Je suis en train de lire la *Vie d'Auguste Comte* de H. Gouhier. J'admire que ce philosophe soit en outre si finement historien, et artiste, et styliste. Avec lui l'on échappe à la sécheresse du concept.

.....

Le concept est immobile, le mot a une histoire. Le concept n'a pas de couleur, d'odeur, de saveur. Le mot parle à l'oreille, aux yeux, à la langue, à la main. Le concept est universel; le mot a une patrie. On fabrique des concepts: seuls les siècles consacrent les mots. Le mot a un corps, et une âme. Le concept, ni l'un, ni l'autre.

.....

Par sa discipline dogmatique, l'Eglise catholique nous impose d'abord un langage : présence réelle, Mère de Dieu.

.....

Croire aux concepts, c'est croire qu'il y a des réalités intellectuelles qui ne sont pas personnelles : des entités qui ne puissent aimer ni vouloir, et qui pourtant habitent le monde de l'esprit. Rien de plus étranger à la pensée juive : c'est-à-dire à la nôtre.

.....

Aller du mot à la chose sans passer par le concept.

.....

Voir dans un mot seulement le signe d'un concept, c'est oublier que le mot est mélodie, que le mot est force, que le mot est évocation, que le mot est communion.

ooo

Poitiers, 21 juillet :

Pierre a renié, mais il n'aurait pas eu à renier s'il avait fui à trente kilomètres. C'est parce qu'il a aimé, parce que son amour lui a fait courir un risque (*sequebatur a longe* : mais tout de même *sequebatur*) qu'il a eu l'occasion de dire lâchement : « *quia non novi Hominem* ». Autant peut-être que ses larmes, cela lui a mérité l'éclatant pardon du Maître.

La première chose, c'est d'approcher le prétoire où se juge le procès de Jésus.

ooo

Poitiers, 26 juillet :

Les Italiens aussi ont leur « Maréchal ». Mais celui-ci sauve son pays, tandis que le nôtre a déshonoré le sien.

ooo

Poitiers, 27 juillet :

Plus un ouvrage est proche de la perfection, plus il devient difficile d'y changer un mot imparfait sans démolir l'harmonie de la phrase, du paragraphe, du chapitre, de l'ouvrage tout entier. Ne sont faciles à améliorer que les ouvrages médiocres.

.....

Un beau livre est fait de plus de sacrifices que de trouvailles.

ooo

Poitiers, 29 juillet :

C'est étrange, combien l'on fait peu de choses en une journée, lorsque l'on flâne beaucoup de minutes. C'est admirable, combien l'on achève de choses en une année, lorsque l'on fait effort chaque jour.

ooo

Poitiers, 30 juillet :

Aldous Huxley (je suis en train de lire *Contrepoint*), c'est un homme qui lutte avec amusement, et sans espoir, contre la sécheresse intellectuelle.

ooo

Poitiers, 2 août :

Parmi les catholiques, il y a ceux pour qui l'adhésion à la religion ressemble à ce que représente, pour un fils de notaire, le mariage avec la fille du notaire de son chef-lieu de canton. Il y a ceux pour qui elle est un coup de tête, un mariage fou, qui oblige à rompre

tous les liens, et que l'on fait parce qu'une grande passion emporte tout. Il y a un catholicisme en pantoufles; un autre qui a pour symbole le bâton du pèlerin. Il y a ceux qui se meuvent familièrement au milieu des objets sacrés, et qui y goûtent les satisfactions de l'habitude. Il y a ceux que le catholicisme sort d'eux-mêmes. Ou qui ne sont pas tout à fait catholiques, parce qu'ils n'en savent sortir tout à fait...

.....

En présentant dans *Contrepoint* l'un de ses personnages, Aldous Huxley a ce mot qui le définit si bien lui-même : « *intelligent jusqu'à en devenir presque humain* ». Je voudrais être humain jusqu'à en devenir presque intelligent.

.....

C... dit que les malheurs de la Troisième République ont commencé le jour où il n'y a plus eu de financiers de gauche, où finances et droite antirépublicaine ont commencé de se confondre plus ou moins.

ooo

Poitiers, 15 août :

Selon Radio-Paris, Roosevelt aurait fait à propos de la destruction de la Basilique Saint-Laurent à Rome la savoureuse déclaration suivante : « Pourquoi faire tant de bruit autour d'une vieille église démolie? L'Amérique est riche. Elle la reconstruira, toute neuve et bien plus belle ».

ooo

Poitiers, 19 août :

Vingt bonnes pages ne font pas nécessairement un bon chapitre. Dix bons chapitres ne font pas nécessairement un bon livre. Il est beaucoup plus facile de faire vingt bonnes pages que de faire un bon chapitre. Il est beaucoup plus facile de faire dix bons chapitres que de faire un bon livre. Pour faire un bon chapitre avec vingt bonnes pages, il faut souvent sacrifier la meilleure des vingt. Pour faire un bon livre avec dix bons chapitres, il faut souvent mutiler le meilleur des dix. Presque tout le monde sait faire une bonne page. Mais qu'il est difficile d'écrire un bon livre!

ooc

Poitiers, 20 août :

Oportet haereses esse. De même que selon la théorie des chromosomes, l'infirme peut transmettre l'intégrité qu'il n'a point, ainsi l'hérésiarque peut transmettre la vérité dont il a hérité, mais qui s'est en lui trouvée refoulée, dominée par d'autres caractères.

ooo

Poitiers, 30 août :

Quand on est jeune, on est manichéen. On croit que le mal existe, qu'il le faut combattre, qu'on le peut anéantir. Mûrir, c'est apprendre à voir que le diable aussi est serviteur de Dieu. Mais malheur à qui voit trop clair sur ce point! Car on ne peut servir deux maîtres!

.....

L'un des drames de la guerre, c'est qu'on ne la fait bien qu'au-dessous de vingt-cinq ans, et que sans doute on ne la comprend bien qu'au-dessus de quarante. Alors seulement on est assez mûr pour aimer en elle cette part irréductible de l'humain qu'elle exprime et réalise. Et pour savoir que le diable aussi sert Dieu; et aussi les hommes méchants.

ooo

Poitiers, 9 septembre :

Dans la mesure où l'idéologie est une réalité de psychologie collective, c'est être réaliste que faire une politique idéologique; et la politique qui se dit réaliste par cela même ne l'est point.

ooo

Poitiers, 16 septembre :

Quoi de plus lugubre que certaines parties de plaisir des thalas ⁽¹⁾? Une joie trop déchaînée pour des plaisirs trop mièvres. C'est le châtiment de tous ceux qui s'imposent d'obéir sans savoir renoncer.

ooo

Poitiers, 29 septembre :

Mûrir c'est apprendre à se taire sur les choses qui importent le plus. Et cela est beau. C'est parfois aussi apprendre à n'y plus penser. Et cela est terrible.

ooo

(1) Catholiques, selon l'argot de l'Ecole Normale Supérieure et de la Fondation Thiers.

Poitiers, 4 octobre :

La fermeté intellectuelle dont fait preuve Jacques Thibault et celle à laquelle je m'exerce ne sont point mises exactement au service des mêmes idées. Mais c'est bien la même chose qui le scandalise, qui le point : le spectacle de tant de gens qui disaient penser quelque chose, qui ont eu mille fois le temps de prévoir les objections, de se caparçonner contre elles ; et qui cèdent tout facilement, à leur premier assaut, comme si elles constituaient pour eux une surprise.

ooo

Poitiers, 14 octobre :

Quand un homme se plaint d'avoir beaucoup de travail, vous pouvez être sûr qu'il n'aimerait pas en avoir moins. Quand un homme se plaint d'une peine de cœur, vous pouvez croire qu'il est malheureux et sincèrement préférerait n'en être pas atteint. Quand une femme se plaint d'avoir trop de travail, c'est vraiment qu'elle aimerait en être débarrassée. Quand une femme se plaint d'une douleur sentimentale, cela ne signifie pas qu'elle voudrait ne la ressentir point.

ooo

Poitiers, 12 novembre :

Les syndicalistes révolutionnaires d'avant 1914 écrivaient que la démocratie ne peut engendrer et répandre le sublime. Si nous

sommes démocrates, est-ce parce que nous nous inscrivons en faux contre cette affirmation, ou parce que nous réfugions le sublime ailleurs qu'en la politique?

ooo

Poitiers, 16 novembre :

La logique est à la raison ce que l'algèbre est à la géométrie.

ooo

Poitiers, 28 novembre :

Je viens de lire la thèse de Charles Bettelheim sur *La planification soviétique*.

Une chose me frappe vivement dans ce livre : la façon qu'ont les Russes de rattacher à Marx des choses qui ne sauraient être tirées de lui sans contresens. Par exemple, cette idée de comptabiliser une *plus-value*, et de présenter les bilans qui servent de normes aux plans sur le modèle de l'équation $C = V + M$ ⁽¹⁾. Par exemple encore cette façon qu'a Staline, lorsqu'il préconise une baisse systématique et continue des prix, de fonder cette opinion sur la baisse de la valeur-travail qui accompagne le progrès technique.

Dans les deux cas, curieuse transposition dans l'économie socialiste de catégories forgées par Marx pour les besoins de son analyse du système capitaliste.

(1) C = capital constant ; V = capital variable ; M = plus-value (*Mehrwert*).

Ce qui me frappe encore, c'est, rapprochées l'une de l'autre: 1°) l'énormité du gaspillage en U.R.S.S.; 2°) l'ampleur du succès soviétique.

Les méthodes de production sont évidemment très mauvaises, sinon dans leur principe, du moins dans leurs applications (inhumanité du régime du travail; sauvagerie de la répression; développement excessif de la bureaucratie; caractère très primitif des méthodes de comptabilité; bilans matériels; incohérence des plans; modifications perpétuelles des plans en cours d'exécution; exécution non conforme au plan, ici dépassé, là exécuté à un très faible pourcentage; mauvaise qualité des produits industriels; pourcentage considérable de pièces mises au rebut; dépassement constant des plans de salaires; défaut de planification correcte en matière de population et d'emploi; massacres de cheptel au moment de la collectivisation qui a marqué le premier plan quinquennal etc...). Pourtant ce sont leurs méthodes que les Russes vantent le plus.

Les *résultats* sont indiscutablement remarquables: revenu national, outillage, production industrielle, voies de communication accusent des progrès inouïs et sans précédent dans l'histoire.

L'explication me paraît être la suivante: les Russes ont sacrifié le présent à l'avenir plus cruellement qu'aucune nation ne l'avait

fait jusqu'alors. Féroce-ment, ils ont aux dépens du bien être élémentaire des masses édifié un outillage pour l'avenir. Et la fécondité du capital est telle que malgré leurs gaspillages, malgré leurs méthodes primitives, malgré le handicap qu'ils avaient au point de départ du fait de l'état arriéré de leur population, de leur climat inclément, de l'insuffisance de leurs voies de communication, etc... les Russes ont enrichi leur pays à un rythme jusqu'alors partout ailleurs inconnu.

ooo

Poitiers, 21 décembre :

La politique, dit-on parfois, est l'art du possible. Elle est surtout l'art du probable.

ooo

Poitiers, 24 décembre :

A la messe de minuit, célébrée aujourd'hui à dix-sept heures à cause du couvre-feu, cet enfant nourri de pain allemand me dit, voyant distribuer la communion : « Ce n'est pas du pain : c'est tout blanc ».

.....

Le grand malheur de la France, c'est d'avoir son opinion publique gouvernée par des gens de formation littéraire, et d'avoir eu tant de littéraires à sa tête. Cela a commencé avec

Lamartine. Depuis lors, on a vu pis. Il faut à un pays une élite politique spécialisée.

.....

La valeur d'une civilisation est inversement proportionnelle au pourcentage des livres qui traitent de questions politiques et sociales par rapport à ceux qui parlent d'autre chose.

1944

Poitiers, 20 mars :

Ce sont les sots qui calomnient. Ils inventent des torts au prochain parce qu'ils ne sont pas assez perspicaces pour découvrir ceux qu'il a. Les malins médisent : c'est beaucoup plus efficace. Il arrive que les calomnies se retournent contre leurs auteurs. Il n'est personne que la médisance ne puisse atteindre douloureusement, gravement, définitivement.

.....

Nous autres modernes ne croyons plus à l'enfer. Nous ne croyons pas non plus au paradis. Nous ne croyons plus qu'au purgatoire. Et nous n'imaginons plus le purgatoire comme Dante faisait : mais comme une sorte de bain tiède...

ooo

Poitiers, 23 juin :

Il y a deux sortes de jusqu'aboutistes. Ceux qui croient à la valeur absolue des causes temporelles. Et ceux qui croient que les paix de compromis sont historiquement impossibles. Il y a donc deux sortes de jusqu'aboutistes : des doctrinaires et des positivistes. Ceux qui croient qu'on ne doit pas traiter, et ceux qui croient qu'on ne peut pas traiter. Je suis des seconds. Je suis à l'antipode des premiers. Le fait que pratiquement tous les jusqu'aboutistes se rencontrent sur le plan de

l'action peut entraîner une grande confusion intellectuelle.

ooo

Poitiers, 2 juillet :

Hier, j'entendais les cloches de la cathédrale sonner à mort pour le service Philippe Henriot. Et je songeais à la transcendance du message divin...

.....

Quand une femme parle du grand Turc, c'est d'elle-même encore qu'il convient d'entendre ce qu'elle en dit. Telle est la règle d'or qui préside à toute exégèse du verbe féminin.

.....

Isaïe et Jérémie, c'étaient après tout des collaborateurs...

ooo

Poitiers, 5 juillet :

Sujet de dissertation pour rhétoriciens : commenter cette formule (que je viens d'inventer) : « Périssent le monde, pourvu que j'aie une idée ».

ooo

Poitiers, 6 juillet :

J'étais hier en compagnie de deux anciens combattants de 1914, de l'espèce la plus modérée et pacifique. Ils racontaient que dans la tranchée, quand on n'avait rien à faire, on retournait les balles de fusil. C'est-à-dire que l'on mettait la pointe du côté de la charge. Le résultat — cherché — c'est que la balle

tournait dans l'air, et faisait en atteignant sa victime de larges et horribles blessures. Un tel raffinement semblait alors un jeu au plus bonasse des troupiers. J'affirme que ces deux hommes sont parmi les meilleurs que je connaisse. Georges Bataille se régalerait de ce trait, qui déclencherait sans doute en lui cet horrible rire (« *personne ne rit dans l'Evangile* ») qu'il affirme être le signe de l'« *autonomie* ». Quant à moi, un tel fait demeure à mes yeux très mystérieux. Certes, je n'aurais pas fait cela, et ce n'est pas une protestation platonique. Mais sûrement aussi je n'aurais pas eu assez d'autorité pour détourner mes camarades de le faire, ni même peut-être pour faire respecter les motifs de mon abstention.

ooo

Poitiers, 23 juillet :

La lutte est une belle chose. Mais comme c'est laid, une victoire ! La victoire met fin à la lutte sans du tout mettre fin à la guerre. La victoire, c'est la guerre moins la lutte. Un vice, comme l'étreinte sans la passion. Et puis la victoire suppose un vaincu. Un vaincu, c'est triste comme la mort. Si âprement et résolument qu'on l'ait combattu, quelle tristesse de voir s'effondrer le vaincu ! Comme il devient beau tout d'un coup ! Quel dommage, que l'on ne puisse passer de la guerre à la paix sans traverser la victoire.

.....

Lu sur le bord du chœur de Notre-Dame-la-Grande, écrit au crayon d'une main gauche et pure : « *Protégez mon Kurt, veillez sur notre bonheur* ». Je songe avec tendresse à ces amours violentes et fragiles, que tout contrecarre et dissipe, qui n'osent s'avouer à personne, et se viennent blottir dedans le sein de Dieu.

.....

D'aucuns professent que pour bien réussir en politique il faut être animé de la passion du bien public. Rien n'est plus faux. Est-il donc nécessaire que le tireur aime la cible, pour viser juste ? Il lui suffit d'un peu d'amour-propre. Et d'un regard aigu. Et d'une agile main.

ooo

La Roche-sur-Yon, 13 août :

Cette Révélation qui s'enchaîne d'Abraham à Pie XII, et qui tient bien peu de place dans l'histoire apparente de l'univers, bien peu l'ont entendue, et ceux qui l'ont entendue n'en ont entendu que bien peu.

ooo

La Roche-sur-Yon, 16 août :

Pour classer les gens, leur poser (en imagination) cette question (sotte entre toutes) : « Aimeriez-vous mieux mourir pour une femme, ou pour la Cité ? » Je suis de ceux qui répondraient sans réfléchir : « pour une

femme ». Toutes les femmes préfèrent ceux qui répondraient: « Pour la Cité ».

.....

Une armée régulière, bien encadrée, bien disciplinée, cela commet déjà bien des exactions. Que sera-ce pour nos pauvres F.F.I., où les liaisons sont si difficiles, l'accord entre formations diverses si péniblement atteint ? Les Allemands préfèrent se rendre aux Américains. La radio en ricane. J'en suis humilié.

ooo

Poitiers, 18 novembre :

Une révolution, c'est beau à Paris; c'est sordide dans les villages.

.....

Il est rare qu'un homme pardonne jamais à une femme d'avoir pour elle gâché sa carrière.

Il est sans exemple qu'une femme jamais ait pardonné à un homme d'avoir pour elle gâché sa carrière.

ooo

Poitiers, 30 décembre :

Le pacte franco-russe, sans aucun doute, est, comme chacun le clame, un succès. Mais peut-être le général de Gaulle, comme mainte femme légère, aurait-il besoin de songer que les plus surprenants succès mènent souvent aux plus inextricables situations.

.....

Il nous faut sortir de l'unanimité. L'unanimité, c'est le mensonge. L'unanimité, c'est la règle des moutons. L'unanimité c'est, à la pensée de Pierre et de Paul, préférer une formule creuse qui ne reflète celle de personne. La République sera rétablie en France, quand l'Assemblée Consultative ne votera plus à l'unanimité.

1945

Poitiers, 9 janvier :

Je connais deux grandes races d'hommes et de femmes : ceux qui veulent que les choses aillent mieux; ceux qui veulent prouver que si elles ne vont pas mieux, cela n'est en rien de leur faute. Les seconds sont beaucoup plus nombreux. Avec eux, cela va toujours plus mal.

.....
(Pour ceux qui veulent supprimer le profit)

Avant d'opérer l'ablation d'un organe, le chirurgien doit s'être bien assuré qu'il n'oublie aucune de ses fonctions. L'une des principales fonctions du profit, c'est de fournir les capitaux nécessaires à de nouvelles immobilisations. Pour l'économiste, il n'importe point tant de savoir d'où vient le profit, qu'où il va.

ooo

Poitiers, 15 janvier :

Je ne suis pas certain d'aimer mieux l'Etat qu'un trust. Je suis certain de préférer deux trusts à l'Etat.

ooo

Poitiers, 16 janvier :

Pour bien écrire, il se faut dégager de la hantise de ce que l'on n'écrit pas.

.....

Pour qualifier un profit d'illicite, on en est venu à se référer non plus à sa source, mais à son montant.

.....

On espère, par la confiscation des profits illicites, résorber une partie de la circulation. Mais la menace de la confiscation, en poussant les gens à transformer en valeurs réelles les fonds thésaurisés, produit l'effet exactement inverse.

.....

Comme les Anglais, je suis orthodoxe en matière économique, mais non point en matière monétaire. En France, c'est l'orthodoxie monétaire qui a tué le libéralisme.

.....

Dégoût de certaines formules laudatives à l'adresse du général de Gaulle. On devrait avoir le souci de ne point singer les thuriféraires du Maréchal. Il y a une pudeur à garder, jusque dans la vénération. Clame-t-on chaque jour son amour à son père? Et les plus plats ne sont pas toujours les plus fidèles. Ni les plus serviles, les plus sûrs.

ooo

Poitiers, 9 février :

Les sept péchés capitaux de l'enseignement secondaire libre : 1° On y suit les programmes de l'enseignement public. 2° On y fait enseigner l'anglais par des germanistes et l'allemand par des anglicistes. 3° On y conclut.

4° On n'y aime pas la République. 5° On s'y croit persécuté. 6° On y apprend à mentir. 7° On n'y lit pas l'Évangile.

ooo

Poitiers, 10 février :

Je viens de lire le chapitre vingtième du Quatrième Évangile. Et je pense à tous les symboles que contient cette sublime histoire si concrètement relatée. Jean court plus vite que Pierre et arrive avant lui au Sépulcre. Mais il n'entre pas, il attend Pierre. Pierre entre, trouve les linges, reconnaît la Résurrection. Alors Jean entre et croit.

Toute la question des rapports entre la mystique et l'autorité enseignante est là.

ooo

Poitiers, 7 février :

Tout le monde commente l'absence de la France à la conférence des Trois, dite « Conférence de Crimée » ⁽¹⁾. Plus me chaut ce que les *Trois* y auront décidé. L'angoisse m'en torture. J'ai l'impression qu'on prépare un partage de la Pologne, un partage de l'Allemagne, toutes sortes de malversations de la carte d'Europe. Ce n'est point pour cela que nous sommes entrés en guerre, et que nous avons, il y a quelques mois à peine, signé la Charte de l'Atlantique. La paix qui se prépare sera

(1) (Note de la présente édition) : celle qui par la suite a pris le nom de la Conférence de Yalta.

sans doute le contraire d'une paix wilsonienne. Crime et folie à la fois. Et certes bien des choses peuvent être, que nous ignorons, et qui rendent, dit-on, — de la part de la France surtout — une telle attitude nécessaire. Ne soyons tout de même pas trop faibles d'esprit, et que l'ignorance ne nous serve pas d'excuse à l'indifférence et à la complicité.

ooo

Poitiers, 18 février :

Pour comprendre notre temps, E. M... et J. S... lisent l'histoire de Robespierre et de Saint-Just. Si j'en avais le temps, c'est l'histoire de Louis XVIII que j'aimerais lire. Et prêter au général de Gaulle.

ooo

Poitiers, 10 mars :

La sottise consiste à citer Flaubert pour s'excuser de conclure.

ooo

Poitiers, 10 avril :

La grossièreté peut être une forme — et particulièrement délicate — de la pudeur.

ooo

Poitiers, 6 juillet :

La seule force au monde qui défende actuellement les libertés de l'homme et sa dignité, ce sont, avec M. Churchill, les trusts. Malheu-

reusement il n'y a en France ni M. Churchill, ni trusts.

ooo

Poitiers, 8 juillet :

Quelque chose que nous ne comprenons plus guère, et qui pourtant fut grand : le courage du soldat mercenaire. Celui qui fait sienne une cause sans que d'avance elle soit la sienne nécessairement. Celui qui s'engage à fond là où il n'était nullement engagé...

ooo

Poitiers, 19 juillet :

A tous les gens qui fêtaient l'autre jour la prise de la Bastille, on aurait toujours pu proposer une marche sur le camp de la route de Limoges ⁽¹⁾.

ooo

Saint-Jean-de-Luz, 5 août :

A la pelote basque, on compte tout bêtement, arithmétiquement les points. L'équipe qui la première en a marqué cinquante a gagné la partie. Au tennis, c'est beaucoup plus compliqué : il y a les avantages, les six jeux, les deux jeux de différence obligatoires, etc...

Le second mode de computation est évidemment moins rationnel : il se peut fort bien que le vaincu d'un match de tennis ait au bout du

(1) Camp où étaient alors détenus, à Poitiers, dans des conditions d'inconfort particulièrement choquantes, un assez grand nombre de prévenus pour délits politiques, et d'internés administratifs.

compte gagné plus de balles que son vainqueur. Mais aussi bien la partie de tennis en est-elle plus mouvementée, plus accidentée, plus excitante, plus amusante pour les joueurs et pour les spectateurs.

On peut rapprocher la façon dont se déroulent dans le temps une partie de tennis ou de pelote basque à celle dont déploient leurs effets dans l'espace les divers régimes électoraux dont il est présentement tant disputé. Le scrutin d'arrondissement est à la représentation proportionnelle ce que la règle du tennis est à celle de la pelote basque : moins rationnelle, mais plus raisonnable puisqu'elle obtient mieux le but cherché ; plus complexe, plus savante : plus civilisée.

ooo

Poitiers, 29 août :

Au fond, le modèle de toutes les républiques, c'est la monarchie constitutionnelle. L'erreur des monarchistes est de croire qu'il y faille absolument un roi.

ooo

Poitiers, 5 octobre :

La vanité, c'est la ridicule revanche du Malin sur ceux-là qui n'ont pas d'orgueil.

ooo

Poitiers, 23 octobre :

Sérénade sans espoir pour un ami qui vient d'être élu constituant :

Faites-nous une politique économique de droite, une constitution radicale, une politique extérieure socialiste, une politique intérieure M.R.P. Et si vous tenez quelque peu à votre réélection, prenez donc un peu de graine communiste sous le rapport des méthodes de propagande...

Quant à la future constitution, voici quelques directives :

1° — Faites-la aussi proche que possible de la constitution de 1875. Oncques n'en eut la France une meilleure. Ni peut-être aucun autre peuple.

2° — Elle ne saurait jamais être trop courte.

3° — Il faut éviter une nouvelle Déclaration des Droits. Autant voudrait changer le drapeau, ou le nom même de la France.

4° — Deux Chambres. Un Sénat politique, et non pas économique. Traditionnellement la Chambre haute est celle qui représente les traditions. Les intérêts ont leur place à la Chambre basse.

5° — Que les modes de scrutin ne figurent point dans la constitution. Les modes de scrutin s'usent à la longue. Lorsque l'un d'eux a trop duré, la vie politique s'enlise en ses inconvénients. Il faut que demeure

toujours et facilement possible un changement du régime électoral.

6° — Surtout, pas de représentation proportionnelle. La R.P. est un mode de scrutin centrifuge, et qui provoque la poussée de partis-champignons. C'est la R. P., ne l'oublions pas, qui a permis à Hitler de s'emparer légalement du pouvoir.

7° — Pas de régime présidentiel, pas d'élection du chef de l'Etat au suffrage universel. Pas non plus de Convention. Séparation et équilibre des pouvoirs. Ne croyez pas qu'il y ait de République stable hors des règles traditionnelles du régime parlementaire.

8° — Exclusion absolue du referendum. La démocratie directe est la pire forme de la tyrannie. Poser aux citoyens des questions qui toujours dépassent l'immense majorité d'entre eux, c'est déconsidérer le suffrage universel. L'homme de la rue sait choisir entre les hommes, non pas juger des lois. Et c'est pourquoi tout referendum dégénère fatalement en plébiscite.

9° — Pas de réformes de structure économiques dans la constitution.

10° — La meilleure constitution serait à mon avis la suivante :

ARTICLE 1^{er} : La République Française décide souverainement de renoncer à sa souveraineté pour se fédérer avec les autres nations de l'Europe occidentale.

ARTICLE 2 : L'Assemblée Nationale constituante désignera une commission parlementaire chargée d'élaborer conjointement avec les délégations des autres Nations appelées en à faire partie, la constitution de l'Union Européenne Occidentale.

ARTICLE 3 : La constitution fédérale sera soumise à la ratification de l'Assemblée Nationale constituante, qui devra l'approuver à la majorité des deux tiers. Elle se dissoudra immédiatement après cette ratification.

ooo

Poitiers, novembre :

Pour ne choquer personne, il suffit de ne rien dire. C'est facile, en parlant beaucoup.

Le choc n'est pas seulement le signe de toute pensée substantielle. C'est la substance même de la pensée. Là où aucun choc ne se produit, n'en doutez pas : il ne s'agit pas de pensée, mais seulement de mots.

ooo

Poitiers, 3 décembre :

Seul le temps sait faire les constitutions complexes et souples, confondues à la vie même de la nation, comme il en faut aux peuples civilisés.

.....

Thèse, antithèse, synthèse : Hegel a formulé le rythme fondamental de toutes choses. Il n'y a pas à sortir de là. La discussion commence lorsqu'il s'agit de savoir si l'important est l'opposition de la thèse et de l'antithèse, ou bien la synthèse : à quel niveau, sur quel plan (Dieu ou l'homme) la synthèse est pensable et réalisable.

ooo

Paris, 15 décembre :

Ceux-là vénèrent les sciences occultes, qui ignorent les autres. Ce sont de même les esprits de peu de puissance qui en imaginent d'occultes (les trusts).

ooo

Paris, 17 décembre :

Je ne connais guère les règles de la boxe. Mais je vais parfois au cinéma et j'y regarde des combats. L'arbitre est omni-présent. Il se déplace pour suivre les ébats des boxeurs. Peu lui chaut que l'emporte l'un ou l'autre des adversaires. Il est là pour empêcher la victoire d'être totale, le jeu de devenir sérieux et meurtrier.

Tel est à mon avis le rôle de l'Etat entre les classes sociales.

ooo

Poitiers, 21 décembre :

Il y a trois dates noires dans l'histoire de la France, depuis la libération.

D'abord le 11 novembre 1944, date de la venue à Paris de M. Churchill, si l'on accepte de la prendre pour symbole des résistances opposées par la France à la formation de l'Union européenne occidentale (sous de minuscules prétextes comme l'affaire de Syrie).

En second lieu le jour où fut décidé l'échange des billets, qui a fait sortir l'argent des lessiveuses et déclenché une inflation impossible à mesurer et à contenir.

Enfin surtout cet instant néfaste de juillet 1945 où le président de Gaulle, cédant à la pression de quelques ministres, a renoncé à la constitution de 1875 et consenti le referendum et l'élection d'une Constituante.

ooo

Poitiers, 28 décembre :

En somme, par le temps qui court, nous consentons à l'Est deux ou trois Munich par mois...

ooo

1946

Poitiers, janvier 1946 :

On est en train de nous confectionner une nouvelle Déclaration des Droits. Aucun ami de notre beau langage ne la pourra lire sans nausée. Aucun enfant des écoles ne la saura comprendre et retenir. Si pâle, si émasculée au regard de *la vraie*, qu'elle s'efforce gauchement à paraphraser, et ne réussit qu'à grandir par contraste.

ooo

Poitiers, 2 février :

(Pour ceux qui reprochent l'inhumanité du capitalisme libéral.)

Une grande administration, non moins qu'un grand marché, c'est une machine. La bureaucratie centralisée d'une grande nation n'est pas plus à l'échelle de l'homme que *Wall Street*.

Il n'y a que ce qui est petit qui soit à l'échelle de l'homme.

Voulez-vous revenir au petit métier? Est-ce mourir de faim qui vous fait envie?

.....

Le scrutin de liste avec R. P. assure une représentation proportionnelle des partis, mais non pas des opinions. Il demeure parfaitement possible, avec le R. P. *intégrale*,

qu'une opinion majoritaire se trouve mise en minorité. Il suffit pour cela qu'elle ne réunisse qu'une minorité dans les partis majoritaires. La représentation proportionnelle n'a donc pas même le mérite d'être en accord avec le principe — détestable — dont elle se réclame : celui de la démocratie directe.

.....

L'un des grands défauts de la R. P., c'est qu'une fois instituée elle est inexpugnable. Elle coupe les ponts derrière elle. On revient difficilement sur une réforme rationnelle, si déraisonnable soit-elle. On conserve parfois longtemps, mais on ne restaure jamais les bourgs pourris. Et jamais des élus à la R. P. n'affronteront de leur plein gré quelque autre mode de scrutin : ce serait pour la plupart un suicide.

ooo

Poitiers, 13 février :

La Démocratie, pour beaucoup, c'est l'absolu triomphe du droit de la majorité. Pour d'autres dont je suis, c'est le respect jaloux des droits de toute minorité, ne se composât-elle que d'une personne humaine.

FIN

TABLE DES MATIERES

	Pages
PRÉFACE (Mars 1946).....	VII
AVANT-PROPOS. — Pluralisme et transcendance (fé- vrier 1946)	XI
I. In Memoriam : Georges BONNEFOY (oct. 1941)...	1
II. Note sur les principes de la paix prochaine (juillet 1943)	13
III. Démocratie (27 septembre 1944).....	23
IV. Caracolades (4 novembre 1944).....	27
V. Commentaire (5 décembre 1944).....	45
VI. Lettre de Province (13 janvier 1945).....	51
VII. Dilemmes économiques (16 janvier 1945).....	63
VIII. Point à la ligne ou parenthèse ? (23 janvier 1945). Réponse de M. Léo Hamon : « C'est bien un commencement »	69
IX. Stratigraphie de la Résistance (29 mars 1945)...	85
X. Pamphlet contre l'idéologie des réformes de struc- ture (16 avril 1945).....	91
XI. La situation de l'économie française et la vie des travailleurs (leçon professée à la Semaine Sociale de Toulouse le 30 juillet 1945).....	151
XII. Entente européenne occidentale ? (sept. 1945)...	201
XIII. Réflexions dans l'isolement (25 septembre 1945)...	213
XIV. Produire (1 ^{er} octobre 1945).....	221
XV. Pour un travaillisme français (13 octobre 1945).	227
XVI. L'indemnisation des porteurs d'actions d'entre- prises nationalisées (29 et 30 novembre 1945)...	233
APPENDICE. — Tranches de journal (1941-1946).....	247

PITHIVIERS. — IMPRIMERIE DES CAISSES D'ÉPARGNE.

COLLECTION « CIVILISATION »

INCARNATION DE L'HOMME, par Marcel DE CORTE, Professeur à l'Université de Liège..... 180 fr.

PHILOSOPHIE DES MŒURS CONTEMPORAINES, par Marcel DE CORTE..... 300 fr.

LE GENIE FRANÇAIS, par Alexandre ECKHARDT, professeur à l'Université de Budapest (*épuisé*).

INCERTITUDES, Essai de Diagnostics dont souffre notre temps, par J. HUIZINGA..... 180 fr.

LA SCIENCE ET L'ÉTAT PLANIFIÉ, par John-R. BAKER. Préface de Jean Thibaut (*sous presse*).

DIAGNOSTICS, Essai de Physiologie sociale, par Gustave THIBON..... 75 fr.